



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

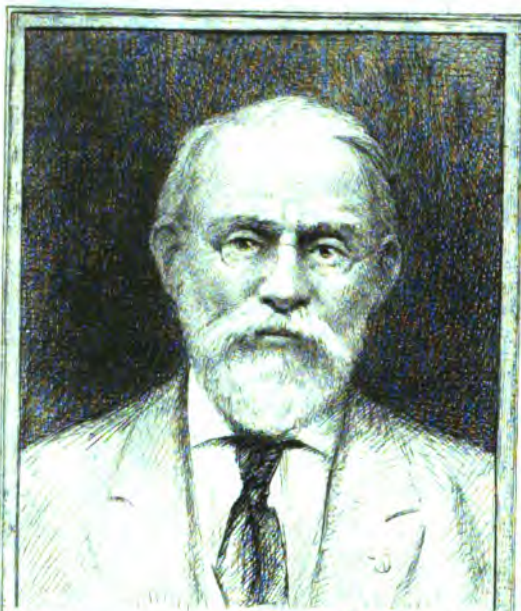
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50041 0

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



110
- 4107

#C

611

#781

S8

66.57

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME XVIII. — 1884

VALENCE, IMPRIMERIE DE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME

Colligite ne pereant.

TOME DIX-HUITIÈME



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ

M.DCCC.LXXXIV

64

Dunning
Nijhoff
5-4-27
13603

NUMISMATIQUE DU PARLEMENT

DE GRENOBLE.

LAURENT DE PRUNIER

Après les splendides médaillons artistiques de Carles et de Truchon, après celui, moins remarquable que curieux, de Cornu et les médailles plus modestes d'Expilly et de Frère, — il est bien entendu que cette modestie n'a rien à démêler avec celle de ces deux personnages, — il ne me reste plus, pour achever ma *Numismatique du Parlement de Grenoble*, qu'à décrire des jetons ayant appartenu à quelques membres de ce grand corps... Ce seront là les derniers vestiges de cette série que j'aurais voulu plus complète, et que mes recherches n'ont pas eu le pouvoir de rendre plus importante. J'y ajouterai aussi une médaille plus moderne, celles de Barnave et de Français de Nantes, qui furent avocats au Parlement et qui, à ce titre, doivent voir leurs médailles rattachées à cette série. Peut-être plus tard, ferai-je quelque autre découverte. Dans ce cas, je ne pourrai me défendre de considérer comme obligatoire un supplément au travail que j'offre aujourd'hui aux amis de l'histoire du Dauphiné.

Quant aux jetons qui feront l'objet des dernières pages de cette monographie, je ne prétends nullement les ac-

compagner de notices qui seraient peu en rapport avec leur minime importance, au point de vue de l'art, et je me considérerai comme libéré vis-à-vis de mon lecteur en lui offrant sommairement les principaux traits de la vie des personnages dont ils nous offrent les noms, quelques-uns d'entre eux ayant déjà, du reste, reçu la consécration méritée des historiens, d'autres n'ayant droit, en définitive, qu'à de simples mentions, eu égard à la nature du souvenir spécial qu'ils nous ont légué.

Le premier en date est Laurent de Prunier.

C'est d'Artus, son père, c'est du magistrat, type de ces grandes figures dont le Parlement de Grenoble est si fier, mais dont la tradition s'est perdue, que j'aurais voulu publier ici la notice numismatique.

Malheureusement, mes recherches les plus opiniâtres ont été infructueuses et je n'ai rencontré aucune trace métallique de cet homme remarquable à tant d'égards. De son illustre famille, j'ai pourtant, en 1879, décrit deux jetons : l'un, du père d'Artus, d'Artus I^{er}, Trésorier-Procureur-général du Dauphiné, dont j'ai esquissé la vie (1) ; l'autre, de son fils Laurent, Président à mortier au Parlement de Grenoble (2). C'est ce dernier dont je dois me résigner à rééditer ici l'unique jeton, puisque ce magistrat est le seul de son nom qui nous ait laissé un monument de ce genre. Mais il serait bien étrange que, possédant un souvenir numismatique du grand-père et du petit-fils, il ne nous soit pas donné de retrouver quelque jour celui du père, qui était le lien naturel entre Artus I^{er} et Laurent, et qui aurait eu toute sorte de bonnes raisons pour en doter sa famille. Qui sait même si, au moment où l'on s'y attendra

(1) *Revue belge de numismatique*, 1879, pp. 181 et suiv.

(2) *Idem*, 1880, pp. 357 et suiv.

le moins, on ne découvrira pas un de ces beaux médaillons, tels que nous en possédons pour des contemporains d'Artus moins illustres que lui, et qui nous apportera un témoignage de l'estime et de la considération des hommes de son temps. Nous possédons de fort belles médailles de Lesdiguières, de Marie Vignon, de Magdelaine de Créquy; pourquoi les mêmes auteurs de ces œuvres remarquables n'auraient-ils pas vu leur talent mis à contribution pour reproduire les traits du premier Président Artus de Prunier?..



♦ TVRRIS ♦ MEA ♦ DEVS ; Ecusson aux armes de Prunier (*de gueules, à la tour donjonnée et crénelée d'argent, maçonnée de sable*), sommé d'une couronne (1) et soutenu par deux lions.

Revers. — Même légende ; même écusson avec les mêmes couronne et soutiens, mais écartelé des armes de Bellièvre (*d'azur, à la fasce d'argent, accompagnée de trois trèfles de même.*)

AR. — C.R.

Mod. 28 mill.

Ma collection (C. R.) — Cab. de Grenoble (C. R.) —
Cab. de F. (AR.)

(1) J'aurais voulu dire une *couronne de baron* ; mais celle qui a été gravée ressemble à une *couronne de marquis*..... et Laurent de Prunier n'était pas marquis, ce titre n'étant entré dans sa maison que par son fils Nicolas,

La devise *Turris mea Deus* (Dieu est ma forteresse, Dieu est ma force) est celle des Prunier. Quant à l'écusson du revers, il nous donne la clef de l'origine de ce jeton, en nous apprenant qu'il est le souvenir de l'alliance de deux grandes familles, les Prunier et les Bellièvre.

Du mariage d'Artus II, premier Président au Parlement de Grenoble, et d'Honorade de Simiane étaient nés neuf enfants : deux garçons et sept filles. L'aîné, Laurent de Prunier, baron de Saint-André, seigneur de Virieu, etc., suivit, selon l'usage, la carrière paternelle. Docteur en droit, avocat en la cour, il fut nommé Conseiller au Parlement par lettres patentes du 6 avril 1602 et reçu le 27 du même mois. Quatorze ans après, par lettres du 29 juillet 1616, il parvint à la Présidence et fut reçu le 12 août suivant. Il mourut le 20 octobre 1650.

Il avait épousé, le 6 février 1604, Marguerite de Bellièvre, sa parente, fille de Pomponne de Bellièvre, Chancelier de France, et de Marie de Prunier, dont il eut quatre enfants. L'aîné, Nicolas, fut premier Président au Parlement de Dauphiné et Ambassadeur, en 1668, à Venise, où il sut prendre hautement le pas sur l'Ambassadeur d'Espagne ; le second, Gabriel, fut Président à mortier. Nous retrouverons plus loin leurs noms dans des inscriptions que j'ai le dessein de réunir à cette galerie *métallique* du Parlement. Marguerite de Bellièvre mourut en 1675.

Si notre jeton se tait sur les noms des époux dont il a été destiné à proclamer l'union et, sans doute, à en perpétuer la mémoire, l'écusson écartelé du revers est là

créé marquis de Virieu par lettres du mois d'avril 1655, enregistrées en Parlement et en la Chambre des Comptes les 23 juin et 2 juillet suivants. Cet ornement me fait donc ici l'effet d'une simple fantaisie, ... si ce n'est déjà l'indice d'une aspiration.

pour suppléer, par son langage muet, à l'absence des légendes qui auraient pu nous renseigner d'une façon moins énigmatique. S'il y a plus de modestie... — Est-ce bien de ce mot qu'il faut se servir ici ?... On sait que, lorsque les armoiries étaient de vieille date ou qu'on voulait les donner comme telles, on se dispensait volontiers de les accompagner de noms et même de devises !.. — S'il y a plus de modestie, disais-je, il y a aussi plus d'obscurité dans sa lecture, et ce jeton nous démontre combien les connaissances héraldiques sont utiles et indispensables, pour arriver à l'attribution certaine de pièces numismatiques parfois bien moins claires que celle-ci.

ABEL SERVIEN

Du mariage d'Antoine Servien, seigneur de Biviers et Procureur-général des Etats, avec Anne (1) Bailly, fille d'un conseiller au Parlement de Grenoble, naquirent treize enfants, parmi lesquels je ne citerai que François, qui fut évêque de Bayeux ; Abel, objet de cette notice (2) ; Ennemond, qui exerça les charges les plus importantes et remplit les fonctions d'Ambassadeur auprès du duc de Savoie jus-

(1) *Anne*, suivant les uns, *Diane*, selon d'autres.

(2) J'aurais voulu pouvoir donner une notice moins succincte de cet illustre Dauphinois ; mais les bornes dans lesquelles je me dois renfermer s'y opposent. On peut, du reste, consulter avec fruit le discours prononcé, lors de la rentrée de la Cour impériale de Grenoble, le 3 nov. 1860, par M. Almeras-Latour, premier avocat-général. C'est une excellente étude, où l'on trouve une foule de renseignements précieux sur ce personnage.

que dans un âge fort avancé ; Isabeau, qui épousa Artus de Lionne, conseiller au Parlement de Grenoble, puis évêque de Gap, et qui fut mère d'Hugues de Lionne, le célèbre secrétaire d'Etat.

Abel Servien, marquis de Sablé, comte de la Roche-des-Aubiers, seigneur de *Bois dauphin* et de Meudon, naquit à Grenoble vers 1593. Il remplit d'abord la charge de Procureur-général au Parlement de cette ville (1616) (1), puis il obtint un brevet de Conseiller d'Etat après l'assemblée des notables tenue à Rouen, où il avait été député et s'était fait connaître avantageusement (1618). Maître des requêtes en 1624, il fut nommé Intendant de justice et de police en Guyenne (1627) et député en 1628 aux îles de Ré et d'Oléron pour inspecter les munitions de guerre, etc. En 1629, il est envoyé à Turin et à Casal pour y terminer les différends des Ducs de Savoie et de Mantoue. Puis, des fonctions d'Intendant de la justice, de la police et des finances de l'armée d'Italie, en 1630, il passe Ambassadeur, en 1631, dans le même pays. Démissionnaire de ses hautes fonctions en 1636, à la suite d'intrigues, il se retire en Anjou, où il se marie. A la mort de Richelieu (1642), il est rappelé par Mazarin et envoyé aussitôt à Munster ; mais les conférences durèrent cinq ans, et ce ne fut qu'en 1648 qu'il put attacher son nom au traité célèbre qui porte ce nom. Nommé Secrétaire d'Etat en 1649 et Surintendant des finances en 1653, il mourut, dans son château de Meudon, le 12 février 1659.

(1) Sur la liste qu'il donne des Procureurs-généraux du Parlement de Grenoble, dans son *Dictionnaire du Dauphiné*, Guy Allard établit qu'il exerça ces fonctions de 1617 à 1630. Il figura sans doute comme tel au Parlement ; mais on voit, par le résumé ci-dessus, qu'il ne dut pas y paraître souvent.

Il avait épousé « le 14 déc. 1640, *Augustine le Roux*, (1) Dame de la Roche-des-Aubiers, veuve de *Jacques Huraut* comte d'Onzain, et fille de Louis le Roux, seigneur de la Roche-des-Aubiers, et d'Avoye Jaillart, dont il eut *Louis-François Servien*, marquis de Sablé, seigneur de Meudon, mort à Paris sans avoir été marié le 29 juin 1710, âgé d'environ 66 ans, *père d'une fille naturelle nommée Marthe-Antoinette Servien, mariée en 1703, à François Bellinzani, seigneur de Sompuis* ; *Augustin Servien*, abbé de St-Jouin-de-Marne et de Pierreneuf, et prieur de Sainte Catherine-du-Val-des-Ecoliers, mort à Paris le 6 oct. 1716, enterré à S. Paul en la chapelle des Sully, et *Marie-Antoinette Servien*, mariée en 1658, à *Maximilien-Pierre-François de Bethune*, duc de Sully, pair de France, chevalier des Ordres du Roi, morte le 16 janv. 1702, âgée de 58 ans. » (2)

Cette famille portait : *d'azur à trois bandes d'or ; au chef cousu du champ, chargé d'un lion naissant d'or.*

Nous avons de lui un fort beau jeton frappé en 1653, c'est-à-dire, six ans avant sa mort. C'est le seul monument numismatique que je connaisse de ce personnage ; mais

(1) Elle le précéda dans la tombe, en février 1652.

Loret annonça ainsi sa mort (*Muse historique*, 11 février 1652.)

J'ay veu une relation qui porte
Que Madame Servient est morte,
Dont son espoux est fort mary ;
Mais encore qu'il soit bon mary,
Il est un peu consolé d'elle,
Pour ce que (se dit la nouvelle)
Ils entrèrent en mesme jour,
Elle au tombeau, luy dans la cour.

(2) Le P. Anselme : *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France*, etc., t. ix, p. 305.

il en existe d'une autre espèce, qui accompagneront éternellement son souvenir. Les historiens, en effet, ne sont pas les seuls qui se soient attachés à faire revivre cet homme remarquable, et la peinture a voulu aussi lui payer son tribut. C'est ainsi que, sans compter les nombreux portraits gravés que nous avons de lui, on le retrouve, peint en pied, dans un beau tableau peint par Philippe de Champaigne, en 1665, (1) tableau dont l'original est catalogué sous le n° 87 du Musée de Grenoble.

Son jeton porte, ai-je dit, le millésime de 1653. Il fut évidemment frappé à l'occasion de son élévation à la Surintendance des finances. Ses travaux y sont comparés à ceux d'Hercule, dont on a placé l'effigie au revers, et, autour de cette image, on a su utiliser son nom pour le faire entrer dans la composition d'une fière devise, où l'on appuie sur les services qu'il a rendus à son pays en servant son roi.



ABEL · COMTE · DE · SERVIEN ·
SVRINTendant · DES · FINances · DE ·
FRANce · ; Ecusson aux armes de Ser-

(1) Ce tableau représente la cérémonie qui eut lieu à Reims, le 8 juin 1654, cérémonie dans laquelle Louis XIV reçut chevalier de l'Ordre du St-Esprit son frère le duc d'Anjou. Servien et Hugues de Lionne y figurent tous les deux, ce dernier comme Grand-Maitre de l'Ordre.

vien sous une couronne de comte et entouré
des Ordres du roi.

Revers. — SERVIENS · VNI · NVLLVM · NON ·
SERVAT (*En servant un seul, il sauve tout
le monde; en servant le roi, il sauve la
France entière*); Hercule, debout de face,
appuyé sur sa massue et tenant la peau du
lion sur son bras droit. A l'exergue: · 1653 ·

AR.

Mod. 28 mill.

Cab. de F.

· SÉBASTIEN POURROY

ou

ARTUS POURROY

De Paul Pourroy, seigneur de Cras, Montferrier, Voisanc, Vaulserre et Saint-Albin, d'abord Secrétaire des Comptes, puis Receveur-général des Etats de la province, enfin Maître ordinaire de la Chambre des Comptes (lettres du 14 juillet 1628), mort en 1636, et d'Elizabeth du Faure, sa femme, étaient nés sept enfants : Sébastien et Artus, dont nous allons nous occuper dans le présent paragraphe, et cinq autres fils ou filles qui n'ont rien à y voir.

Sébastien Pourroy, seigneur de Vaulserre, Saint-Albin Cras, Montferrier, etc., fut d'abord Vice-sénéchal, Lieutenant-général au siège de Crest; docteur en droit, avocat en la Cour, il fut nommé Conseiller au Parlement de Dauphiné (lettres du 20 mars 1621, reçu le 5 mai suivant), puis Président à mortier (lettres du 31 janvier 1629, reçu

le 24 février suivant). Il laissa de Marie Béatrix-Robert de Bouquéron, fille de Gaspard et d'Antoinette Camus, un fils, Aymar, qui fut, en 1655, (1) Président à mortier au même Parlement, par résignation de son père.

D'autre part, toujours d'après l'*Armorial du Dauphiné*, Artus Pourroy, seigneur de Quinsonnas, Lauberivière, Guillomières, etc., second fils de Paul Pourroy et d'Elizabeth du Faure, Contrôleur-général des Finances et du Domaine, Maître ordinaire en la Chambre des Comptes (lettres du 11 mars 1636, en remplacement de son père, décédé; reçu la même année, et décédé lui même en 1679), épousa Laurence Béatrix-Robert de Bouquéron, fille de Gaspard et d'Antoinette Camus, dont il eut cinq enfants.

Voilà donc deux frères, Sébastien et Artus Pourroy, épousant deux sœurs, Marie et Laurence Béatrix-Robert.

Auquel des deux accorder le jeton suivant ?



◆◆◆ INSIGNIA ◆ VIRI ◆ NOBILISSIMI ;

Ecusson aux armes de la famille Pourroy
(d'or, à trois pals de gueules; au chef d'azur,
chargé de trois molettes d'or), sommé d'un
casque de profil, cîmé de deux espèces d'anses

(1) Guy Allard, dans son *Dictionnaire*, assigne à ce fait la date de 1663.

supportant un petit globe (?) et entouré de lambrequins.

Revers. — ♦♦♦ NEC ♦ NON ♦ VXORIS ♦ SVÆ ♦
CARISSIMÆ; Ecusson losangé aux armes
de la famille Béatrix-Robert (*d'azur, au che-
vron d'or, chargé de trois roses de gueules;
au chef d'argent, chargé d'un lion naissant
de gueules*), entouré d'une cordelière for-
mant quatre lacs d'amours.

AR.

Mod. 28 mill.

Cab. de F.

C'est évidemment un jeton de mariage ou d'alliance; mais auquel des deux Pourroy le donner ? Aucun titre, aucun nom, aucune date, aucun indice, en un mot, si ce n'est une vanité un peu... fastueuse, qui fasse pencher la balance plutôt vers l'aîné qu'en faveur de son frère puîné... Laissons le donc au Conseiller,... à moins que l'on ne préfère l'accorder à tous les deux, ce qui est peut-être la vérité. Nous avons vu bien d'autres amours-propres affichés sur les médailles qui précèdent, et les *armoiries d'un homme très noble — et de sa très-chère épouse non moins noble que lui* ne jurent point trop après les exagérations orgueilleuses d'Expilly et de Cornu.. Je ne suis pas moins étonné de ce monument de superbe de la part d'un magistrat dont Guy Allard s'est plu à louer l'affabilité et la bonté, (1) et à qui Millet, dans sa *Vénérable Abbaye de Bongouvert de Grenoble*, a décerné le titre de *Père du bon meyna* (père des bons enfants, père du peuple). Il est vrai que Millet et Guy Allard *vivaient* tous les deux du Parlement, et alors!....

(1) V. la *Biographie du Dauphiné* d'Ad. Rochas.

SÉBASTIEN DE LIONNE

A défaut d'une médaille ou d'un jeton de Hugues de Lionne, le célèbre ministre de Louis XIV, que j'aurais été bien satisfait de pouvoir découvrir pour en orner ma suite des hommes du Parlement, je dois, comme pour Artus de Prunier, me contenter du jeton d'un membre de sa famille.

Sébastien de Lionne, marquis de Claveyson, depuis l'érection de cette terre en marquisat par lettres de décembre 1658, (1) seigneur de Leyssin, (ou Leysseins) doc-

(1) Il existe, pour qui sait lire entre les lignes, un curieux écho de cette affaire dans les *Lettres inédites de Hugues de Lionne* publiées par M. le Dr Ul. Chevalier. « Quand vous verrez M. de Claveyson, écrit le ministre à son oncle Humbert de Lionne (et non son neveu, ainsi qu'il est imprimé dans l'*Inventaire sommaire des Archives départementales de l'Isère*), doyen de la Chambre des Comptes de Grenoble, quand vous verrez M. de Claveyson, je vous prie de lui dire de ma part que j'ai sur ma table son marquisat scellé et bridé et que je ne le retiens que pour y faire mettre la signature d'un secrétaire d'Etat, après quoi je le remettrai à son frère, quand il sera de retour. » *Lettre XVIII*, 18 déc. 1658.

Il est vrai que, dans une lettre précédente (*Lettre XIV*, 5 juin 1657), il écrit aussi au même correspondant, au sujet d'un procès dans lequel est engagé un homme à qui il a de grandes obligations : « Mon cousin de Lesseins — Sébastien n'était pas encore marquis de Claveyson, on le voit, — se trouve de ses juges. Son père s'est chargé de lui en parler de ma part comme il faut, et je vous prie de le faire envers les autres avec toute l'efficace possible. Je vous prie même, dès que vous apprendrez son arrivée à Grenoble, où il doit se rendre bientôt, de le prévenir et lui aller offrir vos services. Enfin je me suis engagé de parole qu'on fera l'imaginable pour lui faire avoir raison et principalement dans son affaire. Je vous prie de supplier M. le président de la Coste de nous donner ses amis en cette occasion, qui ne me saurait jamais être plus à cœur. »

Plus ça change, a dit Alph. Karr, plus c'est toujours la même chose . . . et je crois que nos modernes n'ont rien à reprocher à ceux qui les ont précédés.

teur en droit, avocat en la Cour, fut nommé Conseiller au Parlement par lettres du 20 juin 1641, — 1643, suivant Guy Allard, — et reçu le 11 juillet suivant. Il résigna son office en 1666, (1) année où il fut nommé Gouverneur de la ville de Romans.

Fils d'Hugues de Lionne, seigneur de Leyssin (docteur en droit, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement par lettres du 3 janvier 1613, en remplacement et sur la résignation d'Artus de Lionne, son frère, et reçu le 27 juin suivant) et de Laurence de Claveyson, il était, par conséquent, neveu de ce même Artus de Lionne, docteur en droit, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (par lettres du 29 janvier 1605, reçu le 5 mars suivant, puis évêque de Gap,) et père d'Hugues de Lionne, l'ami, le confident et le successeur de Mazarin, en 1661.

Sa femme, Catherine Béatrix-Robert, fille de Pierre Béatrix-Robert de Saint-Germain, Conseiller au Parlement, et de Catherine Béatrix-Robert de Bouquéron, lui donna deux filles, dont l'aînée, Jeanne-Renée — l'autre se fit religieuse, — épousa son cousin Louis de Lionne, fils aîné du ministre, marquis de Berny, Grand-Maître de la Garde-Robe du Roi, mort en 1708.

Sébastien de Lionne et Catherine Béatrix-Robert eurent

(1) Nous trouvons également un autre écho de cet événement dans les *Présents de la ville de Romans sous les Consuls*, publiés par M. le Dr Ul. Chevalier : « 28 avril 1675. Le marquis de Lionne (Sébastien de Lionne, marquis de Claveyson, seigneur de Triors, de Lesseins, d'Aouste, d'Hostun et de Mercuro) nommé gouverneur de Romans reçoit les plus grands honneurs et deux quintaux de bougies, on avait distribué de la poudre à la milice bourgeoise. »

Comment concilier la date de 1675, donnée ici par l'auteur de ce Mémoire avec la date de 1666 donnée par M. Pilot ?

leur jeton de mariage, ou peut-être simplement d'alliance ;
et, faute d'autre de cette famille, j'en donne ici la descrip-
tion :



SEBastien · DE · LIONNE · MARQUIS ·
DE · CLAVESON ; Ecusson sommé d'une
couronne de marquis et soutenu par deux
lions (Ecartelé au 1 et 4, de *gueules*, à la
croix engrelée d'or, qui est d'*Hostun* ; aux
2 et 3, de *gueules*, à la *bande d'or*, chargée
de *trois clefs de sable*, qui est de *Claveyson* ;
à l'écusson en cœur, brochant sur le tout,
de *gueules*, à la *colonne d'argent* ; au *chef*
cousu d'*azur* chargé d'un *lion léopardé d'or*,
qui est de *Lionne*.) A l'exergue : 1660.

Revers. — CATherine · BEATRIX ROBERT ·
MARQuise · DE · CLAVESON ; Ecu-
son sommé d'une couronne de marquis,
parti de *Lionne* et de *Béatrix-Robert* (d'*azur*
au *chevron d'or*, chargé de *trois roses de*
gueules ; au *chef d'argent*, chargé d'un *lion*
naissant de gueules), et placé entre deux
palmes.

LAITON.

Mod. 28 mill.

Ma collection. — Cab. de Lyon.

JEAN DE LA CROIX DE SAINT-VALLIER

Des cinq jetons, y compris ce dernier, qui ont déjà paru dans ce travail, un seul porte le cachet personnel d'un homme et présente une allusion politique. Nous en retrouverons encore un tout-à-l'heure. Les quatre autres, ceux de Laurent Prunier, de Sébastien Pourroy, de Sébastien de Lionne et celui que je vais décrire, sont peut-être de simples jetons d'alliance, n'offrant que les armes et les noms des époux, parfois même privés de ceux-ci, donnant ou ne donnant pas la date de leur union. Je dis *peut-être*, car les généalogies, en général, ne fournissent pas les dates des naissances et des mariages, et il est fort souvent difficile d'en déterminer les époques. Si donc ces jetons n'appartiennent point à cette catégorie, il pourrait se faire que, tout en présentant les signes de l'alliance de deux familles, ils n'aient été frappés simplement que pour le jeu. Il était de bon ton, alors, dans les salons bien ordonnés, d'avoir des pièces de ce genre pour marquer ou payer au jeu. On s'en servait même encore, à cette époque, pour calculer des sommes. Du reste, quelque soit le but pour lequel ils ont été frappés, ces jetons sont-ils dus à l'initiative personnelle des intéressés, ou bien sont-ils un présent offert par des amis ou par les corps auquel ils appartenaient ? Je ne saurais l'affirmer. Nous n'avons aucun titre pour nous fixer à cet égard, le Parlement grenoblois n'ayant pas eu des jetons de corporation comme ceux de Dijon et de Bordeaux.



Iean · DE · LA · CROIX · CONTE · DE
SainT · VALLIER · CONseiller ·
D'ESaT · PRESIdenT · Du · PARLe-
ment · De · DIION ; Ecusson de La Croix
 de St-Vallier (*d'azur, au buste de cheval d'or,*
animé de gueules; au chef cousu de gueules,
chargé de trois croisettes d'argent), sous
 une couronne comtale sommée d'un heaume
 entouré de lambrequins et cimée d'un mor-
 tier et d'un cheval issant, portant un guidon
 aux mêmes armes, et soutenu par deux
 chevaux.

Revers. — **MARIE DE SAYVE CONTESSE DE**
Saint-VALLIER ; Ecusson parti au 1, de *St-*
Vallier ; au 2, de *Sayve* (*d'azur, à la bande*
d'argent, chargée de trois coupleures de
gueules), placé sous une couronne comtale
 et entre deux palmes en sautoir ; le tout,
 sur un manteau. A l'exergue : 1643.

AR. — C. R.

Mod. 3o mill.

Ma collection (c. r.). — Cab. de Lyon (c. r.). — Cab.
 de F. (AR.).

Jean de La Croix de Chevrières, comte de Saint-Vallier, etc., docteur en droit, avocat au Parlement de Paris, conseiller au Parlement de Grenoble (lettres du 20 juillet 1633, reçu le 9 août suivant), fut remplacé sur sa résignation, et pour passer à la présidence du Parlement de *Bordeaux*, — suivant M. Pilot-Dethorey, — par Félicien de Boffin, le 5 mars 1644, si nous nous en rapportons à la date donnée par l'*Inventaire-Sommaire* des Archives départementales de l'Isère. Pourtant, notre jeton nous mettrait en droit de supposer que sa résignation a dû être bien antérieure à son remplacement, puisqu'il porte le millésime de 1643, date, je présume, de son élévation à la Présidence au Parlement de Bourgogne, — et non de *Bordeaux*, — et qui me porte à penser qu'elle n'est point celle de son mariage. Il fut nommé plus tard, au même titre, à la Présidence de Grenoble, par lettres du 13 juin 1650, et reçu le 25 du même mois. Il résigna ses fonctions en 1674.

Il était fils de Jean de la Croix de Chevrières, comte de St-Vallier et de Vals, baron de Serve et de Clérieu, seigneur d'Ornacieux, Pisançon, Chantemerle, Brie, Farammans, les Cottanes, etc. etc., qui devint Conseiller au Parlement de Grenoble, puis Avocat-général, puis encore Conseiller et Garde-des-Sceaux au Conseil établi à Chambéry, en 1600, Président à mortier au Parlement de Dauphiné; enfin, Evêque et Prince de Grenoble, et l'un des grands personnages de son temps.

On cite deux devises de cette maison : *Indomitum domuere cruces* et *Victricia signa secutus*, qui ne peuvent être dues qu'à la direction d'esprit du magistrat-évêque.

Jean, l'auteur du jeton qui nous occupe, avait épousé Marie de Sayve, fille de Jacques de Sayve et de Barbe

Giroud, d'une famille lyonnaise ou dijonnaise, — j'ignore lequel des deux, les généalogistes n'étant pas d'accord à ce sujet, — qui, suivant Paillot, a donné *au Parlement de Bourgogne deux présidents, cinq conseillers et un avocat-général, et à la Chambre des Comptes un premier président et un président*. Paillot ajoute, au sujet des armoiries de cette famille, qu'elle porte « *d'azur à la bande d'argent chargée de trois couleuvres* (et non *sansuës* comme aucuns ont dit) de gueules. »

Notre jeton, on le voit par sa légende, a été frappé pour la Bourgogne; mais il n'en est pas moins dauphinois par son auteur, qui est revenu depuis prendre son rang au Parlement de Dauphiné.

PIERRE PUCELLE



- ❖ **Pierre PUCELLE PREMIER PRÉSIDENT ET COMMANDANT EN DAUPHINE**; Ecussons accolés de Pucelle (*d'azur, à la croix engrelée d'or, cantonnée aux 1 et 4 d'un croissant d'argent, et aux 2 et 3 d'une trèfle de même*, autant du moins qu'on en peut juger d'après la gravure du

jeton, les héraldistes n'étant pas d'accord entre eux sur les métaux des trèfles et des croissants), et de Roujault (*d'or, à trois billetes de gueules, au chef d'azur, chargé de trois étoiles d'argent*), dans un cartouche Renaissance, surmonté d'une couronne de marquis (?) avec deux lions pour soutiens ; le tout, posé sur un manteau doublé d'hermine, surmonté du mortier de premier Président.

Revers. — HÆC NESCIA FALLI (*elle ignore l'erreur, elle ne peut se tromper*) ; La Justice assise à gauche, tenant la balance et l'épée.

C. R.

Mod. 30 mill.

Cab. de F.

Pierre Pucelle, Chevalier, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et Privé, ancien Conseiller au Parlement de Paris, fut nommé premier Président au Parlement de Grenoble par lettres du 11 décembre 1692, en remplacement de Nicolas Prunier de Saint-André, et reçu le 10 février 1693. Il décéda le 22 mars 1694.

Etranger au Dauphiné, où, du reste, comme on vient de le voir, il n'eut pas le temps de s'acclimater et de se faire un nom, il a laissé peu de traces de son passage ; et je crois même que la plus saillante est encore l'existence de ce petit morceau de métal qui nous transmet ses titres, ainsi que ses armoiries et celles de sa femme.

Fils de Claude Pucelle, célèbre avocat au Parlement de Paris, suivant la courte notice que lui consacre l'*Armorial du Dauphiné*, et de Françoise de Catinat, sœur du célèbre maréchal, il avait épousé Anne Roujault, dont il eut qua-

tre enfants, et l'*Armorial général de France* nous apprend que sa fille Renée-Elizabeth fut mariée à Nicolas de Frémont, II^e du nom, marquis de Rozai et de Charleval, seigneur d'Auneuil, etc., le 3 février 1704, c'est-à-dire, dix ans après sa mort.

Ce jeton est le seul de tous les monuments numismatiques parvenus jusqu'à nous, qui nous offre le titre de *Commandant en Dauphiné*. Tout le monde sait que le Parlement de Grenoble a toujours joui « de cette ancienne et glorieuse prérogative qu'en l'absence des gouverneurs et des lieutenants-généraux de la province, le premier président ou le plus ancien commande. » (1)

B A R N A V E

On a beaucoup écrit sur Barnave, et ses détracteurs ont été aussi exagérés peut-être que ses apologistes... Chercher à rétablir un juste équilibre entre ces sentiments extrêmes serait certainement œuvre équitable et méritoire, mais cette pensée ne peut m'être permise dans un travail spécial comme le mien. Nous sommes encore trop près du temps où il vivait, et les passions de notre époque s'en rapprochent trop aussi pour qu'un essai de ce genre soit chose facile.

On avait dit de Barnave que c'était un jeune arbre qui monterait haut, si on le laissait croître...

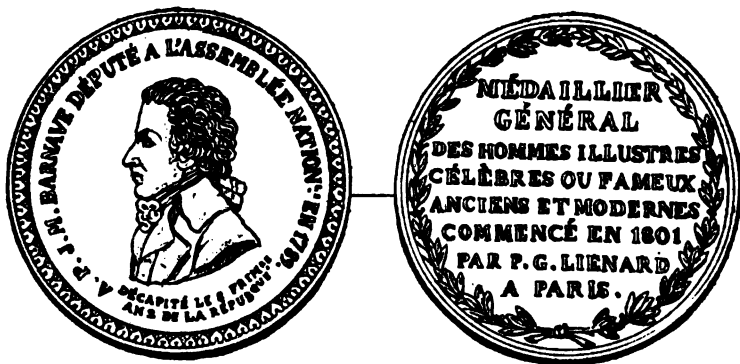
La Révolution qui, comme Saturne, dévorait ses enfants, pensa qui fallait l'en empêcher... et ne laissa pas au jeune arbre le temps de se développer.

(1) Guy Allard : *Dictionnaire du Dauphiné*, V. PARLEMENT.

« Voilà donc le prix de tout ce que j'ai fait pour la liberté !.. » s'écriait le malheureux Grenoblois, en montant sur l'échafaud.

« Barnave — c'est un de ses biographes qui l'a dit, — « put, comme le veut l'imperfection commune, faillir dans les conceptions de son esprit, mais sa foi dans l'humanité était vive et sincère, et malgré son dernier cri d'angoisse, il est permis de dire de lui ce que le christianisme ne disait que de ses plus grands saints, c'est qu'il est mort sans avoir douté ! »

Sans m'aventurer dans la voie d'une biographie trop importante pour être tentée à cette place, et voulant publier seulement la médaille que nous possédons de lui, je me contenterai de reproduire la courte notice qui lui a été consacrée dans l'*Histoire numismatique de la Révolution française*,⁽¹⁾ où elle a déjà paru.



A. P. J. M. BARNAVE DÉPUTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 1789 (*Antoine Pierre-Joseph-Marie Barnave, etc.*); Buste

(1) *Histoire numismatique de la Révolution française* par M. H... (Hennin); Paris, Belin, 1826, p. 375, n° 555, et pl. LIV.

à gauche. Dessous : DÉCAPITÉ LE 8 FRIM^{RE} AN 2 DE LA REPUB^{QUE}. Un liseré fleurronné entoure le champ de la médaille.

Revers. — MÉDAILLIER — GÉNÉRAL — DES HOMMES ILLUSTRES — CÉLÈBRES OU FAMEUX — ANCIENS ET MODERNES — COMMENCÉ EN 1801 — PAR P. G. LIÉNARD — A PARIS, en huit lignes dans le champ ; le tout entouré d'une couronne de laurier.

Mod. 47 mill.

Cette pièce est formée de deux repoussés dorés et sertis dans un cadre circulaire en cuivre.

Antoine-Pierre-Joseph-Marie Barnave, né à Grenoble en 1761, fut député aux Etats-Généraux. Il adopta les principes de la Révolution, et se distingua autant par son éloquence que par l'énergie de ses opinions ; mais, dès le commencement de 1791, il se rangea parmi les patriotes constitutionnels. Commissaire de l'Assemblée Nationale pour aller au devant du Roi au retour de Varennes, l'état dans lequel il vit la famille royale fit sur lui une vive impression ; dès lors il se rapprocha de la cour. Après la session de l'Assemblée Constituante, il se retira à Grenoble ; mais ayant été compromis par des papiers, trouvés aux Tuileries le 10 août, il fut traduit au tribunal révolutionnaire, condamné et exécuté le 8 frimaire, an 2 (28 novembre 1793.)

Cette pièce est du nombre de celles qui peuvent être considérées comme faisant partie de la suite des repoussés de P.-G. Liénard.

Liénard donna sa suite de repoussés, dont la publication, commencée en 1801, fut composée de quelques personnages ayant figuré dans les douze années précédentes.

En publiant cette collection, il n'eut pas seulement en vue de répandre les pièces qui la composaient comme médailles et dans l'état où est décrite la pièce de cet article ; il les fit plus particulièrement vendre sous la forme de médaillons sans revers, réunis parfois dans des cadres de bois ou servant de dessus de tabatières. Le revers décrit plus haut, qui était le même pour toutes les pièces de cette collection, a donc été employé rarement et les têtes se rencontrent ordinairement isolées et sans revers. Il résulte de ces particularités que plusieurs avers ou têtes, qui ont tous les caractères nécessaires pour les faire considérer comme faisant partie de la collection des repoussés de Liénard, ne se rencontrent jamais avec le revers uniforme de cette collection, et ne lui ont peut-être jamais été réunis.

La médaille de Barnave est du nombre de celles qui peuvent être considérées comme faisant partie de cette suite, et quoiqu'Hennin l'ait publiée sans le revers, je dois dire que j'en connais un exemplaire complet dans la collection de M. Eug. Chaper, de Grenoble, où les deux faces sont réunies par un cercle de cuivre, doré comme le reste de la médaille.

Les colonies, dit-on, firent frapper une médaille en l'honneur de leur défenseur ; mais je ne connais point ce second monument numismatique de Barnave, et je n'ai rencontré personne qui l'ait jamais vu.

FRANÇAIS DE NANTES

Comme Barnave, c'est son titre seul d'avocat au Parlement du Dauphiné qui me décide à faire figurer Français de Nantes dans cette galerie numismatique, et c'est par

son médaillon que j'en clorai la série. Ces deux hommes en effet, n'ont-ils pas joué un rôle dans ce grand drame de la destruction des Parlements, remplacés plus tard par les Cours d'appel, et ne sont-ils pas le trait distinctif de séparation de l'ancien régime et de celui que la Révolution a inauguré en France ?...

Né à Beaurepaire (Isère), le 17 janvier 1756, Antoine Français (surnommé *de Nantes* à l'Assemblée constituante pour le distinguer de plusieurs de ses collègues portant également le nom de *Français*), fut d'abord avocat au Parlement de Grenoble, d'où il fut envoyé comme Directeur des Douanes à Nantes, et ce fut cette ville qui en fit, en 1791, le représentant du département de la Loire-Inférieure à l'Assemblée législative, dont il fut président le 10 juin 1792. Orateur de talent, Français se plaça, dès ses débuts dans la vie politique, parmi les hommes modérés, mais franchement attachés aux idées de cette époque. A l'expiration de son mandat, il ne fut pas porté à la Convention et se retira alors à Beaurepaire, son pays natal. Mis en demeure de se prononcer, en 1793, entre le mouvement fédératif qui s'organisait dans le département de l'Isère, comme dans toutes les régions voisines, au grand étonnement de ses amis, il abandonna les Girondins à leur malheureux sort, opta pour la Convention dans un discours remarquable, prononcé à Grenoble, et le termina par cette parole célèbre : « Que ceux qui veulent la guerre civile se lèvent ! »...

En l'an II, élu membre du Directoire du département de l'Isère, puis envoyé au Conseil des Cinq-Cents, en l'an VII, il en devint bientôt l'un des membres les plus considérables.

Arriva le 18 brumaire. Français de Nantes fut alors nommé préfet de la Charente-Inférieure (1800), puis con-

seiller d'Etat. En l'an XII, il fut mis à la tête de l'administration des Droits réunis, où il resta pendant tout l'Empire, qui en fit un de ses Comtes en 1808, et, en 1811, un Grand-Officier de la Légion d'honneur, dont il était Chevalier depuis le 9 vendémiaire an XII, et Commandeur dès le 25 prairial suivant.

La Restauration lui enleva ses fonctions de Directeur des Droits réunis, mais, peu après (29 juin 1814), Louis XVIII le nomma Conseiller d'Etat; ce qui n'empêcha point Napoléon de l'appeler de nouveau à son Conseil d'Etat, en 1815.

Après les Cent jours, Français rentra dans la vie privée, d'où les électeurs de l'Isère le tirèrent, en 1818, pour l'envoyer à la Chambre; « mais, à la fin de la session, ainsi que le dit son biographe, M. Ad. Rochas, il se retira dans sa propriété de Seine-et-Marne, où il se livra à l'agriculture et écrivit, sous le pseudonyme de *M. Jérôme*, des ouvrages pleins de finesse qui eurent un certain succès. Appelé à la Chambre des Pairs en 1831, Français de Nantes mourut le 8 mars 1836. »



A. FRANÇAIS DIRECTEUR Général
DES DROITS RÉUNIS ; Buste à gauche.
Au dessous, en deux lignes : CONSEILLER D'É-
TAT — COMTE DE L'EMPIRE.

(J'ignore si, comme pour le médaillon de Barnave, il existe un revers pour cette pièce).

Collon de M. Eug. Chaper.

Diam. 54 mill.

Le *repoussé* de Français de Nantes, dont je donne ici la reproduction, appartient-il à une autre série que celui de Barnave ? Il n'y a pas à en douter vu sa dimension différente et le liseré plat sans ornementation dont il est entouré, et je suis disposé aussi à le considérer comme l'œuvre du même graveur. C'est la même manière, c'est le même style... J'ignore cependant s'il a fait partie d'une suite quelconque ou si c'est un médaillon indépendant de toute série. Son but avait, dans tous les cas, une destination évidemment analogue à celle des autres œuvres de Liénard ; comme elles, il a dû, pour la vente, être renfermé dans de petits cadres ou enchâssé dans des couvercles de tabatières. C'est le cas, je crois, de celui que j'ai décrit ci-dessus, qui est entièrement doré et placé sous un verre, auquel il adhère sans cadre au moyen d'un simple morceau de papier collé par derrière.

Ce médaillon est bien postérieur, on le voit, à celui de Barnave, puisqu'il ne peut avoir été fabriqué avant 1808. C'est, je pense, la première fois qu'il est publié, car je n'en ai vu la reproduction nulle part.

G. VALLIER



ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

SUITE. — Voir la 67^e livraison.

On jugera de la hauteur des sommets qui entourent le Vercors par l'altitude de leurs principaux points.

L'*Allier*, au couchant de Saint-Martin, a 1275 mètres; le rocher du *Guignon*, vers l'*Alp*, en a 1249; le *Serre de Plumé*, vers Lente, 1578; le *Col de la Mure*, 1438; le *Pot des Anguilles*, 1538; le *Pot de la Croix*, 1551; le *Col de Font-Payanne*, 1653; le *But Saint-Genis*, 1646; le *Col de la Chaux*, 1431; le *But de l'Aiglette*, 1505; le *Col de Rousset*, 1531; le *But Sapiau*, 1620; le *Pas de l'Échelette*, 1709; le *Pas des Econdus*, 1736; la *Tête de la Graille*, 1872; le *Roc Mazdier*; le *Pas de la Sambue*, 1575.

Dans l'intérieur du Vercors, on trouve : entre Saint-Agnan et la Chapelle, la *Cime du Mas*, haute de 1316 mètres; entre Saint-Agnan et Vassieux, le sommet de la *Poule*, haut de 1227; le *Col du Soulet*, haut de 1102; le *Pas du Soulet*, haut de 1281; le *Pas du Bon-Usage*, haut de 1234; le *Col de Fauchières*, haut de 1355; et celui de *Saint-Alexis*, haut de 1232.

Quant aux villages et principaux hameaux, ils ont : la *Baraque*, à la sortie du *Grand-Goulet*, 637 mètres; *Tourtres*, environ 740; Saint-Martin et Saint-Agnan, 780;

Rousset, 916 ; Saint-Julien, 924 ; la Chapelle, 945 ; Los-sence, 1000 ; Vassieux, 1043. (1)

Avec l'altitude et l'isolement du Vercors, on comprend que ses forêts dûrent recéler autrefois de nombreuses bêtes sauvages, comme loups, ours, renards, fouines, martes, lièvres, etc., ainsi que l'attestent la tradition et des documents. (2) Aujourd'hui les loups y apparaissent très rarement, parce que le défrichement d'une partie des bois voisins, et surtout les chasses régulièrement organisées, en ont détruit, ou du moins, éloigné les repaires. Mais les ours, chassés des montagnes du levant par les neiges d'automne, vont encore fréquemment en hiver se réfugier et chercher pâture au Vercors, et même au Royans ; les fouines, comme les martes leurs parentes, y sont encore assez abondantes pour dévaster trop fréquemment les poulaillers et basses-cours ; et les lièvres continuent de leur côté, malgré le nombre et l'habileté des chasseurs, à profiter de l'hospitalité avantageuse que leur offre la contrée, pour s'y perpétuer en quantité relativement considérable. Rien de particulier à dire ici des autres animaux, ni même des oiseaux du Vercors, qui sont généralement les mêmes que dans les montagnes du voisinage. (3)

La contrée est principalement arrosée par la rivière de *Vernaison* et ses affluents. Cette rivière sort d'un banc de rocher au pied des montagnes de *Burre* et de *Gerlan*, au-dessus et au midi du village de Rousset, à l'extrémité

(1) Carte de l'Etat-major, sect. de *Vizille*.

(2) Archives de la Drôme, C. 1032.

(3) DELACROIX, op. cit., p. 250-1.

méridionale de la première et principale vallée du Vercors. Elle suit le fond de celle-ci sur un parcours de 18 kilomètres, en passant près et au couchant du même village de Rousset et du hameau de la Breytière, puis, plus bas, près et au levant du village de Saint-Agnan. Sur cette commune, près du hameau des *Chaberts*, avant d'atteindre la Breytière, elle se grossit du torrent de la *Luire*, sorti d'une caverne profonde et tristement célèbre dans le pays par les ravages qu'y causent, en temps de pluie et de fonte des neiges, ses eaux alors aussi abondantes qu'impétueuses.

Continuant sa course du midi au nord, la *Vernaison* va passer sur le territoire de la Chapelle, puis sépare cette commune de celle de Saint-Martin. Mais bientôt elle se dévie de la vallée principale suivie jusque-là, se dirige vers la vallée voisine au couchant, grâce à la flexion, ou plutôt à la découpe du flanc qui les unit, et reçoit sur sa rive droite, au milieu de belles et vertes prairies formées de grasses alluvions, la petite rivière de l'*Adoin*. C'est le quartier appelé le *Vivier*.

Cette dernière rivière ne naît qu'à environ deux kilomètres de là. Elle sourd subitement sur le territoire de Saint-Martin, au pied des montagnes du levant, à la base d'une dépression en forme de demi-entonnoir, que subit là le flanc plus rocheux que boisé de la montagne. De sa source l'*Adoin* descend à Tourtres à travers mille petites cascades, et plus bas trouve sur sa droite et reçoit le *Buech*, ruisseau formé des sources de la vallée, sur le plan incliné de Saint-Julien vers Saint-Martin, et passant à quelques pas du village de cette dernière commune. Après le *Buech*,

l'Adoin reçoit encore les *Petit* et *Grand-Gourferrand*, sources considérables, jaillissant par deux orifices voisins, au pied d'un rocher, sur la rive droite et à 15 pas de ladite rivière. L'existence de cette double source jaillissante, ou plutôt de cette source unique sortant par un double orifice, fut, dit-on, devinée par un célèbre hydroscopie, l'abbé Paramelle, lors d'une inspection que fit celui-ci du vaste plateau qui s'étend au midi du village de la Chapelle dans la direction de Vassieux ; et de la poussière de scie jetée dans un *scialet* de Vassieux, est, ajoute-t-on, venue sortir à *Gourferrand*, et confirmer le dire de l'abbé Paramelle.

En aval de *Gourferrand*, *l'Adoin* se jette dans la *Vernaison*, qui, après un parcours de 600 mètres, franchit la digue dite de *Cornet*, établie entre deux roches nues et très-rapprochées, de 40 pieds d'élévation, effets évidents du soulèvement partiel qui au midi et au nord a formé les crêtes séparant la première vallée du Vercors d'avec la deuxième. La digue franchie, la *Vernaison* traverse, sur un parcours de 400 mètres, des prairies splendides, arrosées par les eaux prises à la digue et par les sources de la deuxième vallée, dont elles forment le bas-fond ; puis la rivière entre dans les défilés étroits et sinueux du *Grand-Goulet*, traverse Echevis, d'où elle débouche dans la plaine du Royans, à travers la gorge du *Petit-Goulet*, pour se joindre bientôt à la Bourne, sous les murs mêmes de Pont-en-Royans. (1)

La gorge du *Grand-Goulet* suivie par la *Vernaison* est si resserrée, qu'on révoquait presque en doute autrefois

(1) DELACROIX, op. cit., pp. 211 et 450.

l'identité de la *Vernaison* du Vercors avec celle d'Echevis et du Royans. Témoin ce passage de Chorier : « La rivière d'Escheviz qui vient... des mesmes montagnes (du Vercors), entre dans celle de Bourne non guères loin du lieu où celle-ci se jette dans l'Isère. A la cime du rocher d'où elle sort, qui est extrêmement haut, est une ouverture de trois pas de diamètre ; elle est comme un bassin toujours rempli d'une eau qui ne tarit point, et cette fontaine est d'autant plus digne d'admiration qu'elle laisse moins de doute que ce rocher ne soit un trésor d'une eau que la nature y a mise en réserve pour n'estre jamais épuisée. L'Escheviz n'en est que le déchargeoir, encore qu'il en soit éloigné de plus d'une lieue. Deux bœufz attachez à leur joug, estant tombez dans cette ouverture furent trouvez quelque temps aprez en cette rivière, et c'est ce qui depuis a passé pour une preuve convaincante de cette communication. » (1)

Ces termes fort obscurs montrent combien Chorier était pauvrement renseigné sur l'origine de la *Vernaison*. Il ne l'était guère mieux sur l'origine d'une autre rivière qui arrose l'extrémité nord du Vercors, de la Bourne. Celle-ci, sortie de la commune de Lans (Isère), traverse une vallée étroite, sépare Saint-Julien-en-Vercors de Rencurel, passe au hameau de la *Balme*, traverse la gorge supérieure de la vallée de Choranches et cette vallée même, puis descend au Pont, où elle reçoit la *Vernaison*, et devient flottable. Deux kilomètres plus bas est le barrage construit récemment pour dériver l'eau du canal chargé d'arroser la plaine de Valence. Notre historien dau-

(1) CHORIER, *Hist. gén. du Dauphiné*, t. 1, p. 29.

phinois est donc à corriger quand il fait naître la Bourne dans les rochers de Choranches. Le passage suivant, où il commet cette erreur, est du reste parfaitement exact en tout ce qu'il y dit des truites de cette même rivière : « La
 « Bourne produit des truites plus abondamment que nulle
 « autre Rivière de cette Province (du Dauphiné.) Outre
 « qu'elles sont d'un goust excellent, elles sont remarqua-
 « bles par leur couleur, estans tout à fait noires, et cette
 « couleur ne semblant pas bien naturelle à ce genre de
 « poissons. Elles tombent de sa source en nombre infiny,
 « car elle sort d'un rocher eslevé, en la vallée de Choranches, qui dépend du territoire de Vercors, et de loin elle
 « semble une cascade artificielle tant la nature y a travaillé
 « avec art. » (1) Ajoutons que la *Vernaison*, l'*Adoin* et le *Buech*, produisent des truites non moins remarquables par leur quantité et leur qualité. (2)

Le climat du Vercors est froid et neigeux, mais d'un froid bien tempéré par les montagnes qui l'entourent et le protègent contre les vents. Saint-Martin même n'a à peu près pas de vent du nord, et jouit ainsi d'un climat fort doux en été, et assez doux en hiver.

Le sol, avec ses vastes forêts et ses abondantes prairies, a surtout pour produits les bois et les fourrages. Mais il ne se refuse pas à la culture ; au contraire, léger et fin, il est d'une fécondité qui avec plus de chaleur deviendrait exubérante. La vigne et le mûrier ont de la peine à y vivre et à y produire ; mais on y trouve le noyer, le pommier, le poirier, le prunier, et d'autres arbres à fruit.

(1) CHORIER, *Hist. gén. du Dauphiné*, t. 1^{er}, p. 29.

(2) DELACROIX, op. cit., p. 251 ; — MACÉ, *Descript. du Dauphiné*, p. 180-1 ; — *Bull. de la Soc. archéol. de la Drôme*, t. 2, p. 238.

M. Delacroix est donc allé trop loin en disant qu' « aucun « arbre à fruit ne peut y vivre. » (1) Il est vrai que le pays a progressé sous le rapport de la production, depuis 1835, date où écrivait M. Delacroix. Mais bien avant cette date les arbres en question y étaient déjà nombreux. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les vieillards, ou de considérer, en traversant la vallée, les gros et vieux troncs de ces sortes d'arbres qui entourent les maisons et portent le cachet le plus indiscutable d'une respectable antiquité.

Au surplus, on peut juger d'une manière générale des produits du territoire du Vercors, par l'indication de la superficie de chaque catégorie de culture, du principal des contributions directes, et du chiffre de la population. Voici cette indication, telle que M. Delacroix la donnait lui même pour ce pays en 1835 : 7034 hectares de bois de l'Etat, 4323 de bois communaux, 2812 de bois particuliers, 4650 de terres labourables, jardins, etc., 737 de prairies, 2272 de pâturages, 192 de rivières et chemins, 71 de terres incultes, 28 d'édifices publics et maisons ; total : 22119 hectares. La contribution foncière, au principal de 13342 francs, celle des portes et fenêtres au principal de 1520 fr., celle des personnel et mobilier, au principal de 2223 fr., et les patentes au principal de 506 francs. La population était de 5111 habitants ; (2) elle a baissé depuis.

Passons à l'histoire proprement dite.

(1) *Statistique de la Drôme*, p. 181.

(2) *Ibid.*, p. 404-5.

CHAPITRE II

ANCIENS HABITANTS, DIVINITÉ INDIGÈTE, LANGAGE

Quels bûcherons vinrent les premiers exploiter les forêts du Vercors ? quels chasseurs commencèrent à entraquer les bêtes fauves ? quels colons défrichèrent ceux des quartiers de nos vallées où les pluies, les courants diluviens, les ruisseaux, avaient depuis des siècles réuni un humus plus ou moins abondant ?

Voici tout ce qu'on peut dire de plus précis à ce sujet.

L'Asie est le berceau des nations qui ont peuplé l'Europe. Les Celtes entrèrent les premiers dans la Gaule et dans l'Espagne, où ils se divisèrent en diverses peuplades. Ceux de la Gaule furent généralement connus sous le nom de Gaëls, Galls ou Gaulois.

Les peuplades celtiques prirent chacune un nom particulier, tiré soit d'un auteur ou chef principal, soit de la localité occupée, soit d'autres circonstances. Mais diverses migrations et de fréquents mouvements contre des peuplades voisines ou même éloignées, amenèrent entre elles une grande confusion de race et de langage.

Celle de ces migrations qu'il nous importe le plus de noter ici, est celle des Ligures, peuple venu d'Espagne dans la Gaule. Ceux-ci s'établirent d'abord au Sud-Ouest de ce dernier pays, le long de la Méditerranée, s'y accrurent, puis occupèrent toute la côte à l'occident du Rhône jusqu'aux Cévennes, et, à l'orient de ce fleuve, le pays compris entre les Alpes et la mer. Cette mi-

gration, qu'on place vers 1400 avant Jésus-Christ, amena donc l'occupation de nos contrées par des Ligures, qui y vécurent séparés en autant de tribus qu'ils avaient de vallées. On les appela Celto-Ligures, à cause de leur mélange avec des Gaulois ou Celtes proprement dits.

Parmi les Celto-Ligures, on distinguait les Voconces, dont le petit état portait le nom de cité des Voconces (*civitas Vocontiorum*), et se divisait en 19 cantons ou districts (*pagi*). L'ensemble de ceux-ci formait une véritable république, gouvernée par des lois et des coutumes particulières, et n'ayant avec les autres peuplades gauloises d'autre lien que l'amour de la patrie. Les chefs de cette république ou cité étaient choisis dans l'assemblée générale, et leur pouvoir temporaire exercé sous la surveillance des grands de la nation.

La cité des Voconces comprenait le pays montagneux qui s'étend entre l'Isère et les sources du Calavon (Basses-Alpes,) entre le Drac inférieur et le mont Ventoux. Le Vercors faisait partie de la république vocontienne, et formait un des 19 cantons dont nous avons parlé.

On ne connaît aucun objet préhistorique ou celtique trouvé dans le Vercors. Là, pas de silex taillé, poli ou non poli, pas de hache ou hachette celtique ; pas d'objet en silex, bronze ou fer de l'époque gauloise ; pas de monnaie gauloise ou grecque ; nulle trace de dolmen, cromlech ou autre monument mégalithique ; pas davantage de tumulus antique.

On nous a signalé au-dessus du village de Rousset, vers les bois qui dominent l'extrémité sud-est de la principale vallée du Vercors, trois pierres voisines, rondes

et assez élevées. Le peuple désigne les deux plus grosses sous le nom de *boules de Gargantua*, et la plus petite sous celui de *but de Gargantua*. On sait, d'autre part, que « les menhirs de forme ovale ou ronde, polis « comme les cailloux des torrents ou les galets de la « mer, sont dits *palets de Gargantua*. » (1) Mais que prouve tout cela, sinon la célébrité chez nous du géant Gargantua, dont les *Grandes et inestimables cronicques*, publiées d'abord à Lyon en 1533, ont eu plus de 60 éditions?

Cependant, cette absence au Vercors de monuments celtiques connus ne prouve pas que ce pays ait été inhabité à l'époque celtique. Que de localités dauphinoises, certainement habitées alors, ne conservent aucun monument de ce genre ! Du reste, on a des preuves positives du contraire. Ne serait-il pas permis d'en voir une dans l'étymologie celtique du nom de Vercors, (2) dans celle,

(1) BACHELET et DEZOBRY, *Dict. des lettres, beaux-arts, etc.*, art. *Celtiques (Monuments.)*

(2) Le Vercors était jadis habité par le petit peuple gaulois appelé par Pline *Vertacomacori* et *Vertacomicori* (*Vertacomiri* et *Veracomiri* dans quelques copies qui paraissent fautives). Il est appelé *Vercorium*, *Vercorsium*, quelquefois *Vercosium* dans les actes latins des 12^e et 13^e siècles. Plusieurs tabellions ont omis de traduire le mot dans leur langue officielle, et ont écrit tantôt *Vercolp*, tantôt *Vercors*, au 13^e siècle. Au 14^e, on trouve *Vercors*, in *Vercorciis*, de *Vecorcio*, de *Vecors* : et plus tard, généralement *Vercorcium* ou *Vercors*.

M. Adolphe Pictet voit dans Vercors une forte contraction de *Vertacomacori*, dont la signification lui est inconnue. Toutefois il ajoute que *cor* signifie colline et district, cercle.

M. de Coston dit que *Vercors* « est très probablement le nom gaulois du pays, tandis que celui des *Vertacomacori* paraît composé de plusieurs mots, comme celui de *Vercingétorix* (grand chef des exterminateurs puissants.) » Mais ce savant avoue ignorer la signification de *Vertacomacori*, du moins pour

celtique aussi, de noms de rivière (*Bourne*, *Vernaison*, *Adoin*, *Buech*,) de gorge (*Goulet*,) et de montagne (*Alp*, *Allier*) de la localité (1)? En tout cas, on ne saurait récuser la preuve que voici, et qui nous est fournie par un texte positif. « La ville de Novare en Italie a été fondée
« par les habitants du Vercors, formant encore au temps
« de Pline l'Ancien (2) un district des Voconces, et non,

une partie du mot ; celui-ci lui « paraît renfermer une épithète ajoutée à l'idée de montagnard. »

« Le mot *Vercors*, ajoute M. de Coston, doit être traduit par grands monts ; il est composé de *ver*, grand, élevé, qu'on retrouve dans *Verne-metum*, grand temple, *Vercingétorix*, *Vercobius*, grand vainqueur, etc., et du même radical que *cor*, colline, hauteur, en irlandais et en gallois. »

Ces divers mots entrent dans la composition des noms de *Tricorii* (habitants de Dévoluy, dans les Hautes-Alpes,) *Vercoiranum*, Vercoiran (village perché sur une montagne, près du Buis,) *Vercors* (montagne dominant Poët-Laval, mentionnée dans un acte de 1332.) *Vercoren* (*Vercoiros* et *Vercorens* dans le 12^e siècle, sur une montagne dominant le Valais) etc. (*Bullet. de la Soc. d'archéol. et de statistique de la Drôme*, IV, 376-8.)

(1) *Bourne* (*Borna* en 1107 et 1174) vient du radical *bronn* en celtique, *burn* en gaëlique, *bourn* en anglais, *born* en allemand (*Bullet. cit.*, V, 27-8 et 31-2.)

Vernaison dérive, comme *Vercors*, de la langue des Gaulois (*Ibid.*, III, 186-7.)

Adoin a une couleur de celtique. (Voir CHORIER, *Hist. génér.*, I, 23 — 4 ; — de COSTON, *Recherches étym.*, p. 19, et *Bull. cit.*, V, 24 et 30-1.)

Buech, nom commun à d'autres rivières des Alpes, vient de l'ancien idiôme de notre contrée, et signifie ruisseau. A rapprocher du mot patois de Die *buec*, et du mot patois du Royans *buyo*, signifiant lessive. (*Bull. cit.*, V, 28.)

Goulet paraît avoir la même racine que *hohl*, creux, concave, en allemand, *hof* en tudesque, *hul* en danois. Il est synonyme des anciens mots *olle*, *ole*, *ouille*, *ule*, signifiant torrent, ravin, vallée encaissée, arrosée par un cours d'eau, et signifie gorge. On le croit d'origine celtique. (*Bull. cit.*, IV, 381.)

Alp et *Alpe* sont des corruptions du celtique *alpen*, mot composé lui-même de l'adjectif *al*, haut, et du substantif *pen*, sommet, hauteur, faite. (CHORIER op. cit., I, 93 et 96 ; — *Bull. cit.*, IV, 60 et 67-8 ; V, 399 ; VI, 6-8.)

Allier ou *Aliér*, commençant par la même syllabe qu'*Alp*, paraît de même origine.

(2) Pline l'Ancien écrivit son *Histoire naturelle* de 71 à 79 de J.-C.

« comme l'avait pensé Caton, des Ligures ; » (1) car c'est bien ainsi qu'il faut traduire ce passage de l'édition communément adoptée de l'Histoire naturelle de Pline lui-même : « Novaria ex Vertacomioris, Vocontiorum » hodieque pago, non ut Cato existimat, Ligurum. » (2)

Nous ne pouvons préciser l'époque à laquelle eut lieu cette fondation de Novare par les habitants du Vercors ; mais tout fait présumer qu'elle eut lieu au 6^e siècle avant Jésus-Christ, et qu'elle fut une suite de l'émigration et des conquêtes de Bellovèse en Italie, où ce chef gaulois fut certainement accompagné par les Voconces (590 avant J.-C.). Cette époque et cette occasion de la fondation de Novare par les habitants du Vercors, ont été adoptées comme les plus vraisemblables par les auteurs qui ont parlé du fait. (3) Il est certain que, Caton ayant parlé de cette fondation, et Pline l'ayant contredit sur une circonstance, l'événement avait eu lieu avant l'époque où vécut Caton, c'est-à-dire antérieurement au milieu du 3^e siècle avant Jésus-Christ. Quant à l'opinion de Caton, que Pline combat, elle est facile à concilier avec celle de ce dernier. Les marbres capitolins nous apprennent que les Voconces étaient bien certainement de

(1) Marcus Porcius Caton, né en 234 avant J.-C., et mort en 149, à l'âge de 85 ans, écrivit sur la fin de sa vie un ouvrage en sept livres sur les *Origines romaines*, où il exposa l'histoire primitive de Rome et des différentes villes de l'Italie, et celle des deux premières guerres puniques ainsi que des événements suivants jusque vers 149 avant J.-C. Il ne nous reste que des fragments de cet ouvrage, où il parlait des *Vertacomiores* ou habitants du *Vercors*.

(2) PLINE, *Hist. natur.*, lib. III, cap. 17.

(3) CHORIER, *Hist. gén.*, I, 126 ; l'abbé CHALIEU, *Mémoires sur diverses antiquités du département de la Drôme*..., p. 94-100 ; l'abbé Jules CHEVALIER, *Essai historique sur..... Die*, I, p. 6-7 ; etc.

race ligure. (1) Or, c'est ce que Caton avait voulu dire, après avoir observé le type ligure que les Novarais présentaient de son temps, tandis que Pline ne voulait pas que l'origine de ces derniers fût attribuée aux Ligures de l'Italie, qui étaient les Ligures proprement dits au temps de ce dernier historien.

Cette fondation indique du reste, que le Vercors avait joui longtemps d'une profonde paix, mais que son sol était devenu comme incapable de nourrir et d'occuper ses habitants démesurément multipliés. Les abeilles n'essaient que quand leur multiplication excessive compromet la paix dans la ruche, quand le logement et les vivres ne suffisent plus pour toutes.

Mais cette fondation nous indique encore une chose. C'est que le Vercors actuel ne doit être qu'une portion du pays des antiques *Vertacomicori*. Ce dernier, d'après l'abbé Chalieu « comprenait le Royannais, et le pays qui « est au-dessus, sur la rive gauche de l'Isère, jusqu'à la « chute du Drac dans cette rivière. » Et ce savant prouve ainsi son dire : « Nous ne voyons aucun autre « peuple établi dans ce canton du Dauphiné. Pline attribue aux Vertacomicores la fondation de la ville de Novare dans la Gaule Cisalpine. Peut-être une partie de « la jeunesse de ce pays se joignit-elle à Bellovèse, « lorsqu'il passa pour aller former en Italie des établissements durables et avantageux... Il fallait bien que « leur territoire ne fût pas aussi borné que l'est le Vercors actuel, pour qu'ils entreprissent d'aller fonder une « colonie au-delà des Alpes. » Et plus loin M. Chalieu

(1) *Bullet.*, cit., IV, 391.

attribue, quoique en hésitant, aux *Vertacomicorni* toutes les montagnes séparant le Vercors actuel de Grenoble. (1)

M. Delacroix écrivait plus tard : « Les Vertacomicornes habitaient les montagnes du Vercors, dont le nom n'est qu'une abréviation du leur. Les Triulates occupaient le Royannais et le pays qui est au-dessus, sur la rive gauche de l'Isère, jusqu'à la chute du Drac dans cette rivière. Ce n'était qu'une section des Vertacomicornes, comme ceux-ci n'étaient qu'une fraction des Voconces. » (2) Plus loin toutefois, le même auteur distrait des Voconces, pour les attribuer aux Ségaluniens, quatre communes du Royans actuel : Oriol, Rochechinard, Saint-Thomas et la Motte-Fanjas. (3)

Enfin, M. Long et d'autres ont encore étendu les limites des *Vertacomicorni* ; et M. Florian Vallentin, dans un travail récent, embrasse sans restriction la délimitation établie par M. Long, et d'après laquelle le *pagus Vertacomicornorum* aurait compris les cantons actuels de Saint-Jean-en-Royans, du Pont, du Villard-de-Lans, de Sassenage, de la Chapelle-en-Vercors, la vallée de Quint et une partie des cantons de Bourg-de-Péage, de Chaubeuil, de Crest-Nord et de Saillans. (4)

Mais, si ces données reposent sur des bases sérieuses, on tombe dans un véritable inconnu quand il s'agit d'assigner aux *Vertacomicorni* un centre important d'habi-

(1) CHALIEU, *Mémoires* cit., p. 94-100.

(2) DELACROIX, *Statist. de la Drôme*, p. 2.

(3) Ibid., p. 4-8.

(4) Jules OLLIVIER, *Mémoire*... (à la fin de l'*Annuaire de la Drôme* de 1837,) p. 21-53 ; — MACÉ, *Descript. du Dauphiné*, chap. X et XVI ; — *Bullet. cit.*, IV, 389-92 ; — Florian VALLENTIN, *Essai sur les divinités indigètes du Vocontium*, p. 10-1.

tations. On est réduit à avouer, après M. Chalieu, qu'on « ne connaît ni leur capitale ni aucune des villes qu'ils « pouvaient avoir. » (1)

Quant à leur culte religieux, voici ce qu'en dit M. Florian Vallentin.

La religion des Voconces était vraisemblablement la même que celle qui dominait dans la Gaule, dont les différents états étaient divisés en *pagi* ou districts. Chaque état avait son dieu ethnique, et chaque district sa divinité indigène.

On ne connaît pas le nom du dieu ethnique des Voconces ; mais deux inscriptions découvertes, l'une à Saint-Etienne, dans la vallée de Quint, l'autre à Rochefort-Samson, font connaître le génie tutélaire du *pagus des Vertacomicori*. Son nom était *Rudian*, peut-être *Rodian*.

Trouvées dans le même massif de montagnes, à une aussi grande distance l'une de l'autre, ces inscriptions attestent l'importance et la popularité du culte de *Rudian*. Aussi ne doit-on pas ranger celui-ci parmi les simples divinités topiques ; il était vraisemblablement la divinité tutélaire du pays.

En effet, le monument lapidaire portant l'inscription de Saint-Etienne-en-Quint donne au culte de ce dieu un caractère officiellement reconnu et entretenu par les *curateurs*, magistrats du district après la conquête romaine ; celui de Rochefort-Samson porte sur ses faces des instruments victimaires bien gravés, et sa face supérieure est un peu creusée avec une rigole pour laisser écouler le sang des victimes, signes de destination aux sacrifices

(1) CHALIEU, *Mémoires* cit., p. 99.

à l'époque gallo-romaine ; et les deux inscriptions assimilent *Rudian* à Mars, et le décorent de l'épithète d'*Augustus*, double preuve qu'il fut du nombre des dieux conservés du culte gaulois lors des réformes d'Auguste. (1)

Mais il faut dire comment eut lieu la conquête de nos pays par les Romains et quelles en furent les diverses conséquences pour les *Verlacomitori*.

Rome, cette antique rivale des Gaulois, venait de se débarrasser d'Annibal et des Carthaginois. Elle pouvait désormais courir librement la voie des conquêtes ; mais elle tenait surtout à s'assurer la Gaule, dont elle avait jadis reçu de redoutables coups. La guerre des Ligures avec Marseille, leur voisine, leur en fournit une occasion. Tandis que les Ligures-Voconces marchent contre leur ennemie, celle-ci appelle à son secours les Romains, qui envoient au-delà des Alpes une armée commandée par Fulvius Flaccus. Ce dernier bat les Ligures-Voconces en 125 avant Jésus-Christ, et, malgré diverses luttes, nos contrées sont quatre ans plus tard entièrement à la merci des Romains, qui en font une partie de leur nouvelle province. Quelques guerriers intrépides, réfugiés sur des rochers abrupts ou dans des défilés impraticables, tentent encore, mais en vain, de résister ; et le proconsul Domitius donne à la province l'organisation solide qui doit en assurer la domination à Rome pendant plusieurs siècles.

Sauf quelques duretés exceptionnelles de la part de certains gouverneurs romains, et quelques révoltes momentanées qui en naquirent, les Voconces furent relative-

(1) DELACROIX, *Statist. cit.*, pp. 424 et 457 ; — LONG, *Recherches sur les antiquités rom. du pays des Vocontiens*, p. 94 ; — Flor. VALLENTIN, *Essai cit.*, pp. 14-5 et 79-80.

ment heureux et paisibles sous le joug des vainqueurs. Aussi restèrent-ils spectateurs indifférents de la lutte soutenue contre César par tant d'autres peuplades gauloises (59-51 avant J.-C.) Depuis lors jusqu'au commencement du 5^e siècle de notre ère, nos pays dépendirent de Rome, et cette dépendance eut pour eux une foule de conséquences qui sont communes à trop de districts voisins du Vercors pour que nous les rappelions ici. Elle en eut certainement de particulières à ce dernier, et, si elles sont ensevelies pour la plupart dans l'oubli, on sait du moins celles que nous avons déjà indiquées : la reconnaissance officielle du dieu *Rudian* par les vainqueurs, son assimilation à Mars, la qualification d'*augustus* qui lui fut donnée. Ajoutons que cette qualification fut donnée à ce dieu en souvenir du décret de l'empereur Auguste, qui l'avait admis à l'honneur d'une reconnaissance officielle, tandis qu'une foule d'autres divinités étaient chassées des temples.

En vertu de sa conservation, *Rudian* continua sans doute jusqu'à l'abolition du paganisme dans nos contrées, à recevoir des honneurs privés et publics. Son autel de Rochefort-Samson a été trouvé, il y a près d'un siècle et demi, dans les ruines d'une ancienne chapelle, au quartier de cette commune dit de *Saint-Genis* (1). Cette circonstance est à noter. Peut-être la chapelle fut-elle élevée au vrai Dieu sous le vocable de saint-Genis et sur les ruines mêmes d'un monument du dieu faux. En tout cas, *Rudian* doit à son maintien officiel par Auguste, d'avoir eu son nom gravé sur des monuments lapi-

(1) DELACROIX, op. cit., p. 457.

daïres, et d'être aujourd'hui connu de nous. Son nom, il est vrai, quitta la forme gauloise pour prendre la forme latine *Rudianus*. Mais la conservation de celle-ci permet de rétablir celle-là, et M. Vallentin explique comment le nom gaulois a été remplacé par le *Rudianus* latin. Du reste, ce nom aurait en partie conservé sa prononciation primitive dans la langue vulgaire, et serait même l'origine du nom de *Royans* porté encore aujourd'hui par une partie du territoire des *Vertacomicori*. Voici sur ce dernier point le raisonnement du même savant, qui nous explique d'ailleurs d'une manière fort acceptable comment le nom de *Vercors* a été restreint au territoire du Vercors actuel (1).

Sous l'empire romain, de nombreux *pagi* ou districts de la Gaule furent divisés, soit à cause de leur étendue, soit à cause de l'augmentation de la population. C'est ce qui sera arrivé pour le *pagus* des *Vertacomicori*, jadis assez important pour envoyer une colonie en Italie. Il se sera divisé en deux, peut-être en plus. Un de ceux-ci aura conservé la dénomination première, sera resté le *pagus Vertacomicorius*, aura compris le Vercors d'aujourd'hui ; un autre aura pris le nom de la divinité susdite, qui s'était peut-être réfugiée chez lui, et sera devenu le *pagus Rudiani* ou *Rudianensis*, soit en langage vulgaire *pagos Rodiani* ou *Rodianensis*, soit simplement *Rodianos*. Mais ce dernier mot aura ensuite subi la même transformation que les mots *radius* et *modiolus* traduits par *rayon* et *moyeu*. Le changement du *d* en *i* est très-fréquent dans les mots français et provençaux d'origine latine, et le *d* se change en *i* ou en *y*, suivant que la pro-

(1) Flor. VALLENTIN, op. cit., pp. 20-2 et 80-1.

nonciation a le son d'un ou de deux *i*. C'est ainsi que, à propos du Royans, une charte du 10^e siècle dit *in pago Roianensi* (1), une de 1036 *in Roianensis partibus* (2), une de 1086 *pagus Royanus* (3); et qu'on trouve vers 1060 *ad balmas de Roianis*, vers 1110 *in pago Roianensi*, et à partir de cette époque *Royanum*, *de Royanis*, *de Roianis*, *Roians*, *Roiàs*, *Royans* (4), *Royannez* et *Royannais*. Mais il faut observer que cette étymologie du nom de Royans, que M. Vallentin ne dit ni absolument certaine, ni seule soutenable, est pleinement adoptée par une sommité épigraphique de France, M. Allmer, correspondant de l'Institut, et conservateur des musées d'épigraphie, de numismatique et de sigillographie de la ville de Lyon. (4)

Le *pagus* des *Vertacomicori* ainsi réduit ne fut pas de ceux que les Romains tinrent à habiter. Sa forte altitude, son accès difficile, son froid climat étaient peu conformes à leur amour du bien-être; sa position et sa faible population ne lui donnaient aucune importance stratégique ou d'occupation; une liberté relative restait à ses habitants, comme aux autres Voconces: tout cela dut empêcher les Romains d'y fixer leur demeure et de se mêler aux indigènes. Aussi n'a-t-on d'autre trace de rapports de ceux-ci avec ceux-là, que quelques débris de latin conservés dans le patois local. Le sol du Vercors actuel ne paraît recéler ni médaille des Césars ni d'autre monument ro-

(1) *Cartul. de St-Barnard*, ch. 114.

(2) *Cartul. de St-Hugues*, éd. Marion, p. 77.

(3) *Cartul. de St-Barnard*, ch. 161.

(4) *Cartul. de St-Barnard*, ch. 16 bis et 164 ter; — CHEVALIER, *Cartul. de Léoncel*, passim.

(4) *Bullet.*, cit., III, 222-35.

main. Il serait plus qu'inutile de chercher dans la tradition locale des souvenirs d'une époque aussi reculée (1).

Quant à des villes, le nouveau *pagus* en eut encore moins que l'ancien. Sa capitale ne fut qu'une pauvre bourgade, et on peut s'étonner de voir M. Joanne écrire que « le bourg de la Chapelle-en-Vercors était au temps « des Romains, une des villes des Vertacomicores, fraction des Voconces (2). »

Peu jalouxés des Romains, nos pauvres et rares *Vertacomicores* ne furent apparemment guère plus inquiétés par les hordes barbares qui à partir du 5^e siècle de notre ère fondirent sur la Gaule. Les Maures ou Sarrazins qui envahirent le Dauphiné aux 8^e, 9^e et 10^e siècles, et s'implantèrent pour quelques années dans les environs de Grenoble (3), n'ont pas laissé de souvenirs dans le Vercors, qui vit passer sans trop d'émotion les 1^{er} et 2^e royaumes de Bourgogne. Nous avons dit *pauvres* et *rare*s en parlant des habitants du pays pendant les siècles en question. M. le marquis de Pizançon va plus loin, quand

(1) La dénomination de *pia de San-Marti* est attachée à un pas difficile par lequel on arrive de la montagne d'Herbouly dans la vallée de Saint-Martin. On veut que le saint évêque de Tours ait laissé là, dans le roc, l'empreinte de son pied. Cette tradition est aussi fausse que celle du marteau jeté de là par ce saint et marquant par sa chute le point où fut ensuite construite l'église. Mais, que vaut celle portant que des pierres taillées, dans la montagne de Rousset, sont les restes de pierres emportées par les fées pour la construction de l'église Notre-Dame de Die ? si elle a du vrai, il ne s'agit sans doute pas de la construction primitive.

(2) AD. JOANNE, *Itinéraire général de la France*, de Paris à la Médit., 2^e partie, p. 201.

(3) CHORIER, *Hist. cit.*, I, pp. 625, 628 et 740 ; — REVILLIOUT, *Dissert. sur l'occup. de Grenoble au X^e siècle par une nation payenne*, dans *Bullet. de l'Acad. delph.*, 2^e sér., t. 1^{er}, p. 551 et suiv. ; — *Cartul. de St-Hugues*, éd. Marion, pp. 33-49 et 93-4.

il représente le Vercors comme abandonné et désert vers 888, à l'avènement de Louis, fils de Boson, au trône de Bourgogne. « Selon M. Guérard, dit-il, les comtés « bourguignons n'étaient qu'au nombre de vingt-cinq ; « cependant on les présume plus nombreux, car ils ne « renfermaient pas moins de trente et un diocèses. Il « est vrai qu'il y avait alors des territoires affranchis qui « ne faisaient pas partie des états de Louis, comme Vil- « leurbanne, par exemple ; d'autres qui dépendaient du « fisc comme domaines royaux ; enfin beaucoup de pays « abandonnés et déserts, tels que le Champsaur, l'Oi- « sans, la Matésine, le Trièves, le Vercors, les Bauges, « etc. (1). Nous n'avons pas plus que le savant marquis des éléments nous permettant de porter un jugement précis et péremptoire sur ce sujet ; mais, avec la bonté du sol du Vercors, avec la richesse de ses forêts, avec les avantages mêmes d'un isolement précieux dans ces siècles d'incursions et de rapines, nous aurions peine à supposer ce pays sans habitants au 9^e siècle.

Voici, du reste, quelques renseignements qui appuyent notre manière de voir.

Le Vercors a été le théâtre de beaucoup de sépultures gallo-romaines. On a trouvé des tombeaux ou sarcophages à auge en pierre au *Collet*, territoire de la Chapelle-en-Vercors, et au-dessus de *Picaud*, au couchant de ce quartier, non loin du village de Saint-Julien-en-Vercors. On en a trouvé également, et en grand nombre, dans le vieux cimetière de cette localité, autour de l'église ; et ceux-ci contenaient des urnes en terre gros-

(1) *L'allodialité dans la Drôme*, p. 26.

sière, de forme presque sphéroïdale et munies d'une anse. Or, bien que ces sépultures aient pu être faites au 10^e siècle, au 11^e et même plus tard, il est plus probable qu'elles remontent à l'époque où l'usage en était davantage en vigueur.

Quoiqu'il en soit, nous approchons d'une époque où il sera de nouveau question du Vercors dans des documents positifs et précis. Mais, avant de passer aux chapitres où nous aurons à exploiter ces sources de notre histoire, consignons ici les renseignements que la position, les rapports et le langage de la population actuelle peuvent fournir sur l'origine de cette dernière.

« Les habitants du Vercors, dit M. Vincent, pressés
 « par le besoin de pourvoir à leur subsistance, songèrent
 « à tirer profit de leurs belles forêts ; longtemps le commerce des bois fut leur unique soutien. Un pont jeté
 « hardiment sur la Bourne, à l'endroit où cette rivière
 « semble encaissée entre deux rochers d'une hauteur
 « effrayante, facilita admirablement leurs transactions industrielles avec le Royans. Des entrepôts nombreux
 « furent créés sur les deux rives, et bientôt il se forma
 « tout autour une population vivant du trafic des bois et
 « des autres marchandises descendues de la montagne.
 « Cette agglomération fut désignée naturellement sous
 « le nom de Pont ; ... voilà, je crois, l'origine de Pont-en-Royans (1). »

Ces paroles d'un auteur qui a étudié attentivement nos contrées, n'ont pas seulement pour notre sujet l'avantage de supposer l'habitation du Vercors antérieure au

(1) L'abbé VINCENT, *Lettres histor. sur le Royans*, p. 56.

l'1^{er} siècle, époque où le Pont-en-Royans était certainement fondé (1) ; elles nous suggèrent encore l'explication d'un fait souvent observé et encore chaque jour constaté, de cette variété de termes et surtout d'accentuation du langage patois au Vercors, variété que rendent si singulière l'isolement et la dimension restreinte de ce pays. Ainsi Rencurel, commune de l'Isère et limitrophe du Vercors au nord, est tout-à-fait de la langue d'oc, et participe fortement à la prononciation lourde, monotone et décolorée de l'Isère et du nord de la Drôme. Saint-Julien-en-Vercors, qui diffère déjà sensiblement de Rencurel par son rapprochement de la langue d'oïl, est cependant encore bien loin de la prononciation dure, assez vive et incisive de la Chapelle et de Saint-Agnan. Saint-Martin-en-Vercors, qui sépare Saint-Julien de ces deux dernières au point de vue topographique, tient aussi le milieu pour le langage. Tout en différant des unes et des autres de ces communes, il ne laisse pas de différer encore de lui-même, puisque, ainsi que nous et bien d'autres l'avons observé, on trouve une différence entre le langage du hameau de Tourtres et celui du hameau du Briac, entre celui du hameau de Berthonet et celui du hameau du Bard. Mais Vassieux, et même le village de Rousset, qui forme l'extrémité méridionale de la commune de Saint-Agnan, sont tout-à-fait de la langue d'oïl, et se font remarquer par une aspiration lourde, dure, et cependant incisive et rapide, qui rend leur langage difficile à comprendre pour les habitants du nord du Vercors. De sorte que MM. Chabrand et de Rochas, dans leur

(1) *Cartul. de St-Hugues*, éd. cit., p. 193 ; — CHORIER, *Hist. de... Sassenage*, pp. 9 et 37 ; — *Revue du Dauphiné et du Vivarais*, V, p. 168-9.

savant ouvrage sur le patois des Alpes cottiennes, sont tout-à-fait dans le vrai en disant que la langue d'oc s'étend en Dauphiné jusqu'à la rive droite de l'Isère, entre le Rhône et l'embouchure de la Bourne ; que de là elle franchit cette dernière rivière pour embrasser une partie du Royans, du Vercors, la vallée de la Gresse, celle du Drac jusqu'au Trièves, enfin la partie inférieure de celle de la Romanche, et puis se diriger vers le mont Tabor et le mont Cenis (1). Or, cette différence de langage s'explique par les communications fréquentes et presque exclusives que le nord et le centre même du Vercors ont eu jusqu'au milieu de notre siècle avec le Pont-en-Royans, Romans et Saint-Marcellin, tandis que le midi du Vercors a surtout fréquenté Die et les bourgs voisins de cette ville. A cela on peut, pour achever d'expliquer cette différence de langage, joindre le séjour prolongé dans le Vercors des bergers de Provence, qui viennent y passer l'été avec leurs bestiaux, et qui trouvent même parfois l'occasion de s'y fixer d'une manière définitive ; si bien qu'à en croire une tradition locale, les premiers habitants de Vassieux furent des bergers provençaux. Inutile d'ajouter que cette tradition suppose chez ceux-ci le besoin de trouver en ce lieu leur pain et leur lait de chaque jour, mais non l'espoir d'y cultiver l'olivier et la vigne, ou d'y respirer l'air chaud de leur pays natal.

(A continuer.)

L'ABBÉ FILLET.

(1) CHABRAND et de ROCHAS, *Patois des Alpes cottiennes*, Grenoble et Paris, 1877 ; — *Bullet. de la Soc. de Statist. de l'Isère*, 3^e série, t. 7 ; — *Revue du Dauphiné et du Vivarais*, I, 491-5.

ANTOINE DE VOCANCE

(SUITE. — Voir la 64^e livraison.)

Nous avons dit que quelques communes avaient refusé d'obtempérer aux ordres du gouverneur dans l'affaire du démantèlement de Livron. La Vache, Montvendre, Grane et Savasse furent pour ce fait condamnées à payer une forte contribution pour subvenir aux frais de la guerre. Quant à Châteauneuf-d'Isère dont les habitants s'étaient retranchés derrière les remparts et de là répondirent par des hostilités aux sommations qui leur furent faites, on dut employer contre lui des mesures plus rigoureuses.

Le 2 août de la même année (1585), Maugiron adressait à Antoine la commission qui suit :

« Laurent de Maugiron, gentilhomme ordinaire du Roy, conseiller, etc...

« Au s^r Antoine de Vocance.

« Comme il est très requis et nécessaire de faire démo-
« lir promptement la tour et fort de Chasteauneuf-d'Isère
« à ce que l'on ne s'en puisse prévaloir au préjudice du *Sire*
« *Roy* et du repos de la province, et en donner la charge
« à quelque fidèle et diligent personnage, pour ces causes
« et confiant en votre fidélité et diligence vous avons com-
« mis et commettons pour faire procéder incontinent et en
« la plus grande diligence que faire se pourra à la démoli-

« tion dudit lieu *rex-pied-les-terre*, en sorte qu'il n'y de-
 « meure aucun vestige desdites fortifications, y employant
 « à ces fins les habitants des lieux plus proches pour y
 « aller et faire travailler à ce que l'œuvre en soit tant plus
 « tost parachevée.

« Faict à Grenoble ce 2^e d'aoust 1585.

« Maugiron. »

Antoine s'étant rendu à Châteauneuf, essuya une nouvelle résistance de la part de cette place où s'était réfugié un parti de protestants. Il en avertit le gouverneur qui envoya contre elle une compagnie, et quelques jours après, les rebelles étaient obligés de capituler. Alors Maugiron réitéra l'ordre qu'il avait donné précédemment et qui cette fois put être exécuté.

Voici la copie textuelle des deux pièces qui furent adressées à cette occasion à Antoine de Vocance.

« Au Mollard, ce 9^e d'aoust 1585.

« Monsieur de Vaulcance,

« Je vous ay fait expédier une liste des aydes qui seront
 « nécessaires pour vous fournir des massons et pionniers
 « pour le démollissement de Chasteauneuf-d'Izère, laquelle
 « M. de V..., vous chargera incontinent. Et comme je
 « crains que lesdites aydes ne contribuent ailleurs, je vous
 « pry de leur faire entendre qu'ils ne fourniront que pour
 « trois ou quatre jours. Et mettez la plus grande dili-
 « gence qu'il vous sera possible à ce que dessus soit tant
 « plus tost parachevé.

« Et n'estant pour autre cause, je pry Dieu vous avoir
 « en sa sainte garde.

« Votre tout-à-fait intyme.

« Maugiron. »

ORDONNANCE,

« Consuls des lieux ci-dessous nommés, vous ne faldrez, incontinent la présente reçue, envoyer au lieu de
 « Chasteauneuf-d'Izère, pour chacun de vos feux un
 « masson et un pionnier pour travailler au desmantelle-
 « ment des forts dudit lieu.

« Ayant commis pour cet effet le s^r de Vaulcance au-
 « quel vous obéirez jusqu'à ce que le dit desmantellement
 « soit bien et duement parachevé, ainsi que le verrez plus
 « à plein sur la commission que lui en avons donnée.

« Et à faute d'obéir, luy donnons pouvoir de vous y
 « contraindre par toutes voies.

« Faict au Mollard ce 9^e jour d'aoust 1585.

« Maugiron. ».

LISTES DES COMMUNES DÉSIGNÉES :

Châteauneuf-d'Isère fournira.	3	hommes,
Pizançon	5	—
Rochefort-Samson	3	—
Barbières	2	—
Marches	3	—
Charpey	9	—
Beaumont-Monteux	2	—
Clérieux	24	—
Croze	1	—
Mercuriol	3	—
Chantemerle	4	—
Mirabel	7	—
St-Barthélemy-de-Vals.	14	—
St-Donat	11	—
Peyrins	10	—
St-Paul-les-Romans	9	—

Malgré les menaces du gouverneur, quelques communes refusèrent encore leur concours. Afin de ne pas apporter un nouveau retard à un ordre aussi formel, Antoine fit venir d'autre part des ouvriers qu'il paya et entretint à ses frais jusqu'à l'achèvement des travaux, c'est-à-dire depuis le 12 août 1585 jusqu'au 19 octobre de la même année.

Cependant il lui fut adjoint un *sergent royal*, le sieur *Guyot*, qui, accompagné de deux *recors*, se présentait muni de la commission du capitaine devant les consuls de chacun des lieux désignés sur la liste précédente.

Tous déclarèrent cette fois être prêts à obéir, à l'exception de ceux de St-Donat qui invoquèrent un acte d'exemption que leur avait autrefois accordé Mgr. de Maugiron.

Dans le procès-verbal dressé à cette occasion par le sergent *Guyot*, nous voyons que le premier consul de Saint-Donat se nommait alors *Daniel Martin* ; celui du Péage-de-Pizançon, *Guillaume de Raicon* ; celui de St-Paul-les-Romans, *Charles Meyssonnat* ; celui de Peyrins, *Jehan Genton*. A Charmes, le premier consul étant absent, ce fut un des habitants, nommé *Jehan Rocille*, qui répondit au sergent. A Mercurol, ce fut *Ennemond de Loches*, l'un des conseillers. *Pierre Crozat* était consul à Clérieux ; *Michel Soynon* à Chantemerle, et *Anthoine Champion* à Vals (St-Barthélemy). Enfin au nombre des témoins, qui signèrent ce procès-verbal, figure un *Antoine de Loches*, *châtelain* de Clérieux.

Et dans la requête que présenta Antoine de Vocance à Laurent de Maugiron pour réclamer le paiement des avances qu'il avait faites, on voit qu'il avait employé 900 journées de maçons et 500 journées de pionniers. Les maîtres maçons étaient payés un *teston* par jour ; les *maçons serviteurs* ou manœuvres, 12 sous, et les pionniers 8 sous.

Cette requête fut renvoyée par Laurent de Maugiron au baron de Chaste qu'il chargea de faire ce *qu'il adviseroit estre pour le mieux au soullagement du peuple*, « voulant « que l'ordonnance dudit s^r de Chaste soyt de telle valeur « que si nous-même l'avions faite, » écrivait de sa main, à la date du 20 octobre, Maugiron qui était alors à Romans.

Le baron de Chaste, après avoir vu et approuvé le compte d'Antoine de Vocance, y ajouta la note suivante :

« Veu le renvoi à nous faict par Monseigr. de Maugiron « par son décret du 20^e d'octobre mis au bas de la re- « queste cy-attachée, à luy présentée par le s^r de Vaucance, « nous ordonnons que les lieux et mandements mention- « nés en l'estat faict par mondit seigr., 9^e du jour d'aoust, « contribueront chascun au paiement du règlement cy- « dessus, donnant pouvoir audit s^r de Vaucance de con- « traindre et faire contraindre les consuls et habitants des « dits lieux au paiement de ladite somme.

« Faict à Romans ce 21^e d'octobre 1585.

« De Chastes.

Outre les journées de travail, il est mentionné au compte susdit pour cinquante écus de bois, *ferrures, outils, pouldre, souffre, poix résine*, etc., employés pour effectuer cette démolition. De plus, *pour les vacations et voyages du-dit s^r de Vocance et de ses soldats, depuis le 12^e d'aout jusqu'au 19^e d'octobre*, il lui était alloué la somme de 92 écus, « Mgr. de Maugiron ayant taxé la paie de chaque « jour à *ung escu vingt sous*. »

Les communes rebelles se soumirent-elles enfin à fournir cette contribution ? C'est ce qui n'est pas relaté dans les papiers où nous avons trouvé les détails qui précédent.

Cependant il est permis de supposer que Clérieux éleva de nouvelles difficultés puisque, le 6 décembre de la même année, Antoine avait requis le *crieur public* de la ville de Romans, le nommé *Montanyer* pour se rendre *sur la grand'place du marché de ladite ville* où il mit en vente à « haulte et intelligible voix, savoir : Deux mulles, six vaches ou bœufs, ung asne et une asnesse, lesdits animaux ayant été saisis aux consuls de Clérieux, à la requeste dud. s^r de Vocance, commissaire ordinaire de Mgr. de Maugiron, pour le payement de la cote ordonnée pour les frais et subsides du desmantellement de Chasteauneuf, en laquelle cote ladite commune de Clérieux était comprise. »

La mise à prix pour le tout formant un lot unique, était de 36 écus ; il n'y eut pas de surenchère.

Antoine de Vocance continua son service encore plusieurs années. Ayant été blessé dans un engagement peu de jours après l'affaire de Clérieux, il fit le 22 décembre, un testament par lequel il instituait Marguerite, sa fille unique, son héritière universelle, et faisait un legs à Jeanne, sa sœur, mariée au s^r Pierre Monnier, de La Vache. Dans ce testament il ordonnait sa sépulture en *l'esglise des Frères Prescheurs de Vallence*.

Il se remit de cette blessure et retourna à la tête de sa compagnie, continuant de prendre part aux combats que les troupes royalistes étaient souvent obligées de soutenir contre les insurgés.

Etant au siège de Montélimar, en 1587, il fut de nouveau grièvement blessé. Sur ces entrefaites il eut la douleur de perdre sa fille, et, dans son *mémoire* nous trouvons mentionnés ainsi ces deux événements :

« Est à noter que ma fille est décédée au mois d'aoust 1587, âgée de trois ans, la même année que moi Anthoine

de Vocance fut blessé de deux arquebuzades au siège de Montélimar, estant pour lors au régiment de M. le Duc de La Vallette. Elle est morte et enterrée à Soyon où elle était en nourrice.

« Est à noter encore que le jour du décès de madite fille, le s^r de Laboisie, l'avocat, me vint voir à mon logis, en la maison du s^r de Marquet qui est au-devant de l'évesché, lequel s^r de Laboisie me trouva en désolation de la mort de madite fille, et me consola. Lequel pourra attester ledit décès, moi estant blessé et tenant le lit. »

Ce fut à la suite de ce combat célèbre où assiégés et assiégeants déployèrent une égale valeur et où le capitaine de Vocance se distingua particulièrement que Henri III, à la sollicitation de Maugiron et de Chastes, lui accorda des lettres de noblesse.

On trouve encore ce fait noté dans son journal :

« Soynt mémoires pour l'avenir que, par le bon plaisir de Dieu, moy Anthoine de Vocance, capitayne au régiment du duc de La Vallette, ay obtenu du Roy Henry de Valloys lettres d'anoblissement pour les services queluy ay faits au faict des armes. Lesquelles lettres ont été données à Paris l'an de grâce mil-cinq-cents-quatre-vingt-huit, au mois de janvier, étant icelles lettres enregistrées à Paris avec l'empreinte des armoiries où sont *trois heaulmes d'argent en champ de gueules*, avec le timbre dessus et une teste d'aygle sur ledit timbre.

Au nombre des conseillers qui (en 1590) signèrent l'enregistrement de ce titre à la Cour des Comptes de Grenoble, figurent les noms de Chastelar, Basset, Mistral, Fustier, Portes, Audeyer, Favot, de Virieu, etc.

E. LASCOMBES, NÉE COMTE.

(A continuer.)

NOTE SUR LA SUCCESSION

dans la Maison de la Tour-du-Pin.

SUITE. — Voir les 66^e et 67^e livraisons.

Aynard en faisant son testament, suivit les *bons us et anciennes coutumes du Dauphiné* ; il s'inspira de l'exemple d'Albert II de la Tour en 1190, et de celui du seigneur de Sassenage dont Henry de Bérenger mari de sa propre sœur, avait si avantageusement profité ; il se conforma de point en point, lui l'ancien banneret, l'ancien croisé, l'ancien compagnon de gloire du dernier des Dauphins, aux *libertés delphinales* que ce prince avait concédées en 1349 à son peuple. N'eût-il pas été étrange qu'il préférât les lois féodales françaises, c'est-à-dire celles de la masculinité et de l'agnation, lui que l'Empereur avait comblé de bienfaits et récompensé comme son cher et fidèle sujet, lui dont le testament même est daté du règne de l'Empereur germanique, son suzerain ? car il ne faut pas l'oublier, Aynard n'était pas français ; il ne l'était ni comme la Tour-du-Pin, ni comme Dauphinois, puisque le Dauphiné était encore alors une souveraineté indépendante relevant de l'Empire romain, état de choses qui ne changea sensiblement qu'à partir du règne de Charles VIII.

Enfin Aynard, qui avait été le successeur légitime d'Humbert II comme chef de la maison de la Tour-du-Pin, se conforma : 1^o à l'usage qui consacrait les droits actuels ou éventuels des filles à succéder ; 2^o à la coutume de substitution graduelle

que la noblesse suivait généralement ; 3° à la règle constamment appliquée suivant laquelle aucun droit n'était reconnu aux agnats.

Il institua son légataire universel, Antoine de la Tour son fils aîné, marié à Catherine de Chaste, de la maison de Clermont et son légataire particulier dans les terres et seigneuries d'Illins, des Côtes d'Arey, de Montséveroux, de Suirieu, de Ville-sous-Anjou, (1) son second fils Hugues de la Tour dit Turpin, et les substitua mutuellement l'un à l'autre dans le cas où l'un d'eux mourrait sans enfants, substituant également leurs descendants les uns aux autres.

A défaut de ses deux fils et de leur postérité, il instituait héritière universelle, sa fille aînée Ginette ou Guiette, (2) ou à son défaut, sa seconde fille Billette ou Willette et leurs fils après elles à condition de prendre et porter les nom et armes de Vinay.

A défaut de ses filles et de leurs enfants, il appelait à son hérité *ses parents collatéraux les plus proches*, savoir :

1° François de Sassenage, *son neveu* fils d'Henry Bérenger, seigneur du Pont-en-Royans et baron de Sassenage et d'Hugonette de la Tour-Vinay, à condition de porter les armes de Vinay écartelées avec les siennes et de faire prendre le nom et les armes de Vinay à l'un de ses enfants mâles.

2° A défaut de François et de ses fils, Aymar de Sassenage son frère et les siens, à la même condition de porter ses nom et armes.

3° A défaut d'Aymar et de ses fils, Guillaume de Tournon, *son cousin germain maternel*, à condition que son second fils porterait les nom et armes de la Tour-Vinay.

(1) Ces terres venaient par succession, à Aynard III, des familles d'Illins et de Roussillon et ne faisaient pas partie des terres substituées de sa maison.

(2) Valbonnais en a fait un troisième fils, Ginet, trompé par le mot *fratrum* qui ne signifiait pas seulement *ses frères*, mais bien *ses frères et sœurs*.

4° Après eux, Guichard ou à son défaut Ginet de Saint-Priest, *ses cousins germains maternels*, à la même condition.

5° Enfin à défaut de tous les précédents, le seigneur de Bressieu, *frère ou neveu de sa femme*, qui se trouverait alors existant.

Il n'est aucunement question d'autres parents dans ce testament, et cela a fait supposer qu'Aynard n'en avait pas ou n'en connaissait pas de son propre nom de la Tour ; cependant nombre de preuves établissent qu'il en avait et qu'il les connaissait parfaitement ; mais Aynard avait vu mourir en peu d'années, *son oncle* Pierre de la Tour, châtelain delphinal, le châtelain Guigues fils de Pierre, *son cousin germain*, mari d'une Bérenger de Morges, et le jeune châtelain Girard, *son neveu à la mode de Bretagne*, mari d'une Miribel, mort à la fleur de l'âge laissant un fils appelé comme lui, Girard, mais qui né en 1364 n'avait que sept ans en 1371 et n'était que le *petit-neveu à la mode de Bretagne* d'Aynard III. Or, nous venons de voir qu'il avait appelé à sa succession, *seulement ses neveux et ses cousins germains* et leurs enfants, sans aller jusqu'au degré de cousins issus de germains. Si donc ici l'agnation se trouvait écartée, c'était au profit de la parenté la plus proche, conformément aux coutumes du pays et aux libertés delphinales.

Il est vrai que Girard était un enfant, orphelin dès son berceau, élevé dans le Trièves, et qui pouvait ne pas être connu du sire de Vinay fréquemment éloigné par les guerres, les missions et les grandes affaires de ce temps. Mais comme Jean de la Tour son oncle, surnommé *de Monteromano*, et aussi *de la Tour-du-Pin*, était sans cesse au château de Vinay, servait sous les ordres du Baron de Sassenage, cautionnait la dot d'Aymar de Sassenage, était exécuteur testamentaire d'Henry de Vinay frère d'Aynard III, épousait une d'Arces de Domène en Graisivaudan, paraissait aux mêmes actes que Hugues de la Tour, seigneur d'Illins, fils puiné d'Aynard III, il est matériellement impossible que Aynard ignorât son existence et par conséquent celle d'une seconde branche de sa maison. Ajoutons-y

cette circonstance que Jean et Girard étaient fils d'une Morges et appartenaient par conséquent, par leur mère à cette même puissante maison des Bérenger d'où sortaient François et Aymar de Sassenage, les neveux et héritiers d'Aynard de la Tour. Il est donc *impossible de croire* qu'Aynard ne connût pas ses parents du même nom que lui ; seulement il choisissait son héritier universel dans sa parenté la plus proche, en dehors de ses agnats, exactement comme l'avait fait le baron de Sassenage en faveur d'Henry de Bérenger, *son beau-frère à lui Aynard*, (1339) comme l'avait voulu le Dauphin Humbert II en 1349, comme le voulaient les lois et coutumes de l'Empire et du Dauphiné de Viennois. D'ailleurs Aynard, en dictant ses volontés pour l'avenir, ne prévoyait pas qu'elles pussent se réaliser avant un temps fort éloigné, puisqu'il laissait deux fils dans la force de l'âge. C'est en effet ce qui eut lieu ; car la succession de Hugues et d'Antoine ne s'ouvrit qu'en 1392 et 1394 et ne fut réglée qu'en 1398 ; or Girard et Jean son oncle vivaient encore alors ; mais déjà leur branche était détachée de celle de Vinay depuis près de 120 ans, puisqu'elle avait été formée par Pierre de la Tour, châtelain et bailli delphinal, fils d'Henry sire de Vinay et de Béatrix de Baux *mariés en 1279*.

Hugues II dit Turpin, seigneur d'Illins, des Côtes d'Arey, de Montséveroux, de Suirieu, de Ville-sous-Anjou, marié à Alix d'Uzès veuve de Guillaume de Tournon, et n'ayant pas d'enfants, mourut en 1392, faisant son héritier universel, Antoine de la Tour, son frère aîné, ou à son défaut ses *cousins germains* de Sassenage l'un après l'autre, *au préjudice de Billette de la Tour sa propre sœur, héritière naturelle et substituée de sa famille*.

Antoine de la Tour, sire de Vinay et de la Tour-du-Pin décéda lui-même en 1394, sans enfants légitimes, et « *contrairement au testament de son père* », institua son héritier universel, François de Sassenage son cousin germain, malgré tous les droits naturels et les droits éventuels que sa propre sœur tenait de sa naissance et du testament d'Aynard III.

Pourquoi ces deux frères en qui s'éteignait la puissante lignée des seigneurs de Vinay et des coseigneurs de la Tour-du-Pin, aimaient-ils mieux faire passer leurs terres et leurs biens aux barons de Sassenage qu'à leur propre sœur, puisqu'ils étaient si fortement préoccupés de l'idée de faire continuer et perpétuer leur nom ? Il est aisé d'en découvrir les motifs : en ces temps-là, on songeait surtout à perpétuer le fief, sans en diminuer l'importance par la division. François de Sassenage, voisin de terres, lié d'amitié comme de parenté avec Antoine et Hugues de la Tour, vaillant chevalier et seigneur très puissant, n'avait pas de fils, mais son frère Aymar en avait trois qui pouvaient suffire à continuer les maisons de Sassenage et de Vinay, et à conserver leurs vastes domaines dans leur entier, et d'ailleurs une amitié très intime unissait dès longtemps les deux familles ; Chorier lui-même l'a constaté. (1) Au contraire Billette de la Tour n'avait eu de son premier mariage, qu'une fille Elmorger ou Eléonore de Grolée qui n'était pas encore mariée et elle avait, du consentement de ses frères, il est vrai, fait un second mariage qui était bien singulier, en épousant Antoine de la Tour, baron de Châtillon-en-Valais, seigneur d'Irlingen, Früttingen, Val Letsch, Arconcier etc., etc. en Suisse, veuf d'Anne baronne de Villette-Chevron, d'une antique maison de la Tarentaise, (2) puis de Jeanne de Thoire de Villars ; dont il avait une

(1) Il dit que la branche de Sassenage Montrigaud « a survécu son tige de près de 200 ans. Hugues (son auteur) ne vécut pas obscurément. On le vit dès sa tendre jeunesse en toutes les occasions où l'honneur et le devoir l'appelaient. Agnès de Bressieu (il faut lire : de Villars) femme d'Aynard de la Tour, seigneur de Vinay, voulut qu'il fût présent à son testament l'an 1298 et prit ses conseils. *Ce fut alors qu'il jeta les fondements de l'étroite amitié qui unit depuis les maisons de Sassenage et de Vinay et qui fit entrer par un mariage dans celle-ci, les principaux biens de l'autre* » (CHORIER. Hist. de la m. de Sassenage. 33.)

(2) Il avait eu de ce premier mariage des fils qui furent la tige de la maison de Zurlauben, mais qui passaient pour morts en ce temps-là (Voir Moreri, art. Zurlauben.) On remarquera que ce sont les historiens des maisons de la

filles, Jeanne de la Tour, mariée à Jean de la Baume, comte de Montrevel, maréchal de France et maréchal de Bourgogne. Il était fort âgé puisqu'en 1402, époque de sa mort, il avait 86 ans. Cet Antoine de la Tour était le chef d'une famille illustre, pendant longtemps très puissante dans le Valais et la Suisse, liée par plusieurs traités aux princes du Dauphiné et du Faucigny **et particulièrement** à ceux de la maison de la Tour-du-Pin dont on pense que la maison de la Tour-Châtillon était une branche anciennement détachée.

À la suite de guerres longues et acharnées, Antoine avait fini par perdre presque toutes ses possessions en Suisse, et s'était retiré à la Cour de Savoie où il avait été élevé aux plus hautes dignités et nommé membre du conseil de régence, chevalier banneret, Conseiller d'Etat, etc., etc... Guichenon a donné tant de détails sur ce célèbre personnage qu'il est inutile d'en parler plus longuement et nous nous bornerons à dire qu'il est très étonnant que Valbonnais n'ait pas « connu son origine » et ait confondu sa seigneurie d'Irlains (Illingen) qui est auprès de Fribourg en Suisse, avec celle d'Illins en Viennois.

Il est assez concevable qu'Antoine et Hugues de Vinay ne se soient pas souciés de laisser leur succession à ce grand seigneur Suisse, qui jouissait de toute la faveur des princes de Savoie et était fixé auprès d'eux. Que deviendrait-elle entre les mains de ce vieillard aussi malheureux qu'illustre ? lui servirait-elle à tenter encore une fois de reconquérir les grandes possessions qu'il avait perdues ? Et après lui serait-elle partagée entre Jeanne de la Tour sa fille et Elmorger de Grolée fille de Billette sa femme ? ne valait-il pas mieux la remettre soi-même, de ses propres mains, entre celles de ce noble baron de Sassenage,

Tour-Châtillon Zurlauben, de la Tour-d'Auvergne et de la Tour-Taxis qui ont toujours fait à la maison de la Tour-du-Pin, l'honneur de revendiquer sa parenté et de soutenir que ces illustres familles étaient issues de la même tige qu'elle. Si elle en a pris acte volontiers, on ne saurait du moins y voir aucune *prétention* de sa part.

l'un des plus grands seigneurs du pays, l'un des plus brillants chevaliers de son temps, fils d'une la Tour-Vinay, mari d'une Alleman et d'une Châlon, et après lui aux enfants de son frère et d'une Monteynard ? C'était assurément une résolution fort explicable du moment où les coutumes, les lois, les libertés Delphinales interdisaient d'appeler les agnats à cette hérédité.

François de Sassenage se mit aussitôt en possession de la succession de son cousin-germain Antoine de la Tour, et se qualifia *seigneur de Sassenage et de Vinay*. (1394) Mais Billette de la Tour-Vinay et Antoine de la Tour-Châtillon son mari, s'y opposèrent en vertu du testament de Aynard III, de 1371, qui avait substitué Billette à sa succession universelle dans le cas où ses frères viendraient à décéder sans postérité, et aussi en vertu des droits naturels de Billette qui devait succéder à l'héritage paternel selon les lois et les libertés du Dauphiné consacrées par Humbert II lui-même, le chef de la maison de la Tour-du-Pin.

Pour rendre ces droits d'une évidence plus grande encore, et pour empêcher qu'on n'arguât de ce qu'elle était remariée à un étranger et de ce qu'Elmorge sa fille du premier lit, était jeune encore et destinée peut-être à se marier en Savoie, Billette lui fit épouser un seigneur de très grande naissance, riche et puissant, que les liens d'une étroite parenté unissaient à la maison de la Tour-du-Pin. En effet Guillaume de Tournon marié à Elmorge en 1396, était fils de Guillaume dont la sœur Adhémare de Tournon avait épousé Hugues I^{er} Turpin, sire de Vinay, et d'Alix d'Uzès encore vivante, veuve en secondes noces de Hugues II Turpin, seigneur d'Illins frère de Billette.

Dès lors Elmorge de Grolée, issue des la Tour-Vinay, des Tournon, des Baux, mariée à un Tournon beau-fils d'un la Tour-Vinay et petit-fils d'une Baux, pouvait se présenter hardiment comme l'héritière apparente et légitime des sires de Vinay et de la Tour-du-Pin.

Ce grand procès dura plusieurs années et fut terminé non par un de ces arrangements amiables qui se traitent parfois

dans l'intérieur des familles, mais par une sentence arbitrale rendue avec la plus grande solennité dans la célèbre église de l'abbaye de Saint-Chef (1398) en présence de l'archevêque de Vienne, de Jean de Conflans, chancelier de Savoie, d'Antoine de Grolée, d'Artaud d'Arces, de Pierre de Monteynard, et autres grands personnages, par Odon de Villars comte d'Avellino et Aynard de Brotin, dit Talabart, commandeur de l'ordre de St-Jean de Jérusalem. (1) Cette sentence devait respecter le principe de la liberté testamentaire, elle le maintint en accordant à François de Sassenage, les terres et seigneuries de Vinay, Armieu et Vatilieu, comme lui ayant été léguées particulièrement par le dernier sire de Vinay. Mais elle devait avant tout respecter les droits que Billette tenait de sa naissance et aussi du testament d'Aynard III, son père, et en conséquence elle lui restitua *la coseigneurie ou parerie de la Tour-du-Pin, avec ses ville, château, territoire et mandement, plus les territoires et seigneuries de Quinsonas, Châteauvilain, Illins, etc., etc.... et toutes les possessions qu'avaient eues ses ancêtres ab antiquo ; plus la terre d'Ay dans le Royaume ; plus 8500 florins d'or pour sa dot ; plus tout ce qui provenait de la succession d'Artaude de Bressieu sa mère ; plus le prix de la coseigneurie de Murinais qu'Antoine son frère avait aliénée* (ce qui prouve bien que la substitution de la maison de la Tour-Vinay, était un véritable fidéi-commis) ; François de Sassenage fut encore condamné à lui rembourser tous les revenus de la succession depuis l'année 1394, à supporter les frais et charges du procès, à subvenir aux douaires d'Alix d'Uzès veuve de Hugues II Turpin et de Catherine de Chaste veuve d'Antoine de la Tour-Vinay, à acquitter les legs nombreux faits par ce dernier à Aynard de la Tour son fils *naturel* et à une foule d'amis et de serviteurs de sa maison.

Ainsi la succession de la Tour-du-Pin et Vinay, fut solennellement restituée à son *unique héritière légitime*, Billette de la

(1) Au lieu de *Brutini*, Valbonnais a lu *Venturi*.

Tour et elle passa ainsi dans la famille de Tournon qui a conservé la parerie de la Tour-du-Pin jusqu'au 17^me siècle.

Que pouvait avoir à réclamer ou à prétendre, Girard IV de la Tour de Clelles, *maintenant l'aîné de sa maison*, quand la succession des sires de Vinay était disputée entre François de Sassenage *fils* d'Hugonette de la Tour et légataire universel d'Antoine de la Tour, et Billette de la Tour *sœur* de ce même Antoine et héritière légitime de sa famille ? Que pouvait-il prétendre surtout, quand la sentence arbitrale de 1398 attribuait toute cette grande succession, sauf trois terres, à Billette de la Tour, dernière descendante d'Aynard III, en vertu du testament de son père, de ses droits de naissance et conformément aux lois, aux coutumes, aux libertés du Dauphiné ?

Nous voici donc assistant à ce curieux spectacle des Tournon mis en possession *de toutes les terres que la maison de la Tour-du-Pin avait possédées ab antiquo*, des Sassenage qui après la mort de François en 1399 et son testament en faveur d'Albert son neveu, (1) prirent le nom et les armes de *la Tour-Vinay*, et des la Tour de Clelles, cadets de leur maison, devenant ses aînés, et voyant ses biens passer à une famille, son nom et ses armes à une autre, et ne gardant eux, rien que leur nom et le souvenir de leur origine avec une fortune qui ne leur permettait guère que de *vivre noblement* dans leurs terres et de servir bravement dans les armées, sans jouer dans leur pays le rôle considérable auquel les appelait leur naissance.

Girard vécut très longtemps ainsi que son fils Guigues II marié à Antoinette de Theys, son petit-fils Guigues III marié à Anne Alleman et le cadet de ses arrière-petits-fils Pierre de la Tour de Clelles seigneur de Gouvenet, qui mourut vers 1564, juste deux siècles après la naissance de Girard. C'est cette longévité extraordinaire durant quatre générations qui permit aux

(1) Fils d'Aymar de Sassenage et d'Humilie Aynard, au mariage de qui en 1373 Hugues de la Tour-Vinay, seigneur d'Illins et Jean de la Tour dit de Montroman, avaient été témoins et cautions.

ancêtres de René de Gournet de conserver le souvenir de leur origine et de l'affirmer dès 1532 quand les réclamations des habitants des Trièves contre les gentilshommes de cette contrée leur en fournirent l'occasion.

Dans le même temps où Girard de la Tour voyait les Tour-non hériter de la fortune séculaire des seigneurs de la Tour-du-Pin, et les Sassenage substituer aux leurs, le nom et les armes de la Tour-Vinay, il est à propos de se rappeler que les descendants directs et légitimes de Didier de Sassenage vivaient dans leur terre de Montrigaud, réduits à ce modeste apanage qui leur venait non de leurs ancêtres, mais de la libéralité du Dauphin Charles (1368), tandis que les descendants de Henri de Bérenger possédaient la seconde Baronnie du Dauphiné, portaient le nom et les armes de Sassenage et brillaient d'un vif éclat grâce aux vastes successions qu'ils avaient eu la bonne fortune de recueillir. Les critiques qui ont trouvé une présomption contre l'origine des la Tour-Gournet, dans le fait que les Sassenage avaient hérité de leurs nom et armes en 1398, auraient donc pu observer que la maison de Sassenage, elle-même continuait à exister pendant que ses armes, son nom, son rang, ses domaines et dignités appartenaient à la famille de Bérenger. Ce rapprochement paraît avoir échappé au président de Valbonnais qui cependant connaissait la généalogie de la maison de Sassenage ; car il a cité celle que Chorier avait donnée, dans laquelle il est dit expressément que François de Sassenage, mort en 1399, institua la *loi Salique* dans sa famille et ordonna que les mâles de son sang *et de son nom* fussent toujours préférés aux femmes sans avoir égard aux degrés plus ou moins éloignés. Cette disposition de François prouve quel était auparavant l'usage de sa famille, et l'exemple des Sassenage et des la Tour-Vinay dont elle fut l'héritière, suffit pour justifier cette innovation.

On ne doit pas ignorer non plus l'arrêt rendu le 10 février 1399 en faveur des neveux et nièces de Guy Alleman, seigneur de Valbonnais, contre ses agnats d'un degré plus éloigné qui

réclamaient son héritage comme fief masculin, sous le prétexte que c'était un fief *ancien*. Guy était mort en 1375 sans enfants et ab intestat, laissant : 1° des fils et filles de sa sœur ; 2° deux cousins de son nom au quatrième degré. On voit l'analogie de cette situation avec celle des Sassenage et des Vinay, par rapport aux Bérenger.

Les neveux et nièces de Guy Alleman disaient que selon l'acte de cession du Dauphiné en 1343, les fiefs devaient leur appartenir de plein droit ; « *item quod universæ gentes dicti Delphinatûs, mares et feminæ, ex iis etiâ venientes collatera-* »
« *les et propinquoires, usi fuerunt dictis gratiâ et privilegiis,* »
« *nemine discrepante à dicto tempore citrà, succedendi ab in-* »
« *testato vel ex testamento in feudis, retrofeudis et aliis bonis* »
« *feudalibus quibuscunque etiâ nobilibus et antiquis :* »
l'usage étant que tous mâles ou femelles les plus proches du défunt lui succédassent ab intestat ou par testament, en toute espèce de biens, fiefs et arrière-fiefs nobles et anciens, indistinctement.

Les agnats soutenaient qu'Odon Alleman, tige commune, avait tenu du Dauphin, les terres en litige, en fief ancien et paternel, *in feudum antiquum et paternum* et qu'il était de la nature même de cette sorte de fiefs, que les femmes n'y pussent succéder. L'un d'eux Guigues Alleman, seigneur de Champs, se porta même opposant au traité de 1343, quant à l'ordre de succéder, sous le prétexte que les clauses de ce traité n'avaient pas reçu l'approbation de ses prédécesseurs. Or ce traité avait été fait « avec l'approbation et le consentement de nombreux prélats, barons, nobles et sages hommes, vassaux et sujets du Dauphiné. » Cette excuse fut rejetée.

Le Conseil Delphinal voulut consulter le Chancelier de France sur cette contestation, et messire Nicolas du Bosc, évêque de Bayeux, (1) qui était alors revêtu de cette dignité, nomma dix

(1) De la maison du Bosc d'Esmandreville, en Normandie, dont le marquis du Bosc de Radepont est aujourd'hui le dernier représentant, avec sa sœur comtesse de la Tour-du-Pin-la-Charce.

Conseillers du Parlement de Paris pour étudier la question et lui faire connaître leur avis. Ils le donnèrent le 15 juillet 1398, en faveur des enfants de la sœur du défunt et contre les agnats de la famille : « *Castra verò Vallisbonesii etc., etc..... et omnia alia bona et hæreditatem dicti quondam Guigonis Alamandi, de quibus in processu exstitit agitatum..... ad prædictos Guigonem Artaudi, Osasecciam Flotta et eorum consortes proximos in gradu parentelæ hæredes ab intestato Domini Guigonis, et non ad dictas partes earum alias adversas pertineret et spectare debere.....* »

Le 10 février 1399, le Conseil Delphinal citant le texte de cet avis, adjugea la succession entière de Guy Alleman aux fils et filles de sa sœur, contrairement aux prétentions et opposition des agnats de sa propre famille, et les Artaud et les Flotte entrèrent si bien en possession de ses biens que Guigues de Loras marié à une nièce du défunt, vendit sa part au Dauphin en 1401, que le seigneur de Sassenage héritier d'une autre portion, la lui vendit de même en 1402, et que Matheline de Morges, veuve d'Osasèche Flotte fit hommage pour la sienne en la même année. L'arrêt du Conseil Delphinal se trouve rapporté *in extenso* dans chacun de ces actes.

Cet exemple suffit, étant rapproché de tout ce qui vient d'être dit de la succession de Sassenage et de celle de Vinay. Si les biens de la branche de Vinay sont passés à une famille étrangère, si quelques-unes de ses terres, son nom et ses armes sont passées dans celles de Sassenage en 1398, le même fait s'était produit peu de temps auparavant quand le nom, les armes et tout l'héritage de la maison de Sassenage avaient passé aux Bérenger ; le même fait se produisit encore pour la succession de Guy Alleman qui fut réglée par le Conseil Delphinal (et même sur l'avis du Chancelier de France), précisément la même année qui vit la fin du grand procès intenté aux seigneurs de Sassenage, par Billette de la Tour-Vinay, restée en fin de comptes, *dame de la Tour-du-Pin* et héritière de sa maison.

Valbonnais qui a à peine connu la branche de la Tour-Vinay, n'a pas étudié cette question ; mais l'auteur des grands officiers de la Couronne, qui n'a guère fait que le suivre dans sa généalogie de la maison de la Tour-du-Pin, a cité dans celle de la maison de Clermont, un fait particulier à celle-ci, mais qui vient à l'appui des exemples dont nous avons parlé :

Françoise de la Tour, fille d'Albert de Sassenage dit de la Tour, seigneur de Vinay, épousa Amédée de Clermont, fils du seigneur de Chaste dont la sœur Catherine était veuve d'Antoine de la Tour, sire de Vinay, et de Françoise de Bressieu. Cet Amédée testa en 1425, et quoique ayant trois frères et deux sœurs, il institua son fils aîné Artaud de Chaste, son légataire universel, lui substituant d'abord son fils posthume s'il en avait un, puis à leur défaut Jean de Grolée. fils d'Alix de Bressieu, Amédée de Claveson et Hugues de la Tour-Vinay-Sassenage, l'un après l'autre successivement, *à la charge de porter les armes de Chaste sans aucune différence et aussi le nom et de toujours demeurer dans le château de Chaste.* (Hist. des Grands Offi. de la Couronne. VIII. 929). Cette substitution ne fut pas ouverte par la suite, parce qu'Artaud de Chaste continua la descendance : mais cet exemple que l'on rencontre à la même époque et dans les mêmes familles, la Tour-Vinay, Bressieu, Sassenage, Clermont-Chaste, Bérenger, Alleman, prouve de la manière la plus évidente que rien ne fut *extraordinaire* dans la succession des derniers sires de Vinay, que tout s'y passa au contraire de la façon la plus conforme aux idées et aux usages du temps. Nous n'ignorons pas que plusieurs maisons du Dauphiné procédaient d'une manière différente et avaient égard au droit des agnats ; c'est ce que dit le président de Boissieu ; mais il va beaucoup trop loin en ajoutant que telle était même la règle communément suivie ; car Chorier qui nous dit que François de Sassenage fils d'Hugonette de la Tour, établit la loi Salique dans sa maison, rapporte aussi en son nobiliaire (III. 202) un partage fait en 1398, entre Aynard, Antoine et Charles de Clermont et il dit que « par cet acte, les trois

frères établirent entre eux et leurs enfants mâles, une substitution réciproque des biens de leur maison et par ce moyen, y introduisirent la loi Salique. « Cela prouve qu'elle n'y existait pas plus auparavant que dans la maison de Sassenage ou dans celle de la Tour-du-Pin. D'ailleurs M. de Boissieu lui-même dit que les fiefs principaux, et particulièrement les quatre premières Baronnies du Dauphiné, devaient être possédés par des personnes *capables du titre*, c'est-à-dire d'une naissance proportionnée aux honneurs qui y étaient attachés. « Autrement, » ajoute-t-il, « la noblesse Dauphinoise aurait de la peine à voir à sa tête, un baron sans naissance, dans l'assemblée des Etats. » Il est difficile de convenir plus clairement que ces baronnies n'étaient point masculines, et en effet elles ne l'ont jamais été.

Il est donc constant que, quel que fût le nombre des agnats de la maison de la Tour-Vinay, quelle que fût la proximité de leur degré de parenté avec les aînés de leur famille, ils ne devaient pas être ses héritiers du moment où des parents plus rapprochés existaient; ils ne pouvaient rien prétendre contre Billette de la Tour héritière unique de la maison de la Tour-du-Pin; ils ne pouvaient rien réclamer non plus contre un testament qui en ajoutant un nouveau membre à leur famille, ne donnait aucunement à entendre qu'elle fût alors éteinte. L'histoire fourmille d'exemples analogues, et cela souvent en dépit de résistances énergiques et de luttes acharnées : ceux des Rohan, des Harcourt, des Rochechouart, des Virieu, des Grimaldi-Monaco, des Clermont-Tonnerre, des d'Agoult, etc., etc., prouvent surabondamment que l'adoption d'un parent de famille étrangère auquel on laissait son nom et ses armes en même temps que sa fortune, n'impliquait à aucun titre l'extinction en ligne directe masculine et légitime, de la maison elle-même à laquelle le testateur appartenait.

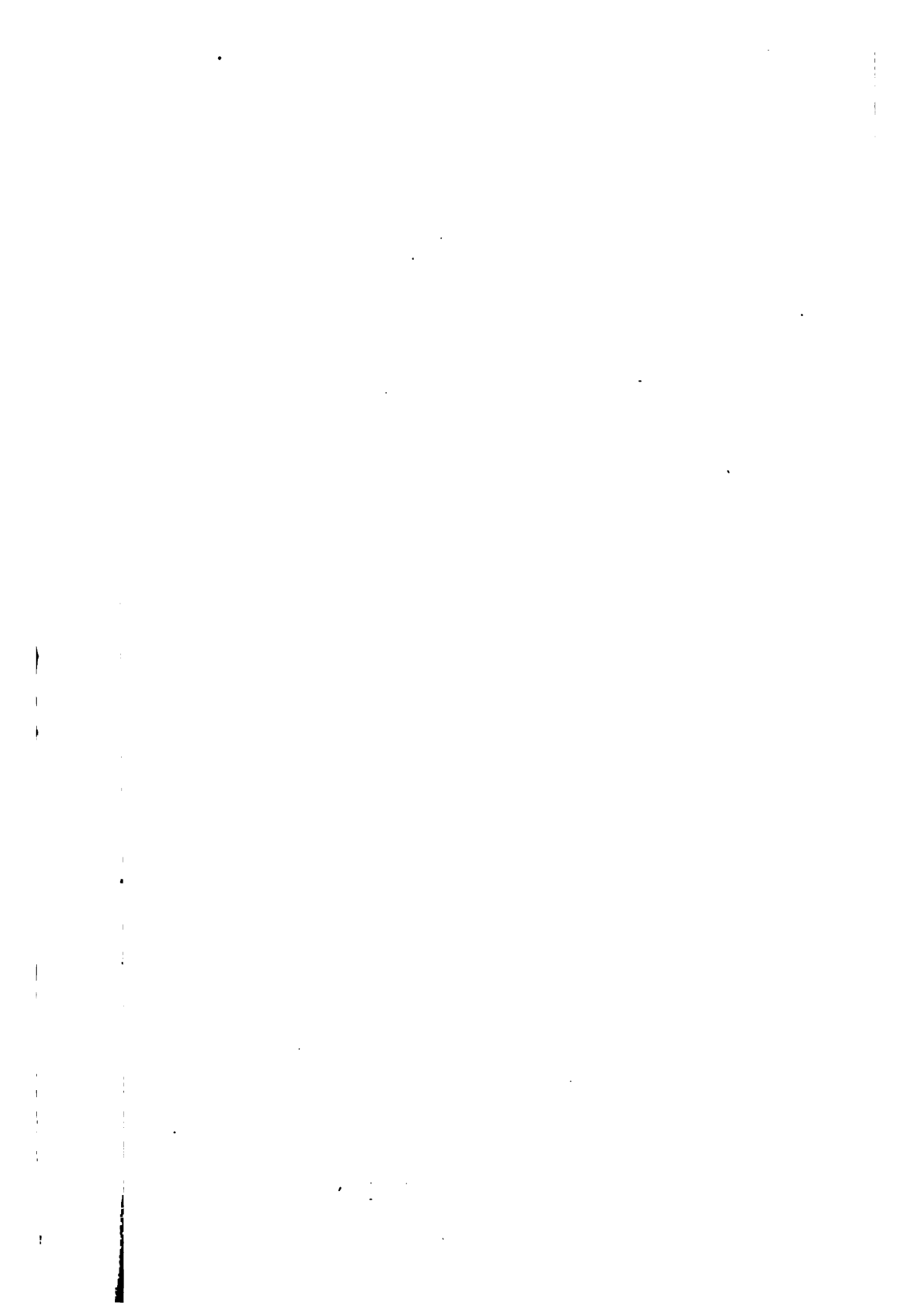
On a dit quelquefois que jusqu'il y a deux cents ans, les divers membres de la famille de la Tour-Gouvernet, ne prétendaient pas à l'origine qu'ils revendiquent aujourd'hui; il y a là un malentendu; ce serait vrai s'ils prétendaient descendre des

Dauphins de la troisième race ; ils ne le prétendent pas plus à présent que par le passé ; mais ils descendent des sires de Vinay issus des anciens barons de la Tour dont jusqu'ici l'on n'a pas pu découvrir exactement la véritable origine : et c'est précisément ce que déclaraient en 1532, Guigues III de la Tour de Clelles, mari d'Anne Alleman, et ses fils Hugues de la Tour, seigneur de Darne, et Pierre II de la Tour, seigneur de Gouvernet, devant le Parlement de Dauphiné :

« *Et progenitores et majores eorumdem erant etiã nobiles et
 « pro veris nobilibus tenti et reputati etiã voce et famã publicis
 « et antiquis itã se habentibus etiã à tanto tempore de cujus
 « initii memoria hominum in contrarium non extitit. »*

C^{te} DE LA TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE.







ANDRÉ DE LAFAÏSSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

Nous passons la première partie de notre jeunesse à étudier l'histoire des personnages qui vivaient plusieurs milliers d'années ou plusieurs siècles avant nous, la filiation et les alliances des principales familles souveraines de l'Europe, ou à lire les aventures idéales écloses dans le cerveau des romanciers, mais nous ignorons souvent le nom des personnes à qui nos grands-pères ou nos grands-mères doivent le jour.

Nous ornons nos salons de tableaux qui ne disent rien à notre cœur, et nous reléguons quelquefois dans nos greniers les portraits vénérables de ceux de nos aïeux à qui nous devons la position sociale ou la fortune dont nous jouissons, à cause du mauvais état ou du peu de mérite de la peinture. Nous achetons à des prix excessifs de vieux bouquins, qui n'ont d'autre mérite que leur rareté ou leur antiquité, et nous faisons peu de cas de nos actes de famille, que nous laissons ronger par les rats ou servir aux usages les plus vulgaires.

Quand nous sommes jeunes, nous prêtons une oreille distraite aux récits de nos grands-pères sur les membres de leur famille qui les ont précédés sur cette terre, dans l'espoir que ces souvenirs d'un passé lointain leur survivront ; plus tard nous regrettons de ne pas pouvoir les interroger sur des personnes et des faits qui prennent plus d'intérêt pour nous, à mesure que nous avançons dans la vie. Tant que dure l'âge des plaisirs et de la dissipation, nous trouvons peu le temps de parcourir nos archives, mais si nous arrivons à la maturité, nos idées se modifient souvent et nous éprouvons un intérêt réel en les lisant.

Pour conserver les souvenirs de famille, ceux qui en étaient les chefs tenaient souvent autrefois un *livre de raison*. Ils y inscrivaient la naissance et le baptême de leurs enfants, les noms de leur parrain et de leur marraine, leur mariage ; ils y ajoutaient aussi des notes concernant les achats, les ventes, les placements d'argent qu'ils faisaient, et quelquefois les principaux événements relatifs soit à eux, soit à leurs proches, soit même à la ville qu'ils habitaient, et le fils continuait l'œuvre commencée par le père.

L'usage des *livres de raison* existe en Chine depuis une époque très reculée ; ils contiennent les jugements prononcés par le tribunal de famille, l'éloge et la biographie des morts. Dans les circonstances solennelles, on lit à tous les parents assemblés l'histoire des ancêtres les plus illustres, qui continuent ainsi à être présents parmi leurs descendants. (1)

Ces livres impartiaux tenus par nos pères mentionnaient *tous* les ascendants, nobles ou plébéiens. Une gé-

(1) *Le Temps*, n° du 26 mars 1883.

néalogie *vraie* aurait une portée philosophique ; on y verrait qu'on laisse souvent dans l'ombre ou qu'on omet des aïeux enrichis par le commerce, dont on a recueilli la fortune, mais dont on cherche à faire oublier le nom en lui en substituant un autre plus euphonique, ou rappelant un autre état social. Les représentants des maisons, même illustres, seraient ramenés à des idées de modestie, s'ils pouvaient remonter jusqu'à quatre siècles ou douze générations ; ils trouveraient, parmi leurs 4,096 quartiers ou ascendants, des hommes obscurs, tarés ou criminels, tandis que des gens du peuple rencontreraient d'honorables gentilshommes parmi leurs aïeux.

Avant 1789, on avait une espèce de fétichisme pour les titres de noblesse et les vieux parchemins. C'étaient les actions industrielles et les coupons de rentes de l'époque. Ils servaient à conclure de brillants mariages, à obtenir des honneurs, des privilèges, à monter dans les carrosses du roi, à se faire accorder des abbayes, des commanderies, des évêchés, des régiments, des ambassades, à être admis dans les chapitres nobles d'hommes ou de femmes, où l'on menait une existence luxueuse et agréable, sans être tenu d'y apporter autre chose qu'une somme modique, et en outre seize et quelquefois trente deux quartiers de noblesse. Mais parce qu'on a proclamé le principe fallacieux de l'égalité devant la loi, espèce de toile d'araignée qui n'arrête pas les gens influents de tous les gouvernements, est-ce une raison de tomber dans un excès contraire et de brûler ce qu'on avait adoré, comme on le faisait en 1793.

Le culte austère et touchant des ancêtres n'est plus aujourd'hui ce qu'il était autrefois. Relâchés par les causes morales ou politiques, les liens de famille n'ont plus ce ressort énergique qui reliait en un seul faisceau traversant

les âges ceux qui portaient le même nom et dans les veines desquels coulait le même sang. (1) Si la noblesse a perdu ses anciens privilèges, elle a cependant conservé à ses représentants des prérogatives sociales proportionnées à l'ancienneté, à l'illustration et aux alliances des familles, et quand il est question d'un mariage, on la considère comme une plus-value souvent considérable.

Au point de vue des intérêts matériels, il est utile de mentionner dans les *livres de raison* le souvenir des parentés et des alliances, sinon pour soi, du moins pour ses descendants. La loi rend apte à succéder jusqu'au douzième degré, mais, faute de ce document, peu de gens pourraient prouver leur parenté et remonter à deux siècles pour arriver à l'auteur commun, aussi le Fisc recueille-t-il un assez grand nombre de successions.

D'autres héritages n'arrivent entre les mains des ayant-droit longtemps inconnus, que largement entamés par suite d'un traité préalable avec des agents d'affaires connus sous le nom de *pisteurs* ou *révélateurs de successions*. Frappé de ces inconvénients, M. Guet a publié, en 1870, un ouvrage, presque inconnu, sur lequel je trouve quelques détails dans une publication récente. (2) Il a pour titre : *Livre de famille ou guide pour établir soi-même sa parenté, avec tableaux prêts à recevoir les renseignements*. Un document de cette espèce bien rédigé, dit l'auteur, devient une sorte de loterie de tous les temps, à tirage incessant, et chaque indication consignée dans les tableaux est un numéro qui peut sortir un jour au profit du titulaire dûment renseigné.

(1) M. Raoul de Cazenove, *Rapin-Thoyras et sa famille*, 1866, p. VIII.

(2) *Les recherches généalogiques à Genève*, par M. Ritter, 1883.

La tenue régulière des registres généalogiques remplaçait les nobiliaires, consacrés presque exclusivement aux grandes familles, à l'époque où la presse fonctionnait peu et où les livres étaient rares. Elle permettait aussi aux branches cadettes de surveiller les substitutions si nombreuses autrefois et de prouver leurs droits aux biens substitués. On peut citer deux exemples, pris au sommet de l'échelle sociale, pour prouver l'importance des droits conférés par les privilèges dérivant de la primogéniture, appliqués en matière de substitution à ceux qui sont chefs de nom et d'armes de la maison. Henri IV recueillit le trône de France, bien qu'il fût parent au vingt et unième degré d'Henri III et que plus de 350 ans se fussent écoulés depuis le mariage de leur ancêtre commun, Saint Louis ; et le comte de Paris a hérité des droits politiques du comte de Chambord, son cousin au seizième degré, bien que la naissance (1601) de Louis XIII, leur auteur commun, remontât à près de trois siècles.

M. Joseph de Miraval, chevalier de la légion d'honneur, qui habite à Meysses (Ardèche), chez son père, M. Charles-Alexandre-Hippolyte Garnier-Deshières, baron de Miraval, a eu l'obligeance de me communiquer un *livre de raison*, tenu de 1570 à 1681 par Pierre, Jean et Alexandre Lafàisse. C'est un volume, petit in-4°, relié en veau, contenant 130 pages d'écriture, intitulé : *Livre de mémoires de Pierre Lafàisse*, etc.

La famille Lafàisse, (1) qui fut une des premières à em-

(1) Ce nom, commun dans l'Ardèche et dans le Gard, sert à désigner des délaissés de rivières ou de longues bandes de terre

brasser la religion nouvelle, était originaire de Thueyts (Ardèche). Les renseignements généalogiques sont mêlés à des notes relatant les principaux événements survenus à Aubenas ; elles nous révèlent l'histoire intime de cette époque ; on y verra combien la misère est grande quand l'inclémence des saisons se joint aux guerres civiles, aux désordres et à la *chasse à l'homme* qui en sont la conséquence.

Elles serviront de préface aux copies ou aux extraits d'un assez grand nombre de lettres choisies parmi les cinq ou six cents reçues par André Lafaisse ou de Lafaisse, maréchal de bataille, de 1648 à 1681, et qui font partie des archives de M. de Miraval. Quelques-unes ont été données par lui à M. Paul Maignot, membre du conseil général et directeur des chaux de Cruas, qui a bien voulu me les prêter. Elles sont relatives à différents sujets, et ont été écrites par des notabilités du Vivarais, du Valentinois, du Comtat et même de Paris. Je suivrai, en les analysant, l'ordre chronologique, en ayant soin cependant de grouper à la fin de ce travail celles qui concernent l'abbaye de femmes de Saint-André-de-Ramière (Vaucluse) qui a tant fait parler d'elle pendant de longues années.

Les Lafaisse, dit Pierre II, qui, le premier a rédigé le *livre de raison*, sont issus de Pierre I^{er}, notaire à Thueyts,

complantées en vignes ou en mûriers ; on l'a appliqué aussi aux biens communaux partagés entre les habitants et divisés en lots ou échamps. Il vient du latin *fascia*, bande, ruban, feuille ou bande de bois. Ces noms de quartier ont été adoptés, plus tard, par les familles qui les possédaient. Les localités appelées Faij, la Faye, la Fayette, les Faijs, etc., doivent leur nom au hêtre ou *fayard*, *fagus* en latin.

marié à Catherine du Prat. Il eut pour fils Claude, juge à Thueyts, qui épousa en 1516, Françoise, fille de noble Jean Estoroffit, de Nîmes, et de Briande de Petrasanta ou Pietrasanta, de Cavaillon, dont il eut cinq enfants. Celui qui continua la filiation, Pierre II, dépensa la plus grande partie de son patrimoine à plaider contre les détenteurs des biens de la famille Petrasanta, et s'établit, en 1565, à Aubenas comme drapier. C'était, dit-il, l'année de la peste et de la garnison d'un grand nombre de gendarmes. En 1568, après le pillage des églises, il profita de l'arrivée d'un fondeur pour faire fabriquer sept chaudrons « de métal » qu'il avait, sans doute, acheté à vil prix.

Pierre II, suivant l'usage de l'époque, renouvelé de la Bible, invoquée si souvent par les protestants, fait intervenir, dans ses récits, la colère ou la bonté de Dieu qui lui inspire une touchante résignation. Il raconte que le 15 octobre 1570, « ceux de la ville d'Aulbenas, n'ont voulu re-
« cepvoir pour garnison la compagnie (catholique) du
« capitaine Fougasse, (1) suivant le mandement de M. le
« mareschal Dapville, (2) avoyent mandé message à la
« Cour pour mieux savoir la vollonté du Roy; nonobstant
« ce, le mareschal commanda au cappitaine Laval (3) de

(1) François de Fougasse, d'Avignon, seigneur de la Barthelasse et baron de Sampzon, en Vivarais, chevalier de l'ordre du roi, fut nommé capitaine d'Avignon en 1561.

(2) C'était Henri, duc de Montmorency, connu d'abord sous le nom de Damville, connétable et gouverneur du Languedoc.

(3) D'après le marquis d'Aubaïs, *Pièces fugitives*, p. 121 et 297, les capitaines Laval, Fapoco et Olivier et autres des garnisons du Bourg et de Pierrelatte escaladèrent, au mois d'avril 1570, Donzère, où était le régiment de Piles, dont ils défirent 300 hommes. A cette époque, François de Saint-Nectaire ou de Senneterre, frère de

« venir assiéger Aulbenas avec ses compagnies, ce que
 « feust faict jusques au 24, que le mareschal manda au
 « cappitaine Baron (1) commission de faire une compa-
 « gnie à sa dévotion et venir en la ville le 26, mais le 28
 « suyvant, nouvelle commission de M. de Laval pour y
 « entrer avec ses compagnies, et la ville a esté grandement
 « foulée (rançonnée) et en dangier d'estre pillée. »

« Le 20 octobre 1571, la compagnie de M. de Laval
 « est partie d'Aulbenas où elle avoit demeuré en garnison
 « depuis le 28 d'octobre 1570; les portes ont esté ou-
 « vertes et la ville mise en sa liberté par la bonté et grâce
 « de Dieu, ensemble les aultres villes tenant pour l'Évan-
 « gille ont esté mizes en liberté avec l'exercice de leur
 « religion, suivant l'édict de pacification. Environ ce
 « temps, M. l'admirail de Chastillon (2), estant en cour, a
 « esté grandement caressé du roy, des reynes, outre
 « (malgré) l'opinion de tous les papistes de France, prin-

l'évêque du Puy, était seigneur de Laval du chef de sa femme. Sa fille Hippolyte apporta ce fief à Jean-Antoine de Blou, du Vivarais, qu'elle épousa en 1597.

(1) Ce capitaine, nommé Baron, est appelé Bacon par le chanoine de Bannes. Il était protestant et avait pris Villeneuve-de-Berg dont il était gouverneur et consul en 1572, lorsque François de Borne, sieur de Logières ou Logères, le força de se retirer à Mirabel. Il mourut en 1581 ; Columbi, p. 170, le qualifie de *homo ferox et projectus ad omne facinus* (l'abbé Mollier, *Villeneuve-de-Berg*, p. 120 et 125). En le chargeant de lever une compagnie, le maréchal espérait sans doute l'attacher au parti catholique, mais cette tentative parait avoir échoué.

(2) Gaspard de Coligni, seigneur de Châtillon-sur-Loing ; il se rendit, au mois de septembre 1571, à Blois où Charles IX lui fit, ainsi qu'à son gendre Téligni et aux gentilshommes de sa suite, des cadeaux considérables. Il fut assassiné en 1572 (H. Martin, *Histoire de France*, t. IX, p. 284).

« cipalement de la maison de Guyse, ennemys capitaulx
« de la religion réformée de France, Engleterre et Alle-
« maigne, où les papistes aviont opignon que le Roy se
« vouloit servir des garnisons pour surprendre ceulx de
« la religion et leur couper la gorge, (1) mais la bonté
« du Seigneur, qui veille sur les siens, a touché le cœur
« du roy envers nous, en faveur de la fidellité que luy
« debvons. »

Le 5 avril 1572, au marché d'Aubenas, le blé atteignit le prix excessif de sept livres deux sols le sétier ; on vendit le seigle six livres cinq sols et les châtaignes sèches, cinq livres. D'après de Wailly, (2) la livre, simple monnaie de compte, avait, à cette époque, une valeur intrinsèque de 3 fr. 70 ; comme le sétier ou sac d'Aubenas contenait environ 80 litres, le blé fut vendu à raison de 33 francs l'hectolitre, *valeur intrinsèque*, représentant une somme double ou triple en monnaie actuelle, suivant qu'on fixe le *pouvoir* de l'argent à deux ou à trois.

L'année 1575 fut une des plus désastreuses qu'on eût jamais vue ; les paysans enlevaient les tuiles et les planches de leur maison et venaient les vendre à Aubenas pour pouvoir subsister à cause de la guerre et de la famine. Le pays était désolé par suite « de la desloyauté qu'estoit
« entre les soldatz de l'une et l'autre religion. On se
« baylloit la main les ungs aux aultres pour trayer les gens
« de bien qui ne pourtoient poinct les armes, et fère des
« meschancetés, volleryes et toutes sortes de maulx.....
« Trois personnes de nostre parti (protestant) ont esté
« prinses (prises) en ceste année 1575 : mon cousin Esto-
« roffit fut prins sans aulcunes armes et a payé 300 escus

(1) On redoutait déjà le massacre qui eut lieu le 24 août suivant.

(2) *Mémoire sur les variations de la livre tournois*, p. 227.

« sol ; (1) le s^r Verdier, de Thuetz, fut prins à la rivière,
 « sous Meyras, par la garnison de Montpezat et paya,
 « pour sa rançon, 800 escus sol, oultre ce qu'il avoit sur
 « luy quand feust prins, en tout 3,000 livres. (2) De mesme
 « feust prins M. M^e Estienne Senglier, (3) à l'Eschalette,
 « par ceulx de Saint-Laurent (sous Coiron ?), où com-
 « mande M. de Saint-Thomé, dict *Lou Teil*, (4) et a payé
 « pour sa rançon 2,100 livres. Le dangier est si grand
 « qu'il faut être bien fort de compagnie pour aller (voya-
 « ger) en seureté. Ceste année, le Roy a faict battre le
 « Pouzin, Livron et Baix : tout leur a résisté à leur grant
 « honte et perte. »

« En 1580, y a eu aultant de calamités que de souve-
 « nance d'homme on n'en a veu, et par lesquelles nous
 « avons senty le jugement de Dieu. En la plus part de ce

(1) Ou écus d'or au soleil : on les nommait ainsi, parce qu'un soleil, entouré de rayons, surmontait les armes de France ; ils étaient en or, très minces et avaient une valeur intrinsèque de onze francs.

(2) La livre, simple monnaie de compte à laquelle on apportait de fréquents changements, avait en 1575 une valeur intrinsèque de 3 fr. 13 (de Wailly, p. 227).

(3) Jean Sanglier, médecin de Charles VII, fut anobli en 1423 ; ses descendants ont formé plusieurs branches dont quelques membres avaient plus de parchemins que d'écus. En 1558, Gabriel Sanglier était châtelain de Boulogne, et Étienne, lieutenant du bailli de Montlaur (*Archives de l'Ardèche*, C. 1142). C'est probablement ce dernier, qui est désigné avec la qualification de Monsieur Maître.

(4) Guillaume, appelé aussi François de Vesc, seigneur du Teil et de Saint-Thomé, un des chefs catholiques qui prirent part au siège de Montélimar en 1587. Voyez : de Coston, *Histoire de Montélimar*, t. II, p. 463 ; Pithon-Curt, t. III, p. 460.

« pays, despuys Aulbenas en hault, ung Vendredi Saint,
« que les papistes appellent, y eust gellée si grande, que
« tua tous les fruicts, blés, vignes et chastagnes..... Telle-
« ment que les gens du pays n'eurent rien de toutes leurs
« récoltes. Les bons paysans furent contraincts d'aban-
« donner leur maison avec leur famille et de s'en aller
« jusques en Prouvence. »

« Feust telle la pauvreté que venant en apvril, may et
« juing, le blé, qui s'estoit tenu environ à trois livres le
« sestier, s'augmenta à la fin jusques à six livres dix sols,
« et si le monde eust eu de quoy y employer, il feust
« monté à plus de douze livres le sestier..... Les herbes
« nouvelles estant venues, plusieurs en mangearent et en
« devindrent enflés et mal dispos ;..... d'autres moureu-
« rent de faim..... Le vin estoit à grand marché en Lan-
« guedoc et bas Vivarès, et y avoit peste en plusieurs
« lieux du midi. »

« Aussi ceste année a coureu une maladie appelée *cocu-*
« *luche*..... que chascung avoit, en telle sorte que la
« famille qu'en avoit quelqu'ung de rezervé qui demeurast
« debout pour servir les autres, estoit beaucoup et plu-
« sieurs en moururent, et en ceste ville en moreust environ
« cent cinquante ; (1) on n'eust pas trouvé une boutique
« ouverte en la place que à grand difficulté. Y avoit aussi
« la dysenterie meslée parmi ceste maladie ; d'autres
« devenoient comme fols et les falloit tenir réduitz. »

(1) D'après Littré, l'ancienne coqueluche était une grippe très intense, dont le nom a été donné à la toux convulsive des enfants, qui est une maladie toute différente. Elle devait son nom au capuchon ou coqueluchon (*cucullus* en latin) dont se couvraient ceux qui en étaient atteints.

« Ceste maladie estoit incognue aux médecins; si elle
 « eust donné craincte au monde, comme faict la peste, la
 « pleus grand partie en feust morte, mais les pleus forts
 « secouroient les pleus foibles. »

« Les gens qui ont quelque cognoissance de Dieu en
 « doibvent fère leur proffit et regarder à la cause; c'est
 « que Dieu est irité pour le peu de crainte et révérence
 « d'iceluy..... C'est comme une figure du jugement de
 » Dieu, à l'exemple d'ung déluge, ou d'ung Sodome et
 « Gomorre. C'est à bon droict, etc. »

Pierre Lafaisse continue pendant une page et demie
 ses réflexions religieuses; il mentionne en termes vagues
 et généraux les désordres et les pillages commis par les
 garnisons des bourgs voisins, de l'une et de l'autre reli-
 gion, « et spécialement les papistes, tellement qu'en ce
 « pays n'est aultre chose que pur brigandage. »

« Au mois de juing 1582, la proclamation de la paix a
 « esté faicte, et le monde va et vient partout en asseu-
 « rance..... Dieu, auteur de tous biens, donne présaige
 « de bonne saison. Les vivres sont à bon prix; la livre
 « de pain se vend sept deniers, (1) et le pot de bon vin ung
 « sol (environ quinze centimes, valeur intrinsèque). »

« En 1582, je commence ung procès contre les poces-
 « seurs des biens ayant appartenu à feu ma mère, de la
 « citté de Cavailhon, à elle parvenus par la mort de feu
 « Louys Estoroffit, son frère, dont elle estoit donnataire,
 « lesquels feu Léonard Estoroffit a vendus à Paul de

(1) Environ neuf centimes et deux dixièmes de notre monnaie,
 valeur intrinsèque, ce qui faisait vingt-deux centimes le kilo, la
 livre pesant environ 420 grammes. Il faut doubler ou tripler ces
 vingt-deux centimes pour qu'ils représentent la même somme en
 valeur actuelle, eu égard à la dépréciation de l'argent.

« Laplanne et aultres, au nombre de sept, que j'ai faict
 « appeler en *la rotte d'Avignon*, (1) que m'est de grand
 « despense, considérant que j'ay affaire contre sept pocessours, que sont sept procès....., etc. »

« Le mercredi, 15^e de juing 1582, les pāpistes de Larentière, Joyeuse, la Baume et Chassiers sont venus en procession à Saint-Estienne, les ungs deschaux, les aultres sans parler, les aultres se battans et affligeans, en habits incongreus. (2) Dieu leur veulhe ouvrir les yeux, amen. »

Pierre II épousa, en 1567, Louise de Bressac, de Baix, fille de Jean et de Marguerite de Bayle. D'après une note ajoutée par Alexandre, petit-fils de Pierre, une sœur de cette dernière était mariée « dans la maison de la Bastie du Verre » (qui paraît être la famille de Banne, de Mirmande). D'après une note ajoutée par Alexandre Lafàisse, petit-fils de Pierre, une autre sœur de Marguerite serait entrée dans « la maison du Teil, qui despuis a esté Laure, et après Naves, et finalement Lafare. » (3)

(1) La Cour de *la Rote (rota)*, réorganisée en 1566, était composée de six juges et placée au sommet de la hiérarchie judiciaire du Comtat. Elle connaissait, par voie de recours, de toutes les décisions rendues par les autres tribunaux. On fait dériver ce nom, soit du roulement des juges, soit de la forme circulaire de la salle, soit de ce que les affaires étaient appelées à tour de rôle ou de ce que les juges siégeaient en rond, soit de ce que le pavé ou la mosaïque de la salle représentait des *roues*. Dans ce dernier cas, l'étymologie de ce mot rappellerait celle qu'on donne à *l'échiquier* anglais (M. Faudon, *Institutions judiciaires d'Avignon*, 1867, p. 19 et 60).

(2) C'était la confrérie des pénitents ou battus, qui se généralisa à cette époque. Voyez : *Histoire de Montélimar*, t. II, p. 416.

(3) Annet de Borne, baron de Balazuc, fils aîné de François, fut grièvement blessé à la reprise de Montélimar en 1587. Il épousa

Pierre eut huit enfants : il mentionne la naissance de chacun d'eux avec les formules habituelles de cette époque : « Ma femme a enfanté un fils qu'il a plu à Dieu de « me donner..... Que le seigneur le fasse prospérer dans « son amour et craincte, etc. » Il mourut en 1584, et sa veuve, pour donner un protecteur à ses enfants, se remaria, en 1588, avec Roland Chastanier, notaire et lieutenant du bailli de Montlaur. Jacques, l'aîné des fils de Pierre, naquit en 1574, fut avocat, dissipa son bien et mourut sans postérité en 1599.

Jean, frère de Jacques, forme la quatrième génération connue de la famille. Né en 1580, il remplaça, en 1606, comme juge et notaire, le second mari de sa mère. Il était trop jeune pour se rappeler la prise et le pillage d'Aubenas, en 1587, par les troupes catholiques de Sanillac de Montréal, (1) ainsi que la reprise et le nouveau pillage de cette ville, en 1593, par les 1500 protestants commandés par de Sarjas, (2) Samson de Laborie et Jean-Pierre

Gabrielle de Vesc, fille du seigneur du Teil, dont il eut, entr'autres, Charles Annet de Borne, baron de Balazuc, seigneur de Laugères ou Logères, près de Largentière. Jacqueline de Borne, dame de Logères, épousa, en 1643, Charles de la Fare. L'assertion nobiliaire de Pierre est peut-être hasardée ou erronée, car, en 1571, Jean de Banne, seigneur de la Bâtie-du-Verre, se maria avec Jeanne de Vesc, sœur de la dame de Borne.

(1) Guillaume de Balazuc, marié en 1580 avec Françoise du Roure.

(2) D'après l'*Histoire du diocèse de Viviers*, p. 361, manuscrit qui se trouve à l'évêché de Viviers et qui a été composé par l'abbé Giraud-Soulavie, Bosse, commandant de Vals, était connu alors sous le nom de sieur de Sarjas. Une branche de la famille Champanhet a joint à son nom celui de de Sarjas ; c'est probablement une ancienne gentilhommière dont le dictionnaire des postes ne fait pas mention. Poncey, t. III, p. 677, et M. du Boys, *Album*, o. 254, qui donnent

Boule, de Vallon. Ces faits sont seulement relatés dans un acte de notoriété que fit rédiger, en 1668, son fils André.

Jean fut pourvu en 1606 de sa charge par Madame de Montlaur qui habitait alors le château de Bannes, perché sur une montagne et détruit en 1792 après les troubles qui suivirent la formation du camp de Jalès. Les Montlaur étaient une des grandes familles du Languedoc et, depuis le XII^e siècle, possédaient le fief d'Aubenas et plusieurs seigneuries voisines. Jean avait une vive affection pour sa protectrice, Marie, comtesse de Montlaur et de Saint-Remèze, marquise de Maubec et de Montpezat, baronne d'Aubenas ; elle était fille de Louis et épousa le maréchal Jean-Baptiste d'Ornano.

Il mentionne, à la date du 12 mars 1607, la naissance d'un fils de la maréchale : son mari était à Paris, où il soutenait un grand procès contre sa belle-sœur, Jacqueline, mariée à Jacques de Grimoard de Beauvoir, baron du Roure. Cet enfant, en faveur duquel il fait des souhaits de prospérité, ne les réalisa pas ; l'immense fortune de la maréchale passa à Anne d'Ornano, sa nièce, fille de Henri-François-Alphonse, premier écuyer du duc d'Orléans, et de Marguerite de Montlaur, qui épousa, en 1645, François de Lorraine, comte d'Harcourt, troisième fils du duc d'Elbeuf : Alphonse-Henri-Charles, son fils, marié en 1667 avec Françoise de Brancas, perdit au jeu une grande partie de sa fortune. La baronnie d'Aubenas et le comté de Montlaur, qui donnaient à leur possesseur le droit de siéger aux États du Languedoc, furent gagnés ou acquis à cette époque par Cerise François, marquis de Vogué.

divers détails sur ces deux sièges, l'appellent, le premier, de Serjos, et le second de Farjas. Il y avait en Dauphiné une famille de Bosse, et il existe à Lambesc une famille de Bosse de Bonrecueil.

Jean relate dans son *livre de raison* les troubles qui eurent lieu à Privas en 1621. Le 26 mars, il fut député par MM. d'Ornano et de Darne, à Vals, pour engager les habitants à recevoir, dans le château, une garnison de trente soldats, comme témoignage de leur obéissance au roi, mais ils s'y refusèrent. D'Ornano envoya des troupes à la Bégude-Blanche, où se trouvait un poste commandé par le s^r de Cavoy, capitaine dans le régiment du marquis de Portes. Jean et du Roure, accompagnés du s^r de Moussoles, sergent de bataille, furent envoyés de nouveau à Vals, dont les habitants se décidèrent à obéir.

Un registre manuscrit du consistoire d'Aubenas, où était ministre Delafaye ou de la Faye, qui baptisa presque tous les enfants de Jean Lafaisse, a été retrouvé dans les archives de Frédéric Chevalier de Montrond, mort à Rochemaure en 1865. Il complètera le livre de Jean et permettra d'ajouter quelques pages à l'histoire d'Aubenas.

Le 9 août 1621 « se sont assemblés en maison consulaire, par devant MM. Fournier, juge ; de Lanthozet, « vi-bailli ; Pierre Lafaye, de la Faye et Antoine Perge, « régens modernes ; Jean Duroure (ou du Roure ?), docteur en droit ; noble Jean Michelier, s^r de Fons ; Pierre « de Collombier, s^r de la Genestière ; Pierre et François « de Valleton, père et fils ; Jean de Barthélemy ; Antoine « Fabre ; Daniel Arcajon ; Philippe Delamole, notaire ; « cappitaine Louis Veyrenc ; Thimothée Chalas ; Pierre « Duserre ; Pierre Chabassat ou Chabassut ; Mardochée « de la Grange, notaire, faisant profession de la Religion « Réformée ; »

« Sur la proposition du s^r de Mézérac, premier régent « de la Religion catholique, qu'il, et ses compagnons, « ont esté requis par le s^r de la Coste, commissaire, se « disant député par le s^r de Montmorency pour séquestrer

« le bien de ceulx de la Religion qui portent les armes
« ou habitent dans les villes rebelles, de luy assister en la
« procédure qu'il prétend faire contre quelques particu-
« liers de ceste ville ; »

« A esté conclud que les s^r Lanthozet et Perge, régens
« de la Religion Refformée, conformément aux lettres-
« patentes de S. M., données à Niort, le 27..... dernier,
« feront entendre au s^r de la Coste que tous les habitans
« sont dans l'obéissance du roi ; que le second régent et
« M. Roure s'opposeront à sa procédure et requerront
« assignation devant Mgrs de Montmorency ou de Venta-
« dour. »

« Le 26 septembre 1621, de la Faye, pasteur, dit aux
« chefs de famille que la veille, estant en son jardin avec
« sa femme et un serviteur, entra un soldat portant un
« cimeterre duquel il auroit voulu frapper son serviteur,
« et faict ses efforts pour l'arrester lui-mesme..... De la
« Faye s'estant retiré du costé des clauses, rencontra huict
« ou dix soldats qui déchirèrent sa soutane, lui donnèrent
« un coup de poing sous l'œil, et firent leurs efforts pour
« l'emmener prisonnier, ce qu'ils auroient faict, sans
« l'empeschement de Jean Joard, Pierre Roure et quel-
« ques autres, duquel excès il a faict plainte à M. de
« Mézérac, régent. »

« Il ajouta que passant devant l'église de Sainte-Anne,
« où estoit M. Treffault, prebstre, il le salua, et que ce
« dernier lui cria : hostez vostre chapeau, sot, quand
« vous passez devant l'église ! Il fut suivi par deux grands
« scoliers, l'un desquels lui donna une grande poussade...
« Il reçoit mesme des advis qu'il court fortune (hasard,
« risque) de sa vie. »

On chargea M. de Valleton de prier M. de Tarnézieu,
bailli d'Aubenas et de Montlaur de faire cesser ces agres-

sions. Le 16 novembre 1621, de la Faye partit pour Mirabel, près de Villeneuve-de-Berg, dont Louis d'Arlempdes ou d'Arlampdes, fougueux protestant, était seigneur. Il se fit accompagner par le d^r Lafaye, le capitaine Vincens, de Larsier, enseigne, et cinquante ou soixante protestants d'Aubenas, escortés par le capitaine Guidon et une dizaine de soldats catholiques.

L'année précédente, de la Faye avait été suspendu pour deux mois de ses fonctions de ministre « à raison de quelques déportemens peu convenables à sa profession » qu'on n'indique pas. Il recevait 530 livres par an, mais eu égard à l'état calamiteux on le pria de se contenter à l'avenir de 430. Le registre mentionne encore qu'en 1624 ceux qui gouvernaient Aubenas ne permettaient aux protestants d'y habiter que s'ils étaient mariés, et que les filles protestantes ne pouvaient épouser des gens de leur religion demeurant au dehors, qu'avec la permission du colonel (d'Ornano?) et que les religionnaires étaient souvent victimes de scènes de désordres et de violences. (1)

(1) Ce registre contient la note des dépenses faites au nom du consistoire d'Aubenas en 1620 et en 1621, époque à laquelle, d'après de Wailly, p. 227, la livre avait une valeur *intrinsèque* de 2 fr. 69 et le sol, de 13 centimes et demi. En voici quelques extraits : « Baillé
« 12 sols à Nogier, envoyé exprès à Privas, plus 6 livres pour l'aider
« à payer sa rançon fixée à 12 livres. Payé 5 livres 17 sols pour la
« despende faite au colloque de Villeneuve, pour M. Lafaisse et
« pour moi, plus 30 sols pour le louage d'un cheval pendant trois
« jours. Baillé 20 sols à un homme envoyé exprès, d'Aubenas à
« Montélimar, à M. Chamier. Despendes faites pour le synode
« d'Alès (Alais) : payé pour mon disner à Vallon, celui de mon
« cheval et de l'homme qui m'accompagnait, 16 sols ; pour la soup-
« pée (et la couchée ?) à Saint-Ambrois, 20 sols ; baillé 30 sols à
« l'homme que je renvoyai d'Alès avec ma monture ; despendu

On trouve dans le manuscrit de Jean Lafàisse le récit des événements qui lui arrivèrent pendant l'époque troublée qui précéda le siège de Privas et sa destruction en 1629. Il subit trois fois le pillage de sa maison bien que tous ceux de sa famille, dit-il, fussent restés sous l'obéissance du Roi.

« Le 5 juing 1628, on me bailla six soldats à loger, et
 « M. de Montmorency arriva le 16 à Aulbenas. Le s^r
 « Ripert me dit de venir au chasteau avec les s^{rs} Valle-
 « ton (1), Arcajon et Legrec. J'y vis le jésuite Forcaud et
 « le juge Lanthozet parlant aud. seigneur. Son maistre
 « d'hostel lui présenta par deux fois à laver la main, lui
 « disant que la viande se gastoit. Il s'informa alors où
 « estoient les huguenots, et nous demanda si nous avions
 « esté à la messe, à quoy je fis 'response qu'oui, parce
 « qu'on nous y avoit faict aller par logement extraordi-
 « naire de soldats dans nos maisons, qui nous man-
 « geoyent toute nostre substance et celle de nos enfants,
 « et que la nécessité nous avoit contraincts à y aller. » (2)

« (dépensé) à Alès, pendant 14 jours, 7 livres ; payé 21 sols pour le
 « louage d'un cheval d'Alès à Saint-Ambrois, ou pour l'homme, qui
 « le vint quérir, plus 30 sols pour le louage d'un cheval et de son
 « conducteur de Saint-Ambrois à Aubenas, etc. »

(1) La famille Valleton, plus tard de Valleton, existe encore ; elle est connue depuis Pons, qui vivait à Aubenas en 1346. Elle habite Avignon et Paris, et a siégé aux États généraux du Vivarais en 1789. Jeanne-Françoise de Valleton a épousé, en 1743, Jacques-Joseph-Félix, comte de Vogué, lieutenant général et cordon rouge.

(2) Voici comment s'exprime l'abbé Giraud-Soulavie dans son *histoire* (manuscrite) *du diocèse de Viviers*, p. 392, que M. l'abbé Boiron, secrétaire de l'évêché de Viviers, a eu l'obligeance de me communiquer. « D'Ornano, seigneur d'Aubenas, envoya quatre ou
 « cinq cents hommes en garnison chez les calvinistes de la ville,

« Il nous demanda si nous y volions pas retourner; nous
 « respondismes que non et il commanda au cappitaine
 « Guidon de nous mettre en prison, ce qui eut lieu.....
 « On nous fit dire par nos parents catholiques que si nous
 « ne nous résolvions d'aller à la messe, nous estions per-
 « dus. »

« Le dimanche suivant, le s^r Huteau, secrétaire du
 « duc, nous dit que nous avions esté déclarés prisonniers
 « de guerre, pour intelligences avec le duc de Rohan, et
 « condampnés à payer rançon le s^r Valleton à M^{re} de
 « Clastrevielhe et du Cros; (1) le s^r Arcajon au s^r de la
 « Fare, maistre d'hostel du duc; (2) le s^r Legrec au capi-
 « taine Guidon, et moy au comte de Saint-Remèze. » (3)

« pour vivre à leurs dépens et les forcer à se convertir, ce qui eut
 « lieu. Ils chassèrent leurs ministres et donnèrent leur temple à
 « d'Ornano, qui le changea en écurie, et la ville, possédée par les
 « rebelles depuis soixante ans, devint toute catholique dans huit
 « jours. » Quel mode de conversion et quels convertis sincères et
 convaincus !

(1) François de Clastrevielhe ou de Castrevielle, colonel du régi-
 ment de son nom, coseigneur de Jaujac, possédait près de ce bourg
 le château féodal de Castrevielle qui existe encore. Il épousa Ga-
 brielle, fille de Claude de Borne et de Marie de Naves. (*Archives de
 l'Ardeche*, B. 81) Sa famille paraît s'être éteinte dans la personne
 de Catherine, sa fille, mariée à François du Pont, comte de Vallon.

D'après Giraud-Soulavie, le régiment catholique de Cros était en
 garnison à Aubenas en 1621.

(2) Sans doute Louis, baron de la Fare, capitaine dans le régi-
 ment de Montmorency.

(3) La baronnie de Saint-Remèze, près du Bourg, qui donnait le
 droit d'entrée aux États, a longtemps appartenu aux Montlaur; elle
 fut vendue, vers 1620, par la maréchale d'Ornano, née de Montlaur,
 à Jean de Grimoard de Beauvoir du Roure, baron d'Aiguèse, dont
 le père, Jean, était connu sous le nom de seigneur de Saint-Brès,

« Ce dernier m'ayant demandé 1,200 escus de rançon,
 « et moy lui ayant offert 100 pistoles (900 livres), les s^{rs}
 « Huteau et de la Fare nous admenèrent, Arcajon et moy,
 « à Viviers, pour emprunter nos rançons, et n'ayant
 « treuvé aucun argent, M. Couteau, qui faisoit la recepte
 « des deniers du Roy à Viviers, me cautionna, et m'en
 « allai au Montélimar, où Jean Chalamel et Sicard, du
 « Teil, me prestèrent sous bonne caution et vente de
 « bled, les 900 livres que je devois payer. »

« Comme pendant que je faisois led. emprunt, Ma-
 « dame de Saint-Brès, mère du s^r Comte, me fit suivre
 « par cinq ou six soldats, jusques dans la maison de Cha-
 « lamel. J'y eus lettre du s^r Couteau de ne revenir à
 « Viviers, parce que j'y estois attendu pour estre prins et
 « maltraité, et j'envoyai les 900 livres par Claude Nou-
 « vet. Je demeurai au Montélimar jusques au 22 d'aoust
 « 1629, que le s^r de Groslee de Viriville, gouverneur, à
 « la sollicitation des Jésuites, nous fit commandement par
 « Prahin, consul, à Arcajon et à moy, de sortir de la
 « ville : nous nous retirasmes en Allan, accompagnés
 « d'une bonne troupe de *rabaux* (?), sur l'apréhension
 « qu'ils avoient qu'on ne nous print en chemin. »

« Quelques jours après, le s^r de Tarnézieu ayant faict
 « fère commandement à ma fille aînée de quitter Aulbe-
 « nas, elle vint en Allan avec mes aultres enfants. Le 8
 « novembre 1629, je me retiray à Meysse, dans la maison

fief situé près de Saint-Ambroix : c'est celui dont parle Lafàisse. Depuis cette époque, le fief important de Saint-Remèze a successivement appartenu au prince d'Harcourt, ainsi qu'aux Fayn de Rochepierre et aux marquis de Rochemaure, du diocèse de Nîmes (*Archives de l'Ardèche*, C. 341, 364, 1478 ; B. 114. — *Archives de la Drôme*, B. 642).

« de ma feuë femme. Pendant mon absence (d'Aubenas)
 « et depuis le 19 juing 1628, j'eus six, trois, deux et
 « quelquefois un soldat qu'on me fit payer jusqu'à la pu-
 « blication de la paix en juing 1629. »

« Sur la fin de juing 1630, ayant esté prié des habitans
 « d'Aulbenas d'aller vers le s^r de Machault, intendant du
 « Languedoc, pour poursuivre nostre restablisement
 « dans la ville, il me donna lettre ordonnant aux régens
 « de nous recepvoir, à laquelle n'ayant volu obéir, ils lui
 « députèrent le jésuite supérieur du collège pour l'em-
 « pescher. »

« J'y retournai et obtint seconde lettre et commandement
 « aux régens de nous recepvoir, et fus receu le 17 juillet
 « 1630, ayant emprumté 35 ou 36 livres pour les frais
 « desd. voyages que les habitans n'ont daigné me rendre.....
 « Je me suis présenté au roi, de passage au Montélimar,
 « le 18 juillet 1629, et acheminé à Montpellier, en sep-
 « tembre 1632, pour le restablisement de l'exercice de
 « nostre religion. J'ai esté poursuivi par Jean Duserre,
 « pour un dep̄te de ceux de la religion, et j'y ai employé
 « plus de 60 livres, sans que aulcun m'aye offert assis-
 « tance, que le juge Fornier, de 4 livres. »

« Je ne m'estonne pas si Dieu nous a privés de sa pa-
 « rolle, d'aautant qu'un an auparavant (les événements ?),
 « presque tous ne venoient au presche, pendant lequel,
 « mesme ceulx du consistoire estoient dans le cabaret,
 « dans une botique, ou se promenoient en la place, comme
 « si la prédication leur eust esté en horreur, ne voulant
 « rien bailler pour l'entretien du pasteur, ni ceulx qui
 « debvoient des légats (legs) aux povres, les payer, telle-
 « ment que Dieu ne pouvoit rien faire de plus juste que
 « de nous avoir tant à mespris, etc. »

Jean LafàÏsse mourut en 1641 ; son fils Alexandre, qui a complété le *livre de raison*, raconte ainsi qu'il suit la mort de Jean.

« Le 24 mai 1641, il a pleu à Dieu d'appeler mon père
« de ce monde, nous ayant laissé, pour consolation de sa
« perte, une belle mémoire de soi et une bonne odeur de
« sa vie, suivie d'une belle mort..... Deux ou trois jours
« avant son trespas, il appela tous ses enfans pour leur
« donner sa bénédiction; il nous recommanda la paix et
« concorde et nous renouvela la bénédiction de Jacob,
« avec ces paroles : l'ange du Dieu de mes pères, etc..... »

Jean, né en 1580, épousa, en 1608, Catherine Nouvet, de Meysse, fille de Nicolas et de Diane d'Aleyrac : cette dernière était fille de Pierre et de Magdeleine de Guyon (de Pampelonne). Marie Nouvet, sœur de Catherine, épousa « sire Jean Sausin, » d'Orange.

Jean eut huit enfans :

1° Samson, né en 1609, abandonna l'étude du droit, entra au service de Gustave-Adolphe et fut tué, comme ce monarque, en 1632, à la bataille de Lutzen, où il commandait une compagnie de cheveu-légers ;

2° Louise, née en 1611, attachée à la maison de la comtesse de Dona ; elle a séjourné, pendant vingt ans en Hollande, où elle est morte en 1671 ;

3° Jacques, officier, tué en Champagne en 1656 ou 1658 ;

4° Alexandre, né en 1613, devint l'héritier de la famille ; il épousa, en 1653, Claudine, fille unique de Jacques Para et de Louise Allard, de Montélimar, nièce du pasteur Chamier. Il acheta des rentes féodales à Meysse et fit faire, en 1665, un terrier de très modeste dimension dans lequel vingt-cinq habitants « déclarent tenir en emphy-
« théose perpétuelle, avec droit de loser, investir, et par

« prélation retenir, de la directe seigneurie de noble « Alexandre de Lafâisse, » divers immeubles reconnus en 1606 en faveur de Noé de Chambaud, sieur d'Argence, de Viviers, comme ayant droit de Noé Albert, seigneur de Saint-Alban ou Saint-Auban, du même lieu, (1) acquéreur lui-même de Louis de Taulignan, seigneur de Saint-Bonnet, en faveur duquel on avait passé des reconnaissances en 1546. En s'attribuant une qualification nobiliaire, il prit, pour armoiries, un écusson d'azur chargé de trois étoiles d'argent.

Alexandre mourut en 1679 d'une chute de mulet, laissant pour héritier, Jean, son fils, qui succéda aussi à son oncle André, maréchal de bataille. Louise, fille de Jean, épousa Jean Croisier, qui joignit à son nom celui de de Lafâisse, sa femme étant la représentante de cette famille. Alexandre, fils de Croisier, se maria, en 1743, avec Angélique Guèze ou Gueyze, de Meysse, remariée, en 1759, avec Claude-Louis Garnier-Deshières qui se qualifiait de seigneur de Proux et de la Valette, son cousin, de Vernoux (2); il acheta les fiefs de Miraval, dont il joignit le nom aux siens, de Rochemaure et de Meysse, mais on ne le voit pas figurer parmi les gentilshommes qui siégèrent aux États généraux tenus à Annonay et à Villeneuve-de-

(1) Voyez : de Coston, *Histoire de Montélimar*, t. II, p. 278.

(2) Il existait déjà une ancienne alliance entre les Lafâisse et les Garnier, ainsi qu'il résulte d'une transaction de 1713 (Fournier, notaire à Gilhoc), passée entre Louis-Aimé Garnier-Deshières, capitaine, fils de Claude-Louis-Charles, fils lui-même de Claude Raymond et de Louise Lafâisse, et Jean-Pierre Garnier de la Bareyre, son cousin, juge de Vernoux et de Gilhoc, dont les descendants habitent le Valentinois, fils de Jacques, docteur en droit, fils lui-même de Claude Raymond et de Louise Lafâisse.

Berg en 1789. On trouvera, sur cette famille, d'autres détails dans l'*Histoire de Montélimar*, t. III, p. 65.

Par suite de cette alliance, les archives des Lafàisse et les nombreuses lettres adressées à André, maréchal de bataille, se trouvent à Meysse, chez M. le baron de Miraval (petit-fils d'André-Charles Borel, dernier marquis d'Hauterive), marié en 1829 avec M^{lle} Stéphanie Philibert de Fontanès. Il possède aussi deux beaux portraits d'André, reproduisant sa figure ronde, brune et expressive, et le représentant avec une cuirasse et une canne à la main, ancien symbole de commandement qui s'est perpétué dans le bâton des maréchaux. Ils sont à côté de celui du prince d'Orange, probablement donné à André par lui ou par le comte de Dona, et de ceux des marquis d'Hauterive, éteints dans la famille de Miraval.

Les autres enfants de Jean étaient :

5° Jean, né en 1614, lieutenant dans la compagnie du comte de Viriville ; il mourut à Aubenas en 1644 et fut enterré dans le jardin de son père, au quartier des Clauses. Ses parents se conformèrent à un usage que les persécutions du XVII^e siècle avait fait naître : on inhumait les protestants sans aucun indice de sépulture, pour éviter des exhumations injurieuses et profanatrices ;

6° Jacques, né en 1617, lieutenant de César de Vaulserre, baron des Adrets : il fut tué de deux coups de pistolet à la bataille de Rhetel en 1650 ; le duc d'Epéron l'avait en telle estime depuis la bataille de Blanquefort, où il fut blessé en sa présence, après avoir fait des prodiges de valeur, qu'il disait que s'il n'avait pas été tué, il l'aurait fait nommer mestre de camp ou serait sans crédit à la Cour ;

7° Marguerite, née en 1622, mariée à Dupuy, des Vans ; un de ses fils prit du service en Hollande, où il se maria,

sous le nom de du Puy de Saint-Leydier, devint capitaine de cavalerie et avait ses entrées à la Cour : on verra, plus loin, des lettres qu'il écrivait à son oncle ; bien avant la révocation de l'édit de Nantes, dit M. Raoul de Caze-nove, (1) la jeune noblesse française allait faire ses premières armes sous les généraux de cette illustre et guerrière maison de Nassau ; de ce contact, naissaient des relations et des alliances, et plus d'un réfugié trouva, chez des parents plus ou moins éloignés, une généreuse hospitalité ; ceux qui abandonnèrent leur patrie furent parfaitement accueillis en Hollande, et nul pays ne profita davantage des forces vives que la France laissait échapper de son sein ;

8° Enfin, André, né à Aubenas le 9 mars 1621, lieutenant-colonel et maréchal de bataille ; son histoire et les extraits de sa correspondance formeront la seconde partie de ce travail.

BON DE COSTON.

(*A continuer.*)

(1) *Rapin-Thoyras et sa famille*, p. 145.



DESCRIPTION TOPOGRAPHIQUE

de la Tour de Crest

pour faire suite à

L'ESSAI HISTORIQUE SUR LA TOUR DE CREST

de M. A. LACROIX

(Voy. le *Bulletin*, t. xv, p. 257-264 ; t. xvi, p. 1-26,
97-119, 257-280, 409-437 ; t. xvii, p. 78-92, 194-211, 287-296, 411-419).

I

ANCIEN ÉTAT DU CHATEAU DE CREST

Les forteresses féodales du moyen-âge se composaient de plusieurs corps de bâtiments, dominés par l'un d'eux, particulièrement fortifié, qui portait le nom de *donjon*.

C'était le cas du château de Crest, construit sur la crête du rocher de *Bolluard*, (1) qui regarde le couchant et au pied duquel est bâtie la ville.

Une *Visite des chasteau et tour de Crest-Arnaud avec sa description*, (2) du 16 janvier 1508, et un plan en bois

(1) *Bulletin* XVI, 266.

(2) *Arch. de l'Isère* B, 3132. Cette pièce est écrite en latin barbare. Voy. aussi B. 2990, 3124, 3126, 3127, 3129 ; cc, 143. Ces divers documents manuscrits et les autres que nous citons dans le cours de ce travail, ont été collationnés par notre savant collaborateur M. Lacroix, qui nous les a communiqués avec son obligeance habituelle.

sculpté de 1598 des mêmes château et tour conservé à la mairie de Crest et provenant du tympan de l'ancienne église de Saint-Sauveur, permettent de les décrire avec assez d'exactitude, tels qu'ils étaient au XVI^e siècle.

Le château était entouré de tous côtés de solides remparts et de bastions crénelés, sauf au couchant, où le rocher était assez élevé et escarpé pour défier toute escalade. Ces remparts sur plusieurs points servaient de murs de soutènement à des plates-formes qui égalaient le terrain.

Du côté de la ville, au midi, on pénétrait dans l'enceinte par une porte crénelée, qui donnait sur l'étroite rue de Sabouri, la plus élevée de la ville et tirant son nom de la fontaine de Sabouri, où les comtes de Valentinois faisaient abreuver leurs chevaux pour ménager l'eau de leur citerne.

Après avoir franchi la première porte on rencontrait, en montant, une deuxième porte, également crénelée et défendue par des meurtrières.

Ces deux portes, en 1508, manquaient de fermetures. La première a été reconstruite au siècle passé en style moderne et forme l'entrée actuelle de l'enceinte extérieure de la tour. La seconde a entièrement disparu.

Plus haut, en montant encore la colline, se trouvait une troisième porte, beaucoup plus forte que les deux autres. Elle s'ouvrait au midi et était attenante à un rempart qui se prolongeait du levant au couchant jusqu'à la crête du rocher, où il s'adossait. Cette porte était défendue par des créneaux, des meurtrières, des machicoulis et un bastion. Avec le rempart, dont nous venons de parler, elle fermait complètement sur ce point l'enceinte du château. En 1508, sa fermeture de bois était pourvue de ses barres, de ses verroux et de deux serrures, dont deux en dedans et l'autre en dehors. Elle a été complètement rasée. Le rempart et le bastion subsistent seuls, mais démolis en grande partie.

Aux créneaux de cette porte était suspendue une cloche du poids de 150 livres environ, « qui est mise en branle, dit la *Visite* précitée, lorsqu'il y a quelque feu dans les maisons dudit lieu de Crest ou lorsque des prisonniers mutins s'échappent ou veulent se révolter, afin que les habitants viennent en aide au gardien, ou lorsque le temps est menacé d'orage ou de tonnerre. »

Cette porte donnait accès à l'intérieur à une grande plate-forme, appelée *Place Sallavert*, où se dressait une table de pierre de deux pieds de large et de près de quatre pieds de long, qui est à cette heure dans le jardin de M. Mathieu au couchant de la tour.

Près de cette table, dans le rempart, était pratiquée une meurtrière, qui avait vue sur la deuxième porte de l'enceinte du château et était destinée à en défendre l'accès.

Sur la place Sallavert s'élevaient diverses constructions adossées à la crête du rocher à la suite les unes des autres, mais non contiguës.

D'abord la *salle Sallavert* ou Salle verte, (1) mentionnée pour la première fois dans un devis de réparation de 1429 et « dans laquelle, dit la *Visite* citée plus haut, sont enfermés des débiteurs, décrétés d'arrestation par le tribunal de Crest ou pour les deniers du Seigneur ; lesquels débiteurs se sont échappés en mutins de temps en temps et plusieurs fois, parce qu'elle n'est pas fermée de bonnes portes et serrures. » Cette salle avait au midi deux fenêtres bâtarde (2) ferrées, mais privées de fermetures de bois, et deux portes : l'une extérieure, au midi, la porte d'entrée, et l'autre intérieure, au couchant. Celle-ci donnait sur un

(1) Dans le texte latin : *Aula viridis*.

(2) Hautes et étroites.

corridor où prenait naissance l'escalier qui conduisait au premier étage. La cheminée était au nord « avec deux bombardes, appelées cortaulz. »

Le premier étage formait une pièce de même dimension, percée de trois croisées à quatre ouvertures, dont deux au midi sans fermeture de bois et une autre au nord avec fermeture. Cette pièce, dont la toiture menaçait ruine en 1508, avait deux portes : l'une au nord, du côté de la tour, l'autre au couchant, ouvrant sur un corridor, par lequel on se rendait, au midi, à la terrasse d'une seconde construction, dont nous allons parler, et, au nord, à la tour même.

Celle-ci était bâtie au midi de la première et se composait d'une pièce au rez-de-chaussée en mauvais état, appelée *la chambre du Seigneur Comte*, parce que ce dernier y faisait sa demeure quand il venait à Crest. Elle avait une fenêtre au midi et était habitée en 1508, par Verduyni, gardien de la tour. Elle était percée de deux portes : l'une au midi, la porte d'entrée ; l'autre, au couchant. Par celle-ci on entra dans une deuxième pièce du rez-de-chaussée appelée *la rièrè chambre du Comte*, éclairée par « deux fenêtres bâtardes, construites à la manière antique et mal closes. » En arrière encore, il y avait une troisième petite pièce large de deux pas et longue de trois, puis une quatrième, qui ne renfermait que des latrines et par où le comte se rendait à la tour.

La première de ces pièces se terminait par une toiture en tuiles et les trois autres étaient voûtées et surmontées d'une plate-forme confinant à la crête du rocher. Sur celle-ci s'élevait un mur percé de meurtrières. Il semble même, d'après le plan en relief mentionné plus haut, que la plate-forme avait aussi un parapet crénelé du côté du midi ; et nous sommes disposé à croire que cette maison, qui servait

d'habitation aux comtes de Valentinois, est « le logement de la tour » qui porte le nom de *Jallinier* ou Jallivier dans des devis de réparations de 1431, 24 août 1469, 27 février 1483 et 1484.

La maison du comte paraît avoir été reliée à la maison de Sallavert par un petit couloir extérieur qui régnait le long du rocher et aboutissait au corridor de cette dernière, dont nous avons parlé plus haut. Nous croyons qu'on passait sur ce couloir, voûté sans doute, pour aller du premier étage de la maison de Sallavert à la plate-forme de la maison du comte. Quoi qu'il en soit, pour se rendre par ce couloir à la tour, il fallait passer par « trois petites portes d'un accès difficile, étroites et basses, » dont une seulement en 1508 avait sa fermeture. Si nous comprenons bien le latin barbare de la *Visite* de 1508, les deux premières portes étaient au nord : l'une contiguë aux latrines, l'autre en suivant. Quant à la troisième, elle devait se trouver à la jonction du couloir avec le corridor du rez-de-chaussée de Sallavert.

Au midi de ces deux bâtiments et à leur suite se trouvaient deux écuries en bon état, dont l'une pouvait contenir huit chevaux et l'autre deux.

En remontant vers le donjon, le long du rocher et à quelques pas des deux maisons précitées, on trouvait un portail appartenant à un fort solidement construit, défendu par des machicoulis et des meurtrières, et composé d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage. Le rez-de-chaussée avait une porte d'entrée et une fenêtre ferrée, manquant l'une et l'autre de fermetures. C'est là « qu'étaient d'habitude les provisions du seigneur comte. » Quant au premier étage, celui-ci en faisait son grenier à blé. Nous pensons que ce bâtiment est celui qui est appelé *le fort* dans un devis de réparations du 26 août 1488.

Toutes ces constructions ont été rasées et il n'en reste d'autre vestige que des entailles pratiquées dans le rocher pour soutenir les planchers et les poutres.

A leur suite, en montant toujours, s'élevait près du donjon une autre construction avec rez-de-chaussée et premier étage. Le rez-de-chaussée renfermait le *four du comte* et, en 1508, une grosse poutre à laquelle était fixée une chaîne pour lier les criminels. Le premier étage portait le nom de *chambre haute dessus le four* et avait « une cheminée ou chauffepanse » et deux fenêtres, donnant au couchant. Cette construction, entièrement restaurée à cette heure, est appelée aujourd'hui le *corps de garde*. Elle n'est pas adossée au rocher comme étaient les autres et s'appuie sur la tour même, à droite de la grande porte d'entrée, et forme avec ledit rocher et la tour une petite cour ouverte, fermée au midi par une porte rectangulaire qu'on appelait *la porte du fort*. Elle existe encore et a été restaurée avec le parapet et la grande meurtrière, dont elle était surmontée.

A l'angle sud-ouest de la tour, sur la crête même du rocher, on voit un autre fort adossé à la tour, muni dans sa partie inférieure de trois meurtrières d'arbalètes (ou archères) et, dans sa partie supérieure, de meurtrières de canon et d'arquebuse. Un petit escalier en pierre, partant de la cour dont nous venons de parler, desservait à la fois ce fort sans toiture et ouvert à l'intérieur, et la chambre haute dessus le four. Le fort est encore debout, mais a besoin de réparations. Un devis du 24 août 1488 nous apprend que ses murs s'étaient en partie écroulés, ainsi que la crête du rempart-ouest de la ville, qui venait se souder sur ce point à ses pieds. Cette brèche permettait aux malfaiteurs de pénétrer dans l'enceinte de la tour.

De l'angle sud-est de celle-ci part un puissant mur en moellons, rejoignant par un coude presque à angle droit le rempart de l'est et le dépassant de plusieurs mètres. Ce mur avancé ou boulevard est percé d'une grande et belle porte ogivale, récemment restaurée qui porte le nom de *première poterne* dans les vieux documents. Il était armé à sa partie supérieure de meurtrières qui seront rétablies. Deux autres, fort grandes et fort belles, sont pratiquées dans sa partie inférieure.

Le rempart de l'est, dont nous venons de parler, a été entièrement réparé et va se souder presque à angle droit à celui qui entourait le donjon au nord. Divers documents nous apprennent que ce rempart, qui servait en même temps de mur de soutènement, s'était écroulé par l'usure du temps, et que sa reconstruction, adjugée le 6 octobre 1481, fut interrompue à cause de la peste. Le 9 février 1483, il n'y avait que le fondement de fait, mais toute l'œuvre devait être terminée à la Noël. C'est à cette muraille que se raccordait le rempart-nord de la ville de Crest, dont l'exhaussement sur ce point fut ordonné, par un devis approuvé le 14 juin 1490, pour empêcher les surprises et les maraudeurs. Ce fait ferait supposer que le fossé du rempart était comblé à cette époque. Quoi qu'il en soit, cet exhaussement de mur, qui tombait de nos jours en ruine, a été entièrement démoli pour prévenir les accidents.

Le rempart du nord, non loin de sa jonction avec celui de l'est, est percé d'une grande et belle porte ogivale, qui donne sur la campagne et porte le nom de *seconde poterne* dans les anciens documents. Ce rempart, sur la crête de la colline, est percé d'une autre poterne, se replie ensuite sur lui-même à angle droit et, après quelques mètres de parcours dans la direction du midi, s'appuie sur le donjon :

formant ainsi comme une nouvelle section de rempart, qui fait face au couchant et est percé d'une autre petite poterne. Celle-ci est protégée, d'abord par un éperon formé par un avancement du rempart du nord, puis par un fossé latéral taillé dans le rocher. Ces deux remparts du nord et du couchant avec leurs porte et poternes étaient presque entièrement ruinés et ont été relevés en grande partie. Ils seront défendus par trois tours, comme le porte le plan en relief du château de Crest : deux vides et sans toiture au nord-est et au nord-ouest, et la troisième entre les deux autres pleine et couronnée par une plate-forme. Celle-ci est complètement terminée.

La grande porte ogivale et les deux poternes ont reçu des fermetures en bois de peuplier d'une grande épaisseur, munies de gros clous à cinq faces, comme on en trouve encore dans les vieilles portes de château, notamment dans celle du château de Tournon sur le Rhône.

Pour être complet nous ajouterons qu'au midi de l'enceinte de la tour, dans la partie du rocher qui s'abaisse vers la ville, s'élevait en 1245 un second château, qui appartenait à feu Guillaume de Savoie, évêque de Valence, et qui portait le nom d'*inférieur*, par opposition à la tour qui était *le supérieur*. (1) C'est là que les représentants de l'évêque faisaient leur résidence habituelle.

Près de cent ans plus tard, l'évêque de Valence, Aimar de Lavoulte, entreprit de le défendre par un fort, qui, en 1332, n'était encore que commencé ; (2) et quoique celui-ci fût une menace perpétuelle pour le château supérieur, le comte de Valentinois, Aimar V de Poitiers, qui était

(1) *Bulletin*, t. XVI, p. 106.

(2) *Bulletin*, t. XVI, p. 259.

maître de la tour à cette heure, consentit, par l'accord des 6 mars et 9 avril 1332, qu'il fût achevé. L'évêque eut de plus le droit de construire entre son fort et celui d'Aimar V une cour de huit cannes de long sur quatre de large, une chambre de quatre cannes carrées et une cuisine de pareille surface. Le comte s'engagea d'autre part à démolir le mur qu'il avait fait élever pour gêner l'accès de la demeure épiscopale.

Nous sommes porté à croire que ce mur s'élevait sur l'emplacement de celui qui sépare actuellement l'enceinte de la tour du jardin de Mlle Louise Latune. Il empêchait, en effet, l'évêque d'entrer dans son château par la porte de la rue de Sabouri et ne lui laissait que celle de la rue du clocher.

On voit encore dans le rocher dudit jardin l'emplacement d'une cheminée et diverses entailles destinées à soutenir des planchers et des poutres. Le puits qui servait aux besoins des gens de l'évêque existait il y a quelques années et a été comblé, mais les solides murailles qui entouraient le château sont encore debout, et dans celles du couchant on aperçoit des meurtrières murées.

Nous pensons que c'est parce qu'il ne jugea pas ce château assez fort que l'évêque de Valence et de Die, le belliqueux Amédée de Roussillon, fit construire vers 1275, au nord de la tour, sur le rocher du Calvaire, qui n'est que le prolongement de celui de Bolluard, la redoutable forteresse dont nous parlerons à la fin de ce travail.

Autrement, nous ne saurions dire quand le château épiscopal du midi a été détruit. La *Visite* de 1508 ne mentionne son existence en aucune façon, ce qui porterait à croire qu'il avait entièrement disparu à cette époque. Quoi qu'il en soit, on voyait quelques années plus tard,

un jardin sur son emplacement, comme nous l'apprend un document du 1^{er} avril 1535 (1) qui, énumérant les biens possédés par François I^{er} dans la ville de Crest, dit que la tour confinait au midi « le jardin de respectable et distingué personnage le seigneur Bertrand Rabot, conseiller delphinal. »

ARNAUD.

(A continuer.)

(1) *Arch. de la Drôme*, E, 4018.



UNE VISITE .

à l'Atelier de M. Félix-Auguste CLÉMENT, à Donzère.

Les journaux de 1883 ont souvent répété le nom de notre sympathique et renommé compatriote, à cause du salon, de l'exposition triennale de peinture et de l'exposition de Grenoble. Aussi leurs éloges unanimes m'ont-ils inspiré le désir de voir l'œuvre du Maître.

En province, les occasions d'admirer de bons tableaux sont si rares que la *Société d'Archéologie de la Drôme*, toujours heureuse des succès obtenus par les écrivains, les artistes et les savants de sa circonscription, approuvera l'initiative de son secrétaire.

De Rac et de Châteauneuf, où j'étudiais les archives communales, je suis donc allé à Donzère.

Tous les voyageurs en chemin de fer, sur la ligne de Lyon à Marseille, ont pu remarquer les vieux remparts et le clocher de ce bourg, au sortir de l'étroit défilé qui sépare la plaine de Montélimar de celle de Pierrelate ; mais tous n'ont pas examiné de près ses curieuses ruelles d'autrefois, son ancien château fort en ruines et surtout sa situation admirable, embrassant la vallée du Rhône à l'ouest et un val étroit à l'est, longé par la route de Paris à Antibes.

C'est dans cette partie que se trouve la demeure de M. Clément. Accueilli avec une bienveillance exquise, j'exposai ma requête, aussitôt agréée, et me voilà introduit

dans l'hôtel des évêques de Viviers, autrefois princes de Donzère, monument du XV^e siècle, restauré avec goût.

Tout d'abord je contemple avec plaisir dans une grande salle à cheminée immense de grandes toiles en forme de tentures représentant des paysages de marine ; puis un salon contigu, récemment décoré, m'apparaît comme un véritable bijou d'ornementation artistique. Trois tableaux, véritables chefs d'œuvre, attirent aussitôt mes regards : le portrait de la gracieuse et distinguée maîtresse du logis, le portrait de M. Clément père, remarquable vieillard, et enfin une *fellah* ou paysanne égyptienne grillant une cigarette.

De là nous gagnons l'étage supérieur qui domine toute la plaine. Quelle lumière ! quelle vue splendide ! le Rhône, et les montagnes de l'Ardèche, les collines de St-Paul et du Comtat, le Ventoux, le ciel bleu et les horizons lointains !

M. Clément n'habite Donzère qu'en passant : ses ateliers et ses tableaux sont à Paris ; cependant il y a réuni un certain nombre de ses créations, soit réduites, soit en études. J'y ai retrouvé notamment le *portrait de Mgr Sibour*, déjà vu chez MM. Meynot, frères, amis du prélat, et protecteurs éclairés des artistes et des écrivains ; un *Évangéliste*, un *Christ à la colonne*, le *Char égyptien*, le *Dénicheur*, le *Matin*, la *Chasse à la gazelle*, la *Mort de César*, l'*Enfant qui trace la silhouette de son âne* etc. etc. Il y a là trop de beautés de premier ordre pour essayer de les décrire ; la plume serait d'ailleurs impuissante, puisque la photographie elle-même peut seulement en révéler une faible partie.

Au salon de 1883, les *Nymphes surprises* ont mérité les éloges de la presse ; la *Circassienne au harem*, fort remarquée en Autriche, n'a pas eu un moindre succès en France.

L'auteur qui est sûr de son crayon a des préférences marquées pour le nu et il m'en a expliqué les motifs. Dans un paysage, il y a toujours de l'arbitraire, du vague et de l'indéfini, et nul ne peut en contredire les distances, ni souvent en contrôler les détails ; chez les personnages habillés, une draperie quelconque peut aisément dissimuler les défauts d'harmonie, de ton et de dessin. Avec le nu, rien de tout cela, puisque dans le corps humain, véritable chef d'œuvre de proportion, tout doit être à sa place à peine d'hérésie scientifique.

M. Clément, on le voit, n'est pas de l'école du vaporeux, de l'indécis, de l'approximatif, ennemie du travail et de l'étude qui a fait présager par les critiques experts la prompte décadence de l'art.

Aussi avec la force et la valeur artistiques de ce Maître, quelle vigueur d'expression et quelle ressemblance acquiert aussitôt un portrait ! Toute la presse a vanté celui d'une *fillette* au dernier salon et celui de M. Girard de Rialle ; mais elle pourrait en faire autant des portraits de M. Liouville, de M^{mes} Bravais et de bien d'autres, tant l'artiste sait merveilleusement saisir le moment psychologique propice, la pose vraie, l'expression réelle de son personnage !

J'ai vu pour ma part sur le chevalet du Maître le portrait d'un adolescent ravi aux affections des siens avant l'heure : le jeune homme feuillette un livre d'architecture un compas à la main ; d'ici, de là des livres, le temps presse, il veut tout savoir ; mais une sphère inclinée indique la fin prochaine ; l'émotion vous gagne et les larmes arrivent.

Non loin de là s'achève le portrait d'une jeune et gracieuse dame avec des fleurs et des ornements de toilette

qui s'harmonisent très bien avec les teintes du visage et l'albâtre du cou.

Ces deux exemples prouvent les ressources infinies de l'art chez M. Clément. Elles indiquent aussi que le Maître, après avoir traité les sujets d'histoire et modelé des beautés plastiques, en est arrivé au premier rang des portraitistes, et que sa signature au bas d'un tableau est un gage d'immortalité, parce qu'il imprime à chacun un cachet de génie.

A. LACROIX.



NÉCROLOGIES

M. GIRAUD (PAUL-ÉMILE).

Elève des Oratoriens de Tournon de 1801 à 1807, de l'institution Ste-Barbe en 1808, puis de l'école de droit de Paris, M. Giraud reçut la licence le 23 mars 1812, et il allait acquérir une charge d'avocat à la cour de Cassation et au conseil d'État, quand la mort prématurée de son père l'obligea à entrer dans le négoce.

Pendant les Cent-Jours, il fut élu conseiller municipal et, sous la Restauration, membre du conseil de fabrique et de la commission administrative des hospices et juge au tribunal de commerce ; puis, de 1830 à 1835 il devint maire de Romans et conseiller général et enfin, de 1831 à 1846, député de la Drôme. Il commença dès lors ses études historiques, aidé et encouragé par un collègue et ami, M. Le Prévost. Ses premiers écrits remontent à 1844 et 1845 et les derniers à 1872. On peut lire dans sa Correspondance avec quelques hommes de lettres les détails spéciaux à chacune de ses publications.

Né à Romans le 27 novembre 1792, le regretté défunt y était inhumé le 4 octobre 1883, en présence d'un concours immense de parents, d'amis, d'obligés et de compatriotes émus.

Interprète éloquent de la *Société d'Archéologie de la Drôme*, M. de Gallier a dignement apprécié la vie pleine

de bonnes œuvres et d'écrits utiles de l'homme de bien et du savant.

« Le nom de M. Giraud, a-t-il dit, n'était pas nouveau à Romans, où sa famille avait su mériter l'estime publique, et l'on se souvenait que son père avait été appelé à la mairie de la ville par le vœu de ses concitoyens. Lui-même studieux et grave de bonne heure, resta dans sa vie utile et occupée, fidèle aux fortes traditions de l'ancienne bourgeoisie française...

« Dans les fonctions de maire, dans le mandat de député, il ne chercha que le moyen d'être utile à ses concitoyens et s'acquittait une notoriété à la Chambre en traitant les questions spéciales qui ont jeté, depuis, un vif éclat sur son nom. Sa carrière politique ne fut qu'un épisode dans son existence de bénédictin. En réalité, il appartenait, par toutes ses aspirations, aux régions sereines où se développent les aptitudes des grands érudits.

« Sa patience dans les recherches, son habileté à déchiffrer les vieux textes, son intuition des monuments de l'ancienne France, la sûreté de sa critique, la conscience profonde qu'il apportait à l'étude de l'histoire, le préparaient depuis longtemps à l'œuvre importante, qui fut sa joie et qui demeurera sa gloire.

« En publiant, avec tous les éclaircissements de la science la plus solide, le curieux cartulaire de l'abbaye de St-Barnard à l'ombre de laquelle Romans s'est élevé, en retraçant d'une main érudite, à laquelle rien n'échappe, les annales du vieux monastère et de la ville naissante, il dota son pays d'un trésor inestimable. Par cette sérieuse étude historique, dont l'Institut de France a reconnu la

valeur, par d'autres écrits d'une moindre étendue, il fut l'initiateur, le maître, le guide bienveillant de tous ceux, qui, depuis, ont écrit sur la province.

« Les amis ou les obligés qui ont eu le bonheur de le connaître de près, savent combien cette âme loyale s'éleva dans la fréquentation du passé, combien ses horizons s'étaient agrandis en se rapprochant de la vérité éternelle. Dieu s'était manifesté à cette droiture d'intention, à cette bonté qui ne se lassa jamais et qui était le couronnement des qualités les plus attachantes et les plus précieuses. Si sa bienveillance s'ouvrait à tous, sa charité fut inépuisable. Je crois qu'aucun de ses jours ne s'est écoulé sans faire le bien..... »

De tels éloges honorent la mémoire de M. Giraud, et s'il n'a pas laissé de postérité, son nom reste parmi nous porté avec honneur et ses livres et son école historique l'éterniseront à jamais.

Voici très sommairement les sujets de ses publications :

- 1° *Un emprunt de la Croix-Rousse, 1845 ;*
- 2° *Section de Mohon à réunir à la Trinité (Morbihan) ;*
- 3° *Premier nom du monastère de St-Barnard, 1843 ;*
- 4° *Notice sur l'église de ce nom, 1844 ;*
- 5° *Fragment d'inscription trouvé en 1845 ;*
- 6° *Représentation du mystère des trois Doms, 1846 ;*
- 7° *Aimar du Rivail, 1849 ;*
- 8° *Essai sur l'abbaye de St-Barnard et sur la ville, 5 vol. in-8° ;*
- 9° *Procédure contre les chenilles en 1547 ;*
- 10° *Correspondance avec quelques hommes de lettres, 1872 ;*
- 11° *Entrée de François 1^{er} à Romans en 1533 ;*
- 12° *Opinion sur la pairie ;*
- 13° *Intérêts du capital versé par Haïti.*

M. BERNARD (JEAN-PIERRE.)

De simple artisan il arriva au poste d'instituteur communal à Montmeyran, et, après concours, aux fonctions d'agent-voyer d'arrondissement à Die (1836) et d'agent-voyer en chef de la Drôme (1848.) C'est en cette dernière qualité qu'il fit exécuter la pittoresque et remarquable route des Goulets au Vercors et, si MM. Adam et Revellat avaient préparé les plans de cette hardie entreprise, l'exécution de l'œuvre appartient à M. Bernard et elle suffit à éterniser sa mémoire. (1)

Destitué en 1851, puis réintégré nominalement en 1871, il fut élu à cette époque membre du Conseil général et ensuite maire de Valence. C'était récompenser l'amour du travail et de l'étude chez un homme qui leur dut sa position et son rang.

Nous pouvons ajouter que dans ces fonctions gratuites il sut, par sa bonté et son esprit de justice et de tolérance, se concilier l'estime de ses administrés.

Il était né à St-Fortunat le 19 juin 1807 et ses funérailles ont eu lieu le 31 décembre 1883.

A. L.

(1) Il existe sur ce point divers *Mémoires* imprimés de M. Bernard et de M. Revellat.

SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1883

PRÉSIDENCE DE M. DE CALLIER.

Cette séance est consacrée tout entière à la lecture :

Des circulaires et instructions de M. le Ministre de l'instruction publique relatives au Congrès de la Sorbonne en 1884 ;

Des programmes rédigés par les sections d'histoire et de philologie, d'archéologie, des sciences économiques et sociales, des sciences mathématiques, physiques, chimiques et météorologiques et par le comité des sociétés des Beaux-arts ;

De l'annonce d'une publication sur l'ensemble de la numismatique gauloise aux frais du gouvernement, avec invitation aux collectionneurs de signaler toutes les médailles qui ne figureront pas dans le premier volume ;

D'une lettre de M. l'abbé Jassoud signalant à St-Vallier, chez M. Chuilon (Ulysse), banquier, la mise en vente d'une collection de 450 médailles d'argent, petit module, recueillies à Andrinople et en Turquie, à l'effigie de Domitien, de Géta, Caracalla, Marc-Aurèle, Septime-Sévère, Antonin, etc. ;

D'une ordonnance de des Adrets en date du 20 mai 1562 transcrite dans les Délibérations consulaires de Valence ;

Et d'une *Notice biographique* imprimée, sur feu M. Béranger, avocat, ancien député à l'Assemblée constituante par M. Duvaure, pièce rare qui pourrait être rééditée avec des notes.

CHRONIQUE

On nous a signalé la découverte à Saint-Gervais de *dolium* romains dans la propriété de M. Roux, de Dieulefit, et de poteries anciennes, près de Nyons.

Pendant ce trimestre le département a perdu : 1° M. Ulysse Bouchet, calculateur principal au bureau des longitudes, officier de l'Instruction publique, né à Crest. Tous les anciens élèves de l'Institution du Bourg-de-Péage ont conservé les meilleurs souvenirs de cet aimable professeur, si simple dans ses goûts et si profondément versé dans les sciences. Il a publié un traité sur l'*hémérologie*, ou l'art de calculer les dates.

M. Bouchet est mort en bon chrétien.

2° M. Faure, propriétaire du château de Grignan, dont la vie entière fut consacrée à collectionner des objets ayant appartenu aux Adhémar et à M^{me} de Sévigné.

Ne quittons pas Grignan sans annoncer une récente brochure de M. Louis Devès, intitulée : *généalogies historiques des familles du Cros ou Ducros, de Castellane-Novesan, de Petity de la Roche d'Eure, de Serre et Gourjon*, ayant pour auteur commun Guillaume Du Cros (1530) — Montélimar, Bourron, 1883, 26 pages in-8°.

Nous avons aussi reçu soit personnellement soit pour la Société :

L'Instruction primaire avant 1789 dans l'arrondissement de Nyons (Drôme), par F.-J. Fontanille, instituteur

en congé, lauréat de l'Exposition universelle de 1878 — Valence, Céas, 1883, 26 pages in-8° (tirage à part du *Bulletin*) ;

Notice sur une remarquable particularité que présente toute une série de Milliaires de Constantin le Grand par M. J.-P. Revellat, Paris, 1883. J. Baer, br. in-8°. Il s'agit des milliaires de Cabasse, Grignan, etc. L'auteur est d'avis que la partie effacée devait porter

M. AVREL. VAL.

MAXI

MIANI. AVG.

NEPOTI.

Sa dissertation est intéressante et concluante.

Léon Barraccand, *Lamartine et la muse*, poésie couronnée par l'Académie française, Paris, Lemerre 1883, in-12° 11 p. charmante composition en l'honneur du grand poète ;

Ernest Chalamel, *Lou darrié doufin*, poésie en langage de Dieulefit qui a obtenu le 1^{er} prix (médaille d'or) au concours de St-Raphael le 27 mai 1883, — Aix 1883, 7 p. in-8° ;

Le Dauphin Humbert II et la ville de Romans, par M. le docteur Ulysse Chevalier. Valence, J. Céas 1883, in-8° (tirage à part du *Bulletin*) ;

Notice historique du Mont-Calvaire de Romans, par le même auteur. Montbéliard 1883, br. in-8° 31 p. (tirage à part du *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viviers*, (livrais. 16°, 17° et 20°) ;

St-Thomas d'Aquin. Bio-bibliographie, par le chan. Ulysse Chevalier. Montbéliard, 1883, Hoffmann — 16 p. in-16 ;

Le mystère de St-Eustache, joué en 1504 sous la direction de B. Chancel, chapelain du Puy St-André près Briançon (Hautes-Alpes) et publié par l'abbé Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes. — (Extrait de la *Revue des langues romanes*) Gap, 1883, 115 p. in-8° ;

Compte-rendu bibliographique du mystère de Saint-André de Marcellin Richard, 1512 etc. par l'abbé Paul Guillaume, officier d'Académie, archiviste des Hautes-Alpes. — Gap, 1883, — 16 p. in-8° (Extrait de la *Société d'études des Hautes-Alpes*) ;

Rapport annuel à M. le Préfet des Hautes-Alpes sur les archives du département par l'abbé Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes. — Gap, 1883, — 29 pages in-8° ;

Sur l'ancien Malaucène, à propos d'une publication récente: Histoire de la ville de Malaucène et de son territoire, ornée de cartes, plans, vues et armoiries par Ferdinand et Alfred Saurel. — Carpentras, 1882, 16 pages, in-8° ;

Généalogie de la famille Saurel de Malaucène. Marseille 1883, — 16 p. in-8° ;

Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques : Archéologie — n° 1.

Id. — *Section d'histoire, d'Archéologie et de philologie*, — 1882, — n° 4 ;

Répertoire des travaux historiques en 1871, — T. I ;

Id. Id. en 1882. — T. II. N° 1 et 2 ;

Journal des savants, 1883 ;

Bulletin épigraphique de la Gaule, T. 2 et 3 ;

Revue des langues romanes, de nov. 1882 à novembre 1883 ;

Revue de l'histoire des religions, 4^e année n^o 1 du T. VII ;

Catalogue du musée Guimet, 1^{re} partie : Inde, Chine et Japon, par L. de Milloué, — Lyon 1883 ;

Annales dudit Musée, T. V, *fragments extraits du Kandjour*, (Paris, Leroux, 1883) ;

Annuaire de la Société de Numismatique 1872 (2^e et 3^e livr.) ; 1877, T. I, 1^{re} partie ; 1878 T. I, 2^e partie ;

Journal mensuel des travaux de l'Académie nationale, d'août 1882 à novembre 1883 ;

Congrès archéologique de France : Séances générales tenues à Vannes en 1881, — Paris, 1882.

Revue épigraphique du midi de la France, par M. Allmer, 1882-83 ;

Académie d'Aix — Séance publique, 1882 ;

Société scientifique et littéraire d'Alais. Mémoires et comptes-rendus, 1881-82. T. 13 et 14 ;

Société d'études des Hautes-Alpes. — Bulletin de 1882 et 1883 ;

Société florimontane d'Annecy : Revue Savoisienne, 1882-1883 ;

Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et lettres de l'Ardèche : Bulletin de 1882 ;

Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron : Mémoires 1879-80 ;

Société centrale d'agriculture de l'Aveyron : Bulletin de 1881 ;

Société Belfontaine d'émulation : Bulletin n° 5 ;

Académie de Besançon : — Mémoires, 1881 ;

Société académique de Brest : Bulletin de 1881-82 ;

Société savoisienne de Chambéry : Mémoires de 1883 ;

Société archéologique et historique de la Charente : Bulletin de 1880 et 1881 ;

Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure : recueil, 1881-82 ;

Société d'agriculture de l'Indre et de la Station agromique de Châteauroux : Bulletin de 1883.

Société des sciences naturelles de la Creuse : Mémoires T. V, 2^e Bulletin ;

Société de Statistique, sciences, lettres et arts des Deux-Sèvres : Bulletin de 1873 et *Mémoires* de 1879 et de 1882 ;

La Diana : Bulletin et recueil de Mémoires et documents sur le Forez ;

Académie de Dijon : Mémoires de 1882-83 ;

Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan : Bulletin. T. XII, supplément ;

Société d'agriculture, sciences, arts et belles lettres d'Indre et Loire : annales de 1881-82 ;

Société de statistique de l'Isère : Bulletin. T. XI ;

Académie delphinale : Bulletin de 1881-82 ;

Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot : Bulletin de 1882-83 ;

Société d'agriculture, sciences et arts de la Marne : Mémoires de 1882-83 ;

Académie de Marseille : ses origines, ses publications, ses archives, etc., par l'abbé Dussy, — Mémoires ;

Société des antiquaires de la Morinie : Bulletin et Mémoires de 1882-83 ;

Société archéologique et historique de l'Orléanais : Bulletin de 1882-83 et Mémoires T. 19 ;

Société des sciences, lettres et arts de Pau : Bulletin de 1881-82 ;

Société historique et archéologique du Périgord : Bulletin de 1882-83 ;

Société des antiquaires de Picardie : Bulletin de 1882-83, — Mémoires T. VII ;

Académie de Rouen : Précis analytique des travaux 1879-80 ; 1881-82 ;

Société centrale d'agriculture de la Seine-Inférieure : Extrait des travaux, 1882-83 ;

Société archéologique de Tarn et Garonne : Bulletin de 1882-83 ;

Société des sciences, belles lettres et arts de Tarn et Garonne : recueil de 1879-81 ;

Société académique franco-hispano-portugaise de Toulouse : — Bulletin de 1882-83 ;

Académie de Vaucluse : Mémoires de 1882 ;

Annual report of the board of regents of the Smithsonian institution... for the year 1881, 1 vol. grand in-8° ;

Lu pere tuène. Armana rumanais de l'impartia pe 1884, in-16 76 p. Romans, A. Sibilat ;

Le cartulaire de l'abbaye de Lérins, publié sous les auspices du ministère de l'instruction publique par MM. Henri Morris, archiviste des Alpes-Maritimes et Edmond Blanc, bibliothécaire de Nice. — 1^{re} partie, 1 vol. in-4° 472 pages ;

Note sur les dépendances de l'abbaye de Lérins au diocèse de Gap, par Paul Guillaume archiviste des Hautes-Alpes Gap, 1883, br. in-8° ;

Fragments de l'histoire des évêques de Gap, par Vallon-Corse, Léger d'Eyrargues et Guillaume Forestier, publiés par Paul Guillaume, Gap, 1883, br. in-8° ;

ON OFFRE la *Statistique de la Drôme*, par M. Delacroix, 2^e et dernière édition et les *Essais de Statistique* du même auteur ;

ON DEMANDE un exemplaire des *Essais historiques sur Valence*, par Jules Ollivier.



ANTOINE DE VOCANCE

SUITE — Voir les 67^e et 68^e livraisons.

Ce n'était pas seulement dans le Dauphiné que la guerre civile exerçait ses ravages. Le Velay, le Vivarais, tout le Languedoc enfin était en insurrection. L'année 1591 se signala par des faits qui, pour n'être pas tous mentionnés dans l'histoire, n'en sont pas moins mémorables, mais qu'il serait trop long de raconter ici.

Ce fut alors que l'intraitable ligueur Saint-Vidal tomba sous le fer de Pierre de La Rodde, et que le Sénéchal du Puy, accusé d'avoir été l'instigateur de cette malheureuse affaire, fut en butte à des poursuites acharnées de la part de ses adversaires. Plusieurs habitants du Vivarais avaient été impliqués dans cet événement qui fut le point de départ de quelques soulèvements dans ce pays. Il y eut des villes et des bourgs qui, jusque là privés de fortifications, songèrent à se pourvoir de moyens de défense; d'autres faisaient relever leurs remparts détruits. Ces préparatifs parurent une menace ou un danger pour la tranquillité publique, et le gouverneur les arrêta dans leur exécution.

C'est ainsi que Vernoux, en Vivarais, qui avait élevé un château-fort destiné à protéger les protestants, nombreux dans cette petite ville, vit son œuvre détruite par ordre du comte de Tournon qui commandait la province en l'absence du duc de Montmorency-Damville, appelé ailleurs.

Just-Louis de Tournon connaissait Antoine de Vaulcance ; il n'ignorait pas d'ailleurs le zèle dont celui-ci avait fait preuve en Dauphiné ; il le choisit donc à son tour dans cette circonstance. Le 30 septembre 1591 il lui écrivait :

« Monsieur de Vaulcance,

« Je vous envoie la commission pour la desmolition et
« esmantellement du fort de Vernoux. J'ay adjoint avec
« vous le capitaine Rostaing et le s^r de Gébealin. Ce dernier
« est porteur pour vous de ladite commission, et j'espère
« que vous y apporterez toute la dilligence requise. Je
« vous pry de ne pas partir de Vernoux qu'elle ne soit en
« plein executée, en mettant ledit fort en tel estat que dé-
« sormais ceulx qui le voudroient relever y reçoipvent
« plus de desplaysir que de contentement. Je vous re-
« commande doncq cette affayre autant qu'il m'est possible
« et de vous faire obeyr en ladite commission.

« Et pryant le Seigneur vous avoyr en sa sainte gar-
« de, je demeure, Monsieur,

« Votre très affectionné voysin et plus asseuré amy.

« TOURNON. »

» Barjac, ce dernier septembre 1591. »

La commission était ainsi rédigée : (1)

« Just-Louis seigr. et baron de Tournon, comte de
« Roussillon, capitaine de cinquante hommes d'armes
« des ordonnances du Roy, Sénéchal d'Auvergne, bailly

(1) Nous la reproduisons intégralement à titre de document historique.

« du Haut et Bas Vivarois, commandant audit pays pour
« le service de sa Majesté, en l'absence de M. le duc de
« Montmorency, etc.

« Aux sieurs de Vaulcance, de Rostaing et Gébealin, sa-
« lut. Ayant esté par nous réparée la prise cy-devant faite
« par aucuns du fort de Vernoux nouvellement construit
« et erigé sans notre avis et consentement, ce qui n'a été
« sans grands frais et depens au pays, au prejudice
« d'ycelui, à ces causes, en tant qu'il n'est aucunement
« utile, ains entierement dommageable à la tranquillité
« publique, nous vous deputtons et commettons par notre
« presente de vacquer à la desmolition et esmantellement
« dudit fort, comme aussi des maisons aboutissantes
« sujettes à fortification.

« Et y ferez travailler le plus promptement et diligem-
« ment que fayre se pourra, par le moyen de cent pion-
« niers ou maçons avec leviers, pioches, piques et palles
« que vous prendrez ou ferez venir incontinent des lieux
« et paroisses mentionnés au bas des presentes, suivant
« leur portée et facultés, ainsi qu'il est cy dessous cotté et
« spécifié ; et ce, pour le temps et terme que jugerez et
« reconnoîtrez à cet effet neccessayre,

« Vous donnant pouvoyr, autorité, et mandement
« special pour les requisitions et pour contraindre par
« toutes voies et rigueurs les officiers, consuls et habitants
« desdits lieux au fournissement desdits ouvriers et à la
« nourriture d'iceux.

« Et enjoignons à tous officiers et sujets du Roy qu'ils
« vous obeyssent et entendent, sous peyne de rebellion et
« desobeyssance.

« Donné à Barjac le dernier jour de septembre mil-
« cinq-cent-nonante-et-ung.

« TOURNON. »

LES LIEUX MENTIONNÉS ÉTAIENT :

Vernoux, qui devait fournir . . .	30	ouvriers.
St-Appolinaire-de-Rias	10	—
St-Julien-le-Roux	10	—
St-Félix-de-Châteauneuf	10	—
St-Jean-Chambre.	15	—
Et Silhac	25	—

Ici s'arrête la carrière militaire d'Antoine. Nous allons donc le retrouver à son foyer où sa vie s'écoule désormais, non pas dans l'oisiveté, état incompatible avec son tempérament, mais dans des occupations plus paisibles, quoique non moins utiles à la société. Il partageait son temps entre l'éducation de ses enfants et l'amélioration de ses domaines, tout en conservant ses relations avec la meilleure noblesse du Vivarais et du Valentinois.

Il épousa en secondes noces, le 31 juillet 1593, *damoiselle* Geneviève de Fontgarnaud. Voici comment ce mariage est noté dans son *Memorandum*.

« L'an mil-cinq-cent-nonante-trois et le 31^e jour de juihhet, j'ay contracté mariage avec damoysselle Geneviefve de Fongarnaud, lequel a esté accompli par la permission de Dieu ce samedy soir dernier jour du juihhet. Estant ladicte damoysselle delayssée (veuve) de feu le capitaine cadet de Montet, et moy de dam^{elle} de Gruel dite de Fontagier.

« Requerrant humblement le seigneur Dieu nous faire la grâce de vivre sous sa crainte et avoir lignée qui luy soit agréable, le tout à son honneur et gloire. AMEN. »

Le contrat fut passé aux *Granges-lès-Valence*, dans la maison de la future épouse, en présence des personnes ci-après nommées : *Aymard de Dorne*, docteur en droit et juge-mage de Valence; *Claude de Fongarnaud*, docteur

en droit et juge *bailly* du comté de Crussol ; noble *Jean de Geys*, écuyer, de St-Péray ; noble *Pierre Barrathier*, de La Bâtie de Crussol ; *Anthoine Gailhot*, docteur en médecine de Valence ; honnêtes *Jacques Armand*, marchand ; *Jacques Faure*, de Valence ; *Jacob Taverner* ; *Daniel Marcel*, des Granges, et *Raymond Chanet* (ou *Chovet*), de St-Péray, et par devant maître *Etienne Darnaud*, notaire de Cornas.

Six enfants naquirent de cette union, et leur naissance est ainsi relatée dans le Mémoire déjà cité. En tête de la page où commence cette nomenclature, est dessinée une croix au-dessous de laquelle on lit :

« Les enfants que a pleu à Dieu nous donner à moy Anthoine de Vocance et à Geneviefve de Fontgarnaud, ma femme, et dont luy en rendons humblement grâces.

« 1^o A esté le bon playsir de Dieu que cette année 1599 et le 22^o jour d'octobre, à 5 heures de l'après-midy, est né mon fils *Anthoine*, lequel a porté au baptême M. Anthoine de Dorne, conseiller du Roy en la cour de Parlement de Dauphiné, avec mademoiselle Blanche de Salles, femme à M. Aymar de Dorne, juge de Valence. Et a esté baptisé ici aux Granges, dans notre maison, à cause de l'incommodité du temps froid. Et l'a baptisé un prêtre du Bourg nommé Passereau, le 14^o jour de novembre de l'année susdite.

« Supplie humblement le Créateur luy faire la grâce et à nous, de parvenir à la vertu et connoissance de ses commandements, et vivre sous sa sainte grâce et obéissance, en luy donnant ses saintes bénédictions. AMEN. »

« 2^o Cette année 1601 a esté le bon playsir de Dieu nous donner un aultre fils, lequel est né le second jour de la dite année, fête de Ste-Claire, sur l'heure de midy. Et a esté

baptisé un dimanche du mois de janvier. Son parrain a esté M. Pierre Adam, notre voysin, et sa marraine M^{lle} Marguerite des Fonts, veuve de feu M. de Chaponnay, bailly de Vallence, et luy ont donné nom *Pierre*. L'a baptisé le sieur prieur du Bourg.

« Supplie humblement Notre Seigneur Dieu tout-puisant luy donner son saint amour et sa grâce, la vertu et connoissance de ses commandements, avec la foi et obéissance en iceux, à ce qu'il luy puisse être agréable en ce monde et en l'autre. AMEN.

« NOTA. — Et a esté baptisé dans notre maison des Granges, dans la chambre appelée de *Crussol*, où il est né. »

« 3° Cette année 1602 a pleu à Dieu nous donner un aultre fils, lequel est né le 26° de juin, un mercredy à 10 heures du matin. Et a esté baptisé le dimanche 21° de juilhet, dans notre maison des Granges, par un prestre de l'esglise du Bourg. A esté son parrain M. Claude de Fontgarnaud, et sa marraine damoiselle Catherine de Barjac. Et luy ont donné nom de *Claude*.

« Playse à Dieu le vouloir prendre à son bon playsir et nous faire la grâce et à luy qu'il se puisse élever sous sa sainte crainte et obéissance en la foi d'un bon et fidelle chrestien. AMEN. »

« 4° Cette année 1603, un mercredy, huit jours après la feste de tous les saints, a pleu à Dieu nous donner un aultre fils, lequel a porté au baptême M. Michel de Roustaing, de Vallence, avec M^{lle} de La Fontoulhe, et luy ont donné pour nom *François*.

« Playse à Dieu le douer de ses grâces, à ce qu'il puisse parvenir au monde dans sa sainte crainte et faire son bon playsir. AMEN. »

5° « Cette année 1605 et le 27° jour de janvier, à onze heures avant minuit, à pleu à Dieu nous donner une filhe,

laquelle a portée en baptême notre neveu Gaspard de Rocherie, avec ma sœur Jehanne, femme du s^r Pierre Monnier. Et le prêtre qui l'a baptisée est de l'église du Bourg. Et luy ont donné nom *Geneviefve*.

« Playse à Dieu la douer de vertu, à ce qu'elle puisse passer le cours de ce monde sous la crainte et obéissance de ses saints commandements. AMEN, »

6^e « L'année 1608, le jour et feste de St-Michel, a pleu à Dieu nous donner une autre filhe, laquelle a portée en baptême M. de Salliens, fils de feu M. de Chirac, et sa marraine a esté M^{lle} Marguerite de Dorne, femme à M. Gailhot, médecin de Vallence, et luy ont mis nom *Marguerite*. »

Playse à Dieu, etc... »

On lit en marge : « Nota. Ladite Marguerite, ma filhe, étant atteinte du *sénepion* (rougeole) est allée à Dieu le second jour de cette année 1609. Playse à Dieu la garder en son saint royaume de Paradis, et qu'elle implore ses grâces et sa miséricorde pour la rémission de nos péchés. AMEN. »

Des quatre fils d'Antoine deux seulement eurent de la postérité. L'aîné, Antoine II, qui fut héritier universel, devint seigneur de La Tour en Boutières (Vivarais) où il fixa son domicile et où ses descendants se maintinrent jusqu'en 1841.

Quant à Antoine I^{er}, il mourut au mois de juin 1612, et son corps fut inhumé dans un caveau de l'église de St-Péray. Les *Jacobins* et les *Cordeliers* de Valence assistèrent à son enterrement et reçurent, chaque congrégation, *pour leurs peynes, la somme de neuf livres douze sols, oultre leur dépense de bouche*. Il était, en effet, d'usage de payer à dîner aux prêtres, religieux, parents et amis que

l'on conviait à des funérailles, et la veuve d'Antoine s'y conforma, d'après ce que l'on voit dans les notes du registre qu'elle continua de sa main.

Le 9 mai 1594, c'est-à-dire un an environ après son second mariage, Antoine de Vocance avait fait un autre testament dont on trouve l'extrait dans son livre, et qui paraît avoir été son dernier. Entre autres legs pieux qu'il contient, il y a *pour les pauvres de Jésus-Christ 10 sesters blé, 6 barreaux vin, un sester fèves et du miel en pin.*

Ce testament fut reçu par M^e Darnaud, notaire de Cornas.

L'année 1605 le roi Henri IV ayant fait faire une recherche des usurpateurs de titres de noblesse, confirma par lettres signées de sa main celle des Vocance, et cet arrêt fut enregistré en 1611 à la Chambre des Comptes du Dauphiné.

Antoine de Vocance avait contribué à la fondation d'une chapelle sous le vocable de Ste-Marthe, dans l'église abbatiale de Soyons, et il avait le droit d'en nommer le recteur, sous l'approbation de l'évêque de Valence et de l'abbesse de Soyons. Il partageait ce droit avec noble Dupont, son parent, qui plus tard le lui céda tout entier. Antoine II, fils aîné d'Antoine, I^{er} fut nommé *recteur* de cette chapelle, en 1613, c'est-à-dire à l'âge de 14 ans, en remplacement de Maître *Jean Claret* ; et à cette occasion l'évêque de Valence le reçut *clerc bénit*. Il n'entra cependant point dans les ordres, mais, tout en conservant les privilèges attachés à ce bénéfice, il était chargé *d'entretenir le service divin dans ladite chapelle.*

Des traditions de famille longtemps conservées mais oubliées aujourd'hui, avaient fait d'Antoine I^{er} de Vocance une sorte de personnage légendaire. Plusieurs anecdotes

dont il était le héros le représentaient comme doué d'une force et d'une bravoure à toute épreuve. Sa taille haute et élancée, son visage qui respirait tout à la fois la franchise et l'énergie, toute sa personne enfin répondait par ses agréments physiques aux heureuses qualités morales dont il était doué. Un beau front, les yeux vifs, le nez aquilin, la bouche souriante aux lèvres sensuelles, le menton à fossette, tels étaient les traits de son visage qu'une peinture nous a conservés et qui se transmirent même de père en fils pendant plusieurs générations, car les portraits de ses descendants ont entre eux un grand air de ressemblance.

La tradition n'exagérait, sans doute pas trop le caractère d'Antoine, autant qu'on puisse en juger par la façon dont il s'acquittait de ses périlleuses missions, ainsi que par le détail de quelqu'une de ses affaires privées.

On trouve dans ses papiers les pièces d'un procès qu'il eut avec un nommé Bourbourat, habitant de Valence, qui s'appropriait l'eau d'une prairie lui appartenant. Nous en transcrivons une partie à titre de curiosité judiciaire.

L'exposé du procès se trouve dans la déposition suivante :

« L'an mil-cinq-cent-nonante-six et le 26^e jour du mois
« de septembre, environ 5 heures après midy, à Valence,
« par devant nous Blanc de Laboisse, docteur en droit,
« régent en l'Université de Valence, lieutenant particulier
« en la judicature dud. Valence et son ressort, dans notre
« maison d'habitation, à comparu Richard Marcel, fils de
« François Marcel dit Bourbours, cordonnier de Valence,
« lequel nous a dit nous avoir présenté requête remon-
« trant comme ledit Marcel, père du déposant, fut battu
« le jour d'hyer par noble Anthoine de Vocance, tellement
« qu'il en est au lit malade et en dangier de mourir.

« Le dit s^r de Vocance étant allié proche de M. le juge-
 « mage de cette ville (A. de Dorne), icelui ne pouvant par
 « conséquent connoître ladite cause nous a requis de nous
 « transporter au domicile dudit Marcel pour recevoir son
 « exposition et plainte. Suivant laquelle requerrance
 « nous, lieutenant, nous sommes transporté au domicile
 « dudit Bourbours, etc... »

Suivent de longues phrases peu intelligibles et dans lesquelles sont noyés les faits, exagérés à dessein, comme un réquisitoire.

Après avoir raconté le début de la querelle, en mettant tout le tort du côté d'Antoine, le déposant ajoute que ledit s^r de Vocance traita Bourbourat de *couquin* et lui dit autres
 « grandes injures, et que, s'il prenoit l'eau qui lui appar-
 « tenoit, lui feroit perdre la vie. Et le voyant tant en
 « colère, ledit Marcel s'en alla goûter ; puis après étant
 « retourné audit pré, y trouva encore ledit s^r de Vocance
 « à qui il dit que peu auparavant il étoit fort en colère
 « mais qu'il n'auroit pas deu l'injurier de telle façon. Lors
 « ledit s^r de Vocance lui répondit que qui prendroit son
 « bien il auroit sa vie. Et après plusieurs propos tenus
 « entre eux, ledit s^r de Vocance descendit de son cheval,
 « jetta son espée et manteau par terre et vint audit Marcel
 « qui étoit proche d'une haie, tenant un goyard ayant un
 « manche d'environ demy-toise, duquel goyard ledit s^r de
 « Vocance se saisit et en frappa ledit Marcel, et même
 « lui donna de tels grands coups que du côté gauche pré-
 « tend ledit Marcel avoir trois côtes rompues. Et s'il ne
 « fut que ledit Marcel se mit à fuir, l'auroit tué sur place.
 « Et voyant ledit s^r de Vocance qu'il ne pouvoit *attraper*
 « led. Marcel remonta sur son cheval et le poursuivit
 « tellement que led. Marcel fut contraint de se jeter dans

« un grand béal plein d'eau où le cheval dud. s^r de
« Vocance ne pouvoit entrer, pour éviter d'être tué ou
« battu davantage. Et après étant sorti de l'eau, ou des
« coups qu'il avajt reçus ou d'effroi, led. Marcel tomba
« presque mort. Et fut mis sur un asne et conduit à
« Valence jusqu'à la porte de St-Félix par où l'on entre à
« présent dans la ville, où étant arrivé ne pouvant plus se
« tenir ni se rendre à sa maison, fut dans la maison d'un
« maréchal nommé Jehan Bouffier où il a couché le jour
« passé. Et ce matin a esté porté dans la sienne maison
« et mis dans son lit d'où ne peult se lever en aulcune
« façon, s'estant fait voir et panser à M. de Villeneuve,
« médecin et à M. Jehan Chabert, chirurgien.

« Requerrant justice lui être faite de ladite injure et
« battue.

« Ce que ouy par le procureur d'office, a requis acte de
« tout etc. »

« Et avons ordonné que témoins nous seront montrés
« pour être par nous informé de ce que dessus. En foi de
« quoi nous sommes soussigné avec lesdits procureur,
« docteurs, greffier et parties plaignantes.

« LABOISSE. »

(A continuer.)

E. LASCOMBES, née COMTE.

DESCRIPTION TOPOGRAPHIQUE de la Tour de Crest

pour faire suite à

L'ESSAI HISTORIQUE SUR LA TOUR DE CREST

de M. A. LACROIX

(Voy. le *Bulletin*, t. xv, p. 257-264 ; t. xvi, p. 1-26,
97-119, 257-280, 409-437 ; t. xvii, p. 78-92, 194-211, 287-296, 411-419).
(Suite. — Voir la 68^e livraison).

II

LE DONJON OU LA TOUR

I. — DESCRIPTION GÉNÉRALE

Le donjon de l'ancien château de Crest, vulgairement appelé *la Tour*, vu de loin affecte la forme quadrangulaire, mais de près, il n'en est plus ainsi.

Au nord, se dresse une muraille grandiose, sans fenêtre, mesurant 51 mètres de hauteur ; au midi, au levant et au couchant, trois autres murailles, percées de diverses fenêtres et lucarnes. Ces trois dernières ont la même élévation, mais la première les dépasse de beaucoup en hauteur.

Ce sont les quatre façades principales de la Tour, qui lui donnent l'aspect général d'un immense cube à quatre arêtes perpendiculaires, plus haut que large.

Il est toutefois à remarquer que le grand mur du nord avance de plusieurs mètres sur celui de l'est ; qu'à l'angle

nord-ouest de la tour se trouve un bastion angulaire à deux faces en éperon entièrement massif et destiné à protéger le mur du nord ; et que le mur du couchant s'avance également sur celui du midi, se replie sur lui-même à angle droit dans la direction du levant, puis dans celle du nord pour se souder au mur du midi : formant ainsi une petite tour carrée, appelée *la tour de la crotte* (grotte) dans les anciens documents, et destinée à défendre à la fois la porte d'entrée de la tour, la façade du midi et la grande porte pratiquée dans le puissant mur, qui prend naissance à l'angle sud-est de la tour et dont nous avons déjà parlé.

Il est encore à remarquer que la portion du mur du midi où se trouve la porte d'entrée et qui supporte les pesants mâchicoulis qui la protègent, est plus épaisse que le reste du mur et fait saillie sur celui-ci. Ces diverses particularités de construction, qui ont leur raison d'être pour la défense, portent en réalité à sept les diverses façades de la tour, mais quatre d'entre elles, eu égard à la petite largeur des autres, méritent seulement ce nom.

On remarque encore sur la façade du midi, à une grande hauteur, six immenses crocs en fer, où l'on pendait autrefois les criminels ou les prisonniers de guerre. A cette heure, il est impossible d'y atteindre, parce que la muraille du midi a été exhaussée postérieurement, mais à l'époque où cette dernière ne dépassait pas la première terrasse ou plate-forme de la tour, il était facile d'y accrocher les malheureux patients.

La tour est construite tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de gros moellons de grès de couleur rousse un peu noircis par le temps : ce qui donne à l'édifice entier un cachet archaïque remarquable, surtout lorsque les rayons du soleil dorent, vers le soir, ses murs gigantesques et font

ressortir leurs vives arêtes. L'intérieur présenterait à peu près le même aspect, s'il n'avait été blanchi à la chaux pour des raisons d'hygiène, qui malheureusement n'ont rien à faire avec l'art.

Une particularité intéressante de la tour, c'est qu'elle a été greffée sur une autre tour plus ancienne, qui date, selon nous, de l'époque romaine, et voici nos raisons : 1° la présence des Romains sur le sol même de la ville de Crest est attestée par la découverte, faite il y a quelques années, de plusieurs centaines de monnaies impériales de bronze dans la cave de la maison de M. Guérin, bottier, non loin du pied du grand escalier dit des Cordeliers ; 2° d'anciens et nombreux documents (le premier est un devis de réparations de 1481), parlent toujours, en décrivant notre édifice, d'une *tour vieille* et d'une *tour neuve* ; 3° une portion de la base de la tour vieille, qui se développe en talus, est construite avec des moellons taillés en bossage à la manière romaine. Ceux qui sont dans l'intérieur de l'édifice portent les traces de l'usure des siècles, quoiqu'ils soient depuis longtemps à l'abri de la pluie, du gel et autres causes de destruction ; 4° enfin, en faisant des fouilles dans la première pièce de la tour vieille, qui correspond au troisième étage de la tour neuve, nous y avons découvert deux lampes romaines en terre cuite et l'emplacement d'une baliste également romaine, dont nous parlons plus loin.

Une particularité de la tour neuve, c'est que ses murs sont adossés sans aucun lien à deux façades de la tour ancienne, sauf dans leur partie supérieure sur une faible hauteur, de sorte que l'adhérence est si peu complète que le grand mur du nord, par suite d'un mouvement de la couche de marne friable et inclinée sur lequel il repose dans sa partie inférieure, s'est séparé de la tour vieille

par une fente, qui va en s'évasant dans le haut jusqu'à la largeur de trois doigts.

Cette particularité s'observe aussi dans la façade du levant, qui n'est adhérente au grand mur du nord que sur une faible hauteur, et vient de ce que l'angle sud-est de la tour s'est un peu affaissé à cause de la présence de cette marne friable dont nous venons de parler.

Nous ne pensons pas qu'il faille expliquer autrement ces étranges fissures, d'autant mieux que, comme il arrive d'ordinaire dans les mouvements de maçonnerie, elles sont nulles dans le bas de l'édifice et ne commencent à paraître qu'à une certaine hauteur.

La façade du couchant, qui est adossée à la tour vieille, mais qui repose sur une roche fort dure, ne présente pas cette particularité. La nouvelle maçonnerie déborde seulement, dans le haut, de quelques centimètres sur l'ancienne par suite d'un léger tassement. Que si les murs des deux tours n'ont pas été mieux mariés ensemble, cela vient sans doute de ce que les architectes ne l'ont pas cru nécessaire à cause de la forte épaisseur de ces derniers.

Disons encore que les matériaux entrés dans la construction de la tour ont été pris sur place : ce qui a permis à ses architectes de pratiquer au nord, dans la crête du rocher, une immense coupure, qui isole complètement le donjon et lui sert en quelque sorte de fossé.

Ajoutons enfin que les fenêtres de forme rectangulaire du premier étage, qui étaient fort étroites à l'origine pour empêcher les surprises et l'escalade, ont été élargies dans la suite des temps, pour donner aux chambres plus d'air et de lumière ; et que, d'autre part, lorsque la tour fut convertie en prison (et même avant pour quelques pièces), toutes ses fenêtres furent munies de fortes grilles de fer, sauf celles qui éclairaient les chambres des soldats de la

garnison et celles qu'on boucha pour diminuer les chances d'évasion des prisonniers. Les fenêtres des cachots ont même une double grille ; quelques barreaux, dans certaines chambres, ont été sciés par les prisonniers.

2. — DESCRIPTION PARTICULIÈRE DE LA TOUR.

REZ-DE-CHAUSSÉE ET SOUS-SOL

La tour a pour entrée une grande et belle porte ogivale, s'ouvrant sur la façade du midi, non loin de l'angle sud-ouest, et fermée par une porte à deux battants en forts madriers de peuplier, qui paraissent dater de l'époque de la construction. Dans l'un des deux battants est pratiquée une autre porte étroite et basse, munie de deux forts verrous fermant à clef, l'un intérieur, l'autre extérieur. Une chaîne de fer, fermant également à clef, retenait dans ses coulisses une grosse barre de bois, destinée à empêcher la grande porte de s'ouvrir en dedans. Cette barre a disparu, aussi bien que la herse qui complétait la fermeture de la tour. Ajoutons qu'à l'extérieur se trouve actuellement, faisant fonction de porte à jour ou claire voie, un treillis à deux battants relativement moderne, se fermant par un gros cadenas et formé de puissantes barres de fer.

Des devis de réparations des 4 juin 1477, 27 février 1483 et de l'année 1484 nous apprennent que la porte de bois de la tour avait été en partie incendiée en même temps qu'une couleuvrine établie près de là. « Plus, faut réparer, » dit l'un de ces devis, la première porte en entrant dans « ladite tour d'une petite pièce de pibou (peuplier), là où « l'on brûla la couleuvrine. »

La voûte surbaissée, qui fait suite à la porte ogivale, est percée d'une meurtrière qui servait de judas et d'une ouverture carrée ou porte-voix, communiquant l'une et

l'autre avec le premier étage. Ajoutons que la portion ogivale de la porte avait été murée à une époque relativement moderne et qu'un des premiers soins du propriétaire actuel, M. Chabrières, a été de faire démolir cette construction malencontreuse.

L'accès de la porte était défendu par de forts mâchicoulis, dont nous avons déjà parlé et qui sont suspendus à une assez grande hauteur de la façade du midi.

Après avoir franchi le couloir de la porte d'entrée de la tour, on pénètre dans un vestibule mal éclairé par une fenêtre haute et étroite. Devant soi on a la base massive, formant talus, de la tour vieille ou romaine, un escalier en pierre qui conduit au premier étage, la partie supérieure de la citerne; et à droite, la porte de la cave et deux autres portes donnant accès à deux belles salles.

L'escalier était primitivement en bois et établi à droite de la porte d'entrée. La commodité du service a amené son déplacement.

La citerne, qui descend jusqu'au niveau du sol de la cave, est en partie taillée dans le rocher, mais entièrement revêtue de gros moellons. Elle est du reste admirablement construite. Au milieu de sa base se trouve un petit bassin à bords évasés où se ramassent les débris de diverses sortes et la vase qui descend de la conduite d'eau. Au point où aboutit celle-ci, existe un autre petit bassin, formé d'un seul bloc de pierre et destiné au même but. La margelle de la citerne, très usée à cette heure et taillée à panneaux évidés, s'élève jusqu'à hauteur d'appui et a été également découpée dans un seul bloc de pierre. La citerne, à sa base, est munie d'un tuyau de plomb, qui lui sert de déversoir et traverse la cave, ainsi que la façade du midi. Elle est pourvue aussi d'une conduite en maçonnerie, qui prend

naissance à la base de la margelle et conduit au dehors le trop plein des eaux, en traversant le vestibule et le même mur du midi. Enfin, la citerne est alimentée par les eaux de pluie de la grande toiture de la tour et mesure 7 m. 10 de hauteur, 3 m. 10 de largeur et 4 m. de longueur, en tout 88 mètres cubes, 660 décimètres cubes, soit près de 900 hectolitres.

La cave, où l'on descend par des degrés de pierre et qui est éclairée par deux lucarnes, l'une au levant, l'autre au midi, occupe la place laissée vide par la déclivité du rocher. Elle est coupée sur son milieu, et du levant au couchant, par un solide mur de refend, qui règne sur toute la hauteur de la tour neuve et est percée de deux arcs en ogive du plus beau style. Anciennement la cave était recouverte d'un simple plancher, qui reposait sur de grosses poutres, dont on voit encore les embrasures. Elle a été remplacée depuis par une voûte à berceaux sans style.

Quant aux deux salles qui s'ouvrent sur le vestibule et correspondent aux deux parties de la cave pour les dimensions, chacune d'elles est éclairée par une fenêtre située au levant. En 1508, l'une des salles s'appelait *la Chambre des ceps*, et l'autre, qui était vide, ne portait aucune désignation particulière. Dans le mur du midi de la chambre de droite, on avait taillé après coup une cheminée qui a été supprimée récemment.

PREMIER ÉTAGE

Au premier étage, on trouve la continuation du massif, devenu perpendiculaire sur ce point, de la tour romaine ; un vestibule éclairé par une fenêtre au midi et sur lequel donnent deux salles correspondant à celles du rez-de-chaussée ; enfin une sorte de cave obscure en partie taillée

dans le rocher et ouverte tout récemment. Une des salles a une seule fenêtre au levant et l'autre deux : une au levant et la seconde au midi. Celle-ci avait été convertie en une cheminée, qui a été supprimée dernièrement.

Dans ces deux chambres, dit la visite de 1508, « le seigneur Comte avait coutume de faire boucherie, parce qu'elles sont fermées et voûtées, et les anneaux de fer où l'on suspendait les jambons existent encore. »

Dans la salle éclairée par deux fenêtres se trouvaient, en 1508, « une certaine quantité de flèches anciennes. »

Il est à remarquer que les quatre salles que nous venons de décrire (deux au rez-de-chaussée et deux au premier étage), ne formaient primitivement que deux pièces fort élevées, affectant, comme les nefs des églises gothiques, la forme rectangulaire jusqu'à une certaine hauteur et se terminant par des voûtes ogivales. Elles n'étaient éclairées que par les deux fenêtres supérieures. Les deux autres du premier étage n'existaient pas et ont été taillées depuis dans le mur de l'est. Des planchers, reposant sur des consoles de pierre continues, établies à la naissance des voûtes, partagèrent les deux grandes pièces et en formèrent quatre.

Dans l'angle sud-ouest du vestibule de ce premier étage, au-dessus de la porte d'entrée, existe un enfoncement carré (*la tour de la crotte*), où l'on faisait manœuvrer la herse et où l'on voit l'ouverture supérieure du porte-voix et de la meurtrière-judas, dont nous avons parlé; et de plus quatre petits placards pratiqués dans les deux murs latéraux à l'usage des gardes de la porte. C'est là aussi qu'au siècle passé on avait établi une cuisine, dont la cheminée traversait la façade du midi et se prolongeait extérieurement jusqu'au sommet de la tour. C'était une affreuse construction, qui a été démolie depuis l'acquisition de la tour par M. Chabrières.

DEUXIÈME ÉTAGE

On monte du premier étage au deuxième par un large escalier, dont les marches en bois de chêne paraissent aussi anciennes que la tour. Le vestibule de cet étage, assez spacieux et éclairé par deux fenêtres carrées, l'une au midi, l'autre au couchant, conduit à gauche à deux grandes salles ou plutôt à des cachots placés au-dessus des chambres du premier étage que nous venons de décrire et éclairés l'un par une lucarne au levant, l'autre par une lucarne également au levant et une petite fenêtre au midi. Ils sont recouverts de larges dalles de pierre. Le dernier cachot, mieux éclairé que l'autre à cause de ses deux ouvertures, s'appelait en 1508 *la chambre du moulin*. On y voyait à la même date « un moulin à bras complet, près » duquel étaient deux pierres propres à écraser le blé. » Les deux cachots communiquent maintenant l'un avec l'autre par une porte qui était murée autrefois. La fenêtre du midi de la seconde salle était aussi murée.

A l'angle sud-ouest du vestibule, un escalier en bois de quelques marches conduit à une petite chambre carrée, éclairée par une fenêtre au levant. Son sol est percé d'un orifice carré par où l'on descend, au moyen d'une corde à poulie, dans un cachot fort obscur, profond de 8 mètres, éclairé par une étroite lucarne au levant et en partie taillé dans le rocher.

L'orifice de ce cachot est fermé par une porte en bois qui n'existe plus et une grille en fer qui existe encore, mais privée de ses charnières, serrures et verrous. Le cachot porte dans un devis de réparations de 1491 le nom de *Croton* (ou *Crotte*), et, dans une description de l'an VII, celui de *Basse-fosse*. C'étaient les oubliettes de la tour, formant le rez-de-chaussée de *la tour de la Crotte*. On l'appelle vulgairement *le Cachot des cordes*.

A cet étage, on voit encore la base massive de la tour romaine et la pointe extrême de la crête du rocher sur lequel elle est assise et dont elle n'est que le revêtement jusqu'au niveau du sol du troisième étage.

TROISIÈME ÉTAGE

Le même escalier en bois continue du deuxième au troisième étage et s'ouvre sur un vestibule éclairé au midi par une fenêtre à deux baies carrées et au couchant par une fenêtre murée autrefois.

Ce vestibule est considérable, très élevé et voûté en moellons. La partie, qui regarde le couchant, fut converti en une chapelle, qui portait le nom de *Sainte-Catherine*. En 1508, on y voyait « deux balistes de chêne sans pou-
« lies ni cordes. »

Ce vestibule donne accès à gauche à deux belles salles.

La première prend son jour au levant par une fenêtre cintrée, peu élevée, mais assez large. On y remarque : 1° une vaste cheminée en pierre de taille d'un grand style ; 2° une porte qui s'ouvre au levant sur des latrines (*argadière* dans la *Visite* de 1508), suspendues à l'extérieur du mur de l'est sur trois consoles, et dont la conduite disgracieuse, construite au siècle passé et descendant extérieurement jusqu'au pied de la tour, a été démolie ; 3° une autre porte qui conduit à la première terrasse ou plate-forme de la tour par un escalier dérobé, fort étroit, ménagé dans l'épaisseur du mur du levant. Cette salle, dont la voûte en moellons affecte la forme d'un demi arc de cercle ogival et s'appuie sur le grand mur du nord, s'appelait *la chambre de Lapade* (ou *Lampade*), nom qui se trouve mentionné pour la première fois dans un devis de réparations du 13 juin 1474.

La seconde salle largement éclairée au levant par une fenêtre cintrée de la même dimension que celle de la chambre Lampade et au midi par une seconde fenêtre à deux baies carrées, possède une belle cheminée en tout semblable à celle de la chambre précédente et un petit cabinet taillé après coup dans le mur du midi. Ce cabinet, dans la *Visite* de 1508, porte le nom d'*argadière* (latrines). « Des criminels, dit-elle, y sont souvent enfermés, mais « on la laisse vide de temps en temps, parce qu'elle est « fermée par une porte de peu de valeur. »

Un escalier en bois de quelques marches conduit à un second étage, formé par un plancher, établi à mi-hauteur de la salle, à la naissance de la partie ogivale, et éclairé par une fenêtre à double baie carrée, qui prend son jour au levant.

Cette chambre s'appelait *la salle Montlaur*, et son nom est mentionné pour la première fois dans un devis de réparations de l'année 1443.

La remarque que nous avons faite à propos des quatre salles du rez-de-chaussée et du premier étage s'applique également aux deux cachots et aux deux salles des deuxième et troisième étage. Ces quatre pièces n'en forment proprement que deux, fort élevées et coupées par deux planchers, mais avec cette différence que la salle Montlaur possède, comme on l'a vu, un étage de plus : ce qui porte à quatre sur ce point le nombre des étages de la tour neuve.

Ajoutons que si les vestibules du rez-de-chaussée, du premier et du deuxième étage ont des planchers pour plafonds, celui du troisième, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, se termine par une voûte presque à plein cintre ; et comme, d'autre part, tous ces vestibules sont formés de deux parties, qui se coupent à angle droit à cause de la place qu'occupe la tour romaine sur la superficie totale, les deux voûtes du vestibule du troisième étage se coupent aussi à

angle droit, se soudant l'une à l'autre à leur point d'intersection par un bel arc en pierre de taille formant saillie.

A cet arc et à la voûte de la salle Lampade sont fixés des anneaux, qui servaient évidemment à suspendre les caisses de provisions des habitants de la tour, car nulle part on ne trouve de trace de cellier.

A l'angle sud-est de ce vestibule, une porte donne accès à une petite pièce carrée, située au-dessus de la chambre des oubliettes du deuxième étage dans *la tour de la Crotte*. La voûte ogivale de cette pièce, qui a l'épaisseur considérable de 8 mètres, est percée à son centre d'un porte-voix maçonné, qui communique avec la grande terrasse de la tour et servait à transmettre rapidement des ordres, des munitions de guerre et des provisions de bouche. C'est « la chambre dans laquelle on avait l'habitude de faire *la monnaie*, » dit la *Visite* de 1508.

Dans la partie de la voûte du même vestibule, qui s'appuie sur le grand mur du nord de la tour, est pratiquée une ouverture, où aboutissait un escalier en bois, qui a disparu, de telle sorte qu'à cette heure on ne peut monter à la grande terrasse de la tour que par l'escalier secret de la salle Lampade, dont nous avons parlé. D'après un devis de réparations du 4 juin 1477, ce grand escalier en bois était déjà hors du service, et il fallait le rétablir.

Ce n'est qu'à ce troisième étage que la tour romaine cesse d'être massive et forme un appartement, converti plus tard en « une prison âpre et forte. » Il est voûté en ogive, très élevé et éclairé par une lucarne taillée après coup dans le mur du couchant. La tradition lui donne le nom de *cachot Saint-Julien*, nous ne savons au sûr pour quel motif.

Des fouilles exécutées récemment dans le sol de ce cachot ont fait découvrir une construction fort intéressante. C'est d'abord, sur le milieu de l'appartement, une

cavité en partie maçonnée et en partie taillée dans le rocher, qui mesure environ 2 m. 50 de longueur, 1 m. 25 de largeur et 2 m. de profondeur ; puis quatre coulisses carrées de 30 cent. de côté, également taillées ou bâties, qui descendent à plus de 4 m. de profondeur au dessous du sol du cachot. Celles-ci s'inclinent l'une vers l'autre deux à deux et se rencontreraient à une certaine hauteur si elles se prolongeaient. C'était là, pensons-nous, l'emplacement d'une baliste ou catapulte romaine. Dans les quatre coulisses étaient fixées quatre poutres qui, à la hauteur voulue, se reliaient deux à deux par deux traverses. Sur celles-ci reposait une troisième traverse, qui servait à la fois de point d'appui et de pivot au fléau ou arbre de la baliste. Lorsque cette dernière était armée de sa pierre à l'un des bouts du fléau, on lâchait le cliquet qui tenait en place celui-ci et le puissant contrepoids, fixé à l'autre bout du fléau, s'abattant rapidement et avec force dans la cavité ci-dessus décrite, imprimait à la pierre sa puissance de projection. Telle est l'hypothèse à laquelle nous nous sommes arrêté, après avoir étudié longtemps et minutieusement la question. Que si elle paraît plausible, la tour romaine ne s'élevait pas plus haut à cette époque et se terminait par une terrasse, qui ne serait autre que le sol actuel du cachot Saint-Julien.

Un document manuscrit du XIV^e siècle (1) signale l'existence d'un moulin à vent dans la tour. Nous croyons qu'il était placé dans la salle Lampade et que ses ailes jouaient à l'extérieur du mur du levant. On remarque, en effet, près de la fenêtre cintrée de cette salle des traces de forts scellements et, dans l'escalier dérobé qui conduit à la grande terrasse, une porte dont le couloir traverse ce

(1) *Etat des revenus de la Châtellenie de Crest*, aux arch. de la Cour des comptes du Dauphiné à Grenoble.

même mur du levant et donne actuellement dans le vide. Autrefois le couloir s'ouvrait sur un échafaud en bois, qui servait probablement à la manœuvre et à la réparation des ailes et des engrenages du moulin. Plusieurs cavités et une forte console de pierre, que l'on remarque à l'extérieur des murs du levant ou du nord, marquent encore la position des poutres et poutrelles qui soutenaient l'échafaud. Quatre solides gances en fer, fixées à cette hauteur à l'intérieur de l'avancement du mur du nord sur le mur du levant et dans lesquelles s'engageaient sans doute de fortes pièces de bois, paraissent avoir servi au jeu des ailes du moulin. Quand celui-ci eut disparu par l'usure du temps, la petite porte, dont nous venons de parler, fut murée pour prévenir les accidents. (Devis de réparations du 13 juin 1474.) Elle a été réouverte récemment et munie d'une fermeture de bois.

PREMIÈRE TERRASSE ET TOITURE

Toutes les pièces que nous venons de décrire étaient originellement abritées par une seule et grande terrasse, à l'exception de la tour vieille plus élevée de beaucoup que la tour neuve et formant comme une tour dans la tour.

Cette terrasse, construite en moellons de grande dimension, est découpée en plusieurs pentes aboutissant à des rigoles, qui réunissaient autrefois les eaux de pluie et les conduisaient dans la citerne par une conduite pratiquée dans l'intérieur du grand mur du nord. Depuis que la toiture, dont nous allons parler, a été construite, les eaux sont amenées dans la citerne par une gargouille, d'abord en fer blanc, puis en pierre de taille, qui descend le long de l'angle intérieur formé par la tour vieille et le grand mur du nord. Un petit canal, ménagé dans la terrasse, le long de ce dernier, et traversant le mur du levant, a pour

but de déverser les eaux au dehors, lorsqu'on nettoie la citerne.

Les pierres de la terrasse, quoique fort épaisses et cimentées avec soin, laissèrent avec le temps suinter les eaux de pluie qui, à la suite des gelées de l'hiver, effritèrent considérablement les pierres, surtout au-dessous des voûtes, où elles formèrent sur plusieurs points des cavités de 30 à 40 centimètres de profondeur. Prévoyant la ruine graduelle de la terrasse, les architectes delphinaux, chargés de l'entretien de la tour, firent exhausser les parapets de la terrasse de plusieurs mètres et construisirent sur le milieu de celle-ci des arceaux en pierre, qui servirent de support à une immense toiture à deux pentes, qui subsiste encore. C'est sur le chenal établi sur ces arceaux et où aboutissent les deux pentes de la toiture, que se réunissent maintenant les eaux de pluie.

Ce travail considérable paraît dater du XIV^e siècle, car un devis de réparations de 1434 parle déjà de la toiture de la tour comme fortement endommagée. Quoi qu'il en soit, l'édifice tout entier gagna un étage de plus, qui est éclairé, à l'est, par une fenêtre cintrée à deux baies, et, au midi, par deux croisées à quatre ouvertures chacune, une autre fenêtre cintrée à deux ouvertures, dont la double arcature est ornée de moulures et qui est placée à la hauteur des mâchicoulis de la porte d'entrée et les dessert; enfin une fenêtre à une ouverture ornée de la même manière que la précédente. Le style de ces fenêtres accuse une époque moins ancienne que celle des fenêtres des étages inférieurs. Toutes, à l'exception d'une seule, avaient été murées et viennent d'être réouvertes. Leur grand nombre porterait à croire que les architectes avaient l'intention de diviser ce nouvel étage en plusieurs appartements, mais ce travail ne paraît pas avoir été jamais exécuté.

Dans le mur du couchant sont établies des latrines extérieures suspendues sur trois consoles, naguère murées, et une grande cheminée sans style, dont les montants seuls subsistent. Le manteau a disparu.

A l'angle nord-ouest de la terrasse se trouve la porte étroite par où l'on entre dans la pièce qui forme le second et dernier étage de la tour vieille. C'est un cachot admirablement construit, qui ne reçoit le jour que par un ciel ouvert percé au faite de sa belle et haute voûte ogivale. Construit dans le genre des salles de la tour neuve, ce cachot pouvait se diviser en deux étages par un plancher reposant sur une console continue établie à la naissance de la voûte. On aperçoit au-dessus de ladite console la porte, naguère murée, par où l'on pénétrait dans le second étage. Ce plancher n'existe plus, et lorsqu'il était en place, le cachot inférieur qu'il recouvrait se trouvait privé de toute lumière. La description de l'an VII lui donne le nom de *la Volière* (et non *la Rolière*). On l'appelle aussi *le cachot des fers*, à cause des ceps et chaînes de fer fixés à l'un de ses murs.

CHEMIN DE RONDE ET DEUXIÈME TERRASSE

Les murs du levant, du midi et du couchant de la tour vieille s'élèvent plus haut que la toiture et sont terminés par de larges et puissants créneaux, derrière lesquels on circule facilement par un chemin de ronde pris dans l'épaisseur des murs. On s'y rend par un escalier en pierre, qui part de la grande terrasse que nous venons de décrire et qui est ménagé dans le mur du midi.

La petite tour en saillie de l'angle sud-ouest est aussi bordée de créneaux et recouverte d'une terrasse, qui a été asphaltée par les soins du génie militaire depuis un certain

nombre d'années. En 1508, on y remarquait « quelques pierres rondes et grosses pour le jet de l'artillerie. »

• TROISIÈME TERRASSE

Quelques marches d'escalier établies à jour dans le mur du couchant conduisent à une troisième terrasse, percée par la fenêtre ou ciel ouvert du cachot de la Volière et sur le bord de laquelle au midi on voit la porte qui conduit par un étroit, mais fort bel escalier, pratiqué dans l'épaisseur du mur, à la partie ogivale dudit cachot. Cette porte a été ouverte après coup et se trouvait primitivement dans la cage d'escalier qui mène à la dernière terrasse de la tour vieille, dont nous allons parler.

Lorsqu'on mura plus tard la porte intérieure, qui donnait accès à la partie ogivale du cachot de la Volière, on établit un plancher à mi-hauteur de l'escalier susdit, et on en fit *le magasin à poudre* de la tour. (Description de l'an VII.)

Quant à la terrasse elle-même, elle a été asphaltée depuis plusieurs années et était recouverte d'une toiture qu'on y avait établie postérieurement à la construction pour empêcher l'infiltration des eaux de pluie. Cette toiture est déjà mentionnée dans un devis de réparations du 4 juin 1477. Elle formait un appartement abrité, dont le mur du midi était percé d'une porte et munie de meurtrières pour en défendre l'accès. Elle n'existe plus à cette heure et ses murs ont été rasés à hauteur d'appui. En 1508, on voyait sur la terrasse « quelques pierres grosses et rondes pour le jet de l'artillerie. »

QUATRIÈME ÉTAGE

La portion de la tour vieille, formant éperon à l'angle nord-ouest, comme on l'a dit plus haut, s'élève encore

et renferme un escalier étroit et difficile, qui donne accès à un petit vestibule. Les murs qui bornent celui-ci du côté du nord, c'est-à-dire de la campagne, sont percées de grandes meurtrières, dont quelques-unes ont été agrandies à leur centre depuis l'usage du canon, et de coulisses destinés à recevoir les poutres des hours (1), dont était pourvue cette partie de la tour. Le petit vestibule est recouvert d'une quatrième terrasse, asphaltée à cette heure, à laquelle on donne le nom de *manteau* dans les vieux documents et où l'on monte par un nouvel escalier de quelques marches partant du vestibule précité. Ses parapets étaient autrefois crénelés.

Enfin, sur cette quatrième et dernière terrasse s'élevait autrefois une *visette* ou tour d'observation, qui paraît avoir été assez grande, comme le prouve l'extrait suivant du devis de réparations du 14 septembre 1478 : « Plus, « faut faire au plus haut de ladite tour de Crest un cou- « vert à la cime de la petite visette d'icelle tour, auquel « couvert faut une douzaine de pannes de sapin qui soient « chacune de quatre toises de long et de demi-pied, égales « en carrure ; trois grosses pièces de sapin d'un pan de « canne en carrure et du long qu'il est nécessaire ; faut six « douzaines de potz (planches), huit livres de croches de « fer et 500 de claveaux (clous), et un millier de tuiles. « Plus, y faut quatre gargouilles de plomb pour jeter l'eau « en dehors, pesant un quintal ou environ. » Cette toiture de la visette était couronnée de parapets, du moins du côté de la campagne, suivant un devis de réparations de 1481.

(1) « Ouvrage en bois, dressé au sommet des courtines ou des tours, destiné à recevoir des défenseurs, surplombant le pied de la maçonnerie et donnant un flanquement plus étendu. une saillie très favorable à la défense. » (VIOLETT-LE-DUC, *Dict. raison. de l'archit. du XI^e au XVI^e siècle*, t. VI, p. 123.)

De la dernière terrasse, on se rend à découvert sur le faite du grand mur du nord de la tour vieille, qui s'élève isolé jusqu'à cette hauteur et à l'extrémité duquel a été planté un drapeau tricolore en fer, qui forme girouette. Autrefois, ce n'était pas sans péril qu'on pouvait s'avancer sur ce mur, car on a à sa gauche, au nord, un précipice de 51 mètres et à sa gauche, au midi, un autre de 10 ; mais, depuis un certain nombre d'années, ce mur a été bordé du côté du nord d'une solide balustrade en fer.

Dans cette partie supérieure et isolée du mur du nord sont percées trois grandes meurtrières qui donnent sur la campagne et desservies par un chemin de ronde pris dans l'épaisseur du mur, mais rendu plus large par une suite de consoles recouvertes de larges dalles de pierres. Quelques-unes seulement des unes et des autres sont en place. Les autres ont été arrachées pour construire, croyons-nous, la maison du gardien de la tour, à l'époque où celle-ci fut convertie en prison. Cette maison, informe et sans style, vient d'être rasée à juste titre.

On se rendait au chemin de ronde par une petite porte ouverte au midi dans le dernier vestibule dont nous avons parlé et par un petit pont en bois, maintenant détruit, reposant à la fois sur le seuil de la porte et sur la première console. Tout le long de ce chemin de ronde et à son niveau sont pratiquées des coulisses destinées à recevoir des poutres, sur lesquelles reposait ou bien une toiture en planches pour protéger les arbalétriers, ou bien des hours pour repousser les ennemis qui se seraient emparés de la tour vieille et auraient pu monter jusqu'à ses premiers créneaux.

(A suivre.)

ARNAUD.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(SUITE— Voir la 67^e et 68^e livraison)

CHAPITRE III

ÉTABLISSEMENT DU CHRISTIANISME ; PAROISSES ET BÉNÉFICES A SAINTE-CROIX, A SAINT-ANTOINE, A L'ÉVÊQUE ; MIRACLES ; PROTESTANTISME ; RELÈVEMENT RELIGIEUX ; ÉTAT ACTUEL.

Chez les Gallo-Romains, les païens, au moins dans les campagnes, n'avaient guère de cimetières communs. Le plus souvent leurs tombes étaient placées dans des propriétés privées, et près des chemins. Les chrétiens au contraire, aussitôt des paroisses formées et des églises construites dans leurs localités, étaient enterrés dans des cimetières communs, autour de ces églises.

D'après cela, les tombes gallo-romaines trouvées au *Collet* et au couchant de *Picaud*, sont païennes, mais les tombeaux à auge découverts autour de l'église de Saint-Julien et les petites urnes sphéroïdales qu'ils contenaient, sont certainement des monuments chrétiens.

Malheureusement, aucune inscription n'a été là pour nous dire à quelle époque le Vercors, purgé du culte de *Rudian* et de toute autre divinité païenne, commença à jouir de la lumière évangélique, à servir le vrai Dieu. La proximité de la ville de Die, évêché et centre d'apostolat chrétien dès le 4^m siècle, suggère une date reculée à cette heureuse transformation ; mais elle ne la précise ni ne la garantit.

En tout cas, au XI^m siècle, le Vercors était chrétien et organisé en paroisses. Il appartenait au diocèse de Die, tandis que Rencurel, paroisse limitrophe et de la même région, mais sur la rive droite de la Bourne, était du diocèse de Grenoble. Il était possédé et desservi, du moins en partie, par les chanoines réguliers de Sainte-Croix de Quint.

En 1104, le chapitre de Sainte-Croix, outre ses possessions de Quint et du Vercors, avait l'église de Pont-en-Royans et celles d'autres lieux attenants ; et deux frères, Guigues et Raynaud de Lans, ainsi que d'autres gentilshommes, lui donnaient des métairies situées aux Ecouges, la dîme, les prémices, les offrandes et les droits funéraires de ce lieu. Toutefois, vers 1116, le prieur de Quint renonçait à cette donation, en son nom et en celui de *tous les fils de son église*, et avec l'assentiment de Pierre évêque de Die. (1)

Pareille intervention de l'évêque de Die est justifiée par la dépendance des chanoines envers le prélat, dépendance confirmée par Alexandre III, le 28 mars 1165.

(1) *Cartul. de St-Hugues*, p. 193 ; — *Id. des Ecouges*, p. 83-5.

Quant aux *filz de l'église de Sainte-Croix*, ce sont ses chanoines, notamment les chefs, plus tard prieurs, des maisons secondaires, au nombre desquelles on voit figurer celles de Saint-Martin-en-Vercors, de Vassieux, de Pont-en-Royans, etc. Des prieurs du Vercors, un seul nous est connu pour le 12^m siècle ; c'est Pierre Sénior, *prieur de Saint-Martin*, qui, les 7 et 8 août 1200, dans le château et en l'église de Pont-en-Royans, est témoin de formalités intéressant la chartreuse de Bouvante et un nommé Chabert. (2)

Vers cette dernière époque, le Vercors paraît être dans un état religieux fort prospère. Par une conséquence toute naturelle, ce fut l'ère d'un progrès matériel remarquable pour les édifices religieux. Les caractères architecturaux des parties anciennes de plusieurs églises de ce pays accusent manifestement la fin du 12^m siècle ou le commencement du 13^m. Les pierres taillées de moyen appareil unies par du mortier qui formaient avant 1830 les parements intérieur et extérieur de l'église de Vassieux, et en forment encore aujourd'hui le chœur en coquille ; le cachet d'ensemble de ce dernier ; les pierres de même appareil qui forment la partie inférieure du chœur en coquille de l'église de Saint-Martin ; la voûte en berceau à plein cintre pressant l'ogive qui couvre celle de Saint-Julien-en-Vercors : tout cela nous paraît de cette époque. Époque heureuse, qui vit le siège épis-

(2) Arch. de la Drôme, fonds de Ste-Croix ; — Ul. CHEVALIER, *Cartul. de Die*, p. 20 ; *Not. sur la Chart. de Bouvante*, dans le *Journal de Die*, 30 août 1868.

copal de Die occupé par un évêque dont la haute sainteté a éclaté par de grands et nombreux miracles.

Nous nous plaisons d'autant mieux à rappeler la sainteté et les miracles opérés par cet évêque, saint Etienne, que peu après sa bienheureuse mort, arrivée le 7 septembre 1208, le Vercors fut le théâtre d'un des plus signalés bienfaits opérés par l'intercession du glorieux saint. Voici ce miracle avec les détails intéressants que nous en trouvons dans la lettre adressée, le 5 mai 1231, au pape Grégoire IX, par les évêques de la province viennoise, pour demander l'inscription du puissant et bienheureux évêque de Die au catalogue des saints.

Un certain jour, un homme du Vercors, nommé Gueson, va avec sa femme assister à l'enterrement de son père. Leur enfant, qu'ils avaient laissé dans le berceau en parfaite santé, est trouvé mort au retour. La mère accablée de douleur, met aussitôt sa confiance en saint Etienne, et lui adresse ces paroles, entrecoupées de sanglots : « Bienheureux Etienne, au nom duquel tant de
« miracles éclatants se sont opérés, j'ai recours à votre
« sainte et puissante intercession ; je vous conjure, par
« la gloire dont vous jouissez dans le Ciel, de me
« secourir dans mon malheur ; rendez-moi, je vous en
« supplie, le fils que j'ai perdu. » A peine avait-elle fini de parler, que l'enfant revint à la vie. (1)

Du reste, ce miracle n'est pas le seul par lequel saint Etienne ait répondu aux confiantes prières des habitants

(1) COLUMBI, *Opusc. varia*, p. 346 ; — NADAL, *Hist. hagiol. du diocèse de Valence*, p. 317 ; — J. CHEVALIER, *Essai histor. sur Die*, I, p. 263-70.

de la région. En 1477, Antoine Martin, *de la Roche, paroisse de Vassieux, aux montagnes du Vercors*, et Catherine sa femme, avaient une fille nommée Béatrix, qui depuis 4 ans était infirme des jambes et des pieds au point de ne marcher qu'avec grande peine. En la fête de la Conception de la Sainte-Vierge de lad. année, ils firent un vœu à saint Etienne pour obtenir de Dieu par son intercession la guérison de Béatrix. Celle-ci recouvra en effet le parfait usage de ses jambes ; et le 26 mai 1478, lundi de la Pentecôte, son père et sa mère, l'ayant présentée, dans leur pèlerinage à Die, pour accomplir leur vœu, attestèrent tout ce que dessus avec serment prêté sur les Evangiles. De son côté, noble Jacques Penchinat, jadis habitant de Vassieux, attesta, pareillement avec serment, l'infirmité dont avait été atteinte Béatrix. Ces déclarations furent faites au milieu d'une foule de peuple réunie dans la nef de l'église de Die, et après des louanges et actions de grâces rendues à Dieu, à Marie et à saint Etienne, par des chanoines et prêtres de cette église, réunis pour cela en procession. Acte fut dressé du tout, à la requête de Rostaing Roux, trésorier de la même église, en présence de Barthélemy Fauchet et Lantelme Faure de Vercors, chanoines, de Jacques Volo, notaire, et Jean Volet, habitants de Die, et de beaucoup d'autres (1). Mais revenons au 13^m siècle.

Le chapitre ou monastère de Ste-Croix luttait de son mieux pour la conservation de ses biens, et l'on voit en 1276 Hugues, prieur de Saint-Martin-en-Vercors, Ro-

(1) Reg. ms. in-4° du 17^e s., fol. 179 r°, chez M^{me} de Lamorte-Félines.

bert, prieur de Saint-Julien, Pierre, prieur de Vassieux, et d'autres, se joindre au prieur de Pont-en-Royans, pour défendre les droits de ce dernier. Mais ce monastère, tombé en décadence, ne donnait plus l'espoir de se relever seul. Jean de Genève, évêque de Die, voulut remédier au mal, et usa pour cela de toute l'étendue de son pouvoir. Il céda notre monastère, avec toutes ses dépendances, aux religieux de Saint-Antoine, et l'unit d'une manière irrévocable à l'*hôpital de Sainte-Croix*, maison antonienne établie à Sainte-Croix même, sur la rive gauche de la Drôme. Cette cession, du 28 octobre 1289, fut faite sous réserve du droit de l'évêque et de « celui de son église », et à condition que « le maistre et dom de l'hospital fût « aussy prieur de Sainte-Croix et membres. » Le chef, élu par les religieux et confirmé par le grand-maître de l'ordre, devait « prêter serment de fidélité audit Evêque « 2 mois après son élection, » et faire « pour l'Evêque « décédé et successeurs le mesme office dans l'ordre que « pour les maistres. »

Mais les Antonins, jusque-là simples hospitaliers, étaient à la veille d'une transformation. Par suite de leur séparation des moines bénédictins de Montmajour, leurs constitutions furent, sensiblement modifiées. Le 10 juin 1297, le pape Boniface VIII donnait au grand-maître le titre d'abbé, au *Grand-Hôpital* celui d'abbaye, et aux frères celui de chanoines réguliers ; il soumettait l'abbé et les chanoines à la règle de saint Augustin. Sainte-Croix subit naturellement le contre-coup de cette transformation. Les statuts de 1298, élaborés par l'abbé Aimon de Montagny pour régler l'administration des maisons de

son ordre, l'érigèrent en commanderie générale, et lui attribuèrent douze religieux, y compris le chef ou commandeur, qui continua d'ailleurs à prendre le titre de prieur, à raison de l'antique monastère prieural du lieu.

Dès lors, le nouvel établissement réunissait sous sa dépendance les prieurés et églises de Pont-en-Royans, Saint-Martin et Saint-Julien-en-Vercors, Vassieux, Saint-Julien-en-Quint, Vachères, Véronne, etc. (1).

Cependant, par une bulle du 15 avril 1304, le pape Benoît XI faisait encore entrer dans l'ordre de Saint-Antoine le monastère de Saint-Médard de Piégros avec les prieurés, en dépendant, de Saint-Antoine de Brisans, etc. Aussitôt Guillaume de Roussillon, évêque de Die et de Valence, protestait contre cet acte de Benoît XI, dont les Antonins, disait-il, avaient séduit la bonne foi en lui cachant le vrai et alléguant le faux. Il proclamait ses droits d'abbé de Saint-Médard et autres sur cette abbaye et ses dépendances, notamment son droit de patronage sur le prieuré de Brisans, fondé et doté par Silvion de Crest, jadis prévôt de Valence, seigneur pour partie de Crest, et par ses prédécesseurs. Bien plus, il réclamait contre l'annexion du monastère de Sainte-Croix à Saint-Antoine, faite par l'évêque Jean de Genève. Enfin, une transaction fut conclue la même année entre Guillaume et l'abbé de Montagny assisté des curateurs de l'abbaye : Geofroy, commandeur de Gap, Guillaume Arunnie, Gi-

(1) Arch. de la Drôme, fonds cit. ; — Aym. FALCO, *Anton. histor. compend.*, Lugduni, m.d.xxxiiii, ff. lxxi-ix ; — DASSY, *L'Abbaye de Saint-Antoine*, pp. 109-19, 126, 494-500 ; — MARIN DE CARRANRAIS, *L'Abbaye de Montmajour*, p. 71.

rard de Marnans, et Pierre, commandeur de Grenoble. Elle portait réserve à l'évêque de ses droits propres sur Saint-Médard et ses dépendances, mais cession aux Antonins de ses revenus sur l'*abbaye*, lesquels arrivaient à 100 livres, et de l'*abbaye* elle-même ; mais, en retour, les Antonins cédaient à l'évêque leur revenu de Saint-Martin et de Saint-Julien-en-Vercors.

Toutefois, l'arrangement faillit échouer. Les Antonins avaient bien remis au prélat leurs revenus du Vercors ; mais ils s'obstinaient à garder l'église et la maison de Saint-Martin. Il ne fallut rien moins que la fermeté de Guillaume et le concours conciliant de Geofroy, commandeur de Gap, et de Pierre, commandeur de Grenoble, pour arranger définitivement l'affaire. Encore l'abbé de Saint-Antoine y trouva-t-il moyen d'obtenir ce qui lui manquait de Pontaix. Par acte du 18 février 1305 (12 des calendes de mars de l'an de l'Incarnation 1304), les Antonins renoncèrent absolument à tous leurs droits en et sur l'église de Saint-Martin en faveur de l'évêque, qui, pour ce, céda à Sainte-Croix un tiers qu'il avait des dîmes de Pontaix. Un tiers de celles-ci appartenait déjà à Sainte-Croix, et l'autre tiers au curé séculier du lieu. Ce dernier mort ou se démettant, l'évêque donnerait l'institution de la cure à celui que présenterait le commandeur de Sainte-Croix, c'est-à-dire à un religieux de cette maison, laquelle aurait ainsi tout le bénéfice. Sérieux avantage pour les Antonins, qui, en place de la cure de Saint-Martin-en-Vercors, *d'un revenu trop modique pour l'entretien des réguliers et pour fournir aux droits épiscopaux de ladite église*, obtenaient en Saint-Martin de Pontaix une

église facile à desservir pour les religieux, à cause de sa proximité. Cet avantage, y joint que les droits de Sainte-Croix à la cure abandonnée étaient fortement contestés par l'évêque, demandaient une sérieuse compensation. Aussi l'abbé de Saint-Antoine s'engagea-t-il, à titre de plus-value, à payer annuellement et perpétuellement à l'évêque, en son hôtel de Die, une pension de 30 sétiers de froment (*frumenti*) et 30 sétiers de gros blé (*bladi*), hypothéqués sur les biens de l'ordre. L'acte, reçu par Marcel Pigne, notaire de Die, fut scellé du sceau de l'évêque et de celui de l'abbé, ratifié par les chapitres de Die et de Saint-Antoine, et souscrit par Isoard d'Aix, prévôt, et Pierre Chipre (*Chipri*), sacristain de Die. (1) Dès lors, les religieux quittèrent définitivement Saint-Martin ; mais ils continuèrent à posséder leur prieuré de Vassieux.

Ce dernier, à en juger par les 15 livres auxquelles il est taxé dans un pouillé de la décime papale rédigé vers 1375, avait une certaine importance. Il resta uni à la commanderie de Sainte-Croix, et à la présentation du commandeur jusqu'au 17^me siècle. Il était possédé en 1403 par frère Jacques Bolhe, en 1548 et 1551 par frère Mathieu Chaleón, en 1576 par frère Gaspard de Mazel. Ses revenus consistaient dans la dîme du lieu ; quelques censes et droits de directe, dont le terrier fut renouvelé en 1498 par Robert Romey, notaire du Vercors ; quelques fonds ; un moulin apensionné en 1548 pour le prix de 5 florins et

(1) Arch. cit., fonds de Sainte-Croix et de Saint-Martin-en-V. ; — Aym. FALCO, op. cit., f. lxxix r^o ; — COLUMBI, *Opusc. var.*, p. 312-3.

50 livres de fromage par an ; enfin le casuel. Ses charges consistaient dans le service paroissial, l'entretien du chœur et d'une partie du mobilier de l'église, la part des pauvres sur la dîme, divers impôts ecclésiastiques et civils, les droits de procuration et de visite (4 florins par an en 1450), et une cense annuelle de 4 livres en faveur de l'évêque reconnue en 1403. Quant au service paroissial, il fut fait par les prieurs eux-mêmes jusqu'à la fin du 15^{me} siècle, mais confié depuis lors à des prêtres séculiers à l'institution de l'évêque et qualifiés de curés. Ceux-ci reçurent pour cela une pension avec le casuel, mais furent chargés d'acquitter la *procuration* et la pension de 4 sols à l'évêque. C'est ainsi que Mathieu Troussel, curé, reconnut cette dernière à Gaspard de Tournon, en 1511. (1)

A Saint-Martin, où l'évêque avait succédé en 1305 aux religieux de Sainte-Croix, le prélat fut décimateur unique et collateur de la cure. Parmi les charges ordinaires qui lui incombait à raison de ce bénéfice, il faut avant tout compter la pension annuelle faite au curé séculier qui avait remplacé les religieux dans le service paroissial dès 1305, et devait en 1450 quatre florins pour la *procuration*. Les 20 livres de décime papale auxquelles ce curé est taxé vers 1375 supposent un revenu considérable, que les visites de 1509 n'évaluent cependant qu'à 80 florins par an. Ceux-ci provenaient de la pension, de

(1) Arch. cit., fonds de Sainte-Croix et de l'évêché de Die; — Minutes de M^e Combe, not^e à Saint-Martin-en-V., reg. n^o 47, f. lxi, et protoc. Billerey de 1755-9, f. 407-8; — Ul. CHEVALIER, *Polypt. diens.*, n^o 119.

quelques fonds attachés à la cure, peut-être aussi du casuel (1).

A Saint-Julien-en-Vercors, où l'évêque succéda aux mêmes religieux en 1304, le prélat avait les $\frac{2}{3}$ de la dîme et la collation absolue de la cure. Le curé ne devait que 9 livres de décime au pape vers 1375, et 2 florins $\frac{1}{2}$ de procuration en 1450 ; il avait cependant en 1509 un revenu de 60 florins, composé en partie de son tiers de dîme. Des actes de 1561 lui attribuent des censes sur immeubles, notamment sur « le molin vieulx » soit « molinas » où « souloit estre le molin du curé dud. S. Julhien. » (2)

L'église et le chef-lieu de la paroisse de la *Bâtie de l'Orme* ou de *Vercors*, était d'abord au village de ce nom, qui couvrait les flancs est et sud-est du rocher appelé encore *Belle-Bâtie*. Mais les conditions politiques, militaires et sociales ayant changé, comme nous l'expliquerons plus loin, l'agglomération de maisons de la Bâtie se transporta peu à peu autour d'une chapelle construite à 800 pas au couchant du rocher. Cette chapelle donna son nom à l'agglomération et finit par devenir le centre paroissial et l'église paroissiale. Le pouillé de décime papale rédigé vers 1375 mentionne encore le *chapelain* ou curé de la *Bâtie de Vercors*. Mais un acte de 1399 nous montre déjà l'église de la *Chapelle* environnée de quelques maisons, notamment d'une *maison de la confrérie du*

(1) Arch. cit., fonds de Die ; — Ul. CHEVALIER, *Polypt.* cit., n° 154 ; — Minutes cit., *passim*.

(2) Arch. et fonds cit. ; — Ul. CHEVALIER, op. cit., n° 148 ; — Minutes cit., reg. coté n° 150, f. ccxvii-xx.

Saint-Esprit, dans laquelle fut fait cet acte ; du reste, après avoir parlé une fois de la *paroisse de la Bâtie de Vercors*, il parle dix-huit fois de la *paroisse de la Chapelle*. Donc, quand les actes du 15^e siècle mentionnent le *curé* ou la *paroisse de la Bâtie de Vercors*, cela ne prouve pas que le service paroissial fût encore au village de la Bâtie. Au surplus, nous trouvons en 1488 Etienne Masse, curé de la Chapelle-en-Vercors avec Jean Breyton pour vicaire ; et nous voyons Pierre de Primeley, proto notaire apostolique, prendre en 1505 possession de l'archiprêtre de Crest et de la cure de *Notre-Dame de la Chapelle-en-Vercors*, puis l'évêque visiter en 1509 l'église de *Notre-Dame de la Chapelle-en-Vercors*, alors *paroissiale* et à la collation de l'évêque.

Ce dernier y jouissait de la moitié des dîmes et d'une pension annuelle de 6 livres de cire sur la cure, pension reconnue en 1403 par M^e Jean Davier, et en 1512 par M^e Jean Rey, curé du lieu.

Le curé est taxé à 13 liv. 10 sols de décime papale vers 1375, et à 4 florins de *procuration*. On lui trouve plus tard la moitié des dîmes, quelques fonds, avec son casuel. De plus, en 1540, Louis Reynard, dénombrant devant le visénéchal de Crest, déclare posséder, à cause de sa cure « de la Chapelle-en-Vercors, en censes directes, 20 sols 7 deniers, 3 émines seigle, 6 coupes froment mesure de Vercors, et 1 poule. »

Toutefois, dès 1399, le prieuré de Saint-Jean-en-Royans, dépendance de l'abbaye de Montmajour, avait de temps immémorial la dîme des blés et des légumes sur quelques fonds situés tant à la Chapelle qu'à Saint-Agnan,

vers le chemin conduisant de la Bâtie à ce dernier lieu. En 1755, cette dîme était encore affermée 50 livres l'an par les Minimes, alors prieurs de Saint-Jean. (1)

A Saint-Agnan, paroisse bien antérieure à 1318, date du premier acte qui nous en parle expressément, l'évêque avait dès 1509 la collation de la cure, et dès 1550 la moitié de la dîme, perçue par indivis avec l'autre moitié, qui appartenait au curé. Le prélat y avait encore une pension annuelle de 6 livres cire et 1 sol d'argent due par le curé, et reconnue en 1410 par M^e Etienne Brête et en 1512 par M^e Louis Châtillon.

Ce curé, taxé à 13 livres 10 sols de décime papale au 14^{me} siècle, avait en 1509 un revenu de 200 florins, provenant de quelques fonds et de la moitié des dîmes.

Rousset avait aux 12^{me} et 13^{me} siècles une importance qu'il perdit au 14^{me}. Il formait encore en 1318 une paroisse distincte de celle de Saint-Agnan, et sous le vocable de Saint-Alexis (*parrochia Sancti Alexii de Rivosico*). Son église était certainement dans l'ancien village, alors environné de forts remparts et muni de tours. Mais la désertion de ce village, peut-être hâtée par quelque désastre, fit disparaître le service paroissial et amena l'adjonction de la paroisse et du bénéfice à la paroisse et au bénéfice de Saint-Agnan. En 1735, on voyait encore « à S'-Alexis » les ruines de l'ancienne « église ou chapele » ; à gauche en entrant, était « une cuvette de pierre percée

(1) Arch. de la Drôme, fonds de Die et de Saint-Jean-en-Royans ; — *Invent. de la Chambre des Comptes* ; — *Minutes cit., passim* ; — COLUMBI, *op. cit.*, p. 126-7 ; — CHEVALIER, *Polypt. diens.*, n° 147 ; — LACROIX, *Invent. des arch. de la Drôme*, E, 2557.

au fonds, » qui paraissait « avoir servi autrefois de fonds baptismaux. » (2) Cette chapelle fut relevée plus tard, apparemment en 1780, date gravée sur l'arc de la porte d'entrée. Elle est encore le terme d'un pèlerinage le jour de Saint-Alexis.

Nous verrons rétablir plus tard la paroisse, avec une église construite au hameau des Bastets, devenu le nouveau village.

Pendant que les paroisses dont nous venons de parler servaient Dieu en paix, les sectaires Vaudois déchiraient cruellement en plusieurs localités le sein de l'église leur mère. Les diocèses de Die et de Valence ne furent pas exempts des maux causés par ces précurseurs de l'hérésie de Luther. On sait que beaucoup d'entre eux cherchèrent, aux 14^{me} et 15^{me} siècles, dans les montagnes du Dauphiné, un refuge contre les mesures de rigueur prises à leur égard. La proximité du Vercors avec les lieux indiqués par les historiens comme ayant servi de repaire à ces sectaires, nous ferait presque penser que le Vercors lui-même en cacha plusieurs. Mais le pouvoir temporel qu'y exerçaient les évêques, ennemis nés de l'hérésie, ne dut guère encourager les Vaudois à y chercher un abri, encore moins à y quêter des prosélytes. Et alors sans doute les habitants du Vercors durent à la protection vigilante des prélats d'être préservés du contact de la secte, comme ils allaient leur devoir plus tard, non la préservation, mais la délivrance complète d'un fléau analogue et encore plus terrible, du protestantisme.

(2) Arch. cit., fonds cit. et du Vercors ; — Minutes cit., *passim* ; — Ul. CHEVALIER, op. cit., n° 152.

En effet, vers 1560 commence pour le Dauphiné presque entier une ère de guerres à la fois civiles et religieuses, de désastres aussi horribles qu'interminables. La révolte de Luther avait allumé en Allemagne un incendie qui se propagea avec une effrayante rapidité dans notre chère France, et dont le Dauphiné surtout fut un triste théâtre. Venons-en tout de suite à ce qui touche de plus près au Vercors.

Donc, vers mai 1562, la ville de Die, effrayée des menaces des chefs protestants et entraînée par des hommes passionnés, se faisait protestante en masse. Le couvent des Dominicains y était démoli jusqu'aux fondements, et tous leurs titres brûlés. Les Cordeliers n'y furent pas mieux traités. Plusieurs religieux furent jetés dans un puits, où leurs ossements sont restés plus d'un siècle ; d'autres trouvèrent le martyre en d'autres supplices ; ceux qui purent s'échapper se réfugièrent en divers lieux, notamment « dans la vallée de Vercors. » La présence de ces réfugiés au Vercors « était attestée, dit M^r Long, par « leurs noms inscrits aux registres des naissances et des « décès du village de Vassieux. » (1)

Il faut bénir Dieu de l'abri qu'il donna dans le Vercors à de saints religieux. Mais il n'est malheureusement pas possible de suivre l'historien que nous venons de citer, quand il ajoute que dans le Vercors « la religion catholique, quoique entourée de tous côtés par les protestants de Trièves et de Quint, s'est toujours conservée intacte ; » que Lesdiguières « trouva peu de partisans dans une po-

(1) LONG, *La Réforme et les guerres de relig. en Dauph.*, p. 52 ; — NADAL, *Essai sur les orig. monast. : Franciscains*, p. 29 ; *Dominicains*, p. 45.

« pulation très-opposée au protestantisme ; que celle-ci « a toujours persisté dans la croyance catholique, » et que ce fut *par la terreur* seulement que Lesdiguières établit dans la vallée une église protestante. (2) Des renseignements inédits sur cette question qui nous sont parvenus s'accordent, il est vrai, avec M^r Long, à montrer la population du Vercors moins empressée que d'autres à se jeter dans l'hérésie luthérienne. Mais ils prouvent péremptoirement que là comme ailleurs un trop grand nombre se laissa entraîner par les agréments trompeurs, par les facilités que la nouvelle doctrine offrait au cœur humain ; et que la bourgeoisie, encore plus sensible que les pauvres paysans aux appâts séduisants d'une religion si commode, ne fut pas la dernière à s'y enrôler. Ils nous montrent les ruines des édifices religieux, l'épuisement des finances municipales et la profonde misère des particuliers, fruits de la guerre dans l'ordre matériel, complétant le sinistre tableau des ravages de l'hérésie dans les âmes. Qu'on en juge par le récit suivant, appuyé, pour la plus grande partie du moins, sur des documents originaux, sur des actes du temps.

(A continuer.)

L'ABBÉ FILLET.

(2) LONG, op. cit., pp. 52 et 117.

ANDRÉ DE LAFÀÏSSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

SUITE. — Voir la 68^e livraison.

On manque de détails sur l'histoire des premières années d'André, le plus jeune des fils de Jean : On dit seulement dans le *livre de Raison*, que son père le destina aux affaires, c'est-à-dire au commerce, et qu'il le plaça à Nîmes, où il resta peu de temps. Il s'engagea à dix-sept ans, en 1638, dans le régiment de Suze, et dans la compagnie « commandée par le s^r de Mauchastel de Pampellonne, (1) son parent. » Il fit quelques campagnes dans les chevau-légers, corps d'élite de la maison du roi comme les gardes et les mousquetaires ; (2) Il passa ensuite comme

(1) D'après l'*Armorial du Languedoc*, t. 1, p. 252, le s^r de Montchastel était frère de Jacques de Guion ou de Guyon de Geys, seigneur de Pampellonne, marié en 1652 avec Claire-Henriette de Barjac de Pierregourde.

(2) Sous Louis XIV, pour être admis dans les chevau-légers, il fallait faire preuve de cent ans de noblesse. Pour les troupes composant la maison du roi, voir le marquis de Belleval, *Nos pères*, etc. 1879, p. 195.

capitaine dans le régiment d'infanterie de Saint-Paul, et lorsqu'on reforma ce corps, il se retira à Aubenas, où il était né.

Cependant il fit plusieurs voyages à Paris pour solliciter un emploi. Il s'y trouvait en 1646, époque à laquelle Jacques de Launai, qualifié alors de baron d'Antraigues, et de seigneur de la Champ, était prisonnier à la Bastille. Il contribua beaucoup par son zèle, son intelligence et son dévouement, à obtenir la liberté de son compatriote, qui lui en conserva toujours, ainsi que ses fils, une vive reconnaissance, et il exista entre eux de fréquentes et cordiales relations.

Il y avait plusieurs familles appelées d'Entraigues, d'Entragues et d'Antraigues. Ces noms étaient empruntés à des localités situées entre deux cours d'eaux. Abstraction faite des anciens seigneurs d'Entraigues, du Vivarais, éteints depuis plus de quatre siècles, on peut citer les d'Entraigues, seigneur du Pin et de Cabane, originaires du Rouergue, d'après M. Borel d'Hauterive, mais établis depuis plusieurs siècles à Cavillargues, près d'Uzès et encore existants ; (1) la famille de Balzac d'Entraigues, de l'Auvergne, à laquelle appartenait la marquise de Verneuil, maîtresse d'Henri IV, la famille des Cremaux, barons d'Entragues, du Lyonnais, qui a produit l'abbé d'Entragues, dont le duc de Saint-Simon (2) fait un si plaisant portrait ; et enfin les Montvalat, comtes d'Entraygues (Aveyron) ; parmi ces derniers se trouvait Hyacinthe d'Entraygues, colonel, tué à Crémone en 1702, et que Saint-Simon (t. II, p. 343 et 345) désigne à tort sous le nom de d'Entragues. gentilhomme du Dauphiné.

(1) *Annuaire de la noblesse*, 1853, p. 218.

(2) *Mémoires*, édition Chéruel, t. XI, p. 232.



Le titre de baron d'Entraigues (Vaucluse) a été porté aussi dans le XVII^e siècle par les ducs de Montmorency.

La famille d'Antraigues, qui nous occupe, s'appelait primitivement de Launai; comme il en sera souvent question, et que, de plus, elle occupait une haute position en Vivarais dans les XVII^e et XVIII^e siècles, il est opportun de donner sur son origine et sur les membres qui l'ont composée, des détails inédits en très grande partie. On ne trouve sa généalogie dans aucun nobililire, sauf dans l'*Amorial du Languedoc*, (t. 1, p. 317,) qui lui consacre à peine une demie page.

Son nom était emprunté à celui du bourg d'Entraigues, près du Volcan d'Ayzac et de Vals-les-Bains, situé sur la pointe d'un gigantesque rocher de basaltes dont la base est rongée et déchirée par trois torrents impétueux. Par suite d'une anomalie ou d'une bizarrerie orthographique, le nom de la famille s'écrit d'Antraigues, contrairement à l'étymologie, et pour la différencier peut-être des d'Entraigues d'Uzès.

D'après les manuscrits laissés par M. Deydier, et dont M. Frédéric Combier, d'Aubenas, son gendre, a eu l'extrême obligeance de m'envoyer un extrait, les de Launai, qui adoptèrent de bonne heure le protestantisme, étaient des parvenus de la finance; ils avaient fait leur fortune dans l'exploitation des fermes et des gabelles du roi, et en ouvrant leur bourse aux principaux seigneurs du pays, ils se créèrent des protecteurs puissants.

Les actes produits par Trophime II, comte d'Antraigues lorsqu'il obtint, en 1670, un jugement de maintenue de noblesse, ne remontaient pas, et pour cause sans doute, à une époque reculée. Le plus ancien est le contrat de mariage, d'Antoine de Launai, fils de Louis; il est qualifié de

seigneur de Picheron, (1) Lini ou Ligny et Tully ou Lully suivant les divers actes produits par Trophime. Il épousa le 20 novembre 1550, à Villiers-Saint-Benoît, diocèse de Sens, élection de Joigny, Jeanne de Fay-Colonne, dénommée dans d'autres actes de Fey-Colonne, fille de François, seigneur de Pacy.

Lorsque le comte d'Antraigues, député de la noblesse aux Etats-Généraux, assassiné à Londres en 1812, voulut faire, en 1776, ses preuves de noblesse de 1399 pour être admis à jouir des honneurs de la cour et à monter dans les carrosses du roi il chercha vainement à se rattacher à une famille de Launoy de la Boissière, de l'Ile-de-France, connue depuis 1344, dont il ne portait ni le nom, ni les armes, et qui s'est éteinte en 1649. Il ajoutait que Louis de Launoy, seigneur de Mollinons, gouverneur de Saint-Dizier, avait eu de sa seconde femme, Edmée de Monceau, un fils appelé Antoine, marié, comme on l'a vu, en 1550.

Mais il existe au cabinet des titres de la bibliothèque nationale à Paris, un volumineux dossier dont M. le docteur Mazon (2), qui a publié sur le Vivarais tant d'ouvrages intéressants, et M. de Rivoire de la Bâtie, auteur de l'*Armorial du Dauphiné*, ont eu l'extrême obligeance de m'envoyer des extraits.

(1) D'après M. Mazon, il y a dans la commune de Mazan, canton de Montpezat, une localité appelée Picheron ; les deux autres fiefs sont inconnus et n'ont peut-être jamais existé.

(2) M. Mazon m'a fait remarquer que le mot *Faisse* s'applique surtout aux petites terres longues et étroites, disposées en gradins ou terrasses, sur la pente des montagnes, et qui sont si communes en Vivarais.

C'est par suite d'une faute d'impression, que dans la note relative à l'étymologie du mot *Faisse*, on a mis *Faij*, les *Faij*, au lieu de *Fay* les *Fays*.

Or il résulte d'un rapport fait en 1776, très probablement par Chérin, que la prétention des de Launai de se rattacher aux de Launoy, seigneur de la Boissière et de Mollinons, n'était pas fondée, et que le contrat de mariage de 1550, relatif à Antoine, et plusieurs autres actes le concernant ne méritaient aucune confiance. Antoine testa en 1573, laissant Henri, mort sans postérité, Louise, et :

Trophime I^{er} de Launai, seigneur de Picheron, gentilhomme de la maison du roi de Navarre (Henri IV) en 1580 ; bailli du Gévaudan en 1591 ; gouverneur de Marvéjols et de Chirac. Il épousa, le 29 mai 1601, à Marvéjols, en présence du baron de Peyres, chevalier de l'ordre du roi, Marie de Cayres, qui lui apporta plus tard la coseigneurie d'Entraigues⁽¹⁾ et le château de la Bastide. Elle était veuve de Samuel de Beaumanoir, seigneur de Gazon, dont elle avait une fille : elle-même, était fille d'Antoine de Cayres, ⁽²⁾ coseigneur d'Entraigues, et de Marie de Quellenc (?) dame de Peyres.

(1) D'après les manuscrits de M. Deydier, les deux autres tiers de la coseigneurie appartenaient aux familles d'Ucel ou d'Ussel et de Goys. Cette dernière possédait le château d'Entraigues, dont il ne reste plus qu'une haute tour, convertie en clocher, et les d'Ucel étaient propriétaires du château de Craux, bâti sur le cratère d'un volcan, et appartenant depuis plus d'un siècle à la famille Sauzet de Fabrias.

(2) Le nom de Cayres est celui d'un bourg situé près du Puy, dont cette famille paraît avoir possédé la seigneurie. Bertrand de Cayres, qui s'appropriait les revenus ecclésiastiques de son voisinage, aidé par quelques gentilshommes, assassina, en 1229, l'évêque du Puy. De lui sont issus Godefroy de Cayres, qui épousa, vers 1310, Guantia de Retourtour ; Hugonin, qui vivait en 1420 ; Albert, marié vers 1440, avec Catherine de l'Estrange ; il est qualifié de coseigneur d'Entraigues, fief qui avait appartenu à une famille d'Entraigues,

Plusieurs membres de cette famille étaient de véritables forbans à l'époque du mariage de Trophime I^{er} de Launai. Les auteurs de l'*Histoire du Languedoc*, t. V, p. 497, s'expriment ainsi : « En 1604, quoique la paix eût été rétablie, il restait encore plusieurs troupes de bandits qui exerçaient diverses hostilités dans la province. De ce nombre furent les trois fils du baron d'Entraigues, qui volaient sur les grands chemins, et dont le père fut condamné aux galères pour ses crimes. Le Parlement de Toulouse, ayant fait le procès des trois frères, les condamna, le 2 octobre 1605, à perdre la tête, ce qui fut exécuté. La même Cour condamna encore au dernier supplice plusieurs autres gentilshommes de la province, qui exerçaient des brigandages. »

Par suite de ces circonstances, Marie de Cayres apporta à son mari des biens considérables : celui-ci testa à Marvejols, le 10 juillet 1637, et laissa trois enfants, savoir : un fils, appelé de la Champ, décapité, en 1632, au Pont-Saint-Esprit, pour avoir pris part aux mouvements du

connue depuis 1200, et dont il avait probablement hérité. Antoine de Cayres, baron d'Entraigues, épousa Claire de Montboissier-Canillac ; sa fille Gabrielle se maria vers 1510, avec Jean de Vogué.

A la même famille appartenait encore Antoine, Jeanne, mariée vers 1570, à Rostaing de Beaumont et dont le fils, Joachim, fut connu sous le nom du *Brave Brison* ; Louis, seigneur d'Entraigues et d'Hauterives, baron des Etats du Languedoc, fixé à Beaucaire, marié, vers 1610, à Magdeleine, fille de Rostaing d'Ancezune, et dont la fille, nommée aussi Magdeleine, apporta les biens de sa branche à Marc de Calvières, qu'elle épousa en 1646. (Pithon-Curt, t. I, p. 53 ; t. III, p. 100 ; t. IV, p. 156, 421, *Armorial du Languedoc*, t. I, p. 157, et *Annuaire*, première année, p. 28 et 91 ; d'Hozier, *Armorial*, t. I, p. 654, etc.)

Vivarais, lors de la conspiration du duc de Montmorency; Jeanne, mariée à Charles de Faret, seigneur de Fournès et de Saint-Privat, près de Nîmes, et :

Jacques de Launai, qualifié de baron et plus tard de comte d'Antraigues, seigneur de la Champ, de la Bastide, Asprejoc ou Asperjoc, Saint-Latgier ou Saint-Léger et Chirac : il fut gentilhomme de la chambre de Louis XIII, bailli du Gévaudan et gouverneur de Marvejols et de Chirac, en remplacement de son père. En 1635, il fit pour son coup d'essai, comme capitaine de cheveau-légers, une action mémorable, dit sa généalogie; à la tête de sa compagnie et de celle du s^r de Romainville, il tailla en pièces onze cornettes ou compagnies de cavalerie qui ravageaient le pays; elles faisaient partie de l'armée du général autrichien Galas, qui avait envahi le nord-est de la France.

Jacques fut nommé maréchal de camp en 1647, et c'est lui que je présente, peut-être trop longuement au lecteur. Il épousa, le 23 décembre 1635, Philiberte d'Arpajon, fille de Samuel, appartenant à une des premières familles du Rouergue, issue des anciens comtes de Rodez, descendants des vicomtes de Rouergue, établis par Charlemagne, et d'Éléonore de Combret, fille elle-même de Marie de Crussol d'Uzès. Philiberte était cousine germaine de Louis d'Arpajon, nommé duc et pair en 1650, ministre d'État en 1653; c'était un des protecteurs de Jacques de Launai.

Les armoiries de ce dernier étaient : d'or au lion de gueules, armé, lampassé et couronné de sable, à une bordure d'hermine, et au chef d'azur, chargé de trois fleurs de lis d'or. Sur le cachet de beaucoup de lettres adressées par Jacques à Lafàisse, ses armes étaient placées sur le tout de celles des d'Arpajon, pour rappeler cette grande alliance. Il fit du château de la Bastide, situé près d'Ayzac

et à une lieue environ, au couchant d'Entraigues, sa principale résidence. Il se plaisait, ainsi que ses descendants, à embellir une demeure seigneuriale placée dans un lieu très-pittoresque.

Mais le sang des de Cayres, qui circulait dans les veines de cette famille nouvellement arrivée, lui avait transmis le caractère tyrannique et tracassier de ces anciens forbans. D'après M. Mazon, Jacques parquait ses vassaux dans la cour de son château, et leur imposait des traités annulant ou modifiant l'arrêt du Parlement de Toulouse, rendu en leur faveur en 1639; c'est ce qui eut lieu en 1641, 1644 et 1650.

M. Vaschalde (1) raconte, d'après le Dr Tourrette, que l'expression « méchant comme Jacques de Launai » était proverbiale dans le pays, et que Jacques-Alexandre, seigneur de Pervérage (?), le cinquième des fils de Jacques, dur et méchant envers ses vassaux, fut assassiné en 1703.

Assurés de l'impunité par la faiblesse du Pouvoir et par les désordres qui éclataient de tous côtés, les vassaux du comte, qui avaient subi le joug jusqu'à la Révolution, se vengèrent des souffrances du passé. Ils pillèrent et brûlèrent, en 1792, ses deux châteaux de la Bastide et de Laulagnet, près de Jaujac. Les idées libérales et les écrits philanthropiques du comte d'Entraigues, député aux États généraux, qui, dit-on, n'étaient pas toujours en harmonie avec ses actes, ne les préservèrent pas d'une destruction complète.

(1) *Bulletin de la Société d'agriculture de l'Ardèche*, 1882, p 109. Cet article qui contient beaucoup de détails intéressants sur le comte d'Entraigues, député aux États généraux, et sur divers membres de sa famille, est en partie emprunté à l'ouvrage publié par E. de Goncourt, dans le journal *le Globe*, en 1879, et, depuis, édité en volume sous le titre suivant : *La saint-Huberty et l'Opéra au dix-huitième siècle*.

Jacques eut onze enfants de Philiberte d'Arpajon et testa en 1664 en faveur de Trophime II, son fils aîné : je terminerai, à la date de 1674, la notice qui concerne cette famille, et je me hâte de revenir à Jacques, qui était à la Bastille en 1646.

Sa détention semble se rattacher aux troubles qui eurent lieu en 1644 et en 1645, dans plusieurs provinces, à l'occasion d'impôts toujours nouveaux dont on accablait le peuple, et que le Parlement de Paris et les États provinciaux faisaient tous leurs efforts pour repousser ou amoindrir. Ils se plaignaient en outre du pouvoir que s'arrogeaient les intendants et des tentatives de certains évêques qui voulaient profiter de la minorité du roi pour recouvrer leurs anciens droits.

Les États du Languedoc refusèrent trois ans de suite (1644-1646) les subsides qu'on réclamait d'eux. Le peuple de Montpellier s'était soulevé et avait massacré plusieurs collecteurs d'impôts. Le maréchal du Plessis-Praslin, qui y fut envoyé pour châtier les mutins et présider les États, finit par obtenir le *don gratuit* annuel de trois millions réclamé par le roi, et qui méritait si peu son nom. (1) D'Antraigues était en outre protestant zélé, et ses démêlés avec l'évêque de Mende durent contribuer à sa disgrâce. Peut-être lui reprochait-on aussi de n'avoir pas agi assez vigoureusement contre les fauteurs de désordres.

Voici les pièces relatives à sa détention : la langue française ayant, à cette époque, perdu en partie sa forme archaïque, j'ai cru devoir faire disparaître des documents que je reproduirai les fautes qu'on y rencontre, et adopter

(1) H. Martin, *Histoire de France*. t. XII, p. 201 et 273 ; — de la Hodé, *Histoire de Louis XIV*, 1740, 6 vol, in-4°.

l'orthographe moderne. Je ferai cependant exception pour les lettres écrites par l'académicien Conrart.

Supplique au roi. (1646)

« Il y a deux mois passés qu'arrivant en votre Cour, je fus aussitôt arrêté par un exempt de vos gardes (1) et conduit à la Bastille, sans qu'il soit permis à mes amis de m'approcher, ni que je puisse être interrogé sur le sujet de ma détention..... J'exposerai seulement mes dernières actions relatives aux séditions qui eurent lieu l'année passée, dans le Gévaudan, et à la tenue des États convoqués cette année....., M. de la Vrillière, (2) par les ordres duquel j'ai agi, ne me dénierait pas le témoignage d'approbation qu'il lui a plu de me donner par diverses lettres..... Comme je n'ai épargné ni mes biens, ni ma vie dans une affaire importante, il me suffira de rapporter les procès-verbaux par suite desquels la chambre séant à Castres a procédé contre les coupables que je leur ai remis. »

« En ce qui concerne l'assemblée convoquée par l'évêque de Mende, je n'exposerai à mes calomniateurs que les actes ci attachés, (3) par où Votre Majesté connaîtra que je n'ai nullement manqué à ma charge de bailli du Gévaudan, de laquelle je me serais rendu indigne, si j'en eusse usé autrement, puisqu'il s'agissait de la conservation de ses droits, contre ceux qui les voulaient usurper. J'étais

(1) Les *exempts* des gardes du corps avaient rang de capitaines de cavalerie ; en cette qualité, ils étaient *exempts* des corvées ; de là leur nom.

(2) Il appartenait à la famille Phélypeaux, de Paris, éteinte à la fin du XVIII^e siècle : elle compte un grand nombre d'hommes distingués, connus sous les noms de la Vrillière, Pontchartrain, Saint-Florentin, Maurepas, etc.

(3) La copie de ces actes n'est plus jointe à celle de la supplique.

venu à Paris en partie pour en informer Votre Majesté, etc. »

Le 19 septembre 1646, d'Antraigues adressa à Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, la supplique suivante :

« Le maréchal de Schomberg, (2) préoccupé des calomnies de mes ennemis, a été mon accusateur. Désabusé maintenant de ses fausses impressions, il s'est employé à ma justification, au point de faire résoudre (opérer) mon élargissement sous le bon plaisir de V. A. R. » (3)

« Je consens à passer ici le reste de mes jours, si le moindre crime peut m'être imputé ; aussi ne m'a-t-on pas envoyé des commissaires que j'ai si souvent demandés. Bref, pour n'avoir épargné ni mon bien, ni ma vie, à réprimer les émotions populaires survenues en Gévaudan, en être heureusement venu à bout et avoir fait ma charge avec probité, je suis indignement traité, et ne m'attends à être arraché de mes fers que par la main de Votre Altesse royale. »

Deux notes adressées à la même époque par d'Antraigues à Lafaïsse sont ainsi conçues : « il distribuera mes lettres et verra M. de la Vrillière ; il lui déduira ce qui s'est passé dans le Gévaudan, touchant les émotions populaires survenues à Marvejols, dont il présentera les procès-

(2) Charles de Schomberg, duc d'Halluin et maréchal : en 1632, il succéda à son père comme gouverneur du Languedoc. Il n'eut pas d'enfant de Marie de Hautefort, la chaste amie de Louis XIII, qu'il épousa en 1646. Gaspard, son grand-père, né en Saxe en 1540, était entré au service de France. Pour l'histoire de cette famille, voir : le duc de Saint-Simon, *Notes*, 1883, t. II, p. 33, 214.

(3) Le duc d'Orléans fut nommé, en 1644, gouverneur du Languedoc, dont le maréchal de Schomberg ne fut plus que lieutenant général.

verbaux, qui justifieront de mes soins. Le second article est pour la tenue des États à Marvejols, que l'évêque de Mende veut faire passer pour un crime et monopole. Il touchera adroitement à quelle fin Mgr de Mende voulait les tenir en son château de Chanac, et passera, de là, à ses violences, lui donnant à entendre que le seul objet de ma députation était de porter les plaintes de cette communauté injustement opprimée par l'évêque. Vous parlerez des attentats, exactions et cruautés intolérables qui mettent ce pauvre peuple à l'extrémité, et vous demanderez à M. de Noailles s'il trouve à propos que vous remettiez ma lettre à Son Éminence le cardinal Mazarin. »

« Les actes que M. de la Vrillière vous a demandés et qu'il pouvait avoir vus depuis longtemps, s'il eut voulu me rendre justice, sont un nouvel artifice pour nous accrocher et nous jeter dans la longueur. Nous ne l'éprouverons que trop, s'il retourne à Fontainebleau, sans expédier la lettre de cachet pour ma sortie. Au reste, l'évêque de Mende est maintenant paisible dans sa ville, et M. de la Grange, mon beau-frère, en est sorti par l'ordre de M. Balthazar, auquel ayant ponctuellement satisfait, le maréchal ne saurait avoir aucun prétexte contre moi de ce côté. »

Les lettres suivantes, adressées par d'Antraigues à La-faïsse, auquel il donne des instructions détaillées sur la conduite qu'il doit tenir, nous font voir tous les moyens politiques employés par les grands personnages de cette époque.

« Le 7 août 1646, ne vous voyant plus assuré de la présence du maréchal de la Force, (1) je me doute que le

(1) Jacques Nompar de Caumont, duc de la Force, maréchal, mort en 1652 ; ses *Mémoires* ont été imprimés en 1843.

maréchal de Schomberg trouvera quelque mauvaise dé faite et nous fera faux bond. Ne vous rebutez pas et ne cessez de lui rabattre la parole qu'il a donnée au maréchal de la Force et même au comte du Roure. (1) Faites-lui comprendre adroitement que des personnes très-puissantes m'ont offert leur protection à laquelle je n'ai pas voulu penser, puisqu'il m'avait assuré de la sienne. Il connaît mieux que tout autre mes déportements, (2) qui sont sans reproche. Il touche à sa bonté que je ne sois pas plus longtemps détenu. Dites-lui que vous savez bien quels seront mes attachements à son service, dont il pourra faire capital, en toute occasion, s'il me procure ma liberté, qui ne m'a été ôtée que par pure calomnie de mes ennemis et envieux. »

« Vous entretiendrez en pareils termes M. de Char-moys (3) qui fait semblant d'être de mes amis, et le prierez d'en parler à son maître; mais quand vous reconnaîtrez fourbe (fourberie) entière en tous deux, dissimulez et sau-vez les apparences, car il ne servirait à rien d'éclater. Consultez le président de la Motte ou notre avocat, sans user de précipitation. »

« En cas que M. de Moncla (4) veuille vous servir près

(1) Scipion de Grimoard de Beauvoir, comte du Roure, baron de Bannes, sénéchal du Vivarais et gouverneur de Montpellier; il épousa Jacqueline de Borne, veuve du marquis de la Fare.

(2) Conduite, manière de vivre.

(3) Martin de Charmoys, sieur de Lanzé (1605, 1661); il était se-crétaire du maréchal de Schomberg et fonda, avec le peintre Lebrun, le musée de peinture en 1648.

(4) Charles d'Arbalestier, seigneur de Montclar et de Beaufort (Drôme); il était protestant et colonel de 4000 légionnaires levés en 1640, pour le siège de Turin; il devint plus tard maréchal de camp :

de Son Éminence (Mazarin), il y peut beaucoup, même envers M. de Schomberg. Faites-lui comprendre que vous le tenez trop bon politique pour ne se pas faire des créations puissantes et considérables dans la province, afin d'y servir plus utilement son maître. Touchez-lui quelques mots de ma personne, de mes amis, et de l'alliance que vous croyez être parmi nous, sa femme n'ayant point de plus proche parent que moi du côté de son père. »

« Je vous envoie par Bérault des lettres dont vous pourrez vous servir, notamment pour Madame de Châtillon, (1) qui ne vous refusera pas ses assistances : elle peut beaucoup sur M. de Schomberg, mais plus encore sur la princesse (de Condé) qu'elle gouverne. Touchez-la par la considération de notre religion, où elle est fort zélée. »

Louis XIV le nomma commissaire en Dauphiné en 1661 (voir M. Rochas, *B. du D.*, t. I^{er}, p. 31). Plusieurs lettres écrites par lui à Lafâisse, en 1675. sont signées : Montolar, et cachetées avec les armes des d'Arbalestier. Il eut d'une femme, dont les généalogistes ne mentionnent pas le nom, trois fils : deux furent tués à la guerre, et le troisième mourut sans enfant. Un membre de sa famille, François-Régis d'Arbalestier, père de Louis-François-Régis, député de la Drôme en 1830, fut lâchement assassiné, le 29 juillet 1789, par les révolutionnaires du Pouzin auxquels il voulait démontrer que la prétendue invasion de dix mille savoyards, qui mettaient tout à feu et à sang dans les environs de Grenoble, devait être une fausse nouvelle.

(1) Élisabeth-Angélique de Montmorency-Bouteville, sœur de François-Henri de Montmorency, duc de Luxembourg et maréchal. Elle épousa, après avoir été enlevée, Gaspard IV, comte de Coligny, duc de Châtillon, lieutenant général, tué en 1649, à l'attaque de Charenton. Elle était proche parente de Marguerite de Montmorency, femme d'Henri de Bourbon, prince de Condé. Bussy-Rabutin raconte ses galanteries dans *l'Histoire amoureuse des Gaules*, 1857, t. I^{er}, p. 70.

« J'ai écrit aussi au maréchal de Bassompierre, (1) dont j'ai l'honneur d'être connu de longue main. Il est ennemi de l'évêque de Mende; marquez-lui le personnage pour auteur de ma détention. Après, selon ce qu'il vous répondra, vous agirez près de lui, pour vous servir de sa faveur auprès de Son Éminence et de MM. de Schomberg et de la Vrillière. »

« Je viens d'apprendre que le premier se pique de ce qu'on le presse d'agir en ma faveur avant d'avoir reçu réponse de Son Altesse royale (le duc d'Orléans) sur ce sujet; voilà déjà un mauvais signe, mais sur cette remise dont il vous paiera plus d'une fois, hors qu'il soit puissamment sollicité, vous lui pouvez répondre que vous savez fort bien qu'il ne tient qu'à lui que je sorte; que c'est son fait propre, ainsi que Son Altesse royale me le fit dire, avant son départ pour l'armée; qu'Elle n'entendait point empêcher mon élargissement; qu'Elle le favoriserait au contraire; enfin que vous êtes assuré que si vous eussiez fait les mêmes instances près du duc d'Orléans, je serais déjà dehors. »

« Si le maréchal de Schomberg s'opiniâtre à vouloir attendre la réponse de S. A. R. à laquelle il n'a peut-être pas écrit; s'il ne veut point agir après que vous l'en aurez fait prier de tous côtés, tâchez de retirer pour S. A. R. une autre lettre que vous vous chargerez de lui porter, mais essayez de la faire coucher en termes convenables, tant pour ma justification que pour mon élargissement,

(1) François, baron de Bassompierre, maréchal; il passa douze ans à la Bastille, pour avoir déplu à Richelieu, et mourut d'une attaque d'apoplexie le 12 octobre 1646. Il était célèbre par son luxe et par ses galanteries.

car je me méfie furieusement dudit seigneur, et je crois que sous main il me joue. »

Le 11 septembre 1646, d'Antraigues adressait à Lafâisse le billet suivant : « S. A. R. sera jeudi à Fontainebleau où la doit accompagner M. de Valon, (1) avec qui vous conférerez. Qu'il agisse près de son maître, où il dit avoir grand accès. Tout ce que vous observerez, c'est de ne plus vous payer de galimathias..... Souvenez-vous des discours que nous avons eus ensemble pour les débiter en temps et lieu. »

D'Antraigues écrivait le 13 septembre : « J'ai été visité par M. de Valon qui part demain pour Fontainebleau ; il m'a promis d'agir, tant près de S. A. R. et de son principal ministre que de M. de Schomberg. »

Et le 22 septembre, il ajoutait : « Je viens d'apprendre par votre lettre du 21 la découverte d'une fourbe (four-

(1) Antoine-François de la Baume, seigneur d'Uzer et de Tauriers, épousa, vers 1570, Jeanne de Borne qui lui apporta le fief de Vallon (Ardèche). Jean, son fils, qualifié de comte de Vallon, se maria avec Françoise de Montagut dont il eut deux fils, Christophe et François, morts sans postérité, et quatre filles. Un de ses fils fut chabmellan du duc d'Orléans ; c'est celui dont parle d'Antraigues.

L'aînée des filles, Marie-Marthe, épousa, en 1625, Antoine de Molin du Pont, seigneur du Pont-de-Mars, près de Saint-Agrève, d'où il était originaire, et lui apporta plus tard le comté de Vallon. François de Molin du Pont, comte de Vallon, fils d'Antoine, marié à Catherine de Castrevielle-Montvalat, écrivit, en 1672, plusieurs lettres à Lafâisse. Après la mort, sans enfant, de ses deux petits-fils, le comté de Vallon fut acquis, vers 1750, par Louis-Charles de Merle, baron de la Gorce, pour le prix de 152.000 livres. Voir M. Ollier de Marichard, *Bulletin de la Société de l'Ardèche*, 1882. Dans le XVII^e siècle, la forme du nom de *Marichard* était *Masrichard* (maison de Richard).

berie) dont je m'étais toujours douté ; je vous écrivis, ces jours passés, pour parler à M. de Pauliac, (1) que je tiens homme d'honneur, et qui ne participe pas aux malices de son maître, sur lequel il a beaucoup d'influence..... Essayez de ramener son esprit qui a au moins autant de faiblesse que de malice. Exagérez-lui la parole qu'il sait m'avoir portée sur laquelle j'aurais confié ma vie. Quand vous n'avanceriez rien de ce côté, c'est toujours un moyen de ne rompre pas, pour ne pas nous rendre entièrement contraire ledit seigneur, auquel vous remettrez la lettre du maréchal de la Force. »

« Puisque MM. d'Arpajon et de Valon y vont de bon pied, piquez-les de générosité jusqu'au bout..... Essayez si M. de Montcla (d'Arbalestier) a quelque bon mouvement en ma faveur pour agir près de Son Éminence ou de M. de Schomberg, qu'il faut amuser par de pareilles recommandations..... La solidité de votre jugement, avec l'ardeur qu'il vous plaît de porter à mes intérêts, vous feront profiter des occasions favorables..... »

« Le 4 octobre 1646, puisque vous avez encore les maréchaux de la Force et de Schomberg à Fontainebleau, il faut presser la conclusion de mon affaire. Dès que vous pourrez approcher notre bon protecteur, débitez-lui hardiment les pièces du donneur de paroles sans effet, afin qu'il ne s'y amuse plus et prenne les voies qui lui sont ouvertes pour que le démenti ne lui en demeure pas. Vous saurez de lui en quels termes il est demeuré avec cet

(1) A cette époque, il y avait dans le Toulousain une famille de Pauliac, mais comme il existe dix villes, bourgs ou villages appelés Pauilhac, Pauillac, Paulhac ou Pauliac, le nom dont se sert d'Antraigues paraît être celui d'un fief.

homme de bonne foi, et prenez plus expressément vos mesures..... »

« Le 28 octobre 1646, je n'ai pas manqué de faire presser notre homme par le maréchal de la Force ; il lui a promis que mardi prochain, il lui donnerait entière satisfaction ; il part demain pour Fontainebleau ; dès que vous le pourrez approcher, ne manquez pas de lui détailler toutes les fourbes (fourberies) qui nous ont été jouées, afin qu'il aille droit à la source, en cas que la dernière parole si expresse ne soit pas ponctuellement exécutée. Animez de telle sorte la ferveur de notre bon ange tutélaire, qu'il obtienne bientôt mon élargissement, dont S. A. R. peut, à toute heure, faire expédier l'ordre, puisqu'il a été résolu au conseil d'en haut et n'est retardé que par la seule malice de mes persécuteurs. »

« M. de Valon (de la Baume) vous veut pour témoin de ses vigoureuses sollicitations ; il faut parler hautement de l'injustice et oppression que je souffre..... Vous savez quelle a été mon instance à demander des commissaires, et le refus qui m'en a été fait. Si cette fois le maréchal de Schomberg n'achève à point nommé notre affaire, comme il doit aller à Metz le mois prochain ; S. A. R. du côté de Blois, et le maréchal de la Force en Guienne, voyez où nous en serions si nous laissions perdre la conjoncture présente..... »

Un dernier billet, non daté, est ainsi conçu : « puisque le maréchal de Schomberg vous a remis à cet après dîner, et qu'il semble vous vouloir résoudre, si, après tant de délais, il conclut à ma sortie, exigez de lui sur-le-champ une lettre expresse à M. de la Vrillière, afin d'en retirer celle de cachet dont il est question. En cas qu'il apportât quelque difficulté, donnez-lui à connaître que S. A. R., ayant su que j'étais encore détenu, s'étonnait de ce retardement

et témoignait ne m'avoir pas oublié, mais que pour tout cela je n'avais pas voulu avoir recours à Elle, m'assurant de la parole que mondit seigneur (de Schomberg ?) avait donnée à mes amis, et lui voulant avoir l'obligation de ma liberté. Ajoutez-lui que mon innocence est si connue, que je le crois trop bon et généreux pour qu'il se porte à m'opprimer par la sollicitation de mes ennemis, qui ne seront jamais en état ni en volonté de le servir si absolument que moi, qui vous prie, après cette conférence, de me venir voir. »

Enfin, une note sans date donne quelques détails sur le genre de vie que d'Antraigues menait à la Bastille.....

« Il est bon que mes proches et mes amis sachent de votre bouche, que je ne suis pas aussi malheureux qu'ils pourraient croire, et tirent, ainsi que moi, beaucoup de consolation de ma disgrâce.... Ma fenêtre donne du côté de la Porte-Saint-Antoine, et je vois les passants et divers objets de la campagne.... Le geôlier, assez gracieux, par le soin et la charité du gouverneur, me porte un dîner capable de rassasier un affamé.... Ma chambre, qui se trouve dans une tour, est assez spatieuse.... A la tombée de la nuit, je prends mon repas et m'entretiens quelques moments avec mon bon et fidèle valet, etc. »

Il fait suivre ces détails de quelques réflexions religieuses rédigées au point de vue du protestantisme, et terminées par cette citation :

« Ce que ce vaste monde enserre,
« Et tout ce qu'il a de plus beau,
« Aussi fragile que le verre,
« Ira dans la nuit du tombeau, etc. »

D'Antraigues ne tarda pas à être mis en liberté et à rentrer en faveur, puisque l'année suivante (1647) il fut nommé maréchal de camp.

Beaucoup d'historiens, par suite d'un parti pris politique ou pour excuser l'assassinat du gouverneur et des défenseurs de la Bastille, massacrés malgré les promesses qui leur avaient été faites, ont considérablement exagéré les rigueurs auxquelles ils disaient les prisonniers soumis; on voit que d'Antraigues ne se plaint que de la perte de sa liberté.

M. Ravaisson, dans l'introduction du grand ouvrage qu'il publie, (1) fait connaître le genre de vie des prisonniers. Les trois repas qui leur étaient servis chaque jour, dit-il, auraient fait envie à plus d'un bourgeois aisé; on tolérait l'entrée des livres non prohibés; un certain nombre de détenus avaient la liberté de la cour, pouvaient jouer et causer ensemble jusqu'à la nuit et recevoir des visites; c'était quelque chose comme la vie de Clichy. Les autres savaient employer mille moyens pour se mettre en communication, soit entre eux, soit avec les gens du dehors, et recevaient souvent la visite des officiers.

Jusqu'à présent, il a été peu question de Lafâisse, mais à l'avenir c'est lui qui sera le plus souvent en scène.

« Sur la fin de l'année 1648, dit-il dans une note biographique, je partis pour Paris chercher un emploi militaire. Je n'y fus pas plus tôt arrivé que *l'enlèvement du roi*, (2) dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649, y jeta tout le monde dans une consternation épouvantable. »

(1) *Les archives de la Bastille*, in-8°; le quinzième volume a paru en 1883.

(2) Il veut parler de la fuite d'Anne d'Autriche, de ses deux fils et de divers membres de la famille royale qui se retirèrent dans le château de Saint-Germain, au commencement des troubles de la Fronde.

« Paris se trouvant bloqué peu de jours après par les troupes commandées par le prince de Condé, le Parlement et les autres corps levèrent des troupes qui furent confiées aux ducs d'Elbeuf, de Longueville, de Bouillon, de Beaufort et au maréchal de la Motte-Houdancourt. »

« Tous ceux qui avaient servi et qui demandaient de l'emploi étaient très-bien reçus et largement payés. Il n'y avait point de capitaine de cheval-légers qui ne pût épargner 2000 écus sur l'argent qu'on lui donnait pour lever sa compagnie.... On parlait avec si peu de respect des princes, des ministres et des personnes de la cour que les rues étaient pleines de colporteurs qui vendaient des journaux et des écrits diffamatoires. On en a réuni jusqu'à dix gros volumes qu'on vendait 200 francs. »

« Je ne pouvais voir ce désordre sans horreur : j'ai toujours cru qu'il n'y a point de raison pouvant excuser un armement contre son souverain. Je ne voulus donc pas prendre d'emploi dans cette guerre. J'en étais cependant fort sollicité par mes amis et plus encore par ma condition de cadet d'une famille ruinée par les persécutions dirigées contre les protestants, à Aubenas, en 1624 et en 1628. Je sortis de Paris dès que je pus en obtenir la permission, vers le 15 mars 1649. Le comte de Rieux, lieutenant général sous le duc d'Elbeuf, son père, me fit escorter par quinze maîtres de son régiment jusqu'à Auxonne, pour me préserver du danger de tomber entre les mains des picoreurs de l'une ou de l'autre armée. »

« Tout était très-cher à Paris : le pain valut jusqu'à vingt sols la livre. (1) La reine d'Angleterre, fille de France, que Mazarin avait laissée à Paris sans argent

(1) La livre avait alors une valeur intrinsèque de 1 fr. 97 c.

lorsqu'il se retira à Saint-Germain, restait le jour dans son lit, parce qu'elle n'avait pas de quoi acheter du bois pour se chauffer. »

Les mémoires de Lafâisse présentent ici une lacune de dix-huit ou vingt mois, pendant la durée desquels il fut blessé, poursuivi criminellement et emprisonné à Toulouse. Il ne donne pas de détails précis sur cet épisode de sa vie accidentée, mais il le mentionne souvent. Il conserva aussi une grande réserve à cet égard dans un mémoire relatif à cet incident qu'il remit à l'académicien Conrart en 1658, et se conforma, par anticipation, au vers de Boileau reproduit si souvent :

« Imitiez de Conrart le silence prudent. »

Son frère Jacques, lieutenant de cavalerie, lui écrivit de Villefranche (Aveyron), le 30 mars 1650, une lettre ainsi conçue : « J'ai appris votre combat et votre blessure ; si vous croyez que ma présence vous puisse servir, il n'y aura considération que j'abandonne pour vous témoigner la part que je prends à tout ce qui vous touche.... » (1)

André écrivit à Jacques, son frère, le 26 août 1650, de la prison de Toulouse, où il était détenu, la lettre suivante : « Mon affaire dort encore, sans qu'il y ait moyen

(1) La lettre, adressée à Aubenas, est fermée avec un cachet dont les couleurs et les émaux ne sont pas indiqués. Il représente un lion rampant, au chef chargé de trois étoiles. Sur le cachet d'une lettre écrite, en 1668, par André à M. de la Roche-Chabrières, à Livron, on voit sous le lion trois roses. J'ai dit plus haut, d'après M. de Miraval, que les armes de cette famille étaient : d'azur à trois étoiles d'argent. J'avoue mon embarras pour un objet d'ailleurs peu important.

d'obliger ces messieurs à y mettre la main. S'ils m'eussent trouvé coupable, ils n'eussent pas tant attendu pour me punir, mais ne trouvant rien à redire à mes actions, ils ont honte de me laisser aller si tôt, après le bruit que ma capture a fait. Je serai donc obligé d'attendre leur commodité, qui est longtemps à venir.... »

Le 25 octobre 1650, le Parlement de Toulouse, dont la juridiction s'étendait sur le Vivarais, rendit en faveur de Lafàisse un arrêt de non lieu, rédigé en termes aussi obscurs que laconiques ; il est ainsi conçu : « La Cour a mis et met noble André Lafàisse, écuyer, de la ville d'Aubenbas, hors de cour et de procès ; auquel effet les prisons lui seront ouvertes, et ordonne qu'il sera réintégré et ressaisi des choses, à lui enlevées, à la délivrance desquelles tous détenteurs seront contraints. »

Lafàisse, pour donner sans doute plus de notoriété à cet arrêt, dans le pays qu'il habitait, le fit transcrire, le 21 janvier 1651, dans le *Livre du roy* du bailliage de Villeneuve-de-Berg. Je dois la copie de cette pièce au savant historien du Vivarais, M. le chanoine Rouchier. « L'an 1651, le 26 janvier, dans l'auditoire de la cour du balhage de Vivarès, siège de Villeneuve-de-Berg, par devant M. Tardieu, juge tenant l'audience, M^e Dussert, docteur et avocat, au nom du s^r André Lafàisse, a dit qu'il auroit esté en prévention et déteneu pendant cinq ou six mois aux prisons de Toulouse, pour certains crimes à luy calomnieusement imputés, et ensuite obtenu arrest de la cour le mettant hors de cour et de procès, et ordonnant que les prisons lui seront ouvertes, et qu'il sera réintégré et ressaizi des choses à lui enlevées.... Et d'autant qu'à raison de sa longue détention, plusieurs personnes pourroient faire de mauvais jugements, et préjudiciables à son honneur, intégrité et bonne réputation, n'estant pas infor-

mées dud. arrêt qui fait voir son innocence, pour quoy obvier, a requis la publication dud. arrest ès registres du balhage, et qu'il en soit expédié des extraits aud. Lafaisse pour lui servir en ce que de raison. » (1)

Mais quels sont les crimes à lui *calomnieusement imputés*, qu'il qualifie de *bagatelle*, ainsi qu'on le verra bientôt, et qui firent beaucoup de bruit en Guienne ? M. Rouchier, comme moi, ne sait rien de positif à cet égard.

Lafaisse écrit à la date de 1651 que le duc d'Epemon (2) le fit arrêter en Guienne. C'est donc dans cette province qu'il faut chercher le mot de l'énigme. De graves désordres éclatèrent à Bordeaux en 1649. Le Parlement, qui soutenait les mécontents, avait été interdit par le Conseil d'État. Les Bordelais obligèrent le duc d'Epemon à quitter leur ville ; assiégèrent le Château-Trompette, resté au pouvoir de ses gens, et s'en emparèrent le 18 octobre. Beaucoup de membres de la haute bourgeoisie songeaient à appeler les Espagnols et avaient reçu dans la ville un agent de Philippe IV. Un traité eut lieu entre les Bordelais et le maréchal du Plessis-Praslin, envoyé contre eux, et le Parlement fut rétabli dans ses droits au mois de décembre.

Au mois de mai 1650, la princesse de Condé et ses amis marchèrent vers Bordeaux à la tête de 4000 hommes pour y susciter de nouveaux troubles et s'y créer des intelligences. Le 1^{er} juin, la princesse y entra seule avec son

(1) *Archives de l'Ardèche*, Série B, Livre du roy, n° 73.

(2) Bernard de Nogaret, duc d'Epemon, condamné à mort, par contumace, pour trahison, en 1639 ; réhabilité en 1643 et rétabli aussitôt dans son gouvernement de Guienne, excitait à Bordeaux une haine violente.

fil, au milieu des acclamations de la foule, et reçut publiquement le 8 juillet un agent de l'Espagne. Enfin, le 1^{er} octobre 1650, il y eut un traité par suite duquel le duc d'Epéron fut révoqué. (1)

Lafàisse a dû se trouver mêlé à ces événements, qui ont motivé sans doute son incarcération. Comme le Parlement de Bordeaux était, à bon droit, suspect à la Cour, son affaire fut renvoyée devant celui de Toulouse. La suite de ses mémoires ne permet pas d'en douter, ainsi que du peu de gravité des prétendus crimes qu'on lui reprochait : ils devaient consister uniquement à avoir embrassé le parti du prince de Condé.

Lafàisse reprend son récit à la fin de l'année 1650. « Je partis d'Aubenas pour Paris, dit-il, au moment où les princes rebelles, (2) mis en liberté après la bataille de Rethel, venaient de rentrer dans la capitale. Je rencontrai en route le général Martin, qui avait été emprisonné pendant quelques temps à Perpignan, pour avoir embrassé les intérêts du prince de Condé. »

« Nous fîmes une assez étroite connaissance pendant le voyage, ce qui m'était d'autant plus facile que je cheminais sur mes chevaux. Il avait entendu parler, dans sa prison, de ma détention : il me présenta, à Paris, au prince de Condé, qui me reçut très-bien et m'embrassa en présence d'un grand nombre de personnes ; je lui fis ma cour pendant quelques temps, jusqu'à ce que je crusse devoir prendre attachement ailleurs. »

« Ce qui me donna cette pensée fut l'ingratitude dont

(1) H. Martin, *Histoire de France*, t. XII, p. 342, 354, 361.

(2) C'étaient les princes de Condé et de Conti et le duc de Longueville.

on l'accusait d'avoir usé envers M. de Turenne et le coadjuteur, qui depuis a été le cardinal de Retz, à qui on disait qu'il devait sa délivrance. Ce dernier était très-estimé et s'était acquis un très-grand crédit à la cour et auprès du Parlement, ce qui me donna envie de m'attacher à lui et de rendre en même temps service à un de mes amis. »

« J'avais souvent ouï dire à M. d'Antraigues qu'il avait l'honneur de lui être parent ou allié par sa mère, (1) sans avoir celui d'être connu de lui. De là je pris occasion de le voir de sa part et de lui offrir ses services. Je le visitai souvent et ne manquai pas de lui faire valoir les mérites du baron d'Antraigues, ce qui lui donna le désir de le connaître. Ce dernier se rendit aussitôt à Paris. Je le présentai au coadjuteur qui le reçut très-bien et l'engagea dans ses intérêts. »

« Peu de jours après mon arrivée, je fus abordé dans la cour du Louvre par un homme que je ne reconnus pas, quoique je l'eusse vu sept ou huit mois auparavant. C'était le secrétaire de M. Moran, maître des requêtes, qui me faisait le procès en Guienne. Il me témoigna de la joie de

(1) Jean-François-Paul de Gondi, cardinal de Retz (1614, 1679), était fils de Philippe-Emmanuel, comte de Joigny, marquis de Belle-Isle, général des galères sous Louis XIII, et de Françoise-Marguerite de Silly, dame de Commercy ; petit-fils d'Albert, maréchal, marié, en 1565, avec Claude-Catherine de Clermont, et arrière-petit-fils d'Antoine, banquier à Lyon, seigneur du Perron et de Toissay, marié avec Marie-Catherine de Pierrevive, nommée par Catherine de Médicis, gouvernante des enfants de France.

D'Antraigues avait pour femme une d'Arpajon ; pour mère une de Cayres et pour aïeule une de Fay ou de Fey. Sa parenté ou son alliance avec les Gondi était donc assez éloignée.

me revoir et me dit que son maître n'en ressentirait pas moins, quand il saurait mon arrivée, ce qui m'obligea à l'aller voir. Je rencontrai chez lui MM. d'Aubussargues, de Fons, de Ricard et les autres députés des Églises du Bas-Languedoc qui attendirent longtemps leur audience.»

« Dès que M. Moran m'aperçut, il vint à moi, m'embrassa et me donna toutes sortes de témoignages d'affection et d'estime, m'assurant que tout le plus grand déplaisir que le Parlement de Toulouse lui avait fait, en me tirant de ses mains, c'était de lui avoir oté le moyen de me servir comme il en avait l'envie et comme il le ferait en toute occasion où je pourrais avoir besoin de lui. »

« Le lendemain, je reçus la visite de M. Lucas, lieutenant criminel en la sénéchaussée de Lectoure, chez qui M. Moran était logé lorsqu'il me faisait mon procès. Il me dit que je pouvais lui rendre un bon office auprès du Parlement de Toulouse, qui le persécutait à cause du procès que j'avais eu en Guienne; que non content de l'avoir condamné à mort par contumace, il s'opposait aux démarches qu'il faisait auprès du Grand Conseil pour se faire absoudre. Il me pria de voir le président de la Terrasse qui était à Paris, et de solliciter pour lui une audience que j'obtins. Je lui présentais M. Lucas, à qui il promit, à ma considération, de moyenner (négocier) son accommodement auprès de sa compagnie dès qu'il serait à Toulouse. »

« Peu de jours après, M. Lucas vint me voir, accompagné de M. Duplex, (1) historiographe de France. Ce

(1) Scipion Duplex. de Condom, historien et conseiller d'État (1569, 1661).

dernier me dit que le duc de Bouillon (1) me priait de l'aller voir, ce que je fis. Il me demanda pourquoi le duc d'Epéron m'avait fait arrêter en Guienne, et me pria de lui donner des renseignements sur une affaire qui avait fait tant de bruit. Je lui dis ce qui en était, et quand il eut appris que ce n'était qu'une *bagatelle*, il me dit qu'il avait appréhendé pour moi, me croyant engagé dans quelque négociation avec l'Espagne. Il m'offrit sa bienveillance et ses bons offices. »

« M. d'Antraigues et moi, fîmes notre cour au coadjuteur avec assez d'assiduité et l'accompagnâmes au Palais durant toute cette assemblée des chambres du Parlement, où il soutint avec tant de zèle et de fermeté l'autorité royale contre le prince de Condé. Chacun de ces deux chefs avait la plupart de ses amis dans la grande salle du Palais, pendant que le Parlement était assemblé. »

« Je ne dirai rien sur ce qui se passa entre le coadjuteur, lorsqu'il se trouva enfermé entre deux portes, en danger de sa vie, et le prince de Marsillac, depuis duc de la Rochefoucauld, que les amis du coadjuteur accusaient de cette action, ne sachant pas si ce fut par une rencontre inopinée ou par un dessein prémédité que la chose arriva. Les amis du prince et ceux du coadjuteur eurent, ce jour-là, l'épée à la main les uns contre les autres, et nous étions bien sept ou huit cents personnes, sans savoir pourquoi nous nous trouvions en cet état, si ce n'est que quelqu'un cria qu'on assassinait le coadjuteur, et qu'un bourgeois, nommé Pesche, avait haussé une bayonnette pour

(1) Frédéric-Maurice de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon : il abjura le protestantisme vers 1645 et suivit contre Mazarin le parti des princes ; il était frère de Turenne.

l'en frapper, pendant que le prince de Marsillac le tenait entre deux portes. (1)

« Ce cri nous fit mettre à tous l'épée à la main et nous obligea à nous séparer en deux bandes, étant auparavant tous mêlés, mais, par bonheur, le jour précédent, nous avions pris pour mot d'ordre : *Notre-Dame*, et pour poste le bout de la salle opposé à la chapelle. Peut-être ne mentirais-je pas quand je dirais que cette précaution vint de moi, ayant dit à MM. d'Antraigues et de Saint-Auban (2) que nous étions là beaucoup de gens sans nous connaître et sans avoir pris aucun signal ; ils firent adopter ma proposition. »

« Dès que nous eûmes tiré l'épée, nous poussâmes ceux de l'autre parti jusqu'à la chapelle avec assez d'impétuosité. Un gentilhomme nous demanda le sujet de cet emportement que nous ne connaissions pas bien nous-mêmes. Nous ne sûmes que lui répondre, et ce désordre fut calmé dans un moment. »

« Le lendemain, M. d'Antraigues me dit que deux de ses amis, attachés au prince de Condé, lui avaient rap-

(1) Dans ses *Mémoires* (édition Michaud et Poujoulat, p. 298), le cardinal de Retz accuse François, duc de la Rochefoucauld, écrivain et moraliste, d'avoir voulu le faire assassiner par MM. de Coligny et de Ricousse, pendant qu'il lui tenait le cou pris entre les deux battants de la porte. Le cardinal fut sauvé par M. de Champlâtreux, fils du président Mathieu Molé. Son récit est confirmé par Joly, Madame de Motteville et la duchesse de Nemours.

(2) C'était Guy III Pape, seigneur de Saint-Auban, Allan, Bésignan et baron de Sahune, fils et héritier de Guy II et de Mabile des Massues de Vercoiran, et petit-fils de Jacques, auteur de *Mémoires* sur les guerres de religion. Il était protestant, comme Lafàisse et d'Antraigues. Voir l'*Histoire de Montélimar*, t. III, à la date de 1655.

porté qu'ils étaient fort étonnés de ce qu'après avoir couru risque de perdre la tête (la vie) *pour le service du prince*, je m'étais trouvé l'épée à la main à la tête d'un parti formé contre lui. Quelques temps après, le président de la Terrasse m'étant venu visiter, me dit que le prince désirait me voir, mais le lendemain, je me trouvai malade de la jaunisse qui me dura plus d'un mois et demi et me servit d'excuse pour ne pas sortir. »

« Quelques temps après, le prince étant sur le point de partir pour aller dans son gouvernement de Guienne, (1) le président de la Terrasse me dit que je ferais plaisir au prince si je le voulais suivre à Bordeaux; il ajouta que si je ne pouvais supporter l'allure du cheval, il y aurait place pour moi dans un carrosse, et que Son Altesse me donnerait un emploi dont je serais content. »

« J'en parlai le même jour à MM. d'Antraigues et de Saint-Privat, (2) son neveu, comme étant de mes meilleurs

(1) Rentré en grâce, Condé obtint le 15 mai 1651 le gouvernement de la Guienne, en échange de celui de la Bourgogne.

(2) La famille Faret de Fournès est connue depuis Pierre, seigneur de Saint-Privat, près du pont du Gard, marié en 1506 avec Simonne Blanchon. Charles de Faret, son arrière-petit-fils, seigneur de Saint-Privat, Fournès et Jalons, qui était protestant, épousa, en 1619, Jeanne de Launai d'Antraigues, sœur de Jacques, et mourut en 1638, laissant cinq fils : 1° Trophime, 2° Hector, 3° Balthazard, mestre de camp en Candie; 4° Alexandre, marié en 1652 avec Isabeau du Puy-Monthrun de Villefranche; 5° Charles, seigneur de Montfrin, capitaine de cheveau-légers, devenu marquis de Saint-Privat après la mort de ses quatre frères aînés, marié en 1686 avec Anne de Ginestous, dame de Moissac. Lafaisse, en désignant un des cinq frères Faret, dont il sera souvent question plus loin, par le nom de son fief, auquel, le premier de sa famille, il ajouta le titre de marquis, a voulu parler de l'aîné.

amis, et leur dis toutes mes raisons, qui se réduisaient à trois principales.... La seconde, c'est qu'il y avait grande apparence que le prince avait des desseins opposés aux intentions de ceux qui avaient en main l'autorité royale, et que je ne croyais pas pouvoir me sauver (faire mon salut), si je venais à mourir dans un parti formé contre le service du roi.... »

« Ils me répondirent que ce n'était pas à moi à examiner quels étaient les desseins du prince, et que, quels qu'ils fussent, je me mettais à couvert de tout, en entrant à son service, soit du côté de la terre, soit du côté du ciel.... (1) Ils m'engagèrent vivement à accepter, et le marquis de Saint-Privat m'offrit M. de Fournès, son frère, qui s'attacherait à ma fortune, et me suivrait partout où la Providence me voudrait appeler.... Nonobstant toutes les raisons qu'on me donna, je persistai à ne pas m'attacher au service d'une personne dont j'appréhendais de devenir l'esclave, si une fois je m'y étais engagé. »

(A continuer.)

BON DE COSTON.

(1) Aux points de vue moral et politique, c'est une erreur que le duc de Montmorency avait payé de sa tête, dix-neuf ans auparavant, en conspirant en faveur du duc d'Orléans.



MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE DE LOULLE

DE ROMANS

(Suite). — Voir les 63^e, 64^e et 65^e livraisons.

IV

UNE BIENFAITRICE DES PAUVRES.

Pierre III, fils puîné d'Ennemond de Loulle et de Catherine de Mouret fut, comme son frère Arnoux, avocat à Grenoble et ensuite à Marseille. Ils revinrent ensemble à Romans, à la mort de Pierre II, leur oncle, qui les avait institués ses héritiers fidéicommissaires. Arnoux demeura dans cette ville et y remplit simultanément les fonctions de juge civil et criminel et de président de l'Election ; mais Pierre III reprit, dès 1632, sa profession d'avocat à Marseille et, d'après les délibérations consulaires et les témoins entendus dans l'enquête préalable à son anoblissement, s'y distingua au point d'être élu, le 28 octobre 1638, juge au tribunal de St-Louis et, le 28 octobre 1642, juge au tribunal de St-Lazare. A ces témoignages d'estime et de considération, les libres citoyens de Marseille en ajoutèrent d'autres encore, en le choisissant pour défendre les intérêts de la cité, en 1643, devant le Parlement de Dauphiné, et en 1654, devant celui de Bourgogne. Pendant qu'il était consul assesseur, en 1641, il fut député avec

son collègue, Gaspard des Villages, seigneur de la Salle, auprès de Louis XIII, à Bagnols, pour le complimenter, et auprès du cardinal de Richelieu, à Avignon, et il s'acquitta de cette double mission aux applaudissements de ses concitoyens.

Ses services et ceux de son frère Arnoux leur valurent des lettres d'anoblissement au mois de septembre 1654, suivies, le 14 mai 1667, d'un arrêt confirmatif, malgré l'édit de septembre 1664 portant révocation de tout anoblissement postérieur au 1^{er} janvier 1634.

Des provisions du 21 octobre 1668, enregistrées le 10 décembre suivant, lui attribuèrent la charge de conseiller du roi, président en l'Election de Romans à la place de son frère Arnoux, et il garda cet office jusqu'en 1680, époque de la vente qu'il en fit à Jean Albanel pour 12,000 livres et 10 pistoles d'étrennes. Il avait payé le 3 avril 1669 au trésorier des revenus casuels 320 livres pour le tiers du cinquième denier et 80 livres chaque année pour droit annuel de la dispense de 40 jours.

Lors de son mariage, le 6 février 1633, avec Françoise de Mantillery, fille de noble Jean-François et de N. de Mongin, Pierre III, docteur en droit, reçut la moitié de tous les biens de Catherine de Mouret, sa mère, et sa future épouse, 6,000 livres de dot, outre ses coffrets, bagues et joyaux, estimés 600 livres.

Joseph de Mantillery, prêtre de l'Oratoire, frère de Françoise, augmenta cet apport d'une créance de 8,362 livres sur Claire, sa sœur, et celle-ci, du domaine de Garat.

Comme d'autre part, Pierre III avait été substitué à Hélène Tardy, veuve de Pierre II et héritière d'Arnoux II, son neveu, par le testament de ce dernier du 29 novembre 1660, il est à propos de faire connaître ici la généreuse

femme dont les pauvres de Romans bénissent encore le nom.

Hélène Tardy, fille d'Antoine, marchand, et d'Anne Delhorme, naquit en cette ville le 7 juillet 1589, et fut tenue au baptême par Hercule de Sibeud de St-Ferriol, lieutenant du gouverneur de la ville.

Le 3 juin 1611, elle épousa Pierre II de Loulle, qui, à sa mort arrivée en 1629, la fit héritière universelle avec substitution au profit de ses deux neveux. (1) Trois ans plus tard la succession de sa mère la mit à la tête d'une grande fortune qu'elle consacra presque entière à des œuvres de bienfaisance.

Ainsi, le 23 février 1636, elle fondait la confrérie de Notre-Dame des Suffrages, et moyennant une redevance annuelle de 10 livres, obtenait de MM. du Chapitre de St-Barnard la célébration d'un service solennel pendant l'octave des morts, au grand autel de leur église.

Par donation du 30 juin 1639, elle dotait le Séminaire des filles orphelines, fondé l'année précédente, de 600 livres et d'une rente de 6 sétiers de méteil ; puis le 15 mars 1663, d'une rente de 200 livres, remplacée dans la suite par le legs du domaine des Millards, venu de sa mère.

Lors de l'établissement des religieux de St-Jean-de-Dieu à l'hôpital de la Charité, elle leur donna 3,500 livres avec promesse de sa maison et de son jardin près du Pont de la Prèle, et le 26 août 1669 elle y ajoutait 3,000 autres livres dont le revenu devait être affecté à l'entretien des religieux et des malades et 1,200 livres pour réparer le même hôpital, outre les 300 promises dans le même but par son neveu, Pierre de Loulle.

(1) Notes de M. le docteur Chevalier.

Mais ses libéralités les plus importantes sont consignées dans son testament solennel du 17 juin 1675, suivi d'un codicille du 17 avril 1677.

L'expédition de ces deux actes, dont voici l'analyse, ne comprend pas moins de 25 pages de papier grand in-4°.

Après une ardente profession de foi catholique, Hélène Tardy élit pour sépulture la tombe de Pierre, son mari, à St-Barnard et appelle 60 pauvres femmes à ses funérailles, chacune d'elles devant recevoir 2 aunes de bon drap, 2 aunes de toile et une paire de souliers.

Elle rappelle ensuite la délivrance qu'elle a faite en 1669 et en 1674, à Pierre III, son neveu, des successions de Pierre II, son mari, et d'Arnoux, son neveu, selon leurs dispositions testamentaires, et distribue ainsi sa fortune :

1,000 livres au Chapitre de St-Barnard pour la voûte « du grand nef » de son église ; 900 pour en affecter le revenu aux chanoines et habitués qui assisteraient aux bénédictions de l'octave des morts ; 600 pour payer avec les intérêts en provenant, le prédicateur de cette octave, choisi par son neveu ; 2 pensions pour deux grand'messes annuelles dans la chapelle de sa sépulture et 120 livres au prêtre chargé par son neveu de célébrer à perpétuité une messe quotidienne ; (1)

Sa tapisserie de verdure à la chapelle de Notre-Dame du Rosaire, 10 écus à la même confrérie et autant à celle de St-Etienne ;

30 livres aux Dames de la Congrégation ;

(1) Le 20 décembre 1717, M^{re} Denis de Fontenille, chanoine théologal, maître de chœur du Chapitre choisi pour la célébration de cette messe augmentait la fondation d'une rente annuelle de 25 livres.

A la Confrérie des Morts, les tentures noires et les ornements qu'elle a fait faire pour orner le chœur de St-Barnard pendant l'octave précitée, afin de servir aux messes de fondation et aux obsèques de ses parents ;

1,000 livres à l'hôpital Sainte-Foy pour y bâtir un local destiné aux femmes ;

600 livres aux Capucins pour achat d'un tabernacle et à la charge de dire 100 messes ;

150 livres aux Cordeliers et autant aux Recollets pour messes ;

150 aux Minimes pour la construction de leur église ;

150 aux dames de Sainte-Marie ;

200 aux religieuses de Sainte-Claire ;

3,000 aux dames charitables, pour en affecter le revenu, moitié aux pauvres malades honteux et moitié aux pauvres qui auront fait leurs Pâques ;

1,500 et sa vigne de l'Hermitage à Louise Buissière, sa cousine ;

500 à Laurence Rousset ;

2,000 à Madeleine Monet, sa servante, avec son lit ordinaire, le mobilier en soie écarlate, ses chandeliers d'argent et le domaine meublé de Colonge ;

300 livres à Imbert Monet ;

150 livres à chacun des enfants Mathieu ;

500 à chacun des enfants de Marguerite Monet ;

700 à Madeleine Courbis et 500 à chacun de ses trois enfants ;

600 à chacun des fils Manty ;

900 à Jeanne Blanc, sa servante, etc. ;

1,500 livres, un lit garni en tapisserie et la tapisserie de l'histoire de David à Arnoux Petien, son neveu ;

3,000 à Bernard, conseiller au Présidial, son neveu, et 1,000 à Jean-Joseph Bernard, son filleul ;

3,000 en capital et 800 de pension à Pierre de Loulle, président en l'Election de Romans, son neveu ;

Sa chapelle avec tapisserie en cuir doré et plaque d'argent à Françoise de Mantillery, femme dudit Pierre ;

2,000 livres à Madeleine et Hélène de Loulle, ses petites nièces ; (1)

Le domaine de Beauregard-Bernardins, sis à Montelier, avec ses cheptel et mobilier, ses affranchissements de tailles, ses acquisitions et ses droits sur les biens de son mari, ainsi qu'un lit en damas rouge, un autre en tapisserie amarante et une tapisserie de Flandre, représentant l'histoire de Diane, à son petit neveu, Jean-Augustin de Loulle, « à cause de l'affection qu'elle a pour lui, et pour « faire subsister la maison de feu son mary, à cause qu'il « est le seul qui reste de la famille, et aussi en considération des soins que feu Arnoux, son oncle et lui ont pris « de ses affaires et pour la poursuite de ses procès ; » d'où il est permis de conclure que s'il y avait eu primitivement communauté d'origine entre les de Loulle et les de Lolle, ce dut être à une époque bien antérieure à l'anoblissement des premiers, puisque Hélène Tardy ne fait ici aucune mention des seconds ;

Son cabinet de bijoux à Laurence du Vivier, femme de Jean-Augustin de Loulle ;

Enfin la testatrice institue héritier universel de tous ses autres biens présents et à venir l'hôpital de la Charité et Aumône générale de Romans, à la condition de mieux pourvoir à l'entretien des Orphelins, auxquels on fera apprendre quelque métier, et d'augmenter d'un tiers l'au-

(1) Madeleine épousa Jean-Baptiste de Jacquemet-St-Georges et Hélène, Gaspard du Collet d'Anglefort.

même distribuée aux pauvres chaque dimanche ; elle exige de plus que MM. de la Charité nomment son petit-neveu Jean-Augustin de Loulle, recteur principal de l'hospice et déclare, en cas de refus d'acceptation de ces clauses, qu'elle donne ses biens à l'hôpital de Grenoble.

Comme elle défendait expressément de dresser l'inventaire de son héritage, voici l'énumération sommaire qu'elle en fit elle-même : les domaines de Beauregard, de Geysans et des Seyvons, un reliquat de 2,000 livres sur M. du Vivier, son exécuteur testamentaire, 4,000 dues par M. Royanet, 1,900 par la commune du Bourg-du-Péage, 4,500 par celle de Romans, 1,200 par de Bona, 330 par la vibailrive de St-Marcelin, 7,000 de reliquat sur les gabelles, 150 de pension sur la maison de la teinture, donnée à l'hôpital, et enfin ses meubles et son argenterie, non légués déjà.

M. le docteur Ulysse Chevalier évalue à 80,000 livres environ l'ensemble des libéralités d'Hélène Tardy à l'hôpital de Romans.

Aussi la commission administrative de cet établissement, sur la proposition de notre honorable collègue, a-t-elle fait placer, dans la salle de ses délibérations, le portrait de grandeur naturelle de cette généreuse bienfaitrice des pauvres. (1)

Dans un codicille du 17 avril 1677, Hélène Tardy ajouta trois nouveaux lits aux trois qu'elle avait déjà fondés en faveur des pauvres malades désignés par son neveu, et 24 livres aux Dames de la Congrégation, pour messes célébrées par les Pères Capucins dans la chapelle des Or-

(1) Ce tableau œuvre d'un peintre contemporain d'Hélène Tardy a été parfaitement restauré.

phelines ; elle déchargea en outre Jean-Augustin de Loulle, pour lui faciliter le paiement de sa nouvelle charge de conseiller-maître en la Chambre des Comptes, d'une pension de 800 livres qu'il devait servir à son père.

Hélène Tardy mourut peu de jours après, le 22 avril 1677 et fut inhumée le 24 dans le tombeau de la famille de Loulle.

Il est à propos maintenant de réparer l'omission volontaire, que nous avons faite, d'un legs de 900 livres aux Ursulines pour la construction de leur église, et, en considération de Thérèse de Loulle, religieuse de l'Ordre, d'une tapisserie des quinze mystères joyeux, douloureux et glorieux, encore existante et fort curieuse, qui devait leur être livrée seulement après que leur église aurait « esté bastie ;
 « jusques à ce, je veux, avoir stipulé la testatrice, qu'elle
 « demeure entre les mains des religieuses qui seront aux
 « Orphelines, que je charge d'en avoir soin et l'accommoder quand elle sera gastée par les artes, et de la prester
 « le jour de St-Barnard à MM. du Chapitre pour parer
 « leur chœur, seulement pendant la feste, de même aux
 « Pères Capucins pour tapisser leur presbitere le jour que
 « le St-Sacrement sera exposé ; mon intention estant aussy
 « que, lorsque les religieuses l'auront reçue, elles fassent
 « les mesmes prests à MM. du Chapitre, aux Capucins et
 « aux filles orphelines le jour de leur feste, moyennant lesquels legats, je charge lesdites religieuses de recevoir en
 « leur monastère, pour sœur de chœur, l'aisnée des filles
 « de feu s^r Jean-Bernard, mon nepveu, et ne voulant icelle
 « estre religieuse, de recevoir la seconde. »

Des deux conditions imposées aux religieuses, avant d'être mises en possession de la tapisserie, une seule fut remplie : la construction de l'église, les Ursulines ayant

refusé de recevoir dame de chœur une des filles désignées par Hélène Tardy.

On a vu que Louise de Loulle, une des quatre filles d'Arnoux I^{er}, avait épousé Louis Bernard, conseiller en l'Élection de Romans. Parmi les enfants nés de ce mariage, Jean-Bernard, l'aîné, laissa de Claudine Forest : Louis, président du Présidial de Valence, marié le 23 avril 1675 avec Michelle de Ricol, et père de Claudine, et de N., décédée peu de temps après Hélène Tardy.

Claudine n'ayant pas été reçue chez les Ursulines, s'unit le 31 mai 1684 à Laurent Gitton auquel les syndics de la Charité rendirent la tapisserie des quinze mystères. Gitton la vendit au prix de 1,500 livres à Charles de Lionne, abbé de Leyssins, le 8 août 1684, et celui-ci, le 8 juillet 1701, en disposa par testament en faveur de l'église de St-Barnard. Nous avons lieu de croire cependant que le syndic du Chapitre en fut plutôt mis en possession pour se couvrir en partie des 5,000 livres dues par l'abbé défunt, ensuite des diverses réparations qu'il avait entreprises dans l'église de St-Barnard pendant qu'il en était sacristain, de 1682 à 1701.

Quoi qu'il en soit, les tapisseries ont été conservées en très grande partie et remontent à la fin du XV^e ou au commencement du XVI^e siècle, au témoignage de M. Alphonse Nugues. « Elles se composent, ajoute-t-il, de neuf panneaux d'inégale largeur, mais d'une hauteur uniforme
« de 3 mètres environ ; leur développement bout à bout
« est de près de 30 mètres ; le sujet en est la passion de
« Notre-Seigneur Jésus-Christ. Ces tapisseries sont faites à la main et par pièces rapportées ; les figures et
« les mains sont en général peintes sur fond de grosse
« toile ; quelques figures portent des rehauts de soie
« dans les parties éclairées ; les vêtements portent aussi

« quelques rehauts de soie. La peinture des figures est
 « fort inégale : les unes accusent une main très expé-
 « mentée ; le dessin en est pur, le modélé savant ; tandis
 « que les autres sont au-dessous du médiocre. L'ensem-
 « ble est en laine qui a conservé de l'éclat dans certaines
 « nuances... » (1)

De cette description, découlent comme conséquences, deux faits à noter : 1° que les armes des de Loulle constatées par M. le docteur Chevalier, sur les tapisseries, ne sont pas contemporaines et ont dû être ajoutées après coup ; 2° que les neuf panneaux actuels, par suite sans doute de quelque coupure en deux (puisque à la mort de l'abbé de Leissins, il y en avait seulement huit), ne représentent plus que les mystères douloureux, les mystères joyeux et glorieux ayant disparu en grande partie.

Après ces détails qui se rattachaient intimement à l'histoire de la famille de Loulle, revenons à Pierre III et à sa postérité.

Celui-ci mourut le 23 octobre 1680, après avoir institué, par testament du 4 novembre 1675, Françoise de Mantillery, sa femme, héritière universelle de ses biens, à la condition de les rendre après elle, par égale part à ses deux filles : Hélène et Madeleine ; la dernière devait avoir de plus, à titre de préciput, tout le mobilier de sa mère. Après un inventaire, rédigé le 2 novembre 1680, Françoise de Mantillery investit ses deux filles de la succession paternelle, moyennant reprise de ses droits dotaux, et elle mourut le 20 juin 1694.

(1) *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme*, 1877, pp. 271, 42° livr.

Dans un premier testament du 31 décembre 1687, elle choisissait pour sépulture la chapelle mortuaire de son fils Jean-Augustin, et faisait différents legs à des établissements charitables de Marseille et de Romans. Hélène, sa fille, mariée avec Gaspard du Collet d'Anglefort, juge-mage à Die, recevait 3 livres seulement, outre sa dot de 4,000 livres ; François du Collet, son petit-fils, obtenait 50 livres et chacun des posthumes 3 ; quant à nobles Pierre, Marie et Françoise de Jacquemet, enfants de Jean-Baptiste et de feu Madeleine de Loulle, leurs legs arrivaient à 50 livres chacun ; Thérèse de Loulle, ursuline à Romans, et Blanche, religieuse de Ste-Elizabeth de Marseille, avaient chacune 10 livres de pension viagère ; l'héritier universel était son fils Jean-Augustin, conseiller du roi et maître ordinaire en la Chambre des Comptes de Dauphiné, avec substitution au profit de François, petit-fils de la testatrice.

D'après le deuxième testament de Françoise de Mantilly, en date du 18 juin 1694, Hélène de Loulle était déjà veuve du Gaspard du Collet et avait perdu son fils, puisqu'il n'y est plus fait mention de lui, tandis que les legs des enfants de Jean-Baptiste de Jacquemet Saint-Georges y sont maintenus.

Jean-Augustin de Loulle, né en 1649 et reçu avocat en 1668, s'allia le 28 avril 1674 avec Laurence du Vivier, fille de Philippe, deuxième président en la Chambre des Comptes et cour des finances de Dauphiné, seigneur de Barnave, Pennes, Lentiol, etc., et d'Antoinette Brunet. Outre la présence des pères et mères des parties, l'acte mentionne encore Hélène Tardy et Ennemonde de Loulle, veuve de Pierre Richard, visiteur général des gabelles, du côté du futur, et nobles Jacques de Fay, seigneur de Veaunes, Philippe du Vivier, seigneur de Barnave, et

Bruno du Vivier, capitaine au régiment de Sault, oncle et frères de la future.

Par ce même contrat, Hélène Tardy donnait à Jean-Augustin son domaine des Bernardins, qu'elle avait acquis pour 20,000 livres, par adjudication sur folle enchère, en 1663, de la succession de feu Octavien Carles, poursuivie par Florence Carles, femme d'Artus Bouvier, contre Marie Reboulet ; Pierre de Loulle avantageait aussi le même futur époux, son fils, des biens subrogés en vertu des testaments de Pierre II et d'Arnoux de Loulle, à la réserve de 20,000 livres.

De son côté, M^{lle} du Vivier recevait 15,000 livres de dot, outre ses bijoux, bagues et robes.

Le 14 juin 1674, Jean-Augustin de Loulle réclamait son émancipation et eut avec son père de nombreux démêlés au sujet de substitutions antérieures, terminés par une transaction du 14 juin 1677, qui alloua au père 7,000 livres en capital et 700 livres de pension viagère.

Méraude Guigou de Chappolay, veuve et héritière de Barthélemy Buissonnier, vendit, le 19 septembre 1675, à Jean-Augustin l'office de maître ordinaire en la Chambre des Comptes pour 32,137 livres, et il fut reçu le 29 avril 1676, après en avoir été pourvu le 9 mars.

Il conserva cette charge jusqu'en 1690 qu'il la revendit le 11 mars à noble Claude Roux.

Deux ans auparavant, Jean-Augustin de Loulle avait acquis de noble Alphonse II de Rochechinard, capitaine de cheveu-légers au régiment de Villepion, autorisé par Philiberte Assalin de la Gardette, sa mère, les terres et seigneuries de Reculais et Arthemonay, avec tous leurs droits seigneuriaux et honorifiques, pour 18,000 livres et 30 pistoles d'étrennes, et il en fut investi le 6 juillet 1689,

après le paiement des lods s'élevant à 1,433 livres, plus 330 de supplément. (1)

Le nouveau seigneur et Laurence du Vivier, son épouse, firent cette même année leur testament, par lequel ils se donnaient réciproquement leurs biens, assuraient à leur mère et belle-mère, Françoise de Mantillery, son entretien, sa vie durant, dans leur maison, et une pension viagère de 10 livres. Il va de soi qu'à chacun des époux étaient substitués d'abord François, leur fils, et ensuite, en cas de décès de ce dernier, les autres enfants mâles nés de leur mariage, et à leur défaut, leurs filles par égales ou inégales portions, sans distinction de vivants ou de posthumes. Ils avaient à l'époque du testament : François, Ennemonde, Marianne, Charlotte-Antoinette, Françoise-Etiennette, Thérèse et Gabrielle-Antoinette.

Laurence du Vivier mourut la première le 5 novembre 1711; elle avait chargé son mari, par une disposition écrite du 16 septembre précédent, de donner à chacune de ses filles, alors religieuses, une pension viagère de 9 livres, de payer par préciput 3,000 livres à Claudine et 2,000 à Hélène et à Philippe, ses autres enfants.

(1) Ces terres appartenaient à la famille Monier de Rochechinard depuis la vente qu'en avait consentie le 26 mai 1547 noble Antoine de Montchenu, seigneur de Châteauneuf-de-Galaure, à Claude Monier, maître particulier de la monnaie de Romans, et depuis l'investiture qu'il en reçut le 9 juin suivant. Avant cette époque, Odebert de Châteauneuf, chevalier, seigneur de Châteauneuf et de Saint-Quentin, acquéreur des droits de Guillaume de Bardonnenche, avait reconnu tenir en fief du dauphin Humbert II la seigneurie de Reculais, dont, en 1345, Henri de Villars, archevêque de Lyon, l'avait investi. Le 14 juin 1368, Ainard de Châteauneuf renouvela l'hommage de son père Odebert, et Richard de Montchenu en fit autant en 1446, ainsi que le prieur de Saint-Donat pour Arthemonay, le 14 février, même année.

De son côté, Jean-Augustin de Loulle, décédé le 2 mai 1712 et inhumé dans le tombeau de sa famille à Saint-Barnard, dans son testament du 29 avril même année, stipulait que Philippe, Claudine et Hélène seraient entretenus et élevés aux frais de son héritier jusqu'à leur majorité, et qu'indépendamment des legs de leur mère, leurs légitimes seraient réduites à une dot spirituelle et à une pension de 30 livres, s'ils prenaient l'habit religieux, comme Ennemonde et Marianne, ursulines professes à Romans, Laurence, ursuline à Valence, et Françoise, ursuline à Crest.

François, son fils aîné, capitaine au régiment de dragons de Baillarbe, était nommé son héritier universel, avec substitution au profit de Philippe, son autre fils, et, à son défaut, de Claudine, sa fille.

Outre les dix enfants mentionnés dans leurs testaments, Jean-Augustin de Loulle et Laurence du Vivier, d'après des notes dues à l'obligeance de M. l'abbé Jules Chevalier, en auraient eu encore six autres : Marie, née le 16 juillet 1675, Bruno et Pierre, jumeaux, nés le 7 décembre 1690, Blanche-Élizabeth, née le 7 novembre 1692, et Hugues-Humbert et Louis, jumeaux, nés le 11 janvier 1696.

(*A suivre.*)

A. DE B.

BIBLIOGRAPHIE

Trente-deux ans à travers l'Islam. par Léon Roches, ministre plénipotentiaire en retraite, ancien secrétaire intime de l'émir Abd-el-Kader, ancien interprète en chef de l'armée d'Afrique, *Paris, librairie Firmin Didot, 1884, tome 1^{er}.*

Né à Grenoble en 1809, ayant fait, à diverses reprises, de longs séjours dans la petite ville de Tain, M. Roches appartient au Dauphiné non seulement par son origine, mais aussi par beaucoup de ses parentés et de ses amitiés. Aussi sommes-nous d'avance assuré que dans notre province on lira avec un intérêt peut-être plus vif encore que partout ailleurs, le nouveau livre dont il vient de publier le premier volume. M. Léon Roches appartient à la race de ces nobles aventuriers, tels que l'on en rencontre quelques-uns dans notre histoire, arrivés, par la seule énergie de leur volonté, à devenir de grands et utiles serviteurs de la France. Ayant su dans sa carrière si remplie, se prêter avec succès à des rôles bien différents semblant exiger les talents les plus opposés, homme d'épée en même temps que négociateur habile, d'abord secrétaire d'Abd-el-Kader, alors en paix avec notre pays, puis interprète en chef de notre armée, grade créé pour lui et dont lui seul a été investi, chargé de missions secrètes ou bien employé dans la diplomatie officielle, il a sous les ordres du maréchal Bugeaud, qui l'honorait de son estime, contribué à pacifier l'Algérie ; au Maroc, à Tunis, au Japon, il a tenu d'une main ferme le drapeau de la France et développé notre influence. Quoique s'étant formé lui-même à travers mille obstacles qui eussent découragé tant d'autres moins fortement trempés, il est un des survivants de cette vieille école classique de diplomates fidèles aux traditions,

prompts à démêler partout les intérêts de la France. Ne donnant rien au hasard ils parviennent par la persuasion à les faire triompher des préjugés de nations ou de gouvernements d'ordinaire hostiles au début.

M. Roches s'était fait spécialiste, ce qui lui a valu des succès quelquefois très inattendus. Arabisant de premier ordre, familiarisé dès sa première jeunesse avec la vie et les mœurs des tribus de l'Algérie, qui, pour la plupart n'avaient pas encore subi notre domination, il lui était facile de trouver le chemin de leur confiance. En homme sûr de lui-même, il ne craignait pas, quand la circonstance le demandait, d'avoir recours aux menaces, dont l'effet est irrésistible sur des populations, qui ne croient qu'à la force. Il gardait, bien entendu, ce moyen pour les cas très graves ; d'ordinaire, il jugeait la patience plus opportune, et son éloquence insinuante suffisait pour ramener à son avis les chefs accoutumés à le considérer presque comme un compatriote. Des côtes de la Méditerranée à l'extrême Orient, les races primitives, avec lesquelles il fut appelé à traiter les questions multiples et délicates, intéressant à l'extérieur une grande nation, lui offraient certaines analogies. Aux limites de l'Océan pacifique tout comme dans le nord de l'Afrique, il retrouva une féodalité, alors assez semblable à celle de l'Europe au moyen-âge, mais qui a depuis subi d'irréparables atteintes. Les Talleyrand de ces contrées lointaines cachent, tout comme leurs confrères des civilisations plus avancées, sous un flegme apparent un profond degré de dissimulation, même de porfirie ; pour les pénétrer, il faut se rendre compte de leurs procédés particuliers de ruse et du fond habituel de leurs idées.

Le lecteur comprend déjà que les événements qui ont rempli cette existence agitée ont dû avoir l'attrait et l'imprévu du roman. Depuis longtemps les amis de Léon Roches connaissaient les récits saisissants que, sur leurs instances, sa plume élégante vient de condenser pour le public. Pas de meilleur emploi des loisirs de sa verte vieillesse que de rassembler ses souvenirs, avec la sincérité, qui en augmente le prix. Bien différent de quelques uns de ses contemporains célèbres, songeant avant

tout à se faire un piédestal de leurs *Mémoires*, il ne prétend, en aucune façon, dissimuler les erreurs auxquelles il fut entraîné par la première fougue de la jeunesse ; elles se liaient trop étroitement d'ailleurs aux débuts de sa vie qu'elles expliquent, pour pouvoir, sans inconvénient, être passées sous silence. Amené par les suites d'une aventure romanesque au camp d'Abd-el-Kader, le jeune français, avec le tort en prenant le turban de se laisser considérer comme ayant embrassé l'Islamisme, eut le talent de dissiper les soupçons qui l'accueillaient à son arrivée et parvint à gagner la confiance de l'émir, qui n'eut bientôt rien de caché pour lui.

Par sa haute intelligence, certains instincts de justice et la droiture que n'exclut pas toujours la dissimulation, Abd-el-Kader était sans doute bien supérieur aux Marabouts, qui après lui ont proclamé la guerre sainte ; il se distinguait par des vues d'ensemble et d'organisation ; venu quelques siècles plus tôt, il eut probablement réussi à fonder un empire arabe. Mais ses préjugés religieux, le milieu quasi barbare dans lequel il avait grandi, son ignorance des choses de l'Europe le conduisirent à une erreur capitale : il se crut en état de lutter avec avantage contre les armes de la France. Respecté comme le confident et le secrétaire intime du maître, devenu l'instructeur et l'ingénieur militaire des troupes, le jeune Roches obtint tous les succès, excepté celui de persuader à son suzerain qu'il allait commettre une grave imprudence en recommençant la guerre contre notre armée. Ses conseils étant rejetés, et le moment décisif approchant, le patriotisme et l'honneur parlaient trop haut pour lui permettre un instant d'hésitation. Il comprit qu'il ne lui restait d'autre ressource que de sortir loyalement de la situation fausse, où il s'était imprudemment jeté. Après une explication très vive avec Abd-el-Kader, auquel il avoua son subterfuge, il s'échappa, au péril de sa vie, pour aller rejoindre les avant-postes français. Le chef dont il fut forcé de se séparer ainsi, après s'être donné à lui, lui rendit plus tard complète justice et entretenit avec lui une affectueuse correspondance, à laquelle sa mort seule a mis fin.

Le séjour auprès du sultan arabe forme la partie la plus intéressante du volume qui vient de paraître. Dans sa narration où la statistique se mêle à la poésie, l'auteur nous donne les détails les plus curieux sur les rivalités et les intrigues de cette petite cour nomade, l'organisation des troupes, les rapports avec les tribus, cette vie sous la tente, à la fois pastorale, guerrière, fanatique et chevaleresque. Son style s'imprègne sans effort des divers sujets qu'il traite successivement et reproduit, avec l'exactitude d'un observateur et le sentiment d'un peintre, la poésie sauvage du désert. Le siège d'Aïn Madhi, forteresse située dans une oasis, où s'était renfermé un marabout, qui refusait de se soumettre au prophète, est un des épisodes saisissants du livre.

Les généraux qui gouvernèrent l'Algérie utilisèrent l'expérience africaine de M. Roches. Mais toute sa valeur ne fut comprise que par le maréchal Bugeaud, qui le chargea d'une mission secrète à la Mecque, d'une grande importance pour la pacification de la colonie et qui accomplit, à travers mille dangers, eut les plus heureux résultats. On en trouvera le récit dans le second volume qui doit paraître prochainement.

ANATOLE DE GALLIER.



MADAME DE VILLEDIEU & M. GAZIER

Il existe depuis longtemps au ministère de l'Instruction publique, un Comité historique, souvent remanié, institué, entr'autres buts, pour exercer une sorte de juridiction bénévole sur les sociétés départementales. En outre d'hommes éminents tels que Messieurs Léopold Delisle et Paul Meyer, de Boislisle, etc., dont les travaux sont appréciés par toute l'Europe savante, ce Comité se compose de membres moins connus, probablement remarquables à d'autres titres, mais en tout cas, peu familiers avec l'histoire provinciale, qu'ils ne prennent ni la peine, ni le temps d'étudier.

Dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, section d'histoire et de philologie*, année 1883, n° 1, p. 50, qui semble emprunter une certaine importance à son caractère quasi officiel, M. Gazier, maître de conférences à l'Ecole normale, a consacré quelques lignes à notre Société d'archéologie. J'ai eu ma part de ses amabilités, ce dont je ne songe nullement à me plaindre.

Dans l'intérêt de l'Université, il faut espérer que les conférences de M. Gazier ne s'étendent pas à la géogra-

phie de la France, sur laquelle il ne paraît posséder que des notions assez confuses, puisque du village de Bressieu dans l'Isère il réussit à faire la petite ville de Bressuire, des Deux-Sèvres. On affirme que M. Gazier se réclame volontiers des Solitaires de Port-Royal. Ses illustres maîtres faisaient preuve de moins de légèreté et d'une science moins *fantaisiste*.

Je ne viens ici contester, à aucun degré, la liberté, qui lui est commune avec le premier venu, d'estimer à sa façon, à ses périls et risques, la valeur des recherches d'autrui. Mais quand ce digne professeur, sans examiner la question, insinue sournoisement que j'ai produit un document dépourvu d'authenticité, j'ai le droit de réclamer. Il s'agit de la lettre adressée par Madame de Villedieu à son beau-père Adrien de Clermont-Chaste, que j'ai publiée dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme* (65^e livraison, avril 1883, p. 119). Si M. Gazier eût bien voulu lire mon article, au lieu de le parcourir trop rapidement, il se fût épargné une imputation toute gratuite. Il eût vu ce que je suis obligé de répéter, que j'avais découvert dans les papiers de M^e Bergier, notaire à Tain au XVII^e siècle, un dossier relatif à la maison de Clermont-Chaste, dont plusieurs pièces, que j'ai analysées, fournissent des détails inédits à la biographie de la romancière. La lettre de Catherine Desjardins, *incriminée* par le maître des conférences de l'Ecole normale, se trouvait au milieu d'actes notariés, dont l'un (mentionné dans la note de la p. 122 du *Bulletin*) est revêtu de la signature

du même personnage, présentant une identité absolue de caractères avec la signature de la lettre elle même. Pendant trois mois les deux pièces resteront déposées à Valence, au secrétariat de la Société d'Archéologie de la Drôme, afin que chacun puisse juger par ses propres yeux. L'identité d'écriture est si évidente qu'elle ne peut laisser place à aucun doute sur l'authenticité de la pièce que j'ai publiée.

ANATOLE DE GALLIER.



UN SCEAU TROUVÉ

PRÈS DE ROMANS



† *Sigillum I(hannis) Darbois, prior(is) d(e) Coob(ia) ad duas ecc(lesi)as.*

M. Alphonse Nugues, un de nos collègues les plus versés dans la connaissance de l'archéologie et des beaux arts, nous a communiqué l'original et le dessin d'un sceau trouvé aux Jabelins près de Romans, dans la propriété de M. Clément (Émile), membre de la Société.

Nous l'avons fait graver dans l'espoir d'obtenir quelques renseignements sur le prieuré *de Coobia* dont il fait mention.

Le domaine des Jabelins est peu éloigné des ruines d'un ancien prieuré de Saint-Pierre de Vérage, annexe de Rompon (Ardèche), et dépendant de Cluny.

Cette circonstance expliquerait-elle la présence du sceau trouvé aux Jabelins ?

Quant au nom *de Coobia*, nous l'avons inutilement cherché dans nos cartulaires Dauphinois ; la seule indication connue se lit dans un pouillé du XIV^e siècle, conservé à la Bibliothèque nationale et publié en 1868 par M. l'abbé Chevalier, dans les *Documents inédits relatifs au Dauphiné*, (1) où figure un prieur *de Cobia* dans l'archiprêtré de Crest.

Mais ce renseignement suffit-il à reconnaître Saint-Pierre de Scipie dans le *Cobia* du pouillé ?

En effet, les pouillés du diocèse de Die de 1450, 1516 et 1576 ne parlent plus de Cobie, mais du prieuré *de Sibia*, *S^{ti} Petri de Sippia*, Saint-Pierre de Sippie au Cheylard.

D'après une visite épiscopale de 1644, l'église de Saint-Pierre de Scipie est la même que celle du Cheylard, au mandement d'Eygluy. Faute de revenus suffisants, le service religieux se faisait à Ansage de trois en trois semaines.

En identifiant Cobie, Sibie et Scipie avec le Cheylard et Ansage, on aurait les deux églises mentionnées dans le sceau.

Nous ne dirons rien du nom du prieur Jean Darbois, ce nom n'étant pas dauphinois.

Cependant, l'Académie de Besançon, dans le volume qu'elle vient de publier, mentionne en ces termes un *Jean d'Arbois*, abbé de Balerne en 1348 : « sur une simple

(1) *Pouillé du diocèse de Die*, p. 49.

« dalle du chapitre sont gravés : une crosse mise en pal
« sur une fasce et formant avec elle une sorte de croix,
« aux deux côtés de cette croix les sigles *F(rater)*
« *J(ohannes)*. »

Balerne (Jura) dépendait de Cîteaux, comme Léoncel et Vernaison (Drôme). Jean d'Arbois sera venu passer à Romans ou y remplir quelque mission, et, en des circonstances que nous ignorons, aura oublié ou perdu son sceau particulier.

A. LACROIX.



Compte-Rendu du Trésorier

pour 1881, 1882 et 1883.

Des erreurs de copie ou de typographie se sont glissées dans le dernier compte-rendu de la situation financière de la Société inséré au *Bulletin*.

Le trésorier y était désigné comme secrétaire, l'année 1880 était prise pour 1881, enfin quelques chiffres étaient oubliés, ou mis pour d'autres.

Ces fautes typographiques ne se renouveleront plus, les épreuves seront désormais soumises au trésorier avant le tirage.

Le compte-rendu de la situation financière de l'année 1881 fut lu dans la séance du 5 août 1882, mais ne fut pas inséré au *Bulletin* ; en voici le résumé ainsi que celui des deux dernières années.

1881.

RECETTES.

103 cotisations à 20 fr. et 104 à 6 fr	2,684 »
Vente de livraisons	78 »
Intérêts pour 6 mois de la somme placée en	
rentes 3 %	90 »
En caisse au 1 ^{er} avril 1881.	8,133 92
TOTAL.	10,985 92

DÉPENSES.

Impression de 4 livraisons du	
<i>Bulletin</i> y compris la 59 ^e	2,027 95

Affranchissement de ces livrai-		
sons	150	»
Gravures, lettres de convocation,		
2 ^e impression des statuts, frais de		
recouvrement et de bureau.	461	80
Achat de 180 fr. de rente 3 %..	5,174	85
TOTAL	7,814	60
Reste en caisse au 1 ^{er} février 1882.	3,171	32

1882.

RECETTES.

99 cotisations à 20 fr. et 102 à 6 fr.	2,592	»
Vente de livraisons	8	»
Intérêts du capital placé	180	»
En caisse au 1 ^{er} février 1882	3,171	32
TOTAL.	5,951	32

DÉPENSES.

Frais d'impression et d'affran-		
chissement de 4 livraisons du <i>Bul-</i>		
<i>letin</i> y compris la 63 ^e		
	2,157	90
Impression du tome VI ^e de l' <i>Ar-</i>		
<i>rondissement de Montélimar</i>		
	500	»
Abonnement au <i>Bulletin épigra-</i>		
<i>phique</i> pour 1881 et 1882		
	30	»
Gravures, lettres de convocation,		
frais de recouvrement de cotisations		
et de bureau.		
	295	85
TOTAL	2,983	75
Reste en caisse au 1 ^{er} février 1883	2,967	57

1883.

RECETTES.

98 cotisations à 20 fr. et 87 à 6 fr	2,482 »
Vente de livraisons	110 »
Intérêts du capital placé.	180 »
En caisse au 1 ^{er} février	2,967 57
TOTAL	5,739 57

DÉPENSES.

Frais d'impression et d'affran-
chissement de 4 livraisons du *Bul-*
letin y compris la 67^e. 2,080 40

Gravures, lettres de convocation,
frais de bureau et de recouvrement
de cotisations. 303 45

TOTAL. 2,383 85

Reste en caisse au 1^{er} février 1884. 3,355 72



SÉANCE DU 21 JANVIER 1884

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

Il est donné lecture des circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique relatives à la 22^e réunion des Sociétés savantes, et d'une lettre de M. Peloux, ingénieur en chef de la Drôme, annonçant l'arrivée au musée de Valence de la pierre tumulaire trouvée à Vercheny.

Le secrétaire raconte à ce propos que l'octroi de la ville a perçu 50 cent. pour droit d'entrée de cette pierre. Cette fiscalité *intelligente*, ajoute un membre de la Société, remet en mémoire l'accident arrivé autrefois à un propriétaire de Larnage. Cet homme dévoué ayant offert au musée de la ville des fossiles curieux trouvés dans sa propriété, poussa la complaisance jusqu'à les amener à Valence. Mal lui en prit. Pendant qu'il cherchait le conservateur du musée, sa charrette fut trouvée stationnaire sur la place, et un agent de police dressa procès-verbal du délit. Le généreux donateur eut toutes les peines du monde à se tirer d'affaire. Serions-nous revenus à cet heureux temps ?

A une époque où l'on parle tant d'instruction publique, la perception d'un droit d'entrée sur les inscriptions romaines méritait d'être signalée.

Sont proclamés membres de la Société :

M. Clément (Émile), de Romans, présenté par MM. Nugues et Lacroix, *titulaire*.

M. Molin, négociant à Lyon, *correspondant*.

M. le Secrétaire fait connaître un incident qui s'est produit au sujet de la publication, dans notre *Bulletin de la Numismatique du Parlement du Dauphiné*, par M. Vallier. M. Roman a écrit pour se plaindre de ce que onze médailles décrites et gravées dans ce travail aient été empruntées, sans en prévenir le lecteur, à une étude qu'il a donnée précédemment au *Bulletin de l'Académie delphinale*. L'Assemblée décide que ces réclamations seront communiquées à M. Vallier, afin qu'il y puisse répondre.

De son côté, M. Vallier a affirmé que sa *Numismatique du Parlement* était prête dès 1877 et que ce n'est pas sa faute, si le cadre de notre *Bulletin* ne lui a pas permis de la publier en une seule fois, qu'une des médailles en question fait partie de son propre cabinet et qu'on n'en connaît pas d'autre exemplaire, que deux autres ont été mal figurées par son concurrent.

La Société d'Archéologie de la Drôme doit, ce nous semble, se borner à indiquer avec une complète impartialité la position respective des deux parties, n'ayant pas qualité pour trancher une question de priorité toujours difficile à résoudre.

M. Lacroix rend compte, d'après les notes d'un curé de Rac trouvées dans les registres de baptêmes, mariages et sépultures, des expériences faites à Montélimar en 1774 par un jeune homme de Toulon, âgé de 14 ans, pour découvrir des sources.

« M. Geoffre en a fait cruser à Serre-de-Part qui a beaucoup augmenté sa fontaine. M. Bernard lui a fait parcourir toute la plaine de Châteauneuf-du-Rhône pour en avoir une à Jonquièrre.

« M. Menuret, médecin, a fait à l'Académie des arts de Paris la description des rares talents de ce jeune homme qui est parti de Montélimar pour retourner à Marseille

des qu'on a commencé à cruser la fontaine et emporté 500 livres de la ville de Montelimar.

« L'Academie a jugé, sur le recit de M. Menuret, que la ville s'est laissé tromper à un jeune homme qui, contre tous les principes de la phisique, assure de voir couler l'eau à 10, 20, 30 et 50 pieds de terre, pourvu qu'il n'y ait point d'autre corps comme un rocher, un tronc d'arbre qui l'empêche de voir.

« On dit que les Intendans de Dauphiné, de Provence et du Languedoc ont eu l'ordre de faire arrêter ce jeune homme et de le faire traduire à Paris devant l'Academie, mais que le jeune homme a disparu.

« Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il en coute 1,000 livres à la ville de Montelimar pour faire cruser, et que s'étant présenté un nouveau tourneur de baguette, il a dit que l'eau se trouveroit à 2 toises plus profond, mais l'ayant assuré qu'il resteroit en prison autant de jours que l'eau seroit à plus de pieds de profondeur, il n'a pas voulu accepter l'offre, et on a cessé de cruser. »

Il s'agit sans doute ici de Parangue dont parle Faujas de Saint-Fond dans son *Histoire naturelle de la province de Dauphiné* et les *Affiches du Dauphiné* du 6 novembre 1778.

A. L.

NÉCROLOGIES

M. DE BERNON (JUST),
ancien trésorier-payeur général de la Drôme.

Notre bienveillant et honorable collègue avait débuté dans la vie publique comme attaché d'ambassade. Il fut ensuite trésorier général à Privas, à Chambéry et à Valence. Partout, son affabilité, son caractère heureux et ses manières distinguées lui acquirent de nombreuses sympathies. La mort est venue le frapper avant l'heure dans sa retraite charmante de Senault, près d'Albon, et ses funérailles ont prouvé l'estime et l'affection dont il jouissait dans le département et dans sa commune. Elles ont eu lieu le 21 janvier 1884.

FONTANILLE (JOSEPH-FRANÇOIS).

Décédé à 36 ans, cet écrivain du *Bulletin* a publié une étude sur l'instruction primaire dans l'arrondissement de Nyons. Il est le premier instituteur de la Drôme qui se soit occupé de ce sujet et qui nous ait secondés dans notre œuvre patriotique. Il avait même obtenu des récompenses pour ses recherches. Caractère loyal, excellent professeur, comptable intègre, il a droit aux bons souvenirs de ses collègues de la Société d'Archéologie.

CHRONIQUE

Nous avons publié, tome XVII p. 440, une inscription trouvée à Vercheny et placée depuis au musée de Valence. M. Pacaud, à la demande de M. le docteur Voulet, en avait donné un très bon dessin. C'est une stèle à fronton triangulaire bordée de moulures, brisée diagonalement en deux fragments presque égaux, trouvée en 1883, aux Barrières, sur Vercheny, dans les travaux de construction du chemin de fer. L'inscription est gravée dans un encadrement de moulures, à l'exception des lettres D. M. qui sont dans les antéfixes aux angles du fronton. Hauteur 1^m 20, largeur 0^m 73. Partie encadrée, hauteur 0^m 60, largeur 0^m 50.

Au lieu de *Vaticini* avec un seul T, il y en a deux ; l'*n* et l'*i* final de ce mot et le 2^e *v* et l'*a* de *Viva*, liés en monogrammes.

M. Allmer dans la *Revue épigraphique du midi de la France* n° 27 (1^{er} trimestre 1884) présume, à cause de l'absence du nom gentilice que Verinus et Vatticinus, n'étaient pas des citoyens Romains, mais des Gaulois ayant un nom unique. M. Hirschfeld, dans ses *gallische studien*, parle d'un traité d'alliance remontant peut-être à César et maintenu jusqu'à l'empire, d'après lequel les Voconces auraient formé, au milieu de la Narbonnaise, un pays organisé selon les usages celtiques. Delà le nom unique de l'inscription, curieuse à ce titre.

Ces jours derniers, M. Revol, marchand à Valence, route de Lyon a trouvé dans sa propriété entre le chemin

de Châteauneuf-d'Isère et la route nationale n° 7 près de l'ancienne auberge de la montée du Long sur le Bourg-lès-Valence, une pierre en mollasse portant une inscription incomplète et presque effacée.

L'estampage, essayé plusieurs fois inutilement, n'a fait ressortir que deux lignes, et encore plusieurs lettres sont elles douteuses.

FLAMINIAE

FRVOSVOV

Mais la grande trouvaille de ce trimestre est la mosaïque de St-Paul-trois-Châteaux, mise à jour le 28 février 1884 chez les Frères Maristes, mesurant 6 mètres 55 de long sur 3 mètres 35 de large.

Elle était entourée des murs d'enceinte de la salle au moment de la découverte et par conséquent complète.

Nous avons la promesse d'une photographie de ce travail artistique. Disons en attendant, qu'il représente le mariage d'Hercule et d'Hébé, pour sujet principal, encadré dans une torsade de rubans en pierres de couleurs, et que les autres ornements se composent de carrés, de triangles, de losanges, d'étoiles, etc.

On affirme que d'autres objets antiques ont été recueillis par les mêmes Frères Maristes.

Parmi les publications reçues nous signalerons :

Bibliographie des ouvrages relatifs à Lesdiguières,
par M. E. Chaper.

La retraite de Monsieur de Chastillon et la bataille de Virecul — 1587 — par H. de Terrebasse, Lyon, Pitrat aîné, 1884, br. in-8.

Essai sur les ordres monastiques dans le diocèse de Valence. Dominicains, de Valence, Die, Buis-les-Baronnies et St-Paul-3-Châteaux (par M. le chanoine Nadal)—Valence, Céas, 1883 in-8, 100 p.

La Tour de Crest, poésie par Gustave Bermond, Crest, Perrier, 1884 in-12, 7 p.

La Drôme littéraire, revue mensuelle, organe de la Société littéraire de France. Elle a déjà publié 3 numéros.

La bibliothèque du district de Die, par M. Ad. Rochas.

Chroniques dauphinoises et documents inédits relatifs au Dauphiné pendant la révolution 1750-1810, par A. Champollion-Figeac. Préface du 3^e volume, suivie d'une Note complémentaire relative à Mademoiselle Philis de La Tour-du-Pin-la-Charce.

La colonie latine Augusta Tricastinorum, par M. Florian Vallentin, Vienne, 1883, Savigné, br. in-8^e.

Répertoire des sources historiques du moyen âge, par Ulysse Chevalier. *Bio-Bibliographie* 4^e fascicule P.-Z. Paris, Société bibliographique 1883, in-4^e avec l'introduction à placer au commencement de ce savant ouvrage, aujourd'hui complet.

L'édition du *Mystère de St-André*, réponse au *Compte rendu de M. l'abbé Guillaume*, Gap, Richaud, br. in-8ⁿ, 13 pages.

M. Laurière a publié un rapport dans le *Bulletin mo-*

numental sur les fouilles importantes qui ont amené la découverte de la colonne dite de Henri IV sur l'Esquilin, décrite par M. Tomassetti et par M. Florian Vallentin. Une médaille frappée par l'ordre des Antonins a été trouvée dans l'intérieur du piédestal de la colonne et M. Laurière nous apprend que la découverte avait été pressentie par M. Gustave Vallier dès 1881 dans la *Revue belge de numismatique*.

Le *Bulletin du comité des travaux historiques* année 1883 renferme l'*Etat auquel M. de Chamillart a trouvé les finances du Roi le 6 septembre 1699*. Dans les dépenses de cette année-là figurent parmi les gratifications 2,000 livres à la dame de la Charce. Il s'agit de Philis, comme le constate l'abbé Lesbros p. 192.

M. Clément, ayant exposé dans ses ateliers de Donzère, en février dernier, quelques-uns de ses tableaux, a obtenu un légitime et réel succès.

D'après M. Paul Meyer, (*Romania*) 2^e d'avril-juillet 1883), sur 28 manuscrits de la bibliothèque de Lesdiguières, acquise à Toulouse en 1716 par l'abbaye de Marmoutiers et versée dans celle de la ville de Tours, à la Révolution, neuf sont aujourd'hui retrouvés, mais aucun mémoire relatif au Dauphiné. Sur quoi repose donc la légende qui y a fait entrer divers manuscrits cités par Chorier ?

A. L.



TABEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
DE LA DRÔME

Président d'honneur

M. NAJEAN, préfet de la Drôme.

Président honoraire

Mgr. COTTON, évêque de Valence.

Membres fondateurs

MESSIEURS

LACROIX SAINT-PIERRE, ancien député, à Chabeuil.

Marquis DE PISANÇON, à Pisançon.

MONTLUISTANT (DE), général d'artillerie, à Paris.

MORIN, ancien député, à Dieulefit.

Membres titulaires

MESSIEURS

ALLEMAND (l'abbé), supérieur du petit-séminaire, à Valence.

ALLÉOUD, ancien membre du Conseil général, à Luc.

ARCES (le marquis d'), à Mercurol.

ARNAUD, pasteur, à Crest.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.

BÉGOU (l'abbé), supérieur du grand-séminaire, à Romans.

BELLET (l'abbé), à Tain.

BELLON, ancien maire de Charpey.

BERNON (le baron Prudent de), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.

BERNON (J. de), docteur en droit à Paris.

BERGER, président au conseil d'Etat, à Paris.

BOISSON, ancien percepteur, architecte au Pont-Saint-Esprit.

BONNET, docteur en médecine, vice-président de la Société, à Valence.

BORDAS (Joseph Michel), à Saint-Martin-d'Août.

BOREL DE SOUBÉРАН (Louis), à Crest.

BOREL DE SOUBÉРАН (Charles), à Crest.

BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOVET, notaire, à Crest.

BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Valence.

BOURG (Gontran du), au château de l'Île-Vieille, près Mont-dragon.

BOUFFIER (Amédée de), à Livron.

BRUN-DURAND (Justin), ancien juge de paix, à Crest.

BRUYAS (Emile), à Lyon.

CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur-général, à Lyon.

CHABRILLAN (le comte Fortuné de), à Paris.

CHABRILLAN (le comte Paul de), à Saint-Vallier.

- CHARRAS (Edouard), négociant, à Nyons.
CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé C. U. J.), correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé Jules), aumônier à Romans.
CLÉMENT, directeur de la Société générale de Vals, à Valence.
CLÉMENT (Emile), à Romans.
COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.
COSTON (le baron DE), à Montélimar.
DÉRIARD, directeur de la verrerie, à Rive-de-Gier.
DIDELOT (l'abbé), curé de la cathédrale, à Valence.
DUMONTEIL (l'abbé), curé, au Buis-les-Baronnies.
DU PORT-ROUX, à Romans.
DUPRÉ-LATOUR (Théophile), ancien substitut du procureur de la République, à Ecully.
DUVERNET, secrétaire général de la préfecture, à Valence.
EPAILLY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.
FAURE-BIGUET, président à la cour d'appel, à Paris.
FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.
FILLET (l'abbé), aumônier, à Valence.
FLORANS (le marquis DE), à La Roque, par Lambesc.
FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.
FORCHERON (Emile), juge, à Valence.
FORQUET DE DORNE, président de la Cour d'appel d'Angers.
FRANÇOIS (Eugène), professeur de droit, à Alger.
GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.
GILLY (Louis), à Valence.
GIRARDON, avocat, à Valence.
GUILLEMINET, professeur au collège d'Arles.
ISNARD (l'abbé), curé à Tulette.
JASSOUD (l'abbé), curé, à Mureils.
LABAREYRE (DE), ancien juge, à Valence.
LA BAUME (le comte DE), marquis de Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LALANDE, avoué, à Valence.

LAMBERT, ancien maire de Combovin.

LARNAGE (le comte Vincent DE GARCIN DE), à Tain.

LATUNE (Henri), à Crest.

LATUNE (Gustave), à Crest.

MALENS, sénateur, à Paris.

MARCIEU (le marquis DE), à Crépol.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (l'abbé), aumônier, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (aîné), ancien maire de Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte Fernand), à Beausemblant.

MONTCHENU (le vicomte DE), à Montchenu.

MONTTEYNARD (le comte DE), à Montelier.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.

MORIN (Henri), négociant, à Dieulefit.

MORIN (Adolphe), à Dieulefit.

NUGUES, (Félix), à Orange.

NUGUES (Alphonse), à Romans.

PELOUX (Jules), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Valence.

PERROSSIER (l'abbé Cyprien), curé, à Parnans.

POMPÉI, avocat, à Valence.

PROMPSAL (Louis), receveur de l'enregistrement, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, (Rhône).

REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au conseil d'Etat, à Paris.

REY, architecte, à Valence.

ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.

SAYN (Gustave), à Montvendre.

SOLLIER, avocat, à Valence.

SOUBEYRAN, architecte, à Lachamp-Condillac.

SIÈYES (le marquis DE), au château du Valentin, Bourg-lès-Valence.

SOULIER (l'abbé), curé, à Vesc.

TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.

VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.

VERTUPIER (Louis), à Crest.

VEYRENC (l'abbé), curé, à Mollans.

VIGNE (Mgr.), évêque de Digne.

Membres correspondants

MESSIEURS

ADHÉMAR (le comte Victor D'), à Toulouse.

ALÈGRE (Léon), fondateur et conservateur du Musée de Bagnols.

ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.

ANDIGNÉ (le marquis D'), général et sénateur, à Paris.

AUZIAS (Théodore), avocat à la Cour d'appel de Grenoble.

BARRÈS, bibliothécaire de la ville de Carpentras.

BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.

BELMONT, à Lyon.

BERGER (Emile), conseiller à la Cour d'appel d'Aix.

BERNARD, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.

BESSET, architecte, à Tournon.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives

BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.

BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.

BOISSIN (Firmin), rédacteur en chef du *Messenger de Toulouse*.

BOUCHARDON (Gustave), à Bonnevaux, près la Côte-Saint-André.

BROUCHOUD, avocat à la Cour d'appel de Lyon.

BULOT, architecte départemental, à Melun.

CAIZE (Albert), à Louveciennes.

CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes à Louveciennes.

CHAPER (Eugène), ancien député, à Grenoble.

CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.

CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.

CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.

DELLOYE, conservateur du musée Calvet, à Avignon.

DUBOIS, ancien magistrat, à Thueys.

DUFOUR (Louis), aide archiviste d'Etat, à Genève.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FALSAN, géologue, à Saint-Cyr au Mont-d'Or, près Lyon.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAYARD, conseiller à la Cour d'appel de Lyon.

FERRAND (Henri), avocat, à Grenoble.

FIÈRE (Zénon), avocat à la Cour d'appel de Paris.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra sur Saint-Geoirs.

GALLET (Louis), directeur de l'hôpital de Lourcine, à Paris.

GAP (Lucien), instituteur, à Roaix.

GARIEL, bibliothécaire de la ville de Grenoble.

GENTHON, juge, à Saint-Marcellin.

GIRODET, ancien directeur des contributions directes, à St-Jeure-Day par Satillieu.

GRÉAU (Julien), à Paris.

GUEYFFIER, juge de paix, à Saint-Etienne de Saint-Geoirs.

GUILLAUME (l'abbé), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

HELME, vice-président du tribunal, à St-Etienne (Loire).

JOUFFRAY (A.), capitaine d'Artillerie au 2^e régiment, à Grenoble.

LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard.

LAMOTTE, docteur en médecine, au Pouzin.

LASCOMBE (M^{me}), née Comte, à Saint-Pierreville.

LEBLANC, bibliothécaire et conservateur du musée de Vienne.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MACÉ, doyen de la Faculté de Grenoble.

- MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.
MAZON, publiciste, à Paris.
MOLIN (Joseph), négociant, à Lyon.
MONTALIVET (Georges DE), à Paris.
MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.
MONTS (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.
MOREL, receveur des finances, à Carpentras.
OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.
PALLIAS (Honoré), ancien membre du conseil général des Hautes-Alpes, à Lyon.
PARISOT DE LABOISSE (Jules DE), à Montpellier.
PERROSSIER (Ernest), lieutenant-colonel au 9^e de ligne.
PEYROT, chef de division retraité de la préfecture de l'Isère.
PILOT DE THOREY (Emmanuel), vice-consul d'Italie, à Grenoble.
PIOLLET, substitut à la Cour d'appel de Grenoble.
POINÇOT, à Châteauroux-les-Alpes.
PONCINS (le comte DE), à Feurs.
PRUNIÈRES (le comte DE), membre du Conseil général, au château de Prunières, par Chorges.
REYNAUD (Horace), avocat à la Cour d'appel de Lyon.
ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube, par Clairvaux.
ROCHER (Henri DE), à Bollène.
ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.
ROUIN (Flavien), receveur principal des postes, à Gap.
SAINT-FERRÉOL (le vicomte DE), à Uriage.
SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques, à Arras.
SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
TAILLAS (DE), à Grenoble.
TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (le baron DE LA), à Nantes.
TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (le comte DE LA), à Bezonsville.
VALLIER (Gustave), à Grenoble.
VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

VOSSIER, lieutenant au 68^e de ligne, à Issoudun.

Communes abonnées

AOUSTE. — BARBIÈRES. — BOURG-DU-PÉAGE. — CREST. —
MONTÉLIMAR. — MONTRIGAUD. — NYONS. — BIBLIOTHÈQUE
DE MARSEILLE.



DESCRIPTION TOPOGRAPHIQUE

de la Tour de Crest

pour faire suite à

L'ESSAI HISTORIQUE SUR LA TOUR DE CREST

de M. A. LACROIX

(Voy. le *Bulletin*, t. xv, p. 257-264 ; t. xvi, p. 1-26,
97-119, 257-280, 409-437 ; t. xvii, p. 78-92, 194-211, 287-296, 411-419).

(SUITE ET FIN. — Voir la 68^e et 69^e livraison).

III

DATE DE LA CONSTRUCTION DE LA TOUR NEUVE DE CREST

La première mention du château de Crest (1) remonte au 2 mars 1120, date d'une lettre adressée de ce lieu par le pape Calixte II aux évêques de Coïmbre et de Salamanque en Espagne. (2)

Pierre de Vaux Cernay, religieux de l'ordre Citeaux dans l'abbaye de ce nom près Chevreuse (Seine et Oise), qui écrivit vers 1216 l'Histoire des Albigeois, appelle le château de Crest un « château très noble et très fort, bien muni de soldats et de gens de service. » (3)

L'Histoire en vers de la croisade des Albigeois, qui

(1) *Castrum Cristam*.

(2) JAFFÉ, *Regesta RR.* Pontif.

(3) *Castrum nobilissimum, fortissimum, militibus et servientibus bene munitum*. (Collect. Guizot, XIV, 335.)

date de la même époque, appelle aussi Crest « une place forte et imprenable. » (1)

Faut-il conclure de ces témoignages que la tour de Crest, dans son état actuel, existait soit en 1120, soit en 1216? Nous ne le pensons pas. Les Arnaud, puissants personnages, comtes de Marsanne et seigneurs de La Baume des Arnauds, Crest et autres lieux, (2) qui fondèrent la ville de Crest dans les derniers temps du royaume d'Arles, (3) qui subsista de 879 à 926, avaient pu réparer, élever et fortifier la tour romaine, endommagée sans doute par l'irruption des barbares, et l'entourer de remparts et de bastions, de façon à en faire une forteresse déjà redoutable. La qualification que les historiens précédents donnent au château de Crest, peut donc subsister sans qu'il en résulte nécessairement que la tour actuelle existât de leur temps.

Une raison péremptoire tranche du reste la question. La grande et unique porte d'entrée de la tour, presque toutes les portes de ses chambres ou cachots et les voûtes qui surmontent ceux-ci sont dans le style ogival. Or, d'après Viollet-le-Duc, (4) qui fait autorité dans la matière, ce style ne s'introduisit dans le nord de la France que vers la fin du XII^e siècle. Les voûtes des cathédrales de Paris, de Senlis et celles de beaucoup d'autres églises de l'Isle de France n'ont été construites que dans le dernier quart de ce siècle, entre 1160 et 1200; et ce n'est pas à l'époque de la guerre des Albigeois, c'est-à-dire quelques

(1) *Una forta plassa et imprenable.* (DOM BOUQUET, *Recueil des hist. des Gaules*, XLIX, 176.)

(2) AIMARD DU RIVAIL, de *Allobrogibus*, éd. TERREBASSE, p. 124; COLUMBI, de *rebus gest. episcop. Valent et Diens*, p. 63-81.

(3) CHORIER, *Hist. génér. du Dauph.*, vol. I, p. 828; AIMARD DU RIVAIL, *id.* p. 124.

(4) *Diction. raison. d'architect.*, VI, 421, 431.

années après 1200, que le style ogival avait déjà pu pénétrer dans le midi de la France, où les architectes s'inspiraient encore du style des constructions romaines. Toutes les parties de la cité de Carcassonne, qui datent de la fin du XII^e siècle ou le commencement du XIII^e, sont en style roman. Le palais des papes à Avignon, où l'ogive joue un rôle considérable, n'est que du XIV^e siècle. Il faut donc indiquer tout au plus la fin du XIII^e siècle ou le commencement du XIV^e comme date possible de l'introduction du style ogival dans les départements méridionaux de la France.

Si nous voulons déterminer maintenant d'une façon plus exacte l'époque où fut construite la tour neuve, nous n'en trouvons aucune de favorable pendant la longue guerre des évêques, qui se termina seulement en 1356. Ce n'est pas durant ces temps agités, où une année en quelque sorte ne s'écoulait pas sans que les évêques de Valence et les Comtes du Valentinois ne prissent les armes les uns contre les autres, qu'un donjon de cette importance, qui a une superficie de 700 mètres et une hauteur de 51 et dont la construction nécessitait l'emploi de plusieurs centaines d'ouvriers pendant plusieurs années aurait pu être bâti.

Il est à remarquer d'autre part que la ville de Crest était un objet perpétuel de litige entre les évêques et les comtes et que ni les uns ni les autres n'auraient voulu, ce semble, la fortifier, par une tour semblable à celle qui se voit aujourd'hui, sans être assurés d'avance de ne pas construire une forteresse pour leurs adversaires. Ils ne pouvaient mettre la main à l'œuvre qu'avec la certitude qu'ils jouiraient sans conteste du sol sur lequel allait s'élever l'édifice et en ayant devant eux plusieurs années de paix et de tranquillité.

Ajoutons enfin que, si ce redoutable donjon avait existé

dans son état actuel pendant la guerre des évêques, ses possesseurs, comtes ou évêques, auraient été si puissants que leur partie adverse n'eut pas cherché à s'en emparer, comme cela arriva plusieurs fois, et peut-être même n'eut pas osé seulement en contester la propriété.

Nous pensons donc que la tour neuve n'a été construite qu'après le bienfaisant traité du 4 juillet 1356, qui mit fin à la longue et sanglante guerre des évêques, et par Aimar VI dit le Gros. Ce comte, qui avait succédé à son père en 1345, vécut encore 18 ans, et ce doit être pendant ce laps de temps qu'il construisit la tour neuve et ses défenses avancées du nord, ou tout au moins qu'il les acheva ; et cela, croyons-nous, avec une partie des matériaux de la fameuse forteresse de l'évêque de Valence et de Die, Amédée de Roussillon, dont nous allons parler et qui n'est pas une difficulté pour notre système, comme on va le voir.

Columbi (1) et l'historien Chorier (2) affirment, le premier qu'Amédée de Roussillon, qui occupa son siège épiscopal de 1276 à 1281, fit construire à Crest une forte citadelle, et le second qu'il munit Crest d'un fort château ; mais une étude des lieux prouve qu'il s'agit d'une forteresse différente de notre tour, élevée par cet évêque sur l'emplacement actuel du Calvaire et de la chapelle Saint-Antoine, et qui n'a rien de commun avec la tour actuelle. Aymar II la démolit en 1334, ce dont se plaignait en 1336 Louis de Villars, évêque de Valence et de Die. Une pièce de 1535 déclare qu'il n'y avait à cette dernière date « montrance de muraille. » (3) L'assertion n'est exacte que jusqu'à un certain point, car en examinant de près les lieux

(1) *De rebus gestis*, etc., p. 713.

(2) *Hist. génér. de Dauph.*, t. II, p. 158.

(3) *Bulletin*, XVI, 115.

on peut suivre une partie des fondations de l'enceinte relativement considérable du château épiscopal et voir dans le rocher les entailles destinées à recevoir les murs de renfort et les poutres des planchers. Le puits, qui était fort large, existe encore et n'a été comblé que depuis quelques années. On en connaît l'emplacement et il serait à désirer qu'il fut creusé à nouveau, car on y ferait peut-être quelque découverte.

La construction de cette forteresse d'Amédée de Roussillon au XIII^e siècle est pour nous une preuve de plus que la tour neuve n'existait pas encore, car ce prélat, qui était un homme intelligent et un guerrier expérimenté, n'aurait pas songé à élever une forteresse à quelques dizaines de mètres seulement de la tour actuelle, d'où l'on aurait pu écraser facilement ses ouvriers. C'eût été la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Du reste, nous dirons pour ceux qui, induits en erreur par Columbi et Chorier, pourraient penser que c'est Amédée de Roussillon qui a construit la tour actuelle, que ce prélat ne demeura que 5 ans sur son siège épiscopal de Valence et de Die, et que ce n'est pas dans un laps de temps si court qu'il aurait pu élever un édifice aussi considérable.

Nous tirerons un dernier argument en faveur de la construction de la tour neuve par Aimar VI de Poitiers, de 1356 à 1374, de la teneur même de son testament, qui porte ces mots : (1)

« Tout homme doit mépriser les choses terrestres et aimer les célestes, dirigeant ses actes de façon, après la mort, à parvenir à la montagne qui est Jésus-Christ et à jouir des joies éternelles. C'est pourquoi le magnifique Aimar de Poitiers, comte de Valentinois et Diois, désirant pourvoir à son salut, a bâti une très forte tour, au

(1) Traduction de M. Lacroix.

moyen de laquelle son âme séparée du corps montera jusqu'à la gloire du Créateur. »

Bien qu'une cotature du siècle dernier, écrite au dos de ce testament par un Cordelier de Crest, affirme, d'après ce testament même, qu'Aimar VI est le fondateur de la tour, notre savant collaborateur, M. Lacroix, (1) pense que ce document désigne, non pas notre tour actuelle, mais une *tour spirituelle*, construite avec des legs pieux, faits au couvent des Cordeliers de Crest. Il nous semble pourtant que l'auteur de la cotature devait être bien informé puisqu'il habitait Crest, où le souvenir des Poitiers était resté vivant, si bien qu'encore aujourd'hui, on croit communément que la tour, l'ancien pont sur la Drôme et le fameux escalier des Cordeliers, taillé dans le rocher qui fait suite à celui de notre donjon, sont l'œuvre de ces puissants seigneurs. Mais, en admettant même que la *très forte tour* mentionnée par le testament fut une *tour mystique*, nous ne pourrions nous défendre d'y voir une allusion manifeste à la tour bâtie par Aimar VI. Il n'est peut-être pas même nécessaire de recourir à cette explication et le notaire, qui a reçu le testament du comte, aura simplement voulu dire ceci :

« De même que tout homme doit faire des legs pieux, qui lui servent comme de marchepied pour monter à la montagne de Jésus-Christ, ainsi Aimar de Poitiers en a fait de considérables, dont la très forte tour qu'il a construite est l'image, et qui l'élèveront jusqu'au ciel. »

Aux lecteurs de juger si notre interprétation est juste et si probantes sont les raisons que nous avons fait valoir pour prouver que la tour neuve a été construite par Aimar VI dit le gros après l'édit de paix de 1356.

E. ARNAUD.

(1) *Bulletin* XVI, 262.

HISTOIRE GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON DE RABOT

PAR

GUY ALLARD

PRÉFACE

Ce ne sont point les longues et patientes recherches, les études profondes de nos érudits contemporains qui parviendront à dissiper complètement les préjugés que l'ignorance et la mauvaise foi ont accumulés sur ce que l'on est convenu d'appeler en France l'ancien régime. Il faudra sans doute encore bien des années pour que l'histoire puisse prononcer ses jugements sur les faits et sur les personnes, avec une liberté pleine et entière, sans aigreur comme sans complaisance, sine ira et studio. Pour le moment, nous croyons que c'est faire une œuvre utile que d'exhumer de la poussière des archives et des bibliothèques les documents et les pièces qui sont de nature à jeter un peu de lumière sur les questions controversées et à faciliter aux historiens futurs la solution de ces grands problèmes.

Nous avons entendu bien des fois répéter autour de nous qu'avant la date fameuse de 1789 la vieille société française était divisée en deux classes, nettement tranchées, dont l'une par droit de naissance pouvait seule prétendre à toutes les dignités ecclésiastiques et civiles, tandis que l'autre, condamnée le plus souvent au travail et à la misère, se voyait dans la triste nécessité de demeurer dans une situation inférieure, obscure, humiliante. Bien des fois on nous a représenté l'ancienne noblesse, attentive à re-

pousser loin d'elle le bourgeois roturier, à étouffer toute aspiration généreuse des classes populaires et à leur opposer sans cesse l'infranchissable barrière de ses privilèges. Nous ne sommes point de ceux qui pensent que tout fut parfait dans l'ancien ordre de choses, que le flot révolutionnaire a emporté à tout jamais ; nous sommes au contraire bien convaincu que le mal s'y était glissé sous des formes diverses : mais nous ne pouvons entendre sans protester, ces attaques, ces récriminations violentes contre les inabornables privilèges de la noblesse. Non, la barrière élevée entre la roture et la noblesse n'était pas aussi infranchissable qu'on le suppose communément. On peut même dire que la noblesse était offerte à tous comme la récompense suprême du travail et du mérite. Ce sont là les réflexions que nous nous faisons à nous-même, en transcrivant le manuscrit dont nous publions aujourd'hui le texte ; ces réflexions, nous avons cru devoir les consigner ici, pour nous conformer à un vieil usage qui exige de tout éditeur quelques mots de préface.

Il y avait autrefois différentes manières de parvenir à la noblesse. Un service exceptionnel avait-il été rendu à la patrie ; une action d'éclat venait-elle de désigner un héros à l'admiration de tous ? des lettres de noblesse proclamaient la vaillance de ce défenseur de la patrie et lui donnaient un signe d'honneur, qui le distinguait désormais de la foule, lui et sa postérité. Il n'était pas jusqu'au commerçant habile, dont la fortune avait pris un heureux accroissement, qui ne pût lui aussi, en achetant des fiefs créer à sa famille une situation nouvelle qui la conduisait infailliblement à la noblesse (1). Mais c'était principalement par l'exercice des hautes fonctions de la magistrature que l'on entrait dans la classe privilégiée : c'était la grande voie ouverte devant la bour-

(1) Ce mode d'annoblissement, taxé bien des fois d'usurpation de noblesse soulevait les plaintes du tiers état, parce que ces bourgeois parvenus prétendaient s'exempter des tailles. Sont infinis faux nobles, les pères et prédécesseurs desquels ont manié les armes et fait actes de chevalerie es-boutiques de blosterie, vinoterie, draperie, au moulin et es-fermes des terres des seigneurs. Picot, Hist. des Etats généraux, t. II, p. 275.

geoisie active et intelligente. On n'a qu'à parcourir au hasard quelques pages de l'Armorial dauphinois pour se convaincre que la noblesse de robe, comme on disait alors, y occupe une place considérable. Combien de familles dauphinoises en effet ne doivent la particule qui les honore et les distingue, qu'à un de leurs ancêtres qui fut autrefois pourvu d'un office de conseiller au parlement de Grenoble.

Pour relever aux yeux des peuples l'autorité du conseil delphinal, devenu plus tard sous Louis XI le parlement de Dauphiné, les Dauphins de Viennois avaient accordé aux membres qui composaient cette cour les plus grands privilèges, parmi lesquels le plus considérable et le plus recherché était assurément celui de la noblesse (1). Aussi voyons-nous le parlement se recruter dès son origine dans les rangs de cette bourgeoisie ambitieuse, qui tout en protestant contre les privilèges des nobles s'efforçait de les conquérir. Ces magistrats apportaient dans l'exercice de leurs fonctions l'esprit et les tendances de la classe bourgeoise. Les Dauphins et après eux les rois de France s'en firent un appui contre l'indépendance fière et turbulente de la vieille noblesse, et ne trouvèrent jamais de plus intrépides défenseurs de leur autorité. Ces légistes anoblis, imbus des doctrines du droit romain, travaillèrent sans relâche à renverser les dernières barrières que la féodalité opposait encore à la puissance royale, et mirent au service des intérêts du prince un zèle qui ne sut pas toujours se tenir dans les limites de la modération.

Le parlement de Dauphiné a exercé une influence considérable sur les destinées politiques de notre province. Il avait au sein du pays une sorte de vice-royauté, et il était amené à s'occuper d'une

(1) Des actes de l'année 1322 nous montrent que le titre de chevalier était acquis au jurisconsulte qui entrait dans les conseils du prince. VALBONNATS, t. II, p. 120. La qualité de noble est formellement concédée aux officiers du Conseil delphinal et du parlement par l'ordonnance d'Humbert II du 1^{er} août 1340, par les déclarations du roi des 8 avril 1434, 7 juillet 1556, 15 avril 1602, etc. GUY PAPE, *Quest.* 376 et notes. CHORIER sur Guy Pape, p. 81.

foule de questions qui touchaient aux intérêts les plus divers : religion, armée, police, finance, commerce ; rien n'échappait à ses arrêts. On comprend dès lors qu'il dut plus d'une fois se heurter à de formidables oppositions : ces luttes orageuses ont contribué à sa gloire, car dans ces circonstances critiques surgissaient tout à coup des hommes qui ont jeté sur ce corps illustre l'éclat de leur génie. Le parlement de Dauphiné était un foyer de lumière vers lequel accourait toute la jeunesse qui se sentait dévorée d'une noble ambition ; c'était une école où elle recevait les plus hautes leçons de toutes les vertus civiques ; c'était, nous dit Expilly, un corps sans reproche où l'amour, la haine, l'envie, le profit et tout ce qui pouvait faire pencher la balance n'avoient jamais eu de part ; où la justice paraissoit en sa plus vive majesté (1). Mais l'histoire généalogique de la maison de Rabot, qui pendant plus de deux cents ans a donné à cette cour suprême des présidents, des avocats généraux, des conseillers, va nous faire connaître de plus près quelques-uns de ces magistrats célèbres, dont la science et l'intégrité portèrent au loin la renommée du parlement de Grenoble. On voyait cette cour, disait un arrêtiiste, servir à toute la France, comme les Amphictyons à toute la Grèce ; on y accourait de toute part, du fond de la Normandie, de la Bretagne et de la Guyenne. Ses registres étaient plus chargés des causes de la Provence, de la Bourgogne et du Languedoc que de celles du Dauphiné lui même (2). Des princes étrangers la choisissaient pour trancher leurs différends (3).

Ce n'est qu'après avoir longtemps hésité que nous nous sommes enfin décidé à publier cette histoire généalogique de la maison de Rabot, qui est incontestablement l'œuvre de Guy Allard. Cet auteur du reste, en achevant d'écrire la vie de Jean Rabot (4),

(1) EXPILLY, Plaidoyez, Lyon, 1657, in-4°, p. 216.

(2) BERGER (Emile.) Le Parlement de Dauphiné. Grenoble, 1869, in-8°, p. 5.

(3) L'archiduc de Flandres et le duc de Wurtemberg.

(4) Delphinalia publié par H. Gariel, Grenoble, mai 1852. La vie de Jean Rabot, Conseiller au Parlement de Grenoble et Chancelier ou logothète de Naples, par Guy Allard. in-8°, 40 pp.

ajoute une note qui vise directement le travail manuscrit que nous avons sous les yeux : Je pourrais, dit-il, donner dans la suite de cette histoire toute la genealogie de la maison de Rabot, car je l'ay entiere entre les mains, extraite sur les titres que ceste famille conserve ; mais je la joindray dans l'histoire genealogique des anciennes familles du Dauphiné, dont je feray bientost part au public. *Voici le motif de notre hésitation : cette pièce ne pouvait plus offrir au lecteur le charme d'une œuvre absolument inédite. Le livre imprimé n'avait point échappé aux patientes investigations de M. Rochas, et il nous décrit en ces termes l'unique exemplaire qu'il lui a été donné d'examiner.* Il existe encore, dit-il, un autre document, où la vie de Jean Rabot est racontée avec de grands détails, je veux parler d'une généalogie de sa famille restée inconnue aux bibliographes. Cette généalogie n'a qu'un titre de départ ainsi conçu : Généalogie de la maison de Rabot (S. L. N. D.) In-4° de 79 pp. ; elle ne porte pas de nom d'auteur, mais d'après le style, la manière dont sont présentés les degrés et plusieurs autres considérations, je l'attribue sans hésitation à Guy Allard ; elle est identiquement pareille aux autres généalogies, auxquels il n'a pas attaché son nom. Quant à la date, sinon de l'impression, du moins de la rédaction, on peut l'inférer de ce passage du dernier degré, où sont les noms des enfants de Pierre III^{me} : Louis, né le 6 janvier 1676, est à présent âgé de 14 ans. Je dois la communication de cette rareté bibliographique à l'obligeance de l'auteur des Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens, M. Long, de Die (1). *Mais nous n'avons pu découvrir dans la belle bibliothèque, que M. Long avait formée avec tant de persévérance et de bonheur, cette rareté bibliographique, dont parle M. Rochas. La généalogie de la maison de Rabot ne figure point dans le catalogue de la bibliothèque du savant collectionneur, catalogue rédigé il y a quelques années par M. Lacroix, archiviste du département. Que sera devenu ce livre précieux ? nous l'ignorons. Heureusement,*

(1) ROCHAS, Biographie du Dauphiné, t. II, p. 319.

dans ces dernières années la Bibliothèque de Grenoble, est parvenue à s'en procurer un exemplaire, qui a été coté U, 3295 bis. L'existence dans ce dépôt public d'une plaquette dont il n'existe à notre connaissance aucun autre exemplaire, n'enlève point toute sa valeur au manuscrit qui est entre nos mains. Aussi nous laissant persuader par quelques-uns de nos amis, avons-nous enfin résolu de publier de nouveau cette œuvre de Guy Allard, demeurée jusqu'à ce jour à peu près inconnue ; du reste elle présente par elle-même un intérêt réel, car l'histoire de l'illustre maison de Rabot, originaire d'un modeste village du Valentinois, se confond pendant deux siècles avec l'histoire même du parlement de Grenoble.

Nous ne pouvons achever cette préface sans dire un mot du manuscrit, dont nous allons reproduire scrupuleusement le texte. C'est un volume in-4°, qui se compose de 94 feuillets ; 181 pages sont écrites. Nous ne nous flattons point de posséder le manuscrit autographe de Guy Allard ; mais il a été revu par lui : les corrections, les surcharges nombreuses qu'on y remarque sont incontestablement de sa main. Les belles armoiries, qui ont été fixées sur les gardes intérieures de ce volume, nous apprennent qu'il faisait autrefois partie de la célèbre bibliothèque de Charles de Baschi, marquis d'Aubaïs. Après avoir suivi un itinéraire que nous ne sommes point en mesure d'indiquer, il était enfin venu comme tant d'autres documents historiques, tant d'autres raretés bibliographiques du premier ordre, rejoindre les importantes collections dauphinoise du regretté président d'honneur de notre société, M. Paul-Emile Giraud. Cet homme de bien dont la mort laisse un si grand vide parmi nous ; ce savant dont la modestie égalait l'érudition, avait daigné nous communiquer cette généalogie manuscrite de la maison de Rabot, ainsi que bien d'autres trésors de sa bibliothèque, avec une généreuse bonté, dont le souvenir éveillera toujours en nous la plus vive reconnaissance.

JULES CHEVALIER.



GÉNÉALOGIE

DE LA

MAISON DE RABOT

Le plus ancien tiltre qu'on aye peu trouver jusques icy de ceste maison est de l'année 1349, car il se voit dans les papiers de ladite maison une sentence arbitrale, qui fust ensuite confirmée par une transaction du 12 mars 1349, receue et signée par Guillaume Vermis, notaire de Mont-Vendres (1), par laquelle transaction il est dit que noble Pierre Rabot, du lieu d'Hupie(2), et Pierre Pertuiset, du mesme lieu, transigerent de tous leurs differents qu'ils avoient ensemble pour la succession de Guillaume Chapuis, du mesme lieu d'Hupie.

(1) MONTVENDRE, com. du cant. de Chabeuil.

(2) UPIE, com. du cant. de Chabeuil. L'inventaire des titres concernant le Valentinois (t. V, p. 555) mentionne un *hommage prêté au comte, le 5 mai 1341, par Pierre Rabot, d'Upie, qui reconnut tenir en fief franc dud. comte une vigne..., led. hommage prêté par rapport à une concession insérée aud. hommage, du 3 août 1330, faite par le père dud. comte aud. Pierre Rabot, des franchises et privilèges de ne payer aucunes tailles, courvées, ny autres impositions rustiques et pour jouyr de toutes les libertés des hommes francs dud. sieur comte par luy et un de ses successeurs a perpétuité, sauf le vintain, qu'il seroit tenu de payer lorsque les autres habitants le payeroient, et en considération de lad. concession, led. Rabot prêta hommage lige aud. comte.*

Il épousa une fille naturelle du comte de Vallentinois et Dyois (1), qui le fist lieutenant de sa compagnie de gens d'armes.

(I) JEAN RABOT

Ce Pierre Rabot eut pour fils Jean Rabot, lequel fust Intendant de la maison et affaires d'Aymard de Poitiers, comte de Vallentinois et Dyois (2), comme l'asseurent les Memoires de la maison des Rabots, et qui se justifie par deux actes tirés des registres de la Chambre des Comptes de Dauphiné, car on voit en premier lieu intitulé : *Extracta homagiorum receptorum per Reymondon, Vitalem Lamberti et Joannem Raboti*, f° 200, que ledit Jean Rabot, en l'année 1369, receut un hommage pour ledit Aymard de Poitiers, comte de Vallentinois et Dyois, qui lui estoit fait par noble Bermond de Sauzet, seigneur de Brion et du Cheylard, pour lesdites terres de Brion et de Cheylard (3). L'autre acte est tiré du mesme registre, au lieu intitulé : *Condemnationes et arresta*, f° 10, ou il se voit que le mesme Jean Rabot, en l'année 1380, et le 10^e de may, en qualité d'ageant et procureur general dudit Aymard de Poitiers, appela pardevant la cour d'une sentence rendue contre ledit Aymard.

(II) BERTRAND RABOT

Ce Jean Rabot eut pour fils Bertrand Rabot, duquel il est fort parlé dans les registres de la Chambre des Comptes, en trois gros livres des contracts qu'il receut en qualité de notaire impérial, ez années 1410, 1411, 1412 et autres suivantes, et

(1) C'était probablement une fille de Louis I^{er} de Poitiers, qui testa le 23 mai 1345.

(2) Aymard de Poitiers, dit le Gros, V^e du nom, succéda à son père Louis, en 1345, et testa une dernière fois à Avignon, le 9 février 1373 ; il fut enterré aux cordeliers de Crest, sépulture de ses ancêtres. ANSELME, t. II, p. 194.

(3) LE CHEYLARD, com. du cant. de Saillans.

c'est ainsy que l'historien Duchesne le qualiffie dans l'histoire qu'il a faicte des comtes de Vallentinois et Dyois, ou il est souvent parlé de lui, en diverses enquestes qui furent faictes concernant lesdits comtes (1).

(III) JEAN RABOT

Ce Bertrand Rabot eut pour fils Jean Rabot, lequel suivit sa profession des lettres, et eut de fort beaux emplois. Il fust receu docteur ez droicts en l'université de Thurin, ainsy qu'il appert par ses lettres de doctorat, du 3^e septembre 1464, signées : « Datanus Barbarini ».

Il fust ensuite pourvu de la charge de viceneschal et juge mage des comtés de Vallentinois et Dyois, ainsy qu'il appert par un hommage qu'il passa en ceste qualité entre les mains de Jean, comte de Cominges, grand chambelland du Roy, mareschal de France, gouverneur et lieutenant general pour Sa Majesté dans le pays de Dauphiné (2), lequel hommage est du 15^e mars 1469, et se treuve dans le registre de la Chambre des Comptes appelé : *Secundus liber copiarum Gratianopolis*, f^o 9.

(1) DU CHESNE. *Hist. générale des comtes de Valentinois et de Diois*. Preuves, p. 70. Bertrand Rabot, notaire impérial, demeurait à Crest en 1421. Dans la *vie de Jean Rabot*, Guy Allard lui donne pour femme Alix (p. 8).

(2) Jean, bâtard d'Armagnac, s'était attaché à la fortune du Dauphin Louis (plus tard Louis XI). Il fut nommé sénéchal du Valentinois, par lettres datées d'Alisan du 10 août 1450, et maréchal du Dauphiné le 4 octobre suivant. Il fut pourvu du gouvernement de cette province, à la place de Louis de Laval, seigneur de Chastillon, par lettres données à Bruges le 24 janvier 1457, mais il n'en put prendre possession que le 8 août 1461. Louis XI lui fit don du comté de Cominges par lettres du 3 août 1461, et quelque temps après, du comté de Briançonnais, ensemble la pension de 3,700 ducats qui se payait le jour de la Chandeleur en la ville de Briançon. Jean de Cominges eut successivement pour ses lieutenants au pays de Dauphiné Aymé Alleman, seigneur de Champ (30 janvier 1461) et Soffrey Alleman, seigneur d'Uriage (25 mars 1465). Il testa à la Côte-St-André le 26 avril 1473, et par un codicile du 1^{er} juin suivant, il déclara vouloir être enseveli en l'église collégiale de St-Pierre du Bourg-lès-Valence.

On trouve encor dans ce mesme endroit des lettres en parchemin du mesme mareschal de Cominges, données a Vienne le 6^e avril 1470, signées : « Charron, » sur la presentation et offre faite par ledit Jean Rabot d'aller servir le Roy en armes, comme les autres nobles du Vallentinois, n'obstant son estat de viceneschal et juge mage des comtés de Vallentinois et Dyois (1).

Il fust pourveu d'un office de conseiller au Parlement de Grenoble par le Roy Louis unziesme, et ces provisions furent données en Vermandois le 1 juin de l'année 1471, signées : « Par le roy dauphin, le duc de Guienne, le conestable de Saint Paul ; » et plus bas : « Cerizet » (2). Et ensuite ledit Roy Louis unziesme estant decédé, le Roy Charles 8^e son fils, le confirma dans le mesme office de conseiller au Parlement, comme appert par les lettres de confirmation qui sont de l'année 1483, et le premier du regne dudit roy ; lesquelles lettres furent données en Bohesme (3), presens le comte de Clermont, evesque d'Alby, le sieur d'Argenson, de Cominges et autres grands seigneurs. Et par les mesmes lettres, il confirma aussy messire Pierre Gruel dans son office de President au mesme Parlement, comme aussy les sieurs de Geoffroy de l'Eglise, de Ventes, de Montfort et de Latier en leur office de conseillers, et Estienne de Beaupon, dans son office de procureur general, comm'aussy un autre Claude Latier dans son office d'advocat general du Roy audit Parlement.

(1) Le comte de Cominges se contanta de sa bonne volonté, et le renvoya a son tribunal, pour y servir le roy d'une autre maniere, en rendant justice a ses sujets. On voit dans la mesme chambre des comptes les lettres attestatoires que le gouverneur de la province luy octroya. GUY ALLARD, *V. de J. Rabot*, p. 9.

(2) *Inventaire des archives du dép. de l'Isère* t. II, introduction p. 21. L'office fut créé pour lui.

(3) Il y a ici une grossière erreur de copiste dans le manuscrit que nous avons sous les yeux : il faut lire à *Amboise*. Ces lettres de confirmation sont du 11 octobre 1483. Le texte en a été donné dans la *vie de J. Rabot*, p. 13.

Par ces mesmes lettres, le Roy commande au gouverneur du Dauphiné, ou a son lieutenant, de faire prester le serment de fidelité auxdits officiers, et a M^{re} Guillaume Brissonnet, qui estoit pour lors tresorier general du Dauphiné et du despuis fust evesque et cardinal de Saint Malo (1), de leur payer leurs gages acoustumés, et c'est dans l'exercice de ceste charge de tresorier que ledit Jean Rabot eut des grandes habitudes et contracta une amitie fort estroite avec ledit cardinal de Saint Malo, lequel luy rendit ensuite de fort bons offices, en diverses rencontres et surtout dans les commissions qu'ils firent ensemble.

Il se voit dans les papiers du sieur de Veycilieu (2) des lettres d'apel de noble Jean Rabot, tant en son nom que de ses adherants, de certain commandement a luy fait et autres conseillers de la cour par messire Pierre Gruel, président en ladite cour, du 4 septembre 1479.

Le mesme Jean Rabot s'est treuvé en diverses ordonnances generalles et particulieres, faictes en ceste province, comme il se voit en plusieurs endroicts du statut delphinal. Car en premier lieu, il se voist en la page 126 du mesme statut qu'il adcista a diverses loix et ordonnances qui furent faictes, le 25 may 1476, par les trois ordres de la province, sur divers abus quy s'y commettoient, ou adcisterent avec luy l'evesque de Valance (3), l'abbé de Saint Antoine (4), Reymond de Chastre-

(1) Guillaume Briçonnet, de Tours, ministre de Charles VIII, fut nommé à l'évêché de Saint-Malo le 10 octobre 1493, devint cardinal en 1495, puis administrateur de Nîmes en 1495, archevêque de Reims en 1497 et enfin archevêque de Narbonne en 1507. Il mourut dans cette dernière ville le 13 décembre 1514.

(2) Ce *sieur de Veycilieu*, dont il est fréquemment fait mention dans cette généalogie, est Jean Rabot, seigneur de Buffières et de Veycilieu, contemporain de Guy Allard.

(3) Antoine de Balzac, évêque de Valence et de Die, nommé en 1474, mort le 3 novembre 1491.

(4) Jean Joguet, élu le 25 août 1471. Sous son administration, l'abbaye de St-Antoine reçut la visite des plus grands personnages de l'époque, notam-

let (1), lieutenant du Roy et mareschal du Dauphiné, Joffroy de l'Eglise, Jean de Ventes, Jacques Robert et lesdits Jean Rabot conseillers, comm'aussy Jean de St-Germain, advocat general du Roy, Jean Armuet, prevost de Saint André. Il se voist aussy dans le mesme statut, p. 31, que le roy Louis XI^e, le 14 fevrier de l'année . . . , et le 18^e de son regne, ayant faict un edict portant creation du lieutenant des ballifs en ceste province, il fust procedé a la verification et enregistrement de cet edict par le Parlement, ou estoit Jean de Daillon de Lude (2), grand chambellan de France et gouverneur du Dauphiné, Pierre de Jou, lieutenant du Roy dans la mesme province, Jean de Ventes, ledit Jean Rabot, Jean de St-Germain, conseillers au Parlement, le prieur de Saint Laurent, Pierre Odobert, et Claude Muron, auditeurs des comptes, Claude Latier, juge mage des appellations du Dauphiné. Il se voist encor, dans le mesme statut, que le 23 fevrier 1482 il adcista a diverses ordonnances de police, qui furent faictes en ceste mesme province, ou estoit le mesme sieur de Daillon de Lude, gouverneur du Dauphiné, Pierre Gruel, president au Parlement, Joffroy de l'Eglise, Jacques Robert, Guy de Montfort, Claude Latier et ledit Jean Rabot, tous conseillers au mesme Parlement.

Le mesme jour, Jean Rabot, de la ville de Grenoble, fust

ment du roi Louis XI. (Aymar Falco. *Antoniana historia compendium* p. 96-8.)

(1) Reynaud de Chastelet, et non *Raymond de Chastelet*, fut pourvu de la lieutenance en Dauphiné le 25 fevrier 1472. Il avait épousé Charlotte, fille de Soffrey Alleman, seigneur de Châteauneuf, et petite-fille de Jean Alleman, baron d'Uriage.

(2) Jean de Daillon du Lude, fils de Gilles, sieur de Daillon dans le Maine, avait épousé Marie de Laval. Il fut pourvu du gouvernement du Dauphiné en 1473, en remplacement de Jean de Cominges et administra cette province jusqu'en 1481, époque de sa mort. On voit par des lettres de ce gouverneur du 8 avril 1478, qu'il se croyait autorisé par l'exemple de ses prédécesseurs à instituer et à destituer les officiers du parlement. Il eut pour fils Jacques de Daillon du Lude, dont parle longuement Brantôme dans ses *Grands capitaines français* (*Œuvres*. Edit de la soc. de l'hist. de France, t. II, p. 412-7).

deputé pour aller au Vivaretz recevoir les hommages deubs au Roy par les barons et gentilshommes dudict pays et baronnies de Chalancon, et autres tenans fief et relevantes de Sa Majesté ; lesquels hommages sont dans la Chambre des Comptes de Grenoble, en un livre cotté au-dessus : *Homagium baroniæ Chalanconis*, anno 1489, f° 4.

Le roy Charles VIII*, passant a Grenoble pour aller a la conquête du royaume de Naples, le prist pour son conseiller et m(aistre) des requestes ordinaires (1).

(1) Son séjour à Turin, où il avait fait ses études de droit, et différentes missions diplomatiques en Italie qui lui furent confiées par la cour, avaient admirablement préparé notre compatriote à servir les projets de Charles VIII au delà des monts. Nous suppléerons au silence de notre texte, en résumant quelques renseignements que nous fournit la *Vie de Jean Rabot*, p. 14-23. Il fut envoyé une première fois à Rome en 1483, avec Guillaume Briçonnet et le prince de La Roche-sur-Yon, pour diverses négociations auprès de Sixte IV. Ses deux collègues étant revenus en France, Rabot demeura quatre ans à Rome, en qualité d'ambassadeur ordinaire ; il y reçut entre autres témoignages de la bienveillance du pape, des bulles du 23 février 1483, qui accordaient à Pierre l'un de ses fils, deux canonicats vacants dans les Eglises de Die et d'Embrun. De retour en France, il sut de plus en plus mériter la confiance du roi. Comme Charles VIII méditait déjà des conquêtes en Italie, il envoya Rabot auprès du duc de Milan et à Florence ; les lettres qui lui donnaient cette mission sont datées d'Angers, le 18 janvier 1478. Jean Rabot, *demoura quelques temps dans l'Italie ; il alloit de province en province, il prenoit langue partout, il s'instruisoit des affaires particulières ou le roy avoit intherest ; il estudia les sentiments des peuples, la politique de ces nations....* Il fut de nouveau envoyé à Rome, le 6 septembre 1491, pour régler auprès du pape Innocent VIII diverses questions bénéficiales. Rabot et le sieur de Rochechouart rapportèrent au roi une note confidentielle, que leur remit Innocent VIII ou Alexandre VI, son successeur immédiat. Cette note fort curieuse est reproduite tout au long dans la *Vie de Jean Rabot*, elle nous apprend que les ambassadeurs français avaient été envoyés pour régler les conditions d'un traité d'alliance avec le pape, en vue d'une prochaine guerre de Charles VIII contre Ferdinand d'Aragon, qui possédait le royaume de Naples. Entre autres recommandations faites aux ambassadeurs pour le roi leur maître, nous trouvons celles-ci : *Item, diront bien au long au roy les plaintes et doleances que le pape fait du roy Fernand, afin qu'il en escrive aud. roy Fernand en sa faveur. Item aussy luy diront que s'il veut entendre au recouvre-*

Comme ledict roy Charles VIII, passoit par la ville de Pise, pour se rendre audict royaume de Naples, les Pisantins voulant profiter du passage du Roy, pour estre delivrés de l'esclavage dans lequel les tenoi(en)t les Florentins, et obtenir du Roy leur liberté ; un jour que le Roy s'en alloit dans l'église Nostre-Dame dudict lieu de Pise, tout le peuple accourut a la grand'place, par laquelle debvoit passer le Roy, et se couchans le ventre contre terre avec des cris pitoyables, demanderent la liberté au Roy, lequel s'informant dudict Jean Rabot, qui l'accompagnoit a la messe, sy leur demande estoit juste, ledict Jean Rabot luy remonstra le rude traitement que faisoient les Florentins a ceux de Pise, et l'esclavage dans lequel ils les tenoient, a raison des dures loix qu'ils leur avoient imposées, après la victoire qu'ils avoient gagnée sur eux ; ce qui obligea le Roy de les assurer qu'il auroit esgard a leurs prieres, et quelque temps après il leur accorda la liberté. Ceste histoire est rapportée par plusieurs auteurs dignes de foy, entr'autres par Philippes de Comines (1).

Le roy Charles VIII^e ayant conquis le royaume de Naples et y ayant laissé des garnisons suffizantes nottamment en la ville de Naples, laissa ledict noble Jean Rabot, chef de la justice dans tout ledict royaume et directeur general, aux gages de 20 escus d'or larges (2) chascun jour, comme le portent les provisions que le Roy lui en donna. Mais quelque temps après, ladicte ville de Naples ayant esté reprinse par la trahison des

ment du royaume de Sicile, lequel luy appartient, qu'il a maintenant faculté de ce faire mieux que jamais pour les divisions qui y sont, et sans guerres de coups et dit le pape : nunc est tempus acceptabile et tempus salutis, et s'offre le pape d'y aider le roy de tout son pouvoir.

(1) PHILIPPE DE COMMINES, dans MICHAUD et POUJOLAT, *Nouvelle collec. de mémoires*, t. IV, p. 181. Cet auteur qui blâme l'intervention de Rabot en faveur des Pisans, dit qu'il agit en cette circonstance *pour promesse ou pour n'entendre ce qu'ils demandoient*.

(2) L'écu d'or ou soleil valait en 1475 1 livre, 15 sol ; sa valeur relative au pouvoir d'aujourd'hui était de 10 fr. 06.

Napolitains, ledit Jean Rabot fust faict prisonnier. Son argent, ses papiers et tous ses meubles furent pillés ; ses serviteurs et domestiques, les uns mis a mort; les autres dans les noires et estroites prisons, et quelques-uns envoyés aux galeres, comme dit la lettre qu'il escrivit au Roy sur ce subject, et sans l'advis-tance du cardinal de Saint Malo, qui procura son eslargissement et luy presta liberalement six vingts ducats d'or larges (1) pour la despence de son retour en France, il auroit esté reduict a de grandes extremités (2). Ce sont les termes de la mesme lettre qu'il escrivit au Roy.

Estant de retour en France, il escrivit ladite lettre au Roy, narrative de ce que dessus avec plusieurs autres circonstances, suppliant ledit seigneur Roy de luy vouloir assigner quelque recompense pour pouvoir rendre audit cardinal de Saint-Malo les six vingts ducats d'or qu'il luy avoit presté, le remboursement de ses pertes, et le remettre en equipage (3). Sur laquelle lettre le Roy luy donna assignation de certaines sommes sur le grenier a sel de Valance, de laquelle il fust longtemps payé, ainsy qu'on peut voir dans les archives dudit sieur d'Yllins, qui sont entre les mains du sieur de Harley, ou l'on treuvera aussy parmy les papiers une minutte de la lettre escrite de la propre main dudit Jean Rabot, outre grand nombre de provisions, patentes et commissions en diverses charges.

Oultre cela, au troisieme registre qui est dans la Chambre des Comptes, cotté *Generalia*, folio 886, est enregistré un don de-quinze cents livres au proffit dudit Jean Rabot, faict par le roy Charles VIII^e, ou sont contenus ces mots : « donné a nostre
« amé et féal Jean Rabot, conseiller en nostre Cour de Parle-
« ment de Grenoble, quinze cents livres pour partie des grands

(1) Le ducat, monnaie espagnole, valait alors 8 fr. 50 de notre monnaie.

(2) On pourra trouver quelques détails sur la détention de Rabot dans les *Mémoires de Guillaume de Villeneuve*. MICHAUD ET POUJOLAT, t. IV, p. 399-400.

(3) La lettre est datée de Lyon, où venait d'arriver Jean Rabot, le 18 mars 1496.

« frais, mizes, pertes et dommages qu'il a eu et soutenu en
 « nostre royaume de Cisille, ou il y a demeuré a nostre re-
 « queste, en l'exercice de l'office de protonotaire, qui est un
 « des principaux offices, et dont despend toute la justice dudit
 « royaume, tant a cause de la prison et debtention de sa per-
 « sonne èz mains du feu Don Ferdinand d'Aragon, après
 « nostre partement d'iceluy, ou il y a demeuré prisonnier
 « l'espace de unze moys, que pour les autres despenses faictes
 « a son retour. » Dans ledit registre il y a autres lettres et
 patentes de Louis XII^e, données a Paris, le 24^e aoust 1498, qui
 confirment ledit don, au proffit dudit Jean Rabot, ou il y a ces
 mots : « ayant esgard aux pertes et fournitures par luy suppor-
 « tées, et soustenues pour le service de nostre dit seigneur et
 « cousin, et aussy aux grands et continuels services qu'il a
 « faict a nos predecesseurs, grand espace de temps, en plu-
 « sieurs estats charges, et offices qu'il a eu d'eux. »

Le mesme Jean Rabot fust un des desputés du roy, avec
 monsieur le prince de la Roche sur Yon et le cardinal de
 Saint Malo devers nostre Saint Pere le Pape, pour aller a
 Roume negotier sur plusieurs affaires d'importance, et aux
 articles et memoires qui furent dressées, il y a un memoire
 de ce qu'il avoit dressé de toute sa negociation, avec plusieurs
 lettres que le roy luy escrivit pour cela, quy sont encor parmy
 les papiers dud. sieur d'Yllins.

Led. Jean Rabot fust aussy un des desputés pour aller
 traiter le mariage du roy Louis XII^e avec Anne de Bretagne.
 Sa commission, quy luy en fust donnée, est dans les papiers de
 la maison dudit feu seigneur d'Yllins.

Il fust aussy desputé du roy Louis XII^e vers l'empereur Maxi-
 milien quy luy fist un present d'un grand goubeau d'argent
 doré, sur lequel il y avoit la figure d'un Hercule, lequel gou-
 beau estoit plain de medailles d'or. Il est maintenant parmy les
 meubles dud. feu s^r d'Yllins.

En l'année 1489, le mesme Jean Rabot eut une commission
 du pape Innocent VIII^e et du roy Charles VIII^e pour chasser les
 Vauldois des vallées de Prejalla, de Largentières, de Freyci-

nieres, et de la Vallouyse (1). Car ce pape ayant envoyé dans ces vallées Albert de Catanée, archidiacre de Cremonne nonce apostolic et inquisiteur de la foy en Italie et aux Alpes, accompagné de plusieurs predicateurs, pour convertir ces heretiques et les retirer de leurs erreurs, comme il vist que toutes les

(1) Le pape Urbain II, en l'année 1096, désignait déjà certaines vallées alpestres, entre autres la *vallée Gérontane*, comme un foyer d'hérésie. Dans le siècle suivant Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, nous a fait connaître avec quel zèle Guillaume, évêque de Gap, travaillait à la conversion des hérétiques de son diocèse (ALBERT, *Hist. eccl. du dioc. d'Embrun*, 1783, in-8°, t. II, p. 103). Au XII^e siècle, cette vallée Gérontane habitée par les hérétiques Vaudois, à qui l'on attribuait des mœurs dissolues et impures, fut désignée sous le nom de Valpute. St Vincent Ferrier y serait venu prêcher, parait-il, en 1390, et après y avoir fait de nombreuses conversions, aurait changé le nom odieux de cette vallée en celui de Valpure ; il est bien certain toutefois que l'ancien nom continua généralement à être en usage. Elle est désignée pour la première fois sous le nom de *Val Loyse* ou Vallouise dans une lettre de Louis XI, du 18 mai 1478. Cependant les Vaudois demeurèrent toujours très nombreux dans ces âpres et montagneuses régions ; ils opposèrent toujours une invincible résistance à toutes les tentatives qui furent faites pour les amener à la foi catholique ; bien plus devenus eux-mêmes prédicateurs, ont les vus abandonner leurs retraites et parcourir les contrées voisines pour y semer leurs erreurs. La mission qu'ils s'imposaient n'était pas, il faut l'avouer, sans quelque danger, car ils avaient devant eux les inquisiteurs de la foi qui déployaient le plus grand zèle à préserver ou à purger le pays de toute hérésie. L'inquisition dans nos contrées avait d'abord été confiée aux dominicains ; elle leur fut ensuite retirée, parce que leur excessive sévérité soulevait contre eux la haine des populations. Au XIV^e siècle, les franciscains étaient en possession de cette charge. En 1321, les religieux Pierre Pascal et Catalan, envoyés dans le diocèse de Valence par Jacques Bernard, inquisiteur général pour la Provence et le Dauphiné, furent massacrés près de Chabeuil par les hérétiques (ARTURUS A MONASTERIO, *Martyrologium franciscanum*, Parisiis, 1653, in-8°, p. 65). Ces hérétiques étaient sans doute des Vaudois. On voit en effet dans une enquête, faite au XV^e siècle, que les Vaudois des Alpes avaient réussi à gagner dans nos pays un bon nombre d'adeptes et qu'ils leur envoyaient tous les ans, à des époques déterminées, des prédicateurs pour les entretenir dans les croyances de la secte. Ce document fort curieux, publié par Columbi (*Opuscula varia*, p. 330), désigne parmi les localités plus particulièrement infectées de l'hérésie, Chabeuil, Montvendre, Barcelonne, Alixan, Châteaudouble, Beauregard. Ces

remonstrances et les exhortations qu'y leur avoient esté faictes par ces predicateurs avoient esté inutiles, et n'avoient fait aucune impression dans l'esprit de ces heretiques, ce pape implora l'adistance du roy Charles VIII^e, lequel envoya une commission a Philippes de Savoie (1), son oncle maternel, gouverneur du Dauphiné, comme aussy a l'archevesque de

quelques détails suffisent pour nous faire connaître le zèle de propagande religieuse qui animait ces hérétiques : dès lors nous pouvons nous expliquer pourquoi, à une époque où la société était profondément catholique, on mit une telle ardeur à les combattre. La première croisade contre les Vaudois des Alpes fut entreprise sous Humbert II en 1348 (VALLONNAYS, t. I, p. 346, et t. II, p. 570-1). Le pape Clément VI écrivait d'Avignon, le 7 mars 1352, à tous les évêques, seigneurs et juges des communautés de venir en aide à l'archevêque d'Embrun et à Pierre de Monts, inquisiteur de la foi, qui avaient reçu la mission de purger le pays de l'hérésie dont il était infecté. Depuis cette époque les missions ne discontinuèrent plus jusqu'au XVI^e siècle, mais ce qui est infiniment regrettable c'est que cette œuvre d'évangélisation dégénéra bientôt en une véritable lutte entre catholiques et Vaudois, lutte acharnée qui prépara nos populations aux guerres religieuses qui couvriront plus tard le pays de ruines et de cadavres. En 1393 un certain nombre de Vaudois qui avaient été faits prisonniers furent brûlés vifs. Durant les premières années de Louis XI les choses furent poussées à un point extrême : les Vaudois firent appel à la clémence du monarque, et obtinrent, le 18 mai 1468, des lettres patentes qui portaient : *Que les manants et habitants de Vallouise, Freissiniere, Argentière et autres lieux ont exposé au roi qu'aucuns religieux mandians, sous ombre d'office d'inquisiteurs de la foy les ont mis en gehenne et question sans informations précédentes, ont pris et exigé fortes sommes et deniers, et par divers moyens les ont injustement vexés et dépouillés... Pourquoi... après bonne delibération de nostre certaine science, gré spécial, pleine puissance et de nostre autorité delphinale et royale avons mis et mettons à neant par ces presentes toutes poursuites et entreprises quelconques.* (Cf. GUY ALLARD, *Dictio. du Dauphiné*, t. II, col. 738 ; — CHARRONNET. *Les guerres de religion... dans les Alpes*, p. 2-8.) Sous Charles VIII les poursuites recommencèrent contre les hérétiques, ainsi que le raconte longuement notre manuscrit.

(1) Philippe de Savoie, comte de Beaujeu, baron de Bresse, cinquième fils de Louis, duc de Savoie et d'Anne de Lusignan, fut pourvu du gouvernement du Dauphiné par lettres du 13 février 1485. Il servit utilement Charles VIII dans la guerre d'Italie, et devint duc de Savoie en 1496, à la mort de Charles II.

Vienne (1), a l'abbé de St-Antoine, a Hugues de la Palud, comte de Varas, vicomte de Saluces, conseiller et chambelland du roy et lieutenant du roy dans le Dauphiné (2), a Jean Rabot, conseiller au Parlement, et Auronce Emé, vibailly de Briançon, pour ouyr lesdits Vauldois dans leurs deffences, et proceder ensuite a leur jugement, et au cas qu'ils fissent resistance a l'exécution desdits jugements, d'employer les armes temporelles pour faire valoir l'autorité du pape et du roy. Le penultiesme janvier de l'année 1489, quelques uns desdits juges se rendirent a Embrun, et entr'autres ledit Jean Rabot et Auronce Emé, et de la se transporterent au lieu de Saint-Crespin (3), ou ils ouyrent les desputés de ces vallées dans leur deffenses et ensuite se rendirent dans la ville de Briançon, avec ces mesmes desputés, lesquels après avoir faict quelque sejour en ceste ville, allerent afficher pour un soir devant les maisons de ces juges des placards fort injurieux et surtout contre Albert de Catanée, et après cela sortirent de ladite ville de Briançon et se retirerent dans leurs vallées, ce quy obligea lesdits juges de leur envoyer noble Aymar de la Roche (4),

(1) Angelo Catho, de Supino (Bénévent), médecin, aumônier de Louis XI, avait été nommé à l'archevêché de Vienne le 8 juillet 1482 ; il en prit possession le 4 octobre suivant. Charles VIII l'enmena en Italie. Chorier le fait mourir à Bénévent en 1497 ; mais un auteur contemporain affirme qu'il mourut à Vienne et fut enseveli dans son église. Philippe de Comines a redigé ses mémoires à la demande de ce prélat, qui se proposait d'écrire l'histoire de cette époque en langue latine, la seule langue littéraire et savante de ce temps.

(2) Hugues de la Palu, seigneur de Châtillon, comte de Varax, maréchal de Savoie, fut pourvu de la lieutenance en Dauphiné, par lettres de François d'Orléans, comte de Dunois, gouverneur, le 19 avril 1484. Il était de Bresse, et fils de Guy de la Palu, V^e du nom, seigneur de Châtillon, et vicomte de Salins (et non de Saluces comme porte notre manuscrit) et d'Isabeau de Cuzance. Il épousa en premières noces Guillemette de Varax, fille de Gaspard de Varax et de Catherine de Seyssel, et en secondes noces Antoinette de Polignac, fille de Guillaume, comte de Polignac et d'Aymée de Saluces.

(3) Saint-Crépin, près d'Embrun (Hautes-Alpes).

(4) Aymar de La Roche, gouverneur de Prajella, fut le dernier représentant de sa famille, qui était originaire de Voiron.

gouverneur de Prejalla, pour sçavoir leur dernière volonté. Lequel ayant rapporté qu'ils estoient inébranlables dans leur obstination, il fust resolu d'employer contr'eux la force, et par cet effet ces juges estant dans la ville de Grenoble, ordonnerent que nonobstant l'appel interjecté par ces heretiques pardevant led. pape de toutes les procédures qui avoit esté faictes par ces juges, qu'il seroit levé une armée pour entrer dans ces vallées et en chasser ces rebelles.

Ceste armée, qui estoit composée de sept a huit mille hommes, estoit commandée par led. Philippes de Savoye, gouverneur du Dauphiné, et led. Jean Rabot en fust intendant.

Le cinquiesme de mars de la mesme année 1489, ceste armée s'estant treuvée preste et en estat de marcher, il fust resolu que led. Jean Rabot se rendroit le premier dans la ville de Briançon, afin de pourveoir aux vivres necessaires pour la subsistance de ceste armée, comme aussy pour essayer de ramener par advertissements et remonstrances les Vaudois de Freycinieres, de Largentieres et de Vallouyse, dans le temps auquel on attaqueroit par le fer ceux des vallées de Prejalla.

Le jeudy, 16^e mars, lad. armée se rendit au lieu de Cézanne (1) et le lendemain, l'archevesque d'Embrun (2) celebra pontificalement la messe dans l'eglize paroissiale dud. lieu, et ensuite se firent diverses processions pour implorer le secours du ciel pour l'heureux succes de ceste entreprise. Ses ensei-

(1) Cézanne, en Piémont prov. de Turin, district de Suse.

(2) Jean Baile (*Baiuli*,) fils d'un président du Parlement de Grenoble, fut pourvu jeune encore de l'archevêché d'Embrun par la faveur du cardinal d'Estouteville, qui dans cette circonstance n'avait pas, dit-on, employé gratuitement son crédit. Jean eut un compétiteur dans la personne de Jacques Caulers, nommé au même siège par une bulle du pape, et appuyé par Louis XI, qui avait destitué le père de notre archevêque de sa charge de président au parlement, voulant ainsi se venger de ce qu'il n'avait point pris son parti dans ses différends avec Charles VII. L'archevêque dut pendant quelque temps s'éloigner d'Embrun. Il était réinstallé sur son siège en 1474, et nous le voyons tout occupé à purger le pays de l'hérésie vaudoise. Il mourut en 1494. *Gallia christiana* t. III, col. 1091.

gnes furent benistes, l'indulgence pleniére fust despartie par le Nonce a tous ceux de ceste armée, lesquels se croiserent tous et priront sur leurs habits la marque de la croix.

Le 24^e mars, quy estoit le jour de sabmedy saint, l'armée entra dans ceste vallée de Prejalla, et ayant chassé les habitants de leurs villages et maisons, les recoigna dans leurs cavernes, ou après quelques resistances ils furent forcés et quelques uns d'eux tuez et quelques autres prins prisonniers, et traduits dans la ville de Briançon, ou ils furent executés n'ayant jamais voulu abjurer leur erreur.

Cependant ledit Jean Rabot travailla sy bien pour ramener au devoir ceux de Freycinieres, qu'ils promirent de venir rendre obeissance au Nonce et recevoir de luy l'absolution. Mais il y eut seulement quelques uns d'eux qui executerent leurs promesses et qui vinrent trouver le Nonce, dans un village entre Briançon et Embrun; mais la plus grande partie des autres habitants ne comparut point. Au contraire, ayant abandonné leurs maisons se retirerent dans des afreuses cavernes, desquelles ils furent chassés par un combat de quatre heures, et quelques uns d'eux ayant esté prins prisonniers et n'ayant voulu abjurer leur erreur, furent aussy executés dans la ville d'Embrun.

Pour ce quy est de ceux de la Vallouyse n'ayant peu estre ramenés au devoir par les remonstrances dud. Jean Rabot, l'armée y entra le 19 avril de la mesme année 1489, mais elle ny trouva aucune resistance, parce que les heretiques de ceste vallée en avoient esté desjà chassés par les catholiques de ceste mesme vallée, ausquels s'estoient joincts les catholiques des autres vallées voisines (1).

(1) Le récit que nous venons de lire n'est point en parfait accord avec celui de Chorier (*Hist. de Dauph.*, t. II, p. 502). Cet auteur qui suit presque constamment les indications que lui fournit Perrin, dans son *Histoire des Vaudois*, assigne la date de l'année 1488 à la sanglante expédition dirigée contre les hérétiques des vallées de Prajella, de Vallouise et de Freyssinières. D'autre part nous trouvons dans le *Bulletin de l'Académie Delphinale*, t. I,

Led. Jean Rabot, adcisté de noble Hector de Monteynard, reussit plus heureusement envers les Vauldois du lieu de Largentiere, car la plupart des heretiques de ceste vallée se rendirent dans la ville d'Embrun, ou ils firent abjuration de leur erreur, dans l'eglize metropolitaine de ceste ville, entre les mains du nonce du pape.

Ceste histoire, avec la commission donnée aud. Jean Rabot se voist fort au long dans les archives du greffe de l'archevesché d'Embrun, et se treuve encor rapportée dans l'histoire de France composée par led. Albert de Catanée et desdiée a la reyne Anne de Bretagne, dans la vie que le dit Albert a faicte de Charles VIII^e. (1)

p. 455, un document publié par M. Fauché-Prunelle qui nous ferait présumer que ces tristes événements s'étaient accomplis en 1487. Ce sont des lettres patentes de Charles VIII, datées du 4 mars 1488 qui ordonne au parlement de déterminer ce qui peut être dû aux commissaires nommés pour saisir et vendre les biens dont la confiscation avait été prononcée contre les Vaudois. Cette indication chronologique serait du reste confirmée par quelques notes dues à la plume d'un auteur inconnu, et qui ont été communiquées à M. Fauché-Prunelle par le maire de la Vallouise. Quoiqu'elles aient été écrites après les événements, à une époque que nous ne pouvons déterminer, elles offrent de l'intérêt, en ce qu'elles précisent le nombre des Vaudois massacrés dans la fameuse caverne de l'Aile-Froide. *Les habitants hérétiques ayant eu la signification de l'arrêt du parlement, qui sommait les Vaudois de se convertir, et ceux-ci ayant refusé, furent contraints par les catholiques de se réfugier, les uns à Luzerne, et les autres sous une Beaume escarpée et presque inaccessible de l'Allefreyde, nommée Beaume Chapelue, où ils se fortifièrent d'amas de pierres. Les habitants catholiques ne les souffrirent pas longtemps sous cet asile ; ils les attaquèrent enfin, non point par le bas de la Beaume ni à côté, à cause des précipices et du danger d'être eux-mêmes massacrés, mais par le haut. Il descendit donc à la Beaume environ 400 personnes avec des cordes de 140 toises de longueur, qui y égorgèrent le reste des Vaudois, au nombre de 30 familles seulement, composées totalement de 70 personnes, tant hommes, femmes qu'enfants. Ce fut le 13 avril 1487.*

(1) Albert Cattaneo, que des documents de l'époque appellent encore de *Cappitaneys* (*Bullet. de l'Acad. delph.*, t. I, p. 454), archidiacre de Crémone dès 1485, avait été nommé par Innocent VIII nonce apostolique et inquisiteur de la foi en Piémont et dans les diocèses d'Embrun et de Gap. L'his-

Il est encor a noter que le roy Charles VIII^e estant en Dauphiné, dans la ville de Grenoble, logea dans la maison dud. Jean Rabot, et luy permist de faire une porte dans les murailles de lad. ville, pour sortir de sa maison dans son jardin, joignant lesdites murailles, laquelle porte et jardin paroissent encor, et sont en estat avec le reste desd. murailles. Ensuite Louis XII^e, a la priere de François de Vallois, comte d'Angoulesme, qu'il appelle son fils et son cousin, confirma lad. permission de Charles VIII^e et permit encor a Bertrand Rabot son fils de faire une autre porte dans la muraille, qui separoit le jardin dud. Bertrand Rabot du couvent des Jacobins, afin que led. Bertrand Rabot peut aller en leur eglise sans passer par la porte de la ville. Les lettres patentes sont dans les archives du sieur de Veycilieu, et furent expédiées lesdites lettres patentes de Louis XII^e, estant a Grenoble, le 8^e juin de l'année 1511, et de son regne le 14^e, a la priere, comme nous avons dit, dud. François de Vallois, quy fust après roy de France, lequel logeoit dans lad. maison de Jean et Bertrand Rabot, toutes les fois qu'il passoit en Piedmond, et aussy en consideration des services rendus par lesd. Jean et Bertrand Rabots; lesdites lettres furent adressées a Gaston, duc de Nemours, et comte de Foix, quy estoit pour lors gouverneur du Dauphiné, et furent ensuite registrées au parlement le 18 juillet 1511, a la poursuite de Bertrand Rabot, comme nous verrons ensuite, parlant de la maison aquire par led. Jean Rabot.

Le mesme Jean Rabot, fust encore desputé, avec onze autres personnages de condition, archevesques et evesques, a Roume pour traiter du concordat entre le saint siege et le Roy (1).

toire de France dont il est ici question, est encore inédite; la bibliothèque nationale en possède une copie, qui porte ce titre : ALBERT CATTANOEI, *Placentini, archidiaconi Cremonensis, Historiæ regum Francorum a Pharamundo ad Ludovicum XII epitome*. Un extrait de cette histoire, relatif aux événements du règne de Charles VIII, a été publié par GODEFFROY, *Histoire de Charles VIII, enrichie de titres, mémoires, etc.*, Paris, 1684, in-f^o, p. 277 et suiv.

(1) *Le roy* (Louis XII)..., dit Guy Allard (Vic de J. R., p. 39) *le connaissant habile a gagner les cœurs, luy confia le dessain qu'il avoit d'espouser*

Au mois d'aoust de l'année 1477, il fust encor desputé du Parlement en la ville de Vienne, pour regler un differend qui estoit entre Pierre et Antoine Chevriers et quelques marchands de la mesme ville, car les seigneurs de la terre de Montleans (1) ayant possédé dans lad. ville de Vienne un lieu qu'on appelloit la Table Ronde qui servoit d'azile et de franchise tant pour la personne que pour les biens des debiteurs quy s'y retiroient, lesdits sieurs Pierre et Antoine Chevriers, s'estant acquis ce droict par la succession de la terre de Montleans, firent plainte au Parlement de ce qu'un Guillaume Victor s'estant refugié dans ce lieu de la Table Ronde pour esviter les poursuites de ses creanciers, en fust tiré par eux avec force, et violence et renfermé dans les prisons de Vienne. Sur quoy ledit Jean Rabot ordonna que ledit Guillaume Victor seroit mis en liberté et qu'il jouiroit de la franchise quy luy avoit esté acquise par la retraite qu'il avoit faite en ce lieu, et maintient dans ce droict de franchise lesdits Antoine et Pierre Chevriers, auxquels ont succédé les seigneurs de Maugeron, quy ont jouy de ce droict d'immunité, jusques a l'ordonnance d'Orleans, laquelle a aboly tous ces lieux d'azile et de franchise, comme le dit fort au long Chorier dans son Histoire des Antiquités de la ville de Vienne (2).

*Anne de Bretagne, vefve de Charles VIII., et l'envoya à ceste reyne pour l'y disposer, ce qu'il effectua avecq la satisfaction entière de son maître. Peut-être que Jean Rabot aura accompagné ensuite Louis de Villeneuve à Rome, que Louis XII envoyait pour négocier la délicate affaire de son divorce et faire au pape les plus belles promesses. On sait qu'Alexandre VI réclamait, comme ses prédesseurs, l'abolition de la Pragmatique Sanction. JEHAN BURCHARD. *Diarium curiæ romanæ sub Alexandro VI*, dans ECCARD *Corpus hist.*, t. II, col 2096.*

(1) La terre de Montléans, près de Vienne, appartient jusqu'au XV^e siècle à une famille de ce nom ; elle passa dans la maison de Chevrier par suite du mariage de Madeleine de Montléans avec Pierre Chevrier qui figure ici.

(2) *Les recherches du sieur Chorier sur les antiquitez de la ville de Vienne*. Lyon, 1659, in-12, II^e partie, p. 83-6.

Enfin led. Jean Rabot ayant esté desputé par le roy Louis XII^e a Ferdinand premier roy d'Aragon et de Castille, a son retour tumba malade dans la ville d'Avignon, ou il fit son testament et y mourut le 27 juillet 1500 (1), ayant ordonné par son dit testament qu'on l'enterrast dans l'eglize de Nostre Dame de Dons, a laquelle il fit des beaux legats pies qui ont esté aquités par Bertrand Rabot, son fils et heritier, comme appert par les quittances quy luy en furent passées, qui sont dans l'inventaire des papiers du sieur de Veycilieu, comme aussy par le testament dud. Bertrand Rabot, son fils du 27 mars 1536.

(1) *La vie de Jean Rabot*, publiée par M. Gariel, porte par erreur la date de 1509. Chorier est pour la date de l'année 1500, donnée par notre manuscrit (*Etat polit.*, t. III, p. 483), et cette date est la vraie. Les négociations avec Ferdinand d'Aragon, dont il est ici parlé, furent celles qui amenèrent la conclusion du traité secret de Grenade, qui décida la conquête et le partage du royaume de Naples entre Louis XII et Ferdinand.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

ANTOINE DE VOCANCE

SUITE — Voir les 67^e, 68^e et 69^e livraisons.

Le 13 novembre de la même année l'*information générale* fut commencée par « Jehan Veyret, greffier en la
« cour temporelle de Valence, en suite de l'exposition et
« plainte faite par noble Anthoine de Vocance, joint à lui
« le procureur d'office, devant M. le juge mage du dit
« Valence etc... Et les témoins ont déposé comme ci-
« après s'ensuit, ce 13 novembre 1596. »

1^o « Jehan Bonnet, laquais de noble Anthoine de Vo-
« cance, natif de St-Péray, âgé de 15 ans environ, examiné
« moyennant serment sur le contenu en la susdite dépositi-
« tion de laquelle lui a été fait lecture.

« Dépose qu'un jour de mardi au soir du mois de sep-
« tembre dernier, il s'en alla coucher au pré du s^r de
« Vocance son maistre, pour l'arroser et y mettre l'eau
« dedans, comme il fit, et il y auroit demeuré jusqu'au len-
« demain jour de mercredy environ les 3 heures après
« midy, que son dit maistre y survint monté sur son che-
« val, lequel ayant vu son dit pré où il y avoit assez d'eau,
« lui commanda de l'aller arrêter et fermer afin qu'il n'y
« en entrât plus, et que s'il y trouvoit Bourboursa qu'il ne
« lui laissât point ladite eau pour ce qu'il n'en fit pas
« coutume. Et incontinent il y alla. N'y ayant trouvé per-
« sonne et comme il fermoit le passage de l'eau, sondit
« maistre y survint, et tout à l'instant François Bourboursa
« survint lequel s'adressant à sondit maistre lui dit qu'il
« l'avoit injurié, auquel sondit maistre répondit qu'il ne

« savoit ce qu'il voulait dire. Et ledit Bourboursa répliqua
« qu'il l'avoit appelé *couquin*, auquel sondit maistre répli-
« qua qu'il serait *très marry* d'avoir proféré cette parole.
« Lequel Bourboursa ne se contentant dit que s'il avoit son
« espée il en aurait sa raison, portant pour lors en la main
« un *goyard* ayant un manche d'environ demy-toise de
« long. Et sondit maistre lui dit de n'en venir pas là, et sur
« ce, ledit Bourboursa lui dit encore qu'il ne viendrait
« jamais audit lieu qu'il ne *pourtât une espée*, et que le
« mercredy prochain il y vindrait et la porteroit. Et sondit
« maistre se voyant ainsi pressé descendit de cheval et jeta
« son épée et manteau au chemin, puis s'en alla droit au-
« dit Bourboursa qui étoit dans le pré de M. le conseiller
« de Dorne. Auquel Bourboursa sondit maistre dit qu'il
« étoit là prêt à lui en faire raison, mais qu'il quittât son
« goyard comme il avait quitté son épée, ce que ledit Bour-
« boura ne voulut faire, *ains leva en hault ledit goyard*
« pour en frapper sondit maistre, ce que iceluy, voyant,
« pour éviter le coup se jeta sur ledit Bourboursa et lui
« saisit et ôta des mains ledit goyard, et après ledit Bour-
« boura s'enfuit du côté de l'*Éparvière*. Et après son-
« dit maistre se retira. Et plus a dit ne savoir aultre
« chose. »

2° « Jehan Gervais, laboureur, natif de Romans, habi-
« tant de Valence âgé de 40 ans, dépose que un jour du
« mois de septembre de la présente année, étant au pré
« de M. le conseiller de Dorne, aidant à charger une char-
« rette de foin et environ les 3 heures après midi dudit
« jour, il vit M. de Vocance monté sur un cheval, étant
« au-devant ledit pré, au grand chemin qui va de Valence
« au port de Soyon et à l'endroit où passe la mère de
« l'eau pour arroser les prés de *Moulhesolle*, auquel lieu il
« vit aussi François Bourboursa, cordonnier de Valence,
« auquel ledit s^r de Vocance remontra *tout doucement*

« que l'eau lui appartenait ce jour là de toute ancienneté.
 « Et ledit Bourboursa lui répondit que l'eau appartenait
 « au pré de l'hospital. Lequel s^r de Vocance lui auroit en-
 « core dit que s'il ne le vouloit croire il l'allât demander à
 « ceux qui avoient été rentiers d'icelui il y avoit long-
 « temps, le priant de ne le point troubler dans la posses-
 « sion de ladite eau. Et pour lors led. s^r de Vocance s'en al-
 « la en son pré, et bien peu après retourna au susdit lieu
 « où un sien laquais fermoit le passage de l'eau afin qu'elle
 « allât en sondit pré, où seroit retourné aussi ledit Bour-
 « boura, lequel parlant aud. s^r de Vocance lui auroit dit
 « qu'il l'avait appelé *couquin*, mais que s'il eût eu son es-
 « pée il en auroit eu sa raison. Et led. s^r de Vocance lui
 « répondit qu'il ne pensoit point avoir proféré cette parole,
 « et qu'il en seroit *très marry*. Lors, étant descendu de
 « cheval, il se seroit approché dudit Bourboursa pour lui
 « faire raison, étant entre le pré de M. le conseiller de Dor-
 « ne et celui de M. Loys Gordol de quoy ledit Bourboursa
 « ne tient compte. Ledit s^r de Vocance s'étant lors retiré et
 « remonté sur son cheval, ledit Bourboursa ne se contentant
 « de ce, répliqua qu'il étoit homme d'honneur et qu'il en au-
 « roit sa raison, et que mercredi prochain il se trouveroit au-
 « dit lieu avec son épée, le requerrant de s'y trouver aussi.
 « Et ce voyant, icelui s^r de Vocance ainsi importuné seroit
 « encore descendu de cheval et auroit jeté son épée et son
 « manteau en terre et se seroit adressé audit Bourboursa lui
 « disant qu'il posât et quittât un goyard qu'il portoit en
 « la main, et qu'il lui en feroit raison à coups de poings,
 « sans garder si longtemps sa querelle, ce que ledit Bour-
 « boura ne voulut pas. Lors, ledit s^r de Vocance s'avancant
 « vers lui, ledit Bourboursa auroit levé en haut ledit goyard
 « comme s'il en eût voulu frapper led. s^r de Vocance,
 « lequel se jetant sur Bourboursa lui auroit saisi et ôté des
 mains le goyard ; et ce fait, ledit Bourboursa se seroit en-

« fui, et led. s^r de Vocance se retira. Et plus a dit ne
« savoir autre chose. »

Les autres témoins ne furent entendus que quatre mois plus tard. Ainsi le 14 mars 1597, une 3^e et 4^e dépositions s'ajoutaient aux précédentes, celle d'un nommé Barthélemy Eschevin, cordonnier, natif d'Ourches, habitant de Valence, et âgé d'environ 40 ans, et celles de « Philippon « Sautel, berger en la grange de M. de Dorne, natif de « Chanéac, âgé d'environ 50 ans. Ce dernier dépose « que le mercredi 25^e de septembre dernier, sur les 3 h. « de l'après-midi, étant dans le pré de M. le Conseiller son « maître, sur une charrette où il chargeoit du foin qui lui « étoit approché par un nommé Gardin, il vit M. de Vo- « cance monté sur son cheval, et François Marcel dit « Bourboursa, au chemin qui va au port de Soyon, la où « passe la *mère* de l'eau pour arroser les prés de Mou- « llesolle, auquel Bourboursa M. de Vocance remontra « *amayblement* que l'eau lui appartenoit ce jour-là. Lequel « Bourboursa lui répondit que ladite eau appartenoit au « pré de l'hôpital duquel il étoit rentier. Et ledit s^r de « Vocance lui répliqua que ce n'étoit point vrai, *ains* que « s'il ne le vouloit croire il l'allât demander à ceux qui « avoient été rentiers autrefois, le priant de lui laisser son « eau et de ne le point troubler en sa possession. Sur quoi « ils eurent quelques autres propos, entre autres choses « il ouit que le s^r de Vocance appela *couquin* ledit Bour- « boura, et après, chacun d'eux se retira. Le dit Bourboursa « étant allé en son pré, peu de temps après il vit un « laquais dud. s^r de Vocance qui vint fermer le passage « de l'eau. Et le s^r de Vocance y vint aussi, et aussi ledit « Bourboursa lequel attaqua de paroles fâcheuses ledit s^r « de Vocance, lui disant qu'il l'avoit appelé *couquin*, mais « que s'il avoit eu son épée il en aurait eu raison, et tout en « colèretenoit à la main un *goyard* a long manche. Auquel

« Bourboursa M. de Vocance dit que s'il avoit proféré cette
 « parole il en seroit *très-marry*, ains qu'il ne le croyoit
 « pas. Et ledit Bourboursa répliqua qu'il étoit homme
 « d'honneur et qu'il en auroit sa raison, et que mercredi
 « prochain il se trouveroit audit lieu avec son épée, con-
 « viant ledit s^r de Vocance de s'y trouver. Lequel s^r de
 « Vocance se voyant ainsi importuné descendit de cheval
 « et quittant son épée et manteau en terre, s'approcha
 « dudit Bourboursa auquel il dit qu'il quittât le goyard qu'il
 « portoit, comme il avoit quitté son épée. Lequel Bour-
 « boursa, comme led. s^r de Vocance s'avançoit vers lui
 « voulut lui donner de son goyard sur la tête, ce que led.
 « s^r de Vocance para avec le bras et n'empêcha si bien
 « qu'il ne lui fit *choir* son chapeau en terre, lequel goyard
 « fut saisi aud. Bourboursa par icelui s^r de Vocance, lequel
 « le lui ôta de force pour ce que led. Bourboursa ne le vou-
 « lait point lâcher. Et lors le s^r de Vocance lui ayant frap-
 « pé un coup, led. Bourboursa s'enfuit du côté de l'épar-
 « vière. Et le s^r de Vocance remonta sur son cheval et
 « voulut poursuivre led. Bourboursa mais ne put voir où
 « il avoit passé. Et autre chose n'a dit savoir. »

Les dernières dépositions faites le 26 mars (1597),
 avaient pour but de prouver le droit d'Antoine à l'eau que
 lui contestait Bourboursa. D'autres pièces que nous ne rap-
 porterons pas, nous apprennent qu'il gagna son procès et
 que Bourboursa ne poussa pas plus loin sa poursuite.

Les autres papiers d'Antoine 1^{er} ne nous apprennent
 rien de plus sur sa vie ni sur les coutumes et événements
 de son temps. Il nous reste à étudier maintenant l'histoire
 d'un de ses descendants qui joua aussi un rôle assez im-
 portant dans les dernières années du règne de Louis XIV.
 Cette étude fera le sujet d'un autre article.

E. LASCOMBES, née COMTE.



ANTIQUE

AUTEL CHRÉTIEN

récemment découvert

A SAINT-MARCEL-LÈS-SAUZET

près Montélimar (Drôme).



« Le nombre des autels antiques est considérable
« dans le midi de la France ; mais dans bien des loca-
« lités on ignore la destination de ces grandes dalles de
« marbre ou de pierre dure. On les rencontre souvent
« servant de seuil à un presbytère, à une église, ou en-
« core, reléguées avec des matériaux de démolition
« dans le coin d'une cour ou cachées dans les herbes
« et les ronces d'un cimetière de village. » (1)

C'est dans ces conditions déplorables et fortuites qu'une pierre antique nous a été signalée. Il y a peu de temps, Monsieur le curé de Sauzet dessinait, pour nous être agréable, le portail de St-Marcel-lès-Sauzet et l'ensemble des sculptures historiées qui le décorent. Le dessin terminé, un bloc de pierre remisé sous un hangar

(1) *Architecture Romane du midi de la France*. par M. Révoil, I. III, p. 22.

éveilla son attention : il y discerna des motifs d'ornement d'un profil agréable, correct et d'un véritable intérêt. Le bloc n'est pas entier : le bas a disparu cassé par une chute ou rongé par une décrépitude à laquelle l'oubli et le manque de soin ont sans doute prêté main forte : Il méritait plus de respect. C'est une relique des vieux siècles : sa vétusté en témoigne : nous essayons de la remettre en honneur : d'où nous vient cette bonne fortune ? Voici le fait :

Très anciennement le sol de l'église de St-Marcel-lès-Sauzet avait été élevé : l'idée était mauvaise ; elle déparait cette charmante miniature de basilique à trois nefs, en dénaturait les proportions et lui ôtait infiniment de sa majesté et de son élégance.

Ce fut la manie de toute une époque : partout on exhaussait le sol des églises ; nous venons de trouver, à la cathédrale de Valence, les traces de cette restauration inopportune.

L'ancien pavé de St-Apollinaire existe encore à une certaine profondeur ; c'est une grossière variété de mosaïque : elle est faite de débris de briques cassées noyées dans le ciment ; la surface en est polie, du moins aplanie avec soin. Elle s'étendait à fleur des sous-socles en pierre qui portent les colonnes et sur le plat desquels les pas des fidèles marquent encore.

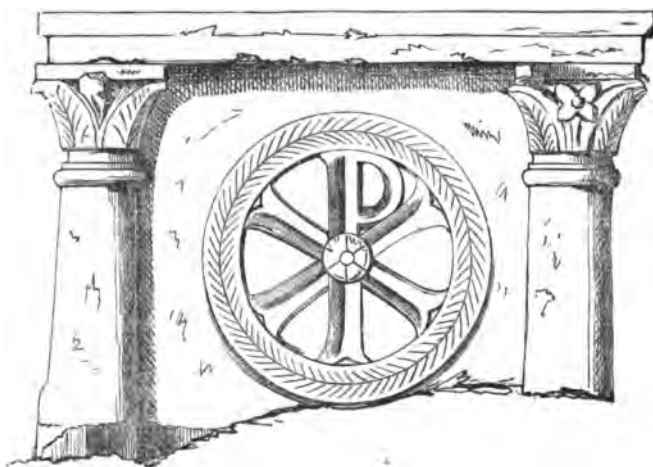
De récents travaux d'excavation ont découvert ce pavé antique : ils nous ont révélé en même temps un sous-bassement en pierre qui mérite quelque attention, il en existe encore un tronçon. Il régnait autrefois le long des murs de l'église : le rebord saillit sous un tore

avec cavet et listel : le tout dans le style primordial de l'édifice ; il servait sans doute de siège aux fidèles, et pour cela atteignait, grâce à l'ancien niveau du sol, la hauteur d'une chaise ordinaire.

Le pavé actuel est en contre haut de 0 30 c. ; en soi, la différence est légère ; en réalité, le préjudice est notable : elle a réduit de moitié le soubassement que nous venons de signaler et en a, au moins dans la plus grande partie de l'église, provoqué la destruction. Il se prolongeait en forme de stylobate le long des nefs latérales, en reliait agréablement les pilastres ou dosserets, dessinait plus nettement les travées, achevait l'encadrement de chacune d'elles sur le fond des murs et en atténuait la nudité.

La surélévation du sol telle qu'elle existe aujourd'hui coupe par le milieu le socle des grandes colonnes, les raccourcit mal à propos, mutile leurs proportions, leur ravit de leur élégance, leur inflige, en un mot, un amoindrissement que les hommes de goût seront unanimes à trouver déplaisant et fâcheux s'il leur est donné d'en juger *de visu*.

L'église de St-Marcel-lès-Sauzet a vu disparaître de son sein cette anomalie discordante. En 1877, une intelligente initiative en eut raison ; les R. P. Maristes qui la desservent baissèrent le pavé ; ils le ramenèrent à son niveau primitif et normal, déblayèrent à cet effet les matériaux de démolition qui formaient le terre-plein. C'est au milieu de ces décombres qu'ils remarquèrent l'antique débris qui nous occupe. En voici le croquis (fig. 1), nous le devons au crayon obligeant et exercé de M. Rey, architecte à Valence.



(Fig. 1).

Nous nous félicitons de cette découverte ; elle enrichit nos archives locales d'un nouveau témoin de la piété de nos pères et l'histoire du culte chrétien dans nos provinces gallo-romaines, d'un document de plus.

A première vue Monsieur le curé de Sauzet y pressentit un vestige d'autel chrétien ; il en jugea avec tact : nous applaudîmes à son pressentiment : configuration traditionnelle, touche sculpturale, destination présumée, c'est par tous ces côtés à la fois que le vieux débris de St-Marcel-lès-Sauzet s'apparente aux autels des IV^e, V^e, VI^e, VII^e, siècles épars ça et là dans nos régions méridionales : c'est ce dont nous essayerons de nous convaincre : nous débutons par quelques notions préliminaires sur l'historique, l'origine, la forme des autels chrétiens rangés parmi les œuvres gallo-romaines.

I

Les autels anciens affectaient des dimensions relativement médiocres : on peut s'en faire une idée par les nombreux spécimens qu'en offrent les sarcophages de marbre extraits des catacombes : nous en citons deux : (1) ils ont trait au prophète Daniel.



(Fig. 2).

L'un (fig. 2), représente un dragon : on l'adore, on le dit immortel, les prêtres de Bel l'affirment. Le roi défie Daniel de lui démontrer le contraire. Le prophète prépare des gâteaux mêlés de poison et les présente au dragon qui en meurt. (2)

(1) *Fecit que massas et dedit in os dæmonis et disruptus est draco.* DANIEL XIV, 26.

(2) ARRIGHI: *Roma subterranea*, t. II.

L'autre (fig. 3) représente le même fait et le complète. Daniel enfonce le gâteau fatal dans la gueule du serpent. Tout à coup, l'autel encore fumant des faux dieux se renverse à ses pieds ; il roule à terre.



(Fig. 3).

Tels étaient les autels du paganisme : l'Eglise en adopta d'autant plus volontiers le modèle qu'ils n'offraient rien d'insolite ni conséquemment de dénonciateur aux yeux des païens. Cette analogie était une égide contre la loi des suspects.

Ce type devint dès lors la forme traditionnelle : elle est, dès l'époque Constantinienne la plus généralement admise, principalement dans le midi de la France. Nous en trouvons des preuves aussi variées qu'instructives sur les antiques sarcophages d'Arles.

Cette ville fut, à nos portes, et de très bonne heure, le centre du prosélytisme catholique et son principal foyer d'expansion : elle fut la nécropole d'une partie des Gaules : on ne saurait en douter à voir l'immense collection de cippes funéraires, de pierres tombales, de sarcophages dont le sol est comblé ; aussi fut-elle un des chantiers les plus célèbres de l'art chrétien. Elle surabonde d'antiques sculptures et de fort beaux bas-reliefs. Nous les avons sous les yeux dans le savant album de M. Edmond le Blant. (1) L'auteur les y a repro-

(1) Etude sur les sarcophages d'Arles, grand in-4°.

duits sur des planches d'un dessin sinon bien rendu, du moins consciencieux. Plusieurs autels gallo-romains y figurent; ils sont faits à la manière du temps. La sculpture ornementale y est d'une homogénéité manifeste.

Parmi les bas-reliefs Arlésiens agrémentés d'autels antiques, on peut voir, entre autres, ceux des planches XXXV, VI, VIII, X, XXI. Les deux derniers rappellent tout-à-fait ceux que nous venons de décrire et qui ont trait au prophète Daniel; ils sont la suite et la fin du récit. D'un côté le dragon prend à la main du prophète le morceau de pain empoisonné: de l'autre, il gît mort au pied de l'autel.

Dans la Gaule romaine comme en Italie, à Arles comme à Rome, on avait à cœur ce vaillant et miraculeux exploit du prophète: le ciseau chrétien le répète à satiété: c'était, aux yeux de nos pères, l'image de l'hydre païenne abattue, frappée de mort par le Catholicisme: elle râle étouffée au pied de nos tabernacles. Son règne est fini: et ses temples et ses autels passent, dépouilles conquises, au pouvoir de l'Eglise de Dieu. (1)

(1) Cette interprétation n'est pas imaginaire: nous la trouvons écrite au ciseau sur un sarcophage d'Arles (pl. XXV). Le sculpteur chrétien y a taillé deux scènes corrélatives: à l'angle de droite est le prophète Daniel (pl. XXV) en face de l'autel de Bel: le dragon a pris de sa main le gâteau vénéneux.

A l'angle de gauche est Jésus: il est debout devant un autel de même forme: il n'y a plus ni serpent, ni flammes, mais des pains et deux poissons: le Christ les bénit d'un air bienveillant et vainqueur.

Ces pains et ces poissons sont l'offrande Eucharistique. Ici l'agneau détrône visiblement le dragon infernal: c'est le Pain Vivant! c'est la Manne angélique substituée aux somnolentes rêveries du monde païen. L'olympé a vieilli. Les faux dieux sont destitués; tout revient à l'Eglise, tout jusqu'aux trésors de leurs temples et aux instruments de leur culte.

L'Eglise s'assimile avec complaisance ces dépouilles antiques. Soit pour déjouer la vigilance païenne, « soit « pour faire de la gloire de la gentilité un trophée à la « Croix et l'escabeau des pieds du Christ de toutes les « pompes païennes » (1) elle affecte aux Mystères de l'Agneau les autels jusque là dédiés aux faux dieux d'Athènes et de Rome. Les preuves ne nous manquent pas.

« A son retour d'Antioche, saint Pierre célèbre la Sainte Messe sur un autel autrefois consacré à Apollon. » (2)

« Au siècle dernier, on découvre à Vesoul un autel antique : On y lit ces mots : *non amplius Marti sed Christo Deo vero.* » (3)

« On a conservé longtemps à Bordeaux un autel avec cette inscription : *Deo ignoto.* Saint Martial recommande à l'Eglise de Bordeaux d'en faire l'autel de St-Etienne. » (4)

Le vieil auteur de la Chorographie de Provence signale un assez grand nombre d'autels païens devenus chrétiens, entre autres, ceux des Eglises d'Apt, de St-Maximin, de Cabasse, de Castellanne, etc. (5)

Souvent dans ces autels antiques, le support seul est païen : c'est une base, un piédestal de statue profane

(1) BOUCHE : *Chorographie de Provence*, t. I, p. 222.

(2) BARONIUS : *Annales* 54.

(3) *Mémoire de la Commission d'Archéologie de la Haute-Saône*, t. I, liv. III, p. 12.

(4) *Revue de l'art chrétien*, année 1883, p. 33.

(5) *Chorographie de Provence*, t. I, p. 222.

ou même un cippe funéraire. « Ces cippes, dit M. de Rossi, sont, à n'en pas douter, d'origine païenne : « avant d'en faire des autels, les chrétiens les ont marqués de la croix monogrammatique ou même du monogramme du Christ. » (1)

Quoi qu'il en soit, les autels qui ont servi dans l'Eglise du IV^e au VII^e siècle forment un groupe à part : ils ont entre eux de nombreux points communs soit qu'on les découvre en Italie, en Afrique, en Espagne, en France.

Ce serait un musée à établir, du moins une collection à faire de tous ces religieux documents. L'autel de St-Marcel-lès-Sauzet pourrait y revendiquer une place. Nous allons examiner celle qui lui siérait dans la classification de ses contemporains et les lui comparer, à cet effet, par ordre d'origine, de genres de construction et d'époques.

Les vieux monuments s'éclairent les uns par les autres : mis en présence, on les écoute se dire ce qu'ils sont. C'est la méthode par excellence : l'histoire des arts lui doit ses progrès : appliquée par M. de Rossi à l'étude des antiquités chrétiennes, elle est devenue le flambeau, on pourrait dire le soleil des catacombes si médiocrement éclairées jusqu'à ces derniers temps. Nous nous aiderons de cette méthode : elle ajoutera de l'intérêt à notre article ou plutôt lui fera pardonner sa médiocrité.

(1) *Bulletino*, par M. de Rossi, année 1872, p. 144.

II

On a vu la pierre antique découverte à St-Marcel-lès-Sauzet (fig. 1). Ce document a de nombreux similaires : nous en citons deux des plus connus : celui de Digne, celui de St-Victor-de-Castel.

Depuis le prévôt Gassendi, l'autel de Digne est souvent mis en avant comme type primordial. M. de Rossi l'invoque sous la dénomination de *fulcrum d'autel* à l'appui de ses découvertes tant en Italie qu'en Afrique et en France. (1)

M. Révoil ne l'a point passé sous silence : il le rapproche de l'autel de St-Victor-de-Castel et les apprécie tous les deux par voie d'assimilation.

« L'autel de Saint-Victor-de-Castel, dit-il, autrefois dans la chapelle de ce nom, commune de Bagnols (Gard), sert aujourd'hui de piédestal à une croix de bois placée dans une terre au bord de la route de Bagnols à St-Gervais. »

« Ce petit monument d'un mètre de hauteur est un monolithe carré ; chaque angle est flanqué d'une colonne ronde saillante, surmontée d'un chapiteau à feuilles pointues. »

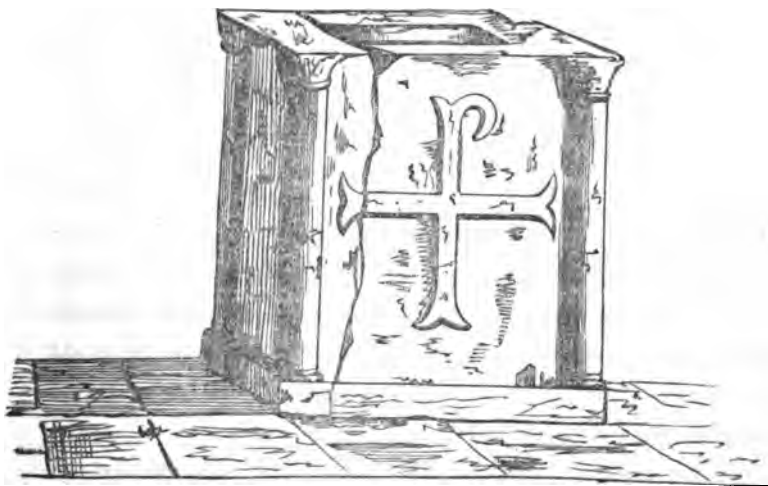
« Sur trois faces de cet autel est sculptée en relief une croix ancrée, renfermée dans un double cercle, symbole de l'éternité. »

« Dans l'ancienne cathédrale de Digne, aujourd'hui chapelle du cimetière, on a découvert un autel sem-

(1) *Bulletino d'Archéologia cristiana*, année 1872, p. 144.

« blable. La croix qui en décore la face principale
« est de même forme, mais plus simple que celle de
« St-Victor-de-Castel. Nous croyons que ces autels
« appartiennent à l'époque mérovingienne. » (1)

L'autel de Digne (fig. 4), est connu de nos lecteurs :
une plume érudite et fort compétente en a disserté et
l'a décrit dans le numéro de mars-avril du *Bulletin d'Ar-*
chéologie des diocèses de Valence, Grenoble, page 190.



(Fig. 4).

Nous mettons sous les yeux du lecteur (fig. 5) le
dessin de l'autel de St-Victor-de-Castel, d'après la
planche L du savant ouvrage de M. Révoil. (2)

Ces deux types rappellent celui de St-Marcel-lès-
Sauzet : ils ont avec lui une touche d'homogénéité

(1) *Architecture romane*, t. III, p. 22.

(2) *Architecture romane*, t. III, p. 22.



(Fig. 5).

très visible : tous les trois appartiennent à la même zone méridionale où les peuples à travers mille péripéties politiques ont souvent formé un même groupe national et plus souvent encore une même communauté chrétienne. Aussi d'attrayantes et nombreuses similitudes les rapprochent ; ils émanent de l'iconologie gallo-romaine fondée, dès l'origine, sur les types traditionnels religieusement transférés parmi nous du sein des catacombes et plus tard des ateliers romains.

Le petit monument de Saint-Marcel-lès-Sauzet, (fig. 1) a 0,45 de haut, 0,65 de long, 0,35 de large. Le grain en est commun, peu dense ; l'autel de Digne est en marbre blanc. Au moment de sa découverte, un bruit de village essaya d'anoblir sa qualité. On se plut à le dire, à St-Marcel-lès-Sauzet, issu de Rome et originaire en droite ligne des catacombes. Le fait eût été honorable : il lui manqua d'être vrai.

Nous nous sommes enquis auprès de M. de Rossi et lui avons adressé un fragment de la pierre. Voici son obligeante réponse : « Cette pierre n'est pas de provenance romaine : nous avons des marbres, de très beaux marbres et en si grande abondance, que le calcaire, chez nous, aux premiers siècles, n'a jamais été employé pour les autels.

« Mon frère qui est géologue m'assure que le calcaire dont vous m'avez envoyé une écaille, appartient aux couches géologiques du midi de la France.

« Le calcaire en usage à Rome pour les travaux architectoniques, piliers, corniches, etc..... est le *lapis tiburtinus*, plus compacte et sensiblement différent de l'échantillon que vous m'avez adressé. »

Le document de St-Marcel-lès-Sauzet n'est donc pas une importation de la Ville Eternelle. Le dicton qui lui décerna cet honneur est sans portée. L'idée en est dévote mais imaginaire : elle a tout contre elle, et la vraisemblance et la vérité.

Pas plus que le document de Digne, celui de St-Marcel-lès-Sauzet n'est un autel : c'est un *fulcrum* ou support d'autel. La cavité pratiquée au sommet était peut être pour assujettir la table sacrée et en faciliter l'encastrement.

« Dès le V^e siècle, les tables d'autel mesurent un mètre de largeur ; elles sont d'une seule pièce et adaptées à leur support : cependant il est arrivé quelquefois qu'on a taillé table, colonne, support, dans un seul bloc de pierre. » (1)

(1) *Revue de l'art chrétien*, Janvier 1883, p. 73.

Le fulcrum d'autel de St-Marcel-lès-Sauzet est démunie de sa table : elle avait été faite à part pour lui être adaptée. Mais ce piédestal, corniches, colonnes, chapiteaux, tout a été taillé dans l'épaisseur de la pierre : il est conforme, en cela, aux documents de Digne et de St-Victor-de-Castel : ce sont trois monolithes.

Ils se ressemblent par d'autres côtés ; ils répètent, à peu de chose près, le même type de structure. Comme les deux autres, celui de St-Marcel est décoré de quatre colonnes d'angle engagées du quart, aux fûts cylindriques, de forme un peu pyramidale, polis, sans moulures. Simplement dégrossis sur les autels de Digne et de St-Victor, les chapiteaux sont ici d'un travail un peu plus soigné. Le dessin est mieux étudié. Il règne un peu au-dessus de l'astragale une sorte de bracelet en creux ; des moitiés de feuilles s'en détachent et vont se recourber en demi-volutes sous les coins du tailloir : au sommet du chapiteau se dessine un quatre-feuilles. Le tout est délicat de lignes, élégant et ferme.

Ces colonnettes n'ont malheureusement plus de socles : et même une assez grande partie de leurs fûts est disparue. Ce qui nous reste d'ailleurs de ce support sacré ne représente que les deux tiers environ de sa totalité intégrale. Enfin, les trois autels de Digne, de Saint-Victor, de St-Marcel sont décorés du SIGNUM CHRISTI mais avec des différences marquées.

Ce motif est familier aux œuvres d'iconographie chrétienne des premiers siècles : il est en tête de l'armorial catholique : c'est par lui que nos vieux autels nous infor-

ment de ce qu'ils sont : nous sommes trop heureux de le voir si lisiblement écrit chez nous. Il mérite une mention particulière ; nous allons la lui consacrer.

III

Le *SIGNUM CHRISTI* varie de configuration selon les lieux, surtout selon les époques : il répond principalement à deux formes : la *croix monogrammatique*, le *monogramme*.

La *croix monogrammatique*, est une croix latine : le sommet se recourbe en P : les deux branches croisées perpendiculairement forment le K grec ; ce sigle a deux fins ; il dessine l'instrument du triomphe et épèle le nom du triomphateur ; de là son nom : croix monogrammatique.

Le *monogramme* s'écrit par les deux premières lettres du nom du Christ. Les deux branches se coupent obliquement en la forme du X, traversé verticalement par le P.

Fait étrange ! ce même signe apparaît bien avant l'ère chrétienne : c'était le vrai monogramme chrétien, à l'exception du P qui dépassait de beaucoup le X.

Les Grecs et les Romains y lisaient-ils l'abrégé d'un nom alors célèbre, aujourd'hui ignoré ? était-ce une voix avant-courrière, un écho miraculeux et contemporain de la Sybille de Cumes prophétisant du Christ futur ? (1)

(1) *Roma subterranea* par ARRIGHI t. II, p. 586. — *Dictionnaire* de M. MARTIGNY, p. 416.

Les premiers chrétiens bénéficièrent de ces coïncidences épigraphiques : elles donnaient le change aux païens, déjouaient leur animosité soupçonneuse et taquine non moins que la croix *gammée* et quelques autres caractères ingénieux inventés pour déguiser le divin secret. (1)

Mais un jour l'Eglise en finit avec ses trois siècles de sang : son berceau surnagea à ce Nil funèbre. Elle fut sauvée, et c'est d'un miracle éclatant qu'elle tint son triomphe.

Un signe apparaît à Constantin : c'est le monogramme du Christ, c'est la croix : « il la voit étinceler en plein « midi, debout au-dessus du soleil » devenu en quelque sorte son ostensor. (2)

Dès lors un nouveau jour s'est levé pour l'Eglise : elle quitte le linceul des morts pour la pourpre : le Capitole a tendu la main au Calvaire : déjà apparentées par des appellations homonymes, ces deux montagnes s'unissent à jamais pour former un même piédestal à la croix.

Ce signe sacré désormais acclamé par toute la terre devient le blason du maître de Rome et de son empire : labarum, enseignes des légions, boucliers, monnaies romaines lui empruntent leur caractère officiel et national.

Les collections artistiques des vieux âges chrétiens nous le montrent gravé sur les amphores, urnes, cou-

(1) Voir ARRIGHI, t. II, p. 210. — *Dictionn.* de M. MARTIGNY mais surtout les pages érudites de M. de ROSSI annexées au *Spicilegium Solesmense cap. de Titulis christianis*, l. IV pages 505-532.

(2) Eusèbe cité par ROHRBACHER, t. VI.

pes, bagues nuptiales, sceaux et autres principaux objets usuels de la vie : il décore les insignes religieux de la mort, sarcophages, pierres tombales se mêle aux inscriptions mortuaires, sert d'en-tête aux diptyques sacrés.

« Le signum Christi, dit Arringhi, devient le plus « familier et le plus solennel des signes chrétiens : rien « n'est connu des antiquités chrétiennes, rien n'en est « extrait de dessous terre qui ne nous le montre gravé, « ciselé ou peint. » (1)

Dès cette époque l'usage s'en répandit en Italie, en Afrique, dans les Gaules surtout où, jusqu'au VIII^e siècle, nous le voyons plus communément qu'ailleurs, en particulier sur les autels dont il devient la caractéristique traditionnelle et la suprême consécration.

Nos autels gallo-romains portent à peu près invariablement cette empreinte mystique : les uns la croix monogrammatique, les autres le monogramme.



(Fig. 6).

Les documents de Digne, de St-Victor-de-Castel ont la croix monogrammatique. Elle ornemente la table d'autel (fig. 6) découverte il y a peu d'années par M. de

(1) ARRINGHI, tome 2, p. 387.

Villafosse, en Numidie ; elle était enfouie comme la pierre de St-Marcel parmi les décombres d'une vieille basilique datant des Vandales (1) : elle est mieux accusée encore sur un sarcophage antique (fig. 7) : l'étendard de la croix s'y déploie : deux agneaux du Christ la tiennent pour leur houlette ; ils se rangent sans frayeur auprès d'elle et y paissent avec sérénité à l'ombre de deux oliviers. C'est la vraie croix : Constantin l'a affranchie et l'adore ;



(Fig. 7).

l'Eglise la montre dans toute son adorable majesté. Un vieux document nous montre avec quelle fierté le chrétien arbore ce signe auguste.

C'est une tombe : (2) un enfant de quatre ans y est enseveli. Le marbre représente le jeune défunt ; une croix est dressée près de lui (fig. 8) : il la tient le bras vaillamment tendu, la main ferme, la tête haute : c'est son trophée, c'est toujours la croix monogrammatique.



(Fig. 8).

Cette forme domina au temps de la conversion de l'Empire et durant deux siècles. C'est cette croix

(1) *Bulletino* par M. de Rossi, année 1872.

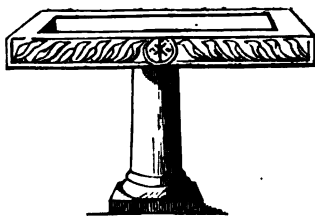
(2) *Arringhi*, tome II, p. 387.

qui décore les autels de Digne et de St-Victor-de-Castel : c'est donc avec raison qu'on leur assigne pour date l'époque des premiers Mérovingiens : ce fait en est une logique induction de plus. Plus tard vers le V^e siècle, la croix monogrammatique fut moins employée. Le monogramme proprement dit reprit faveur : « L'usage, alors, nous écrit M. de Rossi, en « devint à la mode surtout en France au VI^e et plus « encore au VII^e siècle. »

C'est, au contraire, le monogramme qui a été taillé sur la pierre sacrée de St-Marcel-lès-Sauzet.

Ce motif est bien traité (fig. 1) ; le relief y est d'une saillie moyenne mais bien tranchée : Les branches des deux lettres émanent d'une rosace où s'abritent agréablement leurs points d'intersection : de là, elles vont s'amortir à un orbe qui circonscrit le tout.

Cet orbe décoratif n'est pas sans quelque portée : il s'utilise parmi les autres éléments de critique relatifs aux créations gallo-romaines et en corrobore les conclusions. C'est souvent un simple cercle comme (fig. 9) sur l'autel gallo-romain d'Auriol, Bouch^e-du-Rhône, attribué au V^e siècle.⁽¹⁾ Au lieu du cercle, trois couronnes concentriques se relient ensemble sur un sarcophage du musée de Toulou-

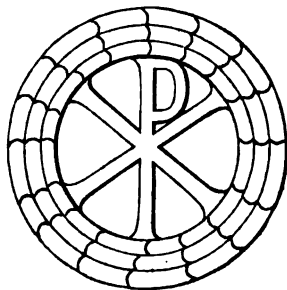


(Fig. 9).

(1) *Dictionn.* de M. MARTIGNY, page 59.

se. (1) (fig. 10) Elles entourent le nom du Christ d'une triple rangée de palmes.

Le plus ordinairement la couronne est simple, composée de feuilles de lauriers, de fleurs ou de tresses de palmes. Nous la rencontrons presque toujours dans les collections icono-

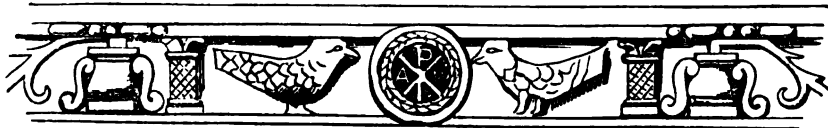


(Fig. 10)

graphiques françaises de Paris, Toulouse, Bordeaux, Arles, et sur nos autels contemporains des vieux âges.

Un orbe de ce genre circonscrit le chrisme sacré sur l'autel de St-Marcel-lès-Sauzet ; c'est une couronne. La moulure très avariée y laisse voir encore une série gracieusement agencée de tresses de palmes.

Il s'en voit deux exemples, l'un sur l'autel (fig. 9) l'autre sur la mensa de St-Quenin à Vaison (fig. 11). Le monogramme du Christ est inscrit sur ce dernier dans une couronne et deux colombes l'accostent en effleurent de leur bec des douceurs qu'ils symbolisent.



(Fig. 11)

Ces deux autels, comme beaucoup d'autres, portent l'alpha et l'oméga : c'était l'emblème de la divine consubstantialité du Verbe : les fidèles les ont gravés

(1) GAVRUCCI, t. V.

partout dès l'apparition d'Arius pour protester contre l'impiété de ce trop fameux sectaire.

L'Autel de St-Marcel-lès-Sauzet n'a aucune trace de ces capitales divines. Faut-il en conclure qu'il est antérieur à l'Arianisme dans les Gaules ou bien d'une époque très postérieure, alors que, cette hérésie étant déchue, les protestations qu'elle avait suscitées n'eurent plus leur raison d'être. Ce mot prélude à une question de date : c'est la seule qui nous reste à résoudre.

IV

La date du fulcrum d'autel de St-Marcel-lès-Sauzet n'est point aisée à fixer, du moins d'une façon très précise. Le choix de la pierre, les procédés de structure, les motifs décoratifs sont les seules données qui éclairent notre recherche. Or, ces éléments d'observation sont peu sûrs : les juges d'abord incertains cèdent souvent à une impression de première vue, en subissent la mobilité ; leurs appréciations s'en ressentent ; elles se distancent les unes les autres par d'énormes écarts.

Ce qui est acquis et avéré, c'est que le document de Saint-Marcel-lès-Sauzet appartient à la famille des autels chrétiens du IV^e au VIII^e siècle ; il en épouse les traditions, en revêt les formes, et s'identifie de dessin, de profil, d'exécution avec les œuvres gallo-romaines parvenues jusqu'à nous. Appartient-il aux premières années ou aux dernières de cette période historique ?

M. de Rossi attire à ce propos, notre attention sur un détail particulier au SIGNUM CHRISTI tel qu'on le dessine dans la Gaule. Selon l'éminent archéologue,

après avoir été supplanté d'abord par la croix monogrammatique, à l'époque Constantinienne, le monogramme primordial reprit faveur vers le VI^e siècle mais avec la boucle du P grec, recourbée de droite à gauche : c'est la lettre latine R.

Cette lettre latinisée se lut d'abord sur les documents écrits, peints ou sculptés de la Gaule : on se l'explique, nos pères ayant été des premiers à se désaffectionner des formules grecques et à leur substituer la langue romane cette œuvre immortelle de leur génie et dont toutes les races latines nos circonvoisines retrouvent dans leurs littératures nationales de brillantes réminiscences.

C'est même un peu avant l'époque indiquée par M. de Rossi que le P latinisé apparaît. Nous relevons vingt exemples de cette version graphique parmi les bas-reliefs d'Arles (1) et sur des pierres tombales de nos régions, attribuées par M. Allmer au V^e siècle.

Les musées français de Bordeaux, de Toulouse, etc..., en offrent plus d'un exemple, entre autres celui-ci (fig. 12) une main d'en haut, la main divine, tend la



(Fig. 12.)

couronne au lauréat chrétien couché dans la tombe. (2)

Sur l'autel de St-Marcel, nous lisons le P Grec : la boucle est fermée. Serait-ce une raison de conclure

(1) *Inscriptions antiques*, par M. ALLMER, t. IV, p. 320.

(2) *Musée de Bordeaux*. GARRUCCI, t. V.

qu'il remonte à l'époque Constantinienne ? Au contraire, nous le croyons moins primordial que celui de Digne, de St-Victor-de-Castel, d'Auriol et de tous ceux que nous avons décrits.

Les parties sculptées de notre précieux fragment, notamment les chapiteaux et la corbeille feuillue qui les rehaussent, la conformation du tailloir nous paraissent caractériser des théories et une pratique sculpturales chronologiquement voisines du déclin de la dynastie mérovingienne.

Un fait affermit cette conviction : le monument de St-Marcel se rapproche, par une analogie marquée, de deux grands chapiteaux découverts, il y a peu de temps, à la cathédrale de Valence.

Or, ces deux débris appartenaient à une vieille église assurément très antérieure à la cathédrale actuelle.

Quoi qu'il en soit de sa date avérée, ce document n'en est pas moins une relique de prix. Elle nous rappelle les premiers siècles de l'introduction du christianisme dans les Gaules, son antique liturgie, la popularité de son culte ; il rend tous ses souvenirs palpitants de réalité sous nos yeux.

C'est sur ces autels de forme modeste, exigüe et simple qu'ont célébré nos saints si populaires de ces vénérables époques : les Césaire d'Arles, les Avit de Vienne, les Emilien, les Apollinaire de Valence, St-Ambroise lui-même et à Valence même où ce saint évêque demeura plusieurs jours et célébra sans doute le St Sacrifice.(1)

(1) En 386 Maxime envahit en vainqueur nos contrées, St-Ambroise a franchi les Alpes, il vient traiter de la paix ; il s'arrête à Valence : c'est là que les

Ce sont ces mêmes autels dont un poète de l'époque a chanté sur un ton sublime et divin les délices : entendez les accents de cette harpe Eucharistique :

C'est l'autel ! Une tombe y devient une table : un mort et un vivant y reposent ensemble. C'est un martyr dont les ossements poudreux germent l'éternelle espérance : c'est le Christ vivant qui y sert aux siens sa chair immortelle. (1)

Voilà de fortes et saintes paroles : nous les citons volontiers à propos de nos vieux autels Gallo-romains dont elles sont contemporaines. Elles sont de Prudence, écrivain du V^e siècle, surnommé *le prince des poètes chrétiens* ; on les dirait écrites d'hier tant elles peignent au vif notre foi d'aujourd'hui envers *Jésus-Hostie*.

C'est la tradition écrite, c'est la tradition sculptée s'interprétant l'une par l'autre. C'est la lyre du poète, le ciseau du statuaire aidant à la plume des Saints Pères : c'est tous ensemble qu'ils proclament par des voix diverses mais absolument unanimes, l'unanimité des siècles, l'unanimité des lieux, l'unanimité des nations, l'unanimité des peuples et des rois dans une foi et des dogmes, dans un amour et des mœurs toujours les mêmes par la raison que ce qui est vrai l'est à jamais.

ambassadeurs le rencontrent et entrent en pourparlers avec lui. Lui-même raconte le fait dans une lettre à l'empereur Valentinien : en voici les termes : *Præsens eram ubi victor rediit. Legati etenim missi ad Gallias apud Valentianum Gallorum me repererunt. (Epist. XXIV. Valentiniano imperatori.)*

(2)

*Ille Sacramenti donatrix mensa eademque
Servat ad æterni spem judicii ossa sepulchro
Fascit item sanctis Tibricolas dapibus.*

PRUDENCE, *Peristeph.* Hym. XI.

On se méprend, en général, sur la situation du christianisme et ses allures de diffusion dès les premiers âges ; l'idée en a été jusqu'ici généralement amoindrie et erronée ; on se laisse dire que ce n'est qu'à la longue, insensiblement, par un acheminement discret, timide et très lent qu'il s'est répandu parmi les peuples. Ces atténuations datent de l'ère sceptique de la Renaissance. Il est surprenant de voir même des plumes religieuses les accueillir si vite et on ne peut plus favorablement. Un retour s'opère : de toutes parts de judicieux écrits (1) imbus d'une critique aussi lumineuse que circonspecte émettent un avis contraire et inattaquable ; réservant comme eux la question des communautés chrétiennes officiellement et hiérarchiquement constituées nous sommes fondés à dire avec eux : c'est tout à coup que le monde s'est épris d'amour pour le Christ. L'incendie s'est déclaré comme du jour au lendemain, allumé sur douze points de la terre à la fois par les douze apôtres.

Qui doutera de ce prodige, lorsque peu après la mort de St-Paul et de St-Irenée, un témoin oculaire, la plus haute intelligence de son temps, Tertullien, s'en fait le garant responsable ?... Il minute un recensement des enfants de l'Eglise ; ils sont innombrables : il trace le premier une carte de géographie chrétienne et lui donne pour frontières officielles les frontières de l'univers.

« En qui croyent, nous dit-il, les Galates, les frontières multipliées des Maures, les dernières limites des Espagnes, les nations des Gaules, les retraites

(1) *Revue des questions historiques*, étude du R. P. CHAMARD, juillet 1873.

« des Bretons, les Sarmates, les Daces, les Germains,
 « tant de nations cachées, tant de provinces, tant d'îles
 « qui nous sont inconnues ? »

« Le peuple du Christ est répandu par toute la
 « terre. Son nom et sa puissance ont pénétré dans tous
 « les lieux du monde : partout on croit à Lui ; partout
 « Il règne, partout Il est adoré. Le même pour tous. Il
 « commande également à tous, seul Roi, seul Juge, seul
 « Seigneur et seul Dieu de l'univers. » (1)

C'est seulement un peu plus de cent ans après N.-S. qu'a été dressée cette statistique d'ethnologie catholique : nos Pères gallo-romains y sont compris des premiers. Aussi les monuments de leur foi, les autels en particulier sont plus nombreux qu'on ne le pense dans le midi de la France.

Nous avons déjà signalé ceux de Marseille, de Tarascon, de Digne, d'Aix, de Vaison, d'Avignon, d'Apt, de Castellanne, de St-Victor-de-Castel, d'Auriol. St-Marcel-lès-Sauzet vient d'ajouter une perle à ce riche écrin.

Tout n'est pas découvert au dire des antiquaires : à les entendre le sol méridional est jonché de ces épaves sacrées échappées au naufrage des siècles.

Puissent ces lignes inspirer aux amis de l'Eglise le zèle vaillant et soutenu de ces saintes recherches. De nouvelles découvertes fourniront à l'apologétique chrétienne des ressources, une logique de faits, des splendeurs de démonstration d'un attrait de conviction irrésistible et que nous appelons de tous nos vœux.

CH. DIDELOT,

Curé de la Cathédrale.

ANDRÉ DE LAFÀISSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

SUITE — Voir les 68^e et 69^e livraisons.

« Le départ du prince de Condé fut suivi de grands remuements dans le royaume : le parti de la cour fit des préparatifs pour s'opposer à ses projets et donna diverses commissions de colonel pour lever des troupes. M. d'Antraigues en demanda une pour un régiment de cavalerie, mais il ne put l'obtenir que pour un régiment d'infanterie il l'accepta pour son fils aîné qui portait alors le mousquet dans le château d'Orange. »

« Il me donna toutes les commissions (brevets), même celles de l'état-major, pour en disposer dans la province, à la réserve de la lieutenance-colonelle que le marquis de Saint-Privat lui avait demandée pour le s^r Bertrandy, d'Aramon, son parent un des plus vieux capitaines de ce temps-là..., pendant que j'étais à Paris M^d^{me} de Fournès me pria de solliciter du marquis du Puy-Montbrun, la main de sa fille pour le marquis de Saint-Privat, son fils, à qui elle fut accordée. »

Le manuscrit de Lafàisse s'arrête ici assez brusquement, ce qui est fâcheux, car si les études biographiques ne peuvent, à elles seules, continuer l'histoire, elles contribuent

pour une large part à en assurer les bases et à en éclairer les détails en dévoilant les mobiles qui font agir les personnages. Le document écrit est, plus encore que le livre, un témoignage essentiellement personnel. Il porte en lui comme une émanation de l'homme qui n'est plus : le côté intime de la vie qu'il nous révèle fait l'attrait et le piquant de la découverte. (1)

Quand on connaît la vérité sur les hommes, on est bien près de connaître celle des événements auxquels ils ont été mêlés.

Les nombreuses lettres écrites à Lafaisse et quelques notes éparses dans des liasses de papiers remplaceront ses Mémoires qui nous manquent. J'ai dû faire un choix dans l'immense quantité de missives qui lui ont été adressées ; beaucoup d'entre elles n'offrent aucun intérêt, bien qu'elles émanent souvent des gens haut placés, qui lui témoignent beaucoup d'estime et de considération. Parmi ces lettres, je citerai celles qui ont été écrites par MM. de la Tour-la-Charce-Montauban ; de Caissargues (de Nîmes) ; de Marsanne ; de Genestelle ; de Castelnau (de Nîmes) ; de Justet ; Chamier (de Montélimar) ; de Martinel ; de Forest de Blaçons ; de Vesc de la Lo ; de la Bastide de la Croix ; le comte de Roucy ; le marquis de Saint-Auban (de Montélimar) ; le duc d'Aiguillon ; la comtesse de Viriville, la marquise de Brison, née d'Urre ; la comtesse douairière du Roure ; la marquise de Saint-Auban, née de Massane ; la marquise de Saint-Privat, née du Puy-Montbrun de Villefanche ; la marquise de Calignon-Bonneval ; la duchesse de la Force ; enfin Henriette de Coligny, com-

(1) M. R. de Cazenove, *Rapin Thoyras et sa famille* 1866, p. X. — R. Reboul, *Les cartons d'un ancien bibliothécaire de Marseille*, 1875, p. 1.

tesse de Champagne de la Suze, auteur de diverses poésies. La plupart de ces personnes étaient protestantes.

Si la date de 1633 donnée par MM. de Barrau et de la Roque au mariage de Jacques et de Philiberte d'Arpajon est exacte, Trophime II, leur fils aîné, appelé par Lafàisse le marquis d'Antraigues, avait au plus dix-huit ans lors qu'il reçut l'autorisation de lever un régiment, et le titre de colonel (1). A cette époque, ce grade était très souvent donné aux fils des personnages importants qui, par leurs atténuances ou par leur crédit, pouvaient faciliter les enrôlements, mais le commandement effectif de ces régiments temporaires, licenciés après la guerre, était dévolu au lieutenant-colonel, pris parmi d'anciens capitaines, et quelquefois à un simple capitaine. Trophime II devint maréchal de camp et fut tué en 1676 ; je compléterai, à la date de 1675, la généalogie de cette famille, éteinte en 1861.

Au mois de décembre 1651, il adressa à Aubenas, à Lafàisse, son subordonné, mais dont il avait grand besoin, la lettre suivante qu'on dirait écrite à un supérieur : « Je n'ai pas voulu différer plus longtemps de vous donner de mes nouvelles et de vous assurer des mes obéissances que je vous rendrai toujours avec toutes sortes de respect et d'affection, espérant vous témoigner dans toutes les rencontres où il s'agira de votre service, qu'il n'y a

(1) En 1686, le duc d'Arpajon, cousin de d'Antraigues, ne pouvant souffrir qu'on eut nommé un commandant au dessus de lui en Languedoc, obtint de Louis XIV, l'autorisation de mettre sa charge de lieutenant-général de cette province sur la tête de son fils, alors âgé de onze ans, ce qui lui permit d'attendre une occasion de s'en défaire et de la vendre 50,000 écus. *Mémoires du marquis de Sourches*, 1836, t. II, p. 150.

personne au monde qui vous soit votre ami avec plus de passion que moi, et qui fasse plus d'estime de votre personne..... Je vous supplie de m'envoyer des nouvelles du régiment et de me dire s'il est sur pied, vous assurant que je suis tout prêt pour me mettre à la tête, et qu'au printemps prochain je pourrai vous suivre, où qu'il faille aller. »

Il lui écrivit quelques jours après : « étant arrivé à Fournès (près d'Usez), ma tante (madame de Saint-Privat) m'a dit qu'elle ne savait aucune nouvelle du régiment, non plus que M. Bertrandy, si bien que nous trouvant tous en peine d'en avoir, je vous prie de m'écrire par le retour de mon valet, et de presser la levée le plus possible. Mon cousin de Fournès a déjà beaucoup de soldats, et, s'il avait plus d'argent, sa compagnie serait déjà faite, etc.»

Au mois d'avril 1652, d'Antraigues écrivit qu'il avait disposé d'une compagnie en faveur d'un gentilhomme qui avait servi longtemps. « Voyant, ajoutait-il, que, M. Mas-tré, n'a pas fait un homme, et, qu'il a profité au double des autres, sans s'acquitter de sa promesse de mettre une quinzaine de soldats sous les armes, et que tous les autres capitaines murmuraient de supporter toute la fatigue à sa place, j'ai voulu vous en donner avis. Nous sommes très faibles ; une compagnie de quarante hommes ne nous fera pas de mal et il promet de les avoir dans quatre jours. Nous avons traité à vingt livres (1) capitaine et lieutenant. On nous fait notre décompte à quarante places par compagnie, à raison de huit sols la place (par chaque soldat). J'ai aussi vingt livres pour l'état (emploi) de mestre de

(1) La valeur intrinsèque de la livre était alors de 1 fr. 79 (de Wailly, *Mémoires sur les variations de la livre tournois*, 1857, p. 228.)

camp (1) et on nous paie nos enseignes (sous-lieutenants) (2). »

Diverses provinces étaient en proie aux plus grands désordres : on ne savait plus de quel côté était le droit et le devoir. Les difficultés, dans les époques troublées, ne consistent pas à faire son devoir, mais à bien connaître en quoi il consiste. Mazarin, exilé à Brühl, près de Cologne, rentra en France au mois de décembre 1651, soutenu par deux maréchaux et par leurs troupes. Le parlement rendit un arrêt le déclarant criminel de lèse-majesté et promit 150,000 livres à celui qui le représenterait mort ou vif. Il arriva à Poitiers, le 28 janvier, à la tête de nombreuses troupes et il y trouva Louis XIV qui lui rendit la direction des affaires.

Cette mesure, contraire aux arrêts du parlement, décida en faveur de la révolte beaucoup d'esprits incertains. Le duc de Rohan-Chabot, gouverneur de l'Anjou, se déclara le premier en faveur de Condé et le duc d'Orléans leva des troupes, pour combattre celles de Mazarin et le parti de la Cour. Presque toute l'année 1652 s'écoula au milieu des troubles et des combats, jusqu'au 21 octobre, époque à laquelle le roi et la cour rentrèrent dans Paris et commencèrent à apaiser les discordes civiles.

Un arrêt du conseil d'Etat, rendu le 3 août 1652, et un

(1) Sous François I^{er} on donna le nom de mestres de camp aux colonels de cavalerie légère ; plus tard et jusqu'en 1730, il servit à désigner tous les colonels indistinctement.

(2) D'après Madame du Noyer. (*Lettres historiques et galantes*, 1741, t. V, p. 78), le colonel vendait les grades de capitaine et d'officier supérieur : quand on disait qu'il avait levé un régiment à ses dépens, il gagnait souvent mille pistoles (neuf ou dix mille livres c'est-à-dire trente ou quarante mille francs de notre monnaie.)

mémoire envoyé en 1672 au ministre Louvois nous font connaître la conduite, tenue, par Lafâisse pendant les troubles de l'année 1652.

Le régiment dans lequel il exerçait les fonctions de premier capitaine et de major était déjà formé, lorsque les comtes du Roure (1) et d'Antraigues, engagés dans le parti du duc d'Orléans, voulurent le faire marcher pour son service ; ils avaient gagné le lieutenant-colonel Bertrandy. L'ayant appris à Nîmes, Lafâisse rejoignait de suite le régiment qui était dans les montagnes du Vivarais et du Velay : il fit prêter serment de fidélité au roi à tous les capitaines, et aux principaux officiers qui tenaient de lui leur emploi. Du Roure refusa des ordres pour la subsistance du régiment, et en donna pour lui courir sus.

Lafâisse s'adressa au comte de Dona, gouverneur d'Orange ; il le mit en rapport avec le cardinal Bichi (2), qui obtint du ministre des ordres contraires à ceux de du Roure.

Jusqu'à ce moment, les capitaines ne voulant pas subvenir aux dépenses de leur compagnie, Lafâisse, pour empêcher une seconde révolte ou une dispersion du régiment, le fit aller à Vals « et, partie par argent, partie par son crédit, il décida quelques hôteliers et cabaretiers à fournir la nourriture et l'entretien des officiers, soldats et chevaux. » Cet état de choses dura du 4 avril au 22 mai 1652 ; le

(1) Scipion ou Pierre Scipion de Grimoard de Beauvoir, comte du Roure, dont il a déjà été question, était un des trois lieutenants-généraux du Languedoc.

(2) Alexandre Bichi, qui fut longtemps évêque de Carpentras, dont-il fit reconstruire l'évêché servant aujourd'hui de palais de justice, avait beaucoup d'influence à la cour. Louis XIII l'avait comblé de ses faveurs.

régiment passa alors le Rhône pour aller servir en Provence sous les ordres du duc de Mercœur. (1) Le premier août suivant il fut nommé aide de camp des armées du roi et le 25 juillet 1655, il reçut le titre, qui paraît avoir été pour lui purement honorifique, de maréchal de bataille. (2)

Il avait mécontenté ceux qui gouvernaient alors le Vivarais ; sa manière d'agir fût cause que les Etats ne voulurent pas lui rembourser les dépenses qu'il avait faites pendant 48 jours pour la subsistance du régiment. Il se pourvut au conseil d'Etat qui demanda, en 1659, l'avis de M. de Bezons, intendant du Languedoc, Lafàisse réclamait 32 livres par jour et par compagnie, somme qu'il disait être accordée par les Etats aux étapiers pour semblables dépenses. (3)

Après en avoir conféré avec le syndic du pays, de Bezons régla et arrêta le montant de la créance à la somme de 33,880 livres, représentant cent vingt-mille francs environ de notre monnaie : elle devait être remboursée en quatre ans, par imposition sur le pays.

(1) Louis, d'abord duc de Mercœur, et duc de Vendôme après la mort de César, son père, fils naturel d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées. En 1652, il apaisa les troubles de Provence, où il commandait. Après le décès de sa femme, dont il eut trois fils, il reçut la prêtrise et fut nommé plus tard cardinal.

« Le régiment d'Antraigues réduisit la citadelle de Saint-Tropez à l'obéissance du roi, » dit-on dans la généalogie des d'Antraigues.

(2) Ce grade, établi en 1614, fut supprimé en 1674 : Celui qui en était revêtu dirigeait les mouvements de l'armée, d'après les ordres du général en chef.

(3) Cependant à cette époque, les états du Vivarais avaient adjugé à Danglejean les fournitures de l'étape à raison de 25 livres par jour et par compagnie d'infanterie, et de 150 livres par compagnie de cheval-légers : les fournitures faites à l'état-major devaient être réglées par les consuls (*Archives*, C, 1070.)

Cette ordonnance fut présentée de nouveau au Conseil qui renvoya l'affaire aux états du Languedoc pour avoir leur opinion. Ils refusèrent de la faire connaître, en disant que c'était au roi à payer, et non à la province, libérée de ses charges par le don gratuit qu'elle faisait tous les ans au souverain. Enfin on décida le 3 août 1662, sur le rapport du s^r de Berryer, conseiller général des finances, « que le créancier serait payé sur les premiers deniers qui seront indiqués, et dont il n'est pas fait estat par sa majesté » ou, en termes plus précis, qu'on le renvoyait aux calendes grecques.

Ni Lafâisse, ni ses héritiers, ne purent obtenir, comme on le verra bientôt, même un à-compte sur cette créance de 33,880 livres dont la seule liquidation lui coûta dix ans de démarches, et nécessita plusieurs voyages à Paris, longs et dispendieux. (1)

Quelques mois après le départ du régiment pour la Provence, le comte de Dona, gouverneur d'Orange, écri-

(1) Les archives de M. de Miraval offrent un autre exemple de la mauvaise foi et de la pénurie du gouvernement. Pierre Le Blanc, président de la Chambre des comptes du Dauphiné, emprunta, par ordre du roi, en 1626, des sommes considérables pour les besoins de la province ; sa créance fut réglée à 400,000, en 1642. Abel Le Blanc, sieur du Perron, fils et héritier de Pierre, légua en 1671, cette créance à Imbert, seigneur de Myons, son frère. Ce dernier, ennemi des affaires, adonné à ses plaisirs et probablement à la boisson, et peu intelligent, vendit cette ancienne créance dont il ne pouvait rien retirer, au seigneur de l'Albenc (Isère,) moyennant une rente de cent écus. En 1674, sa femme et lui cherchèrent à faire annuler cette cession comme dolosive, car le seigneur de l'Albenc, grâce à la protection du duc de Lesdiguières, retirait, 16,000 livres par an pour les intérêts de cette créance : la pension de cent écus fut portée à cinq cents à titre de transaction.

vit, le 19 décembre 1652, la lettre suivante au cardinal Bichi : « Le s^r de Lafàisse, premier capitaine au régiment d'Antraigues, s'en allant rendre ses très-humbles soumissions à Votre Eminence, recherchera en même temps l'honneur des ordres du roi et les vôtres, pour remettre en état ledit régiment, ruiné en sa marche vers l'Italie. Bien que je ne doute pas que Votre Eminence n'ait été informée par le duc de Mercœur des bons services que le régiment a rendus dans la réduction de cette province, après qu'il eût été remis dans le service de S. M. j'ai cru devoir mon témoignage au zèle et à la fidélité pour le service du roi que je reconnus alors dans le s^r de Lafàisse, etc. »

Ce dernier, pendant les troubles, devait épouser Marie de Pontanel, fille de Pierre, seigneur de Bonnaure, petit fief situé dans la commune de Colias, près d'Usez, et de Suzanne de Ribeyrol. Le contrat notarié, passé le premier mars 1652, fut résilié, pour des raisons qu'on ignore, le 30 décembre suivant et Lafàisse ne s'est jamais marié.

En 1653, certaines portions du Vivarais furent en proie à de nombreux désordres : « le parti protestant, m'écrivit M. le chanoine Rouchier, sut profiter habilement des troubles de la Fronde pour multiplier ses assemblées, réédifier un peu partout ses temples démolis et rétablir des prêches interdits pour cause de rébellion. »

D'après l'abbé Giraud-Soulavie (1), « Vals était tenu par les religionnaires, et quoique Montmorency eut rétabli les prêtres, ceux du parti (protestant) y dominaient et faisaient la loi à tous les catholiques des environs. Le

(1) *Histoire du diocèse de Viviers*, p. 447 : M. l'abbé Boiron a eu l'obligeance de me communiquer ce manuscrit qui se trouve à l'évêché de Viviers. Comme il est inédit en partie, et complète le tableau du Vivarais à cette époque, j'en reproduis un fragment.

comte de Rieux, fils du duc d'Elbeuf, seigneur de Vals, et madame de Montlaur, sa tante, en chassèrent le ministre, mais les habitants se réunirent pour en nommer un second.

« Leur choix tomba sur Abraham Durand ; Justet, son beau-père, puissant dans le pays, soutint son élection, et ce jeune homme devint bientôt célèbre prédicant. Madame de Montlaur parvint à le faire sortir de Vals ; il se rendit à Nîmes, dépeignit l'état dans lequel se trouvait Vals abandonné aux papistes, et engagea les protestants à lever des troupes pour le réintégrer dans sa chaire. »

Il demanda aussi justice au comte du Roure, ennemi de Rieux : Villefranche fut déclaré, à Nîmes, le chef des troupes qui devaient assiéger Vals et en chasser les partisans du comte de Rieux, et six ou sept mille protestants vinrent camper près de Vallon.

« Le comte de Rieux leva des troupes pour s'opposer à la marche de cette armée protestante. Le comte d'Alègre, le vicomte de Polignac, le marquis de Châteauneuf et l'abbé du Monastier se partagèrent le commandement des catholiques formant un corps de 8,000 hommes, selon le Jésuite Bonnefoi. On bloqua les passages du pont d'Aubenbas, de Vogué et toutes les avenues pour empêcher la jonction des forces protestantes des Cévennes avec celles de Vals. »

« La Cour, informée de ces émeutes, envoya le marquis de Ruvigny, protestant modéré pour empêcher qu'on en vint aux mains, et accorder aux révoltés tout ce qu'ils voudraient sans compromettre l'autorité du roi : il licencia les troupes et rétablit Durand dans l'exercice de son ministère. »

Lafaisse, qui servait probablement en Provence, ne paraît pas avoir été mêlé à cette prise d'armes. Quant à sa créance de 33,880 livres dont il ne put jamais rien retirer,

malgré ses nombreuses démarches, je vais réunir, en suivant l'ordre chronologique, tous les documents se rattachant à cette affaire. Elle fut l'objet de la préoccupation de la seconde moitié de sa vie, et elle nous révèle le triste sort des malheureux créanciers de l'Etat sous le Grand Roi.

J'ai déjà exposé (1) quelle était, en 1654, financièrement parlant, la situation désastreuse de la France, réduite à vendre, par anticipation le recouvrement des tailles à 50 pour % de rabais, c'est-à-dire de perte, et la mauvaise foi des administrateurs des finances et des traitants qui contractaient avec eux. J'ajouterai, pour expliquer ce mauvais vouloir des ministres, auquel se joignait peut-être quelque motif secret (2), que souvent les assignations données par les surintendants portaient sur des fonds déjà épuisés et n'avaient plus aucune valeur. Elles se vendaient à vil prix à des financiers qui avaient le crédit de les faire réassigner sur des fonds disponibles, et réalisaient, ainsi d'énormes bénéfices, souvent partagés avec des ministres ou le surintendant.

La banqueroute de 1648 ayant anéanti le crédit public, personne ne voulait prêter à l'Etat: les traitants confiaient leurs fonds à Fouquet sur sa garantie et sur celle de ses amis, à un taux exorbitant, qui allait à plus de 30 p. %, mais comme la chambre des comptes n'admettait pour les emprunts, que le taux légal du denier dix-huit (5, 55 p. %) le surintendant se reconnaissait débiteur envers les créanciers de l'Etat, d'une somme plus considérable que celle

(1) *Histoire de Montélimar*, t. III, p. 187.

(2) On ne comprend pas bien, comment Lafaisse, cadet de famille dont la légitime n'était que de quelques milliers de livres, avait pu avancer aux fournisseurs 33,880 livres.

qu'il avait reçue en réalité (1). Ce faux entraînait un autre, car il fallait inscrire sur les registres des dépenses imaginaires pour rétablir l'équilibre.

En outre, les receveurs des finances retenaient à leur profit une partie des contributions. L'argent versé par eux dans les caisses de l'Etat, longtemps après la recette, profitait encore à chacun des trésoriers de la guerre, de la marine, des colonies, des ponts et chaussées, en alimentant leurs spéculations particulières. Quant un créancier se présentait devant le payeur, l'ordre du ministre ne pouvait être exécuté à cause du vide de la caisse. Les voies ordinaires de la Justice se fermaient par des arrêts de surséance permettant à l'Etat de ne pas rendre exactement ce qu'il devait, et le créancier était obligé de sacrifier la moitié ou les deux tiers de sa créance en s'adressant à des bureaux spéciaux. Ces détournements et ces dilapidations rendaient très dangereuse l'acceptation des successions de ceux « qui avaient été mêlés dans les affaires du roi. » Il arrivait souvent, plus tard, que ces successions étaient taxées ou imposées à des sommes considérables dont le paiement ruinait les héritiers. (2)

Marc-Antoine de la Bastide de la Croix, auteur et diplomate, (3) qui passa sept ans à Londres, où Lafaisse l'avait probablement connu, lui écrivit le 19 octobre 1660 : « Je me suis occupé de votre affaire ; l'ordonnance de M. de Bezons est fort bien conçue mais comme il s'agit de tirer de l'argent du roi ou du pays, vous avez besoin de beaucoup de faveur..... Il faut solliciter un arrêt du conseil qui con-

(1) Chéruel, *Mémoires de Fouquet*, t. II, p. 359 ; — H. Martin, *Histoire de France*, t. XIII, p. 19.

(2) Jobez, *La France sous Louis XV*, 1864, t. I, p. 245, — *Mémoires du marquis de Sourches*, 1836, t. I, p. 301.

(3) Né à Milhau (Aveyron), et mort en 1704.

firme votre ordonnance..... Quant à votre voyage à Paris, si je consulte mon cœur, il me dit que vous ferez bien de venir, et qu'il vaut mieux agir par vous-même que par procureur..... Mais quand je réfléchis aux frais de séjour à Paris, je voudrais que vous n'en fissiez pas d'inutiles, et que votre avocat mit vos poursuites en tel état, que vous n'eussiez plus qu'à frapper les grands coups. »

« Je me suis assuré que M. Conrart (1) n'aurait pas moins de joie de vous voir que moi. Il est à Atys où il a failli succomber sous le poids du mal, compliqué de coliques, de rhumatismes, de dyssenteries et de gouttes. »

De la Bastide écrivait le 22 avril 1661 à son ami, qui se trouvait alors à Meyssse..... « Le secrétaire d'Etat m'a donné une ordonnance de 12,000 livres pour mon séjour en Angleterre : maintenant toute la peine est de trouver quelques fonds qui ne coûtent rien au roi, et dont on n'ait pas encore fait état, pour m'assigner là dessus, si je le puis par la faveur de mes amis : tout cela demande du temps et du bonheur. Vous n'aurez pas moins de difficulté que moi à être payé, si ce n'est par quelque rencontre de faveur extraordinaire, surtout à présent qu'on règle les fonds des finances d'une manière qui ne permettra guère d'acquitter les dettes de la nature de la votre et de la mienne, etc. »

Une autre lettre du même, datée du 18 juillet 1664, est ainsi conçue : « Ceux qui veulent traiter avec vous peuvent être intéressés directement ou indirectement au grand traité qu'on a fait avec le roi, de tous les deniers dus et revenant bon à S. M. de quelque nature et sur quelques titres que

(1) Valentin Conrart, zélé protestant, un des créateurs de l'Académie française : il écrivit à Lafaïsse, le 6 août 1660, comme on le verra à cette date, qu'il l'avait recommandé à M. de Bezons : la goutte et ses accessoires lui firent subir d'atroces douleurs pendant les trente dernières années de sa vie.

ce soit, pour lesquels ils doivent payer quatre millions de livres, de sorte que les traitants prétendent que tous les revenant bon leur appartiennent. Une des conditions de ce traité, est que le roi a révoqué tous dons et assignations qu'il peut avoir faits sur les fonds de cette espèce, par conséquent c'est une difficulté de plus que vous aurez avec les traitants nonobstant votre arrêt, à moins que vous ne vous accommodiez avec eux, en leur découvrant des fonds, leur en donnant quelque partie, auquel cas il faudrait diminuer celle que vous vouliez faire de la moitié, à celui qui doit en indiquer, mais il est à propos de prendre de bonnes sûretés avant de rien donner, etc. »

Enfin il ajoutait le 17 octobre de la même année : « Je me garde bien de vous engager légèrement à faire le voyage, à moins que vous n'ayez des Mémoires bien clairs et bien certains, avec de bonnes preuves d'un fonds assuré et solide, non connu et dont on n'ait point fait d'état, etc. »

Une note de Lafaisse annonce qu'en 1664 il se rendit à Paris pour la quatrième fois, dans l'espoir de terminer cette affaire, mais que le prince de Conti, gouverneur du Languedoc, croyant qu'il y était venu pour solliciter le rétablissement, dans leurs maisons, des protestants de Privas obtint du roi l'ordre de le faire partir de suite.

Le marquis de Saint-Privat (Alexandre Faret de Fournes), lui écrivait le 13 décembre 1666 : « Quant à votre affaire, j'estime que pour y réussir vous ne pouvez aller trop tôt aux Etats : ils devaient commencer le 20 du mois passé, mais à cause de quelques difficultés formées par les Messieurs du clergé qui ne voulaient pas qu'on donnât du Monseigneur au duc de Verneuil, l'ouverture ne s'en est faite que dans le commencement de ce mois, etc. »

Alexandre de Sillol (1), seigneur de Saint-Vincent-de-

(1) Voir l'*Histoire de Montélimar*, t. III, p. 16.

Barrès et de Cléon d'Andran, protestant comme presque tous les amis de Lafaisse, et qui habitait Montélimar, lui écrivit, à Meysses, le 16 avril 1670 : « J'ai vu à leur passage ici MM. de Peyrelle et de Saint-Roman (1) : le premier m'a dit qu'on avait trouvé un fonds d'environ 100,000 livres, auquel on n'avait pas songé, ce qui me donne beaucoup d'espoir pour vous, etc. »

En 1672, Lafaisse envoya au comte d'Antraigues un placet en le priant de le remettre à Louis XIV ; après avoir rappelé les faits qui précèdent, il le suppliait de lui assigner le paiement de sa créance sur les fonds qu'il lui plairait, moyennant quoi, il offrait de lever à ses frais une compagnie de cheval-légers de cinquante maîtres, si on voulait lui en accorder la commission ; subsidiairement il demandait un à-compte sur ce qui lui était dû « afin qu'il ne soit pas dit que je me suis ruiné pour avoir été fidèle à S. M., ni que j'ai perdu inutilement trois de mes frères à son service (2). » D'Antraigues renvoya le placet, en disant que le roi n'en recevait plus : il s'exprimait ainsi dans sa lettre du 27 avril 1672 :

« Je fus à Saint-Germain vendredi dernier pour remettre votre placet, mais il était trop tard ; on n'en recevait plus à cause du départ du roi. Vous devez vous tenir pour refusé..... ; on vous dit simplement : le roi n'a rien répondu et l'on vous ferait plutôt maréchal de France que de vous donner dix mille écus... M. de Mirabel (d'Arlempdes) fait si mal ses affaires que je ne crois pas qu'il soit en état

(1) Philippe de Durand, seigneur de Saint-Roman, frère de Paul seigneur de Riconnières et de Pontaujard, visénéchal de Montélimar.

(2) Le marquis de Sourches disait avec raison dans ses *Mémoires* (t. II, p. 195) : dans tous les pays, les emplois de guerre donnent le moyen de subsister ; en France, on se bat à qui les aura pour se ruiner.

de faire celles d'autrui..... La guerre se prépare très forte contre les Hollandais ; les maréchaux de Bellefonds, d'Humières et de Créquy, se sont retirés chez eux par ordre du roi, n'ayant pas voulu obéir à M. de Turenne. Le roi est parti aujourd'hui et je pars après demain, etc. »

En 1674 Lafaisse reçut diverses lettres, écrites de Paris par MM. de Chalons, et de Crépon (1), qui se disaient ses cousins. Ils lui parlaient d'un projet de cession de sa créance, moyennant 15,000 livres, à l'abbé Sénéchal qui exigeait l'insertion, dans l'acte, de conditions résolutoires.

Parmi ses amis se trouvait M. Petit, protestant, maréchal des logis général de la cavalerie légère (2) ; Louis XIV lui avait accordé quelques années auparavant l'emploi de gouverneur du château de Saint-André de Villeneuve-lès-Avignon, oubliant qu'il l'avait donné trois jours auparavant à M^{me} de Béthune, pour le marquis de la Roque son futur gendre, à qui il devait tenir lieu de dot. Petit était l'oncle de madame du Noyer, née Anne Marguerite Petit, de Nîmes (3).

Il écrivait le 7 novembre 1674 : « Quant à votre créance, on me fait espérer qu'elle sera bientôt payée : on a trouvé un fonds sur lequel M. Colbert a promis de l'acquitter. Henri IV l'avait donné à un gentilhomme, sa vie durant ; Louis XIII l'avait confirmé, ainsi qu'à un autre qui est mort depuis cinq ou six mois. On assure que MM. du Domaine de l'Etat ne sauraient inquiéter sur ce fonds,

(1) Il existait, en France, plusieurs familles de Chalon ou de Chalons : il y avait des Crépon en Normandie et y a encore des Crespon dans le Rouergue.

(2) Cette charge créée en 1644, fut supprimée en 1790 ; l'officier qui en était revêtu présidait au logement et au campement des troupes.

(3) Elle donne sur son compte, dans ses *Lettres historiques et galantes*, 1741, t. VI, p. 32, 37, 55, divers détails biographiques.

comme ils l'auraient pu avec d'autres..... Je me défie fort qu'on me dise tout cela jusqu'à ce que les Etats soient finis.»

M. de Sillol, se trouvant à Paris, écrivait le 31 décembre 1674 ; « M. Petit et l'abbé Sénéchal sont venus dans ma chambre relativement à la prorogation de traité pour lequel je vous avais écrit..... Sénéchal prétend obliger des personnes qui paraissent et dépendent d'un homme fort puissant à fournir de bonnes cautions..... Elles ont proposé de vous donner des fonds du côté de Toulouse, si vous pouvez vous en accommoder, ce qui vous obligerait à des voyages affligeants pour nous, et peut-être à une entière privation du bonheur de vous voir, etc. »

M. Libourel avocat, à Paris, écrivait, le 20 juin 1675 : « L'abbé Sénéchal est peut-être l'homme le moins capable de faire réussir une affaire de cette nature..... Il est parti pour Mende et ne paraît pas disposé à tenir son traité..... J'ai vu M. Robert, secrétaire du Cardinal de Bonzi (1), qui est mon intime ami ; il m'a dit que le Languedoc était bien foulé (écrasé d'impôts) ; qu'il y prévoyait de grandes difficultés, mais qu'il ferait de son mieux. Je lui ai dit que vous partageriez votre créance avec lui, etc. »

Petit, dans une lettre écrite de Paris, le 28 août 1675,

(1) Le cardinal Pierre de Bonzi, mort en 1703, était issu d'une des premières familles de Florence, parente avec les Médicis. Il avait succédé à son oncle paternel comme évêque de Béziers et archevêque de Narbonne, et possédait en outre cinq abbayes. Sa sœur Elisabeth, épousa en 1644, René-Gaspard de la Croix, marquis de Castries, lieutenant-général en Languedoc. Saint-Simon (t. II, p. 463 édition Chéruel) et M^{me} du Noyer (*Lettres historiques*, 1741, t. I p. 105, et t. VI, p. 324), donnent de longs détails sur les amours du cardinal avec M^{lle} de Gévaudan, de Nîmes, qu'il maria avec le comte de Ganges, colonel et beau-frère de la marquise de Ganges, née Anne-Elisabeth de Rossan, assassinée en 1667, par l'abbé et le chevalier de Ganges, ses beaux-frères.

s'exprime ainsi : « M. de Chalons, après m'avoir témoigné une grande rancune contre l'infâme procédé du s^r Sénéchal, m'a dit qu'il avait un autre moyen pour réussir..... Cependant nous ne laisserons pas de traiter avec le secrétaire du cardinal de Bonzi, quand il ira aux Etats du Languedoc..... Je ne puis croire que Sénéchal ait touché de l'argent ; la friponnerie serait trop grande..... Libourel qui a des habitudes à Mende, pourra aisément découvrir la vérité. »

Il écrit le 29 avril 1676 qu'il croit qu'on pourra réussir en s'adressant aux Etats du Languedoc et en offrant la moitié de la créance à la personne qui fera toucher l'autre (1). Il l'engage à voir M. Robert, secrétaire du cardinal de Bonzi, qui doit passer bientôt à Montélimar avec le cardinal pour se rendre aux Etats.

Le 15 mai suivant, il ajoutait : « J'ai oublié de vous proposer M.d'Epance (2), gentilhomme d'un grand mérite, ancien mestre de camp : considérant sa religion comme un obstacle à son avancement, il a été nommé, avec l'autorisation de Louis XIV, commandant des gardes à cheval de l'Electeur de Brandebourg. Il est revenu en France quoi qu'il fut très bien avec le prince, parce qu'il n'était pas aussi bien avec la princesse. »

Enfin Petit, écrivait le 4 juin 1677 : « J'ai donné encore une copie de votre arrêt à M. de Crépon ; il m'a dit avoir en mains un autre homme qui lui promet merveille... Je désirerais fort qu'on put vous faire toucher quelqu'argent, etc. »

Lafaisse mourut en 1680, sans avoir reçu aucun à-

(1) Le comte d'Antraigues écrivait qu'il était d'avis de se contenter même de mille pistoles (une dizaine de mille livres) payées comptant.

(2) Ou peut-être d'Espence : C'est le nom d'une famille noble de Lorraine ou de Champagne à laquelle appartenait un théologien qui joua un rôle politique dans le XVI^e siècle.

compte. Jean, son neveu et son héritier, qui habitait Meyssse, reçut en 1685, une lettre dans laquelle le prieur Ambruys lui écrivait de Paris qu'il venait de trouver une personne qui savait un fonds assuré et qui lui donnerait 7,500 livres de sa créance. Il demandait les pièces relatives à cette affaire et des procurations qui lui furent envoyées.

Ce projet ne réussit pas, même en sacrifiant les trois quarts de la somme. En 1687, du Puy de Saint-Leydier (dont la mère était sœur de Lafàisse), capitaine de cavalerie en Hollande, écrivait à son cousin que le P. de la Chaise ne voulait plus s'occuper de cette affaire, mais qu'il est attaché à la maison d'un grand seigneur, marié à la nièce du ministre Chamillard, et qu'il espère réussir par cette voie. Il écrivit de Paris, en 1695, qu'une dame qui voyait beaucoup madame de Maintenon s'occuperait de l'affaire, si on lui abandonnait les deux tiers de la créance.

Aucun à-compte n'avait encore été payé en 1720, époque à laquelle du Puy écrivait, de Paris, qu'il n'avait pas pu retrouver les pièces relatives à l'arrêt du conseil d'Etat du 13 août 1662, remises depuis quelques années à M. Gallet (1), qui les avait confiées à M. Mérault (secrétaire du maréchal de Noailles), qui était mort. Son frère affirmait n'avoir jamais eu connaissance de cette affaire.

(1) C'était Pierre Louis Gallet, né à Ancône en 1662, fils de Jacques et de Catherine Vincent. D'abord intéressé dans les fermes du roi, et plus tard receveur, il gagna une fortune considérable à l'époque du système de Law, et mourut sans enfant, en 1727. Son frère Jean-Jacques, chargé d'une mission diplomatique en Espagne reçut à cette occasion, le titre de marquis qu'il fit reporter sur le fief de Montdragon (Vaucluse). Le dernier représentant de cette famille, dont j'ai publié la généalogie dans l'*Annuaire de la noblesse*, de M. Borel d'Hauterive, 1877, p. 166, était le marquis Gallet de Montdragon ou de Mondragon. Il est mort à Tours en 1875, laissant quatre filles et une très grande fortune.

Les pièces ne figuraient pas dans le volumineux inventaire fait après le décès de Mérault, et Gallet disait avoir perdu le récépissé ; vous vous en expliquerez avec lui. Il ajoutait : « Je m'étonne que vous soyez resté si long-temps dans le silence : la compagnie des Indes acquittant toutes les dettes du royaume, on aurait pu tirer de cette affaire un parti plus considérable que par les temps passés... Il y a des gens qui m'ont fait entendre que peut-être vous vous êtes accommodé avec M. Gallet. Un autre que moi aurait pu donner là dedans, mais connaissant votre probité et celle de M. Gallet je n'ai garde d'avoir le moindre soupçon, etc. »

Enfin en 1783 Christophe Belin d'Anglefort (1), du Pouzin, qui avait épousé, en 1764, Marie-Elisabeth Croisier, issue du neveu et héritier de Lafaisse, fit une dernière tentative auprès du gouvernement au sujet de cette créance. Le comte de Ségur ministre de la guerre, lui répondit, le 20 avril, qu'on ne trouvait dans ses bureaux, aucun renseignement sur une dette remontant à 1652, qui avait dû être payée et se trouvait prescrite par suite de l'édit du visa du mois de juin 1726.

Cet épisode terminé, nous allons reprendre l'ordre chronologique.

BON DE COSTON.

(A continuer.)

(1) Il ne laissa que trois filles ; à la même famille appartenaient : Jean Belin, fils de Vincent, notaire, de la Réal, près de Saint-Barthélemy-le-Plein, marié, vers 1650, avec Bonne Garnier ; Jacques son frère, qui avait épousé M^{lle} des Rioux ; François de Belin, seigneur de Colombier-le-Jeune et de Versas, marié en 1702 avec Justine de Tardivon ; il n'eut pas d'enfant et vendit en 1703, son fief de Versas, près de Largentière, au marquis de Brison. De Belin de Laréal, seigneur et gouverneur du Pouzin et deux autres membres de sa famille ont siégé aux Etats-généraux tenus à Privas, en 1788. M. de Belin s'est marié à Lyon, vers 1810, et s'est fixé dans cette ville.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(Voir les 67^e, 68^e et 69^e livraisons).

Encore organisé en paroisses et pourvu du culte catholique en 1569, le Vercors était cependant dès lors divisé quant à la foi et au culte. Car, à côté d'un arrentement de la « moitié des dîmes de la cure de la Chapelle, » et de mariages que les contrats passés devant Jean Chalvet, notaire « au chasteau de la Bastie de « Vercors, » portaient devoir être célébrés « en face de « sainte Mère Église, » c'est-à-dire catholiquement, nous trouvons plusieurs autres mariages pour lesquels cette clause est absolument omise. Ainsi des contrats du 25 avril et du 9 mai 1569 portent simplement que les époux ont juré de *se prendre et espouser pour vrays et légitimes espoux* ; (1) c'est-à-dire que, déjà révoltés contre la vraie Église, ces futurs n'avaient pas encore à leur disposition un culte et des ministres protestants établis.

Mais le pays ne devait pas jouir plus bien longtemps de ce calme matériel. Après un moment d'effroi causé à

(1) Minutes cit., protoc. de « Jan Chalvet, » reg. de 1569, *passim*.

ses partisans par la Saint-Barthélemy, Montbrun sort de sa retraite, ranime le courage des protestants, appelle aux armes ses anciens compagnons, et commence une nouvelle insurrection. Pendant que Lesdiguières, Morges et Champollion s'emparent de Mens en Trièves, il prend lui-même Orpierre et Serres, malgré les efforts du gouverneur de Gap. Les protestants, étendant leurs progrès du côté de Grenoble, forcent Vif et son prieuré, puis prennent le Vercors et le château de la Roche en Gapençais, où Lesdiguières laisse le capitaine Arabin. Après cela, Montbrun et les siens vont parcourir les . Baronnies et le Valentinois, où, sauf Valence et Romans, les principales places tombent en leur pouvoir avant octobre 1573. Mais de Gordes, lieutenant du roi en Dauphiné et chef des catholiques, reprend en peu de temps les conquêtes du protestantisme, Vif, Mens, Sail-lans, Chabeuil et d'autres places ; (1) et, pour ôter à ses adversaires l'envie de reprendre le Vercors, il fait démolir le vieux château de la Bâtie, près de la Chapelle. Peut-être est-ce à de Gordes et à ces mêmes époque et occasion qu'il faut rapporter la démolition du fort de Rousset, vers les ruines duquel on ne trouve plus depuis longtemps en état que l'humble chapelle de Saint-Alexis

Le Vercors ne fut pas pour cela à l'abri des incursions, du pillage et de la guerre. Quoique élevé et montagneux, il dut à sa position entre Die et Pont-en-Royans, entre le Trièves et la plaine du Valentinois, d'être le chemin des bandes guerrières qui en 1573 et 1574 vol-

(1) CHORIER, *Hist. gén. du Dauphiné*, II, p. 652 ; — LONG, *La Réforme....*, pp. 109-113 ; — ROCHAS, *Biogr. du Dauphiné*, I, p. 345.

tigeaient sans cesse d'un point à un autre. En 1574, le capitaine protestant Chabanas obtint de ses chefs « qu'il « yroyt chercher de contribucions en terre de l'henemi, « tant comme il en pourroit amasser, sens rendre compte « a perssonne, de la Royans au Vilar de Lens et ces « environs, » par conséquent au Vercors. (1) D'ailleurs, la mesure préventive prise par de Gordes en ce qui concernait le Vercors n'arrêta pas les protestants dans l'envie qu'ils avaient de s'en emparer de nouveau ; car, quelques mois après, « Lesdiguières entra dans le païs de Vercors, où il commença la conquête qu'il en vouloit « faire par le dessein de réparer le château de la Bastide, « que Gordes avoit fait démolir. Mais les capitaines « Fontenilles, Mestral, Gobert et la Cardonnière, s'y « étant opposez avec leurs compagnies, qui étaient chacune de deux cents hommes, luy firent abandonner « cette entreprise. (2) » Cela se passait en 1574.

Cependant, moins de trois ans après, le Vercors était aux mains des « ennemys du Roy, » et des soldats de la garnison de Romans allaient y faire prisonniers jusqu'à des officiers de l'évêque. Ceux-ci n'étaient ni protestants ni soldats ; mais ils avaient apparemment le tort, fort grand aux yeux de ces hommes d'armes, de ne pas se laisser rançonner de bon cœur. C'est ce que nous apprend la lettre suivante, écrite par l'évêque de Valence et de Die, seigneur du Vercors, « à Messieurs les Consulz et cappitaines de gents de guerre de la ville de

(1) *Mémoires* (mss.) d'Eustache Piémont ; — VINCENT, *Lettres histor. sur le Royans*, pp. 68 et 70 ; — *Bullet. d'hist. du dioc. de Val.*, 3, p. 171-2.

(2) CHORIER, *op. cit.*, II, p. 653.

« Romans, à Romans, » pour réclamer contre une incarcération et des violences regrettables :

« Messieurs, j'ay esté presamment adverty que vos
 « soldats sont montés lahault en la montagne de Ver-
 « cors, et, en lieu de faire la guerre aulx ennemys du
 « Roy et de se prendre à ceulx qui ordinairement por-
 « tent les armes, ils ont prins M^{re} Michel Lamy, mon
 « greffier, Claude Romey, lieutenant de mon chastellain,
 « Nicolas Argod, mon procureur d'office, Lucat Au-
 « deyer et Claude Jason, mes officiers et subiects, et
 « qui sont catholicques. Et veult croire que ce a esté à
 « faulte d'estre bien informés de leur estat et condition ;
 « que a faict que je vous ay voullu advertir par la pre-
 « sante que lesd^{ts} prisonniers ne peuvent estre prins de
 « bonne guerre, attendu qu'ils sont catholicques ; et, sy
 « bien ils habitent ès lieux occupés par les ennemis, est
 « à leur grand regret et qu'ils voudroyent bien avoir esté
 « mieulx secorus, et ne se trouvant chose qui puyse
 « les faire estimer aultres que bons subiects du Roy et
 « que par la faulte d'aultruy ils sont tiranisés et en leurs
 « vyes et en leurs biens, qui méritent qu'on en aye pitié
 « et commisération. Je ne puy faire de moins que de
 « les advouer pour mes officiers et subiects, et les def-
 « fandre en leur bonne cause. Je vous pryé doncques,
 « Messieurs, me les ranvoyer, par ce présent pourteur ;
 « vous offrant vous faire aultant de plaisir en ce en quoy
 « vous me voudrés employer. Et la où vous ne me voul-
 « driés pourter respect ny a la justice, je proteste de ce
 « qui en pourra advenir, et que vous mesmes pouvés
 « pancer. Vous avisant au surplus, que, sy par menasses
 « et force, comme vous avez commancé, vous les con-

« traigniez de payer ou d'accorder de la rançon, tout ce
« que vous ferés sera déclaré nul, comme faict par force
« et violence. Et, me recommandant à votre bonne grace,
« je prie Dieu,

« Messieurs, vous donner longue vye. De Vallance,
ce XXVII may 1577.

« Votre meilleur voysin et amy,

« Monluc, E. de Valance. (1) »

Nous ignorons quel accueil fut fait à cette réclamation; mais on sait, hélas ! que nos populations continuèrent à être en proie à des exactions continuelles en argent et en nature, venant de tous partis et pesant également sur les catholiques et sur les protestants. Au commencement de 1578, on publie en Dauphiné un ordre royal prescrivant la cessation des luttes ; mais un certain capitaine Bouvier persiste à occuper militairement Pont-en-Royans.

« Les habitants du Pont, catholiques et huguenots, pre-
« nant le frain aux dents, comme on dit, se bandèrent
« contre luy et le mirent hors du château et de la Cor-
« belle, sans l'offenser, et le prièrent les laisser vivre en
« paix. Sur quoy, il se retira à la Chapelle de Vercors,
« parce qu'il ne s'osoit retirer à Romans, d'où il
« étoit. » (1) Toutefois, sa passion pour le bruit et la
lutte ne tarda pas à le tirer de la Chapelle, pour le pousser encore à l'attaque du Pont, qu'il prit facilement.

Un instant débarrassé de cet importun capitaine, qui ne lui fut certainement pas moins à charge qu'au Pont, le Vercors n'est pas pour cela désormais sans trouble.

(1) Arch. de la Drôme, E. 3669.

(1) *Mémoires* cit.

En 1579, les prés que l'évêque y avait passés entre les mains de M^r Charles du Cros, président de la Chambre de l'Édit, (1) et de 1579 à 1581 le Vercors subit de nouveau les exactions de ces bandes de pillards qui, commandées par d'Allières, Bouvier et le capitaine Vercors, roulaient successivement de Die à Pont-en-Royans, et de Pont-en-Royans à Die. (2)

Nous n'avons pas de documents qui nous permettent d'indiquer avec précision les événements dont le Vercors fut le théâtre pendant les dix ans suivants. Tout au plus trouve-t-on dans cet intervalle le contrat de mariage de Claude Chalvet, fils et frère de notaires de la Chapelle-en-Vercors, acte qui est du 4 avril 1587, et montre les Chalvet résolument enrôlés dans « l'Esglize reffor-mée. » (3) Mais les détails que nous avons sur l'état du pays à la fin du 16^e siècle et au commencement du 17^e, sont d'une éloquence lugubre.

Un registre de protocoles de 1593 à 1595 de Pierre Chalvet, notaire à la Chapelle et protestant, seul registre des notaires de la localité que l'on aie de 1569 à 1645, ne contient guère de testaments et de contrats de mariages si ce n'est de testateurs et d'époux protestants. Bien plus, on y indique seulement d'une manière fort vague, dans les ventes d'immeubles, quels en sont les seigneurs directs et les charges censitaires.

En 1591, la commune de Saint-Martin était criblée de

(1) *Bulletin d'hist. ecclés. des dioc. de Valence*...., 3^e année, p. 111.

(2) CHORIER, op. cit., II, p. 702 ; — *Mémoires cit.* ; — *Revue du Dauphiné et du Vivarais*, V, 173-6.

(3) ACCARIAS, *Notice sur les Chalvet*, p. 5-6.

dettes. Celles-ci provenaient, en grande partie du moins, d'impôts forcés, comme celui de 12 écus 40 sols 6 deniers que la commune eut à payer, le 21 juillet 1591, à « Chorot, commis à la recepte des troys escus impozés « pour la fortification de Grenoble. » Ne sachant comment sortir d'embarras, cette pauvre commune songea à vendre « un quinzain de tous ses grains. » Le parlement l'y autorisa le 23 septembre 1591, et, après plusieurs encans, le quinzain fut adjugé, le 11 novembre suivant, à « Mathieu Mailhet, marchand de Dye, » pour 750 écus, « soubz reachept perpétuel. » Puis, « lad. commune, « se voyant despeuplée, et que la continuation de la « levée dud. quinzain desgoutoit tous ceulx quy estoit « en volonté d'y venir habiter, » s'en racheta le 23 juin 1593. Et cela, avant même que toutes ses dettes fussent payées; car le 6 novembre suivant, son consul Penon livrait à Louis Romey, de la Chapelle, 13 écus « en déduction de plus grand some à luy deue par la comune « dud. St-Martin, pour despenses et vacations par luy « faictes et par luy suportées, pendant que le cap^{ne} Jan « Rolet l'a faict détenir prizonier à Chabeuilh, pour « raison du debte que le mandement de Vercors luy « devoit. » (1)

Le 17 juillet 1593, les dîmes du Vercors sont affermees; mais les quantités en sont minimas, et la ferme est passée par « noble Just Dubayle, segneur de Lambres, » agent « de Monseigneur de Balany, » lequel « prend et « a accoustumé prendre » les « dismes » au « mande-

(1) Minutes cit., protoc. P. Chalvet, n° 93, ff. lxxii-iii et iii iv.

« ment dud. Vercors. » Un acte du lendemain nous explique qu'il s'agit des « dismes que mon seigneur « l'Évesque de Dye, ou, pour luy, mon seigneur Balany, « a accoustumé prendre » aud. lieu.

Quant au service divin, nous le trouvons repris dès le 1^{er} septembre 1594 à Vassieux par « noble Michel de « Chafardon, prebtre de Royans, » auquel « M^r Gabriel « Reboul, rentier du prieuré de Vacieu, » confie, à ce titre, pour deux ans et moyennant 24 écus par an, le service de ce « prieuré, » à faire « tout ainsy qu'il est « ordonné par l'Église catolique, apostolicque ro- « mayne. » (1) En 1604, quand Mgr de Léberon fait sa visite pastorale au Vercors, Vassieux est desservi par frère François Veyre, religieux de Saint-Antoine ; Saint-Agnan, par Guillaume Ducros ; la Chapelle, par François Bouchaton ; Saint-Julien et Saint-Martin, cures alors annexées, par André Bouchaton. Mais, en quel état sont les édifices religieux et leur mobilier ! A Vassieux, pas de tabernacle, pas de ciboire, pas de fonts baptismaux ; les ornements sont insuffisants, le cimetière n'est pas clos. A Saint-Agnan, il en est à peu près de même. A la Chapelle, pas de tabernacle, pas de ciboire pour les malades ; l'église a besoin d'être « parachevée ; » les fonts baptismaux sont découverts ; les vases sacrés et les ornements sont insuffisants ; le service de la chapelle de *la Madeleine* fondée dans l'église n'est pas fait ; la chapelle de Saint-Claude, bâtie hors de l'église, « est « entièrement ruinée et desmolye par l'injure et malheur

(1) Ibid., ff. lxvii-viii et ix x.

« des troubles passés. » A Saint-Julien, « le cœur » de l'église « est rompu et l'église découverte ; » il n'y a pas de tabernacle ni de ciboire pour les malades ; les fonts baptismaux sont découverts ; le service de plusieurs chapellenies fondées dans l'église est négligé, et leurs fonds presque entièrement possédés par d'injustes détenteurs. A Saint-Martin, pas de tabernacle sur le grand autel, pas de ciboire pour les malades ; les fonts sont découverts, et les ornements insuffisants ; les murailles de l'église sont « rompues » à plusieurs « endroits ; » le service des chapelles de Saint-Antoine et de Notre-Dame-de-Pitié n'est pas fait régulièrement.

Le prélat fit les ordonnances requises ; mais on fut long à les exécuter. Ainsi, en 1613, le chœur de l'église de Saint-Julien était encore « rompu, et la voulte découverte, en danger de ruine. » Cependant, peu à peu tout se réorganisa d'une manière convenable. (1)

Ce qu'on remarque surtout en lisant les registres des visites canoniques du Vercors au 17^e siècle, c'est le soin que prirent les évêques d'y faire respecter les choses catholiques par les protestants et d'y procurer à ceux-ci le retour au giron de l'Église. Profitant des facilités que leur donnait l'édit de Nantes, ces pauvres frères égarés avaient formé de tous leurs coreligionnaires du Vercors une église rangée dans le colloque du Viennois ; on y trouve pour ministres en 1609 Daniel Monin, de 1610 à 1613 Pierre de Bonniot, de 1613 à 1617 Jean Bonnet, de 1619 à 1620 Abraham de Colignon, et plus tard (en

(1) Arch. de la Drôme, *visites* de Die.

1666, paraît-il) un certain de Fassion.⁽¹⁾ Mais le nombre de ces protestants, d'abord considérable, alla en faiblissant de plus en plus. En 1644, l'évêque trouvait seulement à Saint-Agnan 12 familles huguenotes à côté de 160 familles catholiques, à la Chapelle 4 familles huguenotes à côté de 140 familles catholiques, et à Saint-Julien 1 famille huguenote à côté de 61 familles catholiques. A Saint-Martin étaient 89 familles catholiques et 4 huguenotes, et à Vassieux 54 familles catholiques et 4 huguenotes.

En 1658, Daniel de Cosnac trouvait à Saint-Agnan 600 communicants catholiques et 1 seule famille protestante ; à Vassieux 54 familles catholiques ; à la Chapelle 150 familles catholiques, « n'ayant que 6 de la R. P. R., « auquel le ministre du Pont-en-Royans, par usurpation, « vient parfois prêcher dans des maisons particulières ; » à Saint-Martin 80 familles catholiques et aucune protestante ; et à Saint-Julien 212 communicants catholiques et 1 seule famille protestante. (2)

Grâce à cet heureux mouvement de retour à l'unité catholique dans le Vercors, la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, y passa à peu près inaperçue.

Déjà depuis de longues années des confréries du Très-Saint-Sacrement et du Saint-Rosaire, établies dans toutes les paroisses, étaient une protestation vivante et continuelle contre les fantaisies des hérétiques. Elles affirmaient hautement la foi antique et présente de l'Église en la présence réelle de Jésus-Christ dans l'Eu-

(2) *Bullet. cit.*, III, 401-2 ; VIII, 389.

(1) *Arch. et visites cit.*

charistie, et la dévotion du peuple chrétien envers l'auguste Mère de Dieu. Elles continuèrent à produire leurs heureux effets, à réagir contre l'esprit de dissolution et d'indifférence, à entretenir chez leurs membres la piété et le zèle pour leur salut et la gloire de Dieu.

Au point de vue bénéficiaire, il y eut quelques modifications ; mais tout reprit son cours régulier.

En 1599, frère Gratian de Goits prend possession du prieuré de Vassieux, toujours uni à la commanderie de Ste-Croix. Mais en 1604 frère François Veyre et en 1627 frère Louis de la Roche ont ce prieuré, qui en 1660 dépend directement de l'abbaye même de Saint-Antoine ; et dès 1670 la maison antonienne de Pont-en-Royans, relevant elle-même directement de l'abbaye, a la plus grande partie des revenus de Vassieux, incorporés avec elle et tout l'ordre de Saint-Antoine, en 1775, à l'ordre de Malte. Celui-ci fit de Vassieux, comme du Pont et de Sainte-Croix, une dépendance de son grand-prieuré de Saint-Gilles.

En 1644, les revenus de Vassieux consistaient dans les censes faites par environ 70 emphytéotes pour terres ou maisons du lieu ; dans la dîme, levée à la cote 16° sur le blé, le seigle, l'avoine, l'orge et les légumes, et variant 80 écus par an ; dans les fonds produisant 6 écus rancs. En 1678, la dîme s'arrentait, toutes charges payées, 500 livres argent, 100 livres de chandelles et 100 livres de fromage pour la maison du Pont, et autant de chandelles et de fromage pour l'abbaye même de St-Antoine. En 1761, elle était affermée 800 livres l'an, « 60 livres de pot de vin, » et le paiement des charges, sauf les 150 livres données au vicaire. Dans cet arrente-

ment était compris le terrier du lieu ; mais les Antonins se réservaient les fonds et la moitié des lods.

La charge principale était la portion congrue du curé, de 24 écus en 1596, de 40 écus en 1644, de 200 livres en 1668, de 300 livres en 1688 et en 1765. Les charges secondaires étaient la pension d'un vicaire adjoint au curé dans le 18^e siècle, le luminaire, la 24^e de la dîme aux pauvres, les décimes ordinaires et extraordinaires.

Outre sa portion, le curé avait son casuel et les novales. Il payait en 1758 la pension de 6 livres de cire à l'évêque.

A St-Martin, l'évêque, seul décimateur et collateur de la cure jusqu'à 1790, ne retire que 21 sétiers de froment et 10 sétiers d'avoine en 1593. Mais en 1644, les grains, à la cote 16^e, produisent 155 sétiers, et les agneaux, à la cote 12^e, valent 12 livres. En 1733, le tout vaut 1,058 livres, et le fermier paye en sus la pension du curé et la 24^e des pauvres.

Le curé a sur la dîme une pension fixe de 21 sétiers moitié froment, moitié consegail, et 2 terres avec 1 pré rapportant 40 écus en 1644. Un état de 1687 évalue à 300 livres le revenu fixe, et à 90 le casuel.

A St-Julien, l'évêque, collateur de la cure et décimateur aux 2/3, avait, à la cote 16^e pour les grains et à la 12^e pour les agneaux et chevreaux, 10 sétiers froment et 10 sétiers seigle en 1593. Mais cette dîme valait 64 sétiers en 1644.

Le curé, qui avait l'autre tiers de la dîme, valant 32 sétiers, et des terres rapportant 25 écus en 1644, fut cotisé en 1728 comme jouissant de 176 liv. pour dîme, 112 liv. pour fonds, 20 liv. pour pré et 40 liv. de casuel.

A la Chapelle, l'évêque était collateur et avait la pension de 6 livres cire sur la cure, et la moitié des dîmes, levées à la cote 16° pour les grains et à la 12° pour les agneaux. Cette moitié lui produisit 65 sétiers moitié froment et moitié seigle, avec la moitié des pailles, en 1593, et 160 sétiers de blé en 1644 et en 1658.

Le curé avait l'autre moitié des dîmes, et des prés et terres rapportant 40 écus en 1644. Le tout était affermé 800 livres en 1653, et 1,000 livres, la 24° des pauvres non comprise, en 1654. Il fallait en prendre 200 livres pour le vicaire. Le casuel était de 100 livres en 1678. En 1704, dîmes et fonds rapportaient 1,200 livres et le casuel 40 écus.

A St-Agnan, l'évêque, collateur et décimateur par moitié avec le curé, n'affermait sa part en 1593 que 5 sétiers 3 quarts froment et 17 sétiers seigle; en 1646, il l'affermait 450 liv. tournois, 1 sétier pois, 1 sétier lentilles et le paiement de la 24° des pauvres par le fermier en sus. Il avait en outre sa pension de 6 livres cire et 1 sol argent sur la cure.

Le curé avait sa moitié des dîmes et quelques fonds. Ee tout produisait 800 livres en 1644 et en 1658, et 1,000 livres en 1678 et en 1704. Le casuel allait à environ 100 livres. Mais il y avait à prélever la pension du vicaire, fixée à 150 livres par l'ordonnance du 3 août 1735, prescrivant la résidence de celui-ci à Rousset. (1)

Au point de vue administratif et hiérarchique, la statistique religieuse et ecclésiastique du Vercors changea

(1) Arch. cit., fonds de l'évêché de Die, de Ste-Croix et des paroisses du Vercors ; — Arch. des mairies du Vercors ; — Minutes cit., *passim*.

sur la fin du 17^e siècle, par la création d'un cinquième archiprêtré du diocèse de Die, archiprêtré qui fut formé du Vercors, de Vassieux et de toutes les paroisses du Royans dépendantes de Die. Ce nouvel archiprêtré, détaché de celui de Crest, prit le nom d'archiprêtré du Vercors, et fut divisé en deux sections pour les conférences ecclésiastiques. La première conférence avait pour président le curé de Saint-Agnan, pour secrétaire celui de la Chapelle, et pour simples membres les curés des trois autres paroisses, et les vicaires de Saint-Agnan et de la Chapelle. Les curés d'Echevis et de Châtelus faisaient partie de la section et conférence du Royans.⁽¹⁾

Sauf l'établissement d'une vicairie avec résidence à Rousset, le 18^e siècle allait se passer sans événement religieux important pour le Vercors, quand sonna l'heure de la Révolution.

Cette époque fut signalée dans les paroisses qui nous occupent par des faits identiques à ceux qui se passèrent ailleurs, et dont les détails sortent du cadre que nous nous sommes tracé dans ce travail. Nous devons cependant faire observer que les procès-verbaux des fêtes civiques du lieu que nous avons pu parcourir, reflètent jusqu'à la fin de 1792 un enthousiasme considérable et un espoir immense dans les institutions nouvelles. Toutefois l'attachement le plus vif à la foi et au culte catholique s'allia d'une manière étonnante à cet enthousiasme : c'est-à-dire que la population était restée profondément

(1) *Ordonnances synodales du dioc. de Die....*, Grenoble, 1698, pp. 40 et 56 ; — *Bullet. cit.*, VIII, 458.

chrétienne et fut jusqu'à la Terreur fidèle à ses devoirs religieux. Il y eut des défections, des ordres odieux et impies y furent exécutés, les passions et la lâcheté y trouvèrent des suppôts ; mais le nombre de ceux-ci fut relativement minime. Grâce à cette répulsion à peu près générale pour les excès de l'impiété et de la tyrannie, les quelques intrus mis à la tête des paroisses durent s'éclipser bien vite, et les vrais pasteurs purent facilement trouver des retraites et remplir, au moins en partie, les devoirs de leur ministère.

Dès 1801, le culte était publiquement exercé dans toutes les paroisses ; mais en 1803, le décret érigeant la Chapelle en cure avec Saint-Agnan, Vassieux et Saint-Martin pour succursales, annexait simplement Saint-Julien à cette dernière et ne faisait pas mention de Rousset. Celui-ci eut néanmoins à peu près constamment un prêtre pour le desservir. Érigé d'abord en vicairie, il devint succursale vers 1830, grâce aux démarches de M. l'abbé Masclaux. Saint-Julien avait déjà été érigé en succursale avant 1826. (1) Le canton a donc aujourd'hui 6 paroisses, dont voici la population catholique, ou plutôt totale, puisqu'il contient au plus une dizaine de protestants : la Chapelle, 1,279 habitants ; Saint-Martin, 1,040 ; Saint-Agnan, 785 ; Vassieux, 780 ; Saint-Julien, 521 ; Rousset, 220.

La Chapelle a une vicairie et possède une église spacieuse et convenable, bâtie depuis une quinzaine d'années

(1) *Bulletin d'hist. ecclés. des dioc. de Valence*..., I, pp. 134-42 ; — Arch. des mairies du Vercors.

dans le style roman, sous la direction de M. l'architecte Épailly, en remplacement de la vieille, incendiée. L'église de Saint-Martin est à refaire, à cause de son insuffisance et de son mauvais état ; celle de Rousset est bien ; celle de Vassieux est peu convenable ; celles de Saint-Agnan et de Saint-Julien sont dans un état passable, mais trop étroites.

(A continuer.)

L'ABBÉ FILLET.



FRAGMENT D'ÉPITAPHE

d'apparence très ancienne.

Estampage de M. LACROIX, secrétaire archiviste de la
Société de Statistique et d'Archéologie de la Drôme.

BOURG-LÈS-VALENCE. — Fragments présentant la partie supérieure d'un cippe avec couronnement ; « découvert en mars
 « 1884 au quartier du Long, entre la route nationale et le che-
 « min de Valence à Saint-Donat par Châteauneuf, dans la
 « propriété de M. Revol, épicier à Valence. »

. . . . F L / / / / I A E . .
 . . . T R V O S V O V . .
 / / / / O L V S .
 / / / /

Lettres d'apparence fort anciennes ; les O entièrement circulaires.

M. Lacroix lit, à la première ligne mal venue par l'estampage, *Flaminiae* ; il semble qu'on pourrait lire, à la seconde, *patruo suo*.

Ce qui peut donner quelque intérêt à ce fragment, c'est que la forme des lettres ferait remonter l'inscription dont il provient au premier siècle et peut-être même au temps d'Auguste. Cette ancienneté le rend précieux, tout incomplet qu'il est.

ALLMER.

Lettre de M. Allmer à M. Lacroix.

Lyon, 1^{er} mai 1884

MON CHER AMI,

Dans une lettre que je vous ai adressée en 1876 et qui a été publiée dans le *Bulletin* de cette même année, page 878 et suivantes, sous le titre de *Deuxième promenade d'un épigraphiste*,

j'ai donné un relevé des dieux et déesses honorés chez les Voconces. Je n'ai pas manqué de faire figurer dans ce relevé le dieu Silvain, dont le culte est attesté par plusieurs autels provenant de divers points du territoire. J'ai signalé entre autre (p. 87), un autel servant actuellement de support au bénitier dans l'église du village d'Aubignosc près de Sisteron, en renvoyant au Mémoire de M. le docteur Long sur les *Antiquités du pays des Vocontiens*, 1849, p. 169, et en ajoutant qu'il faut lire pour le nom du dévot « THALLVS et non pas PHALLVS. »

Je m'aperçois seulement à présent que M. le Docteur Long n'a pas fait la faute reprochée. Voici comment il donne l'inscription, avec renvoi à la copie publiée dans *l'Histoire de Sisteron*, de M. de Laplane, t. 1 :

S I L V A N O
C · I V L
F · H A L L V S
E X V O T O

M. de Laplane a, en effet, publié cette inscription dans son *Histoire de Sisteron*, 1843, et même l'a reproduite deux fois, d'abord en texte à la page 21, ensuite en fac-similé, pl. IV, n° 49 ainsi :

S I L V A N O
C · I V L
F H A L L V S
E X V O T O

Quoi qu'il semble bien d'après cette copie que le surnom de dévot aurait été Fhallus, écrit par F au lieu de P, il est cependant évident que ni M. Long, à qui j'ai fait un reproche non fondé, ni M. de Laplane que je n'ai pas mis en cause, avait donné au dévot le surnom de *Phallus*.

Où ai-je pris moi-même ce hardi PHALLVS ? Je ne m'en souviens nullement ; probablement dans le souvenir inexact qui m'était resté des leçons F·HALLVS et FHALLVS, l'une et l'autre évidemment fautives et à corriger, ainsi que nous l'avons proposé, par THALLVS.

ALLMER

NÉCROLOGIES

M. THANNARON (PIERRE-ALBIN).

Le 8 avril dernier s'éteignait à 96 ans un de nos collègues les plus zélés, ancien vice-président de la Société de statistique et des arts utiles de la Drôme. La biographie de cet homme de bien se résume en ces mots : dévouement absolu à son pays, loyauté à toute épreuve, bienfaisance sans bornes.

D'abord commerçant, comme ses ancêtres, il entra dans la vie politique après 1830, à un âge où l'expérience des hommes et des affaires, autant que la maturité du jugement, permettent de rendre de véritables services.

Maire du Bourg-lès-Valence de 1830 à 1843, de 1848 à 1870 et de 1874 à 1876, administrateur de l'hospice de Valence de 1832 à 1843, il devint conseiller de Préfecture de 1843 à 1848, et membre du Conseil d'arrondissement de 1853 à 1868.

Il fut aussi directeur du jardin d'acclimatation de Valence de 1858 à 1865, et vice-président de la Société d'agriculture de la Drôme, de 1842 à 1848 et de 1865 à 1870 ; membre du comité de l'instruction primaire après la loi de 1833, et directeur de la compagnie d'assurances *La Mutuelle* de 1851 à 1864.

La commune du Bourg-lès-Valence lui doit ses améliorations les plus importantes : ses fontaines et le quai magnifique qui porte son nom.

M. Thannaron avait reçu la croix de la Légion d'honneur en 1850 et la médaille militaire quelques années après.

Les regrets et le deuil de ses concitoyens, la présence de Mgr l'Évêque et de l'élite de la population à ses funérailles ont prouvé hautement que les hommes utiles et vertueux seront toujours l'honneur et la gloire de notre pays.

M. LE GUAY (LOUIS).

Né à Paris en 1825 notre regretté collègue y est décédé le 12 février 1884. Il a fait parti de la commission d'Archéologie, de la Société d'Anthropologie, de la Société pour la conservation des monuments mégalithiques de France, de la Société de l'histoire de Paris etc.

On lui doit, comme architecte, un hôtel au boulevard Henri IV, à l'angle de la rue Schomberg, plusieurs villas et maisons de campagne ; comme écrivain, diverses publications sur les *antiquités antéhistoriques et gauloises des PARISII* ; sur les *procédés employés pour la gravure et la sculpture des os avec le silex à l'époque préhistorique* ; sur *l'art de faire du feu* etc., et lorsque la mort l'a surpris, il mettait la dernière main aux monographies du bois et de l'ardoise, auxquelles il travaillait depuis longtemps.

Il avait offert au musée de Cluny le tombeau d'un chef gaulois, et pendant le siège de Paris rendu de réels services à la ville, comme capitaine commandant d'un bataillon de la garde nationale.

Tels sont les principaux titres de notre honorable collègue au souvenir des membres de la Société.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1884

PRÉSIDENCE DE M. DE CALLIER.

Il est donné lecture de lettres et circulaires relatives au monument La Prade et à la conservation des antiquités de Sanxay.

M. Brun-Durand s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance et signale à la Bibliothèque de Lyon la *Lumière de la foy par la lumière de la loy tant divine qu'humaine*, par M^e Gaspard Perrin, docteur es droit et avocat en la cour de Parlement de Dauphiné, — à Lyon chez Pierre Rigaud et associez, 1621, in-12. La dédicace à Jean Adhémar de Brunier, seigneur de Marsane, Lorange (Larnage) et Bonlieu, baron d'Aps, qui avait contribué à sa conversion, est datée de Montélimar, le 16 janvier 1621.

La Société avait demandé le titre exact du *Nouveau Panurge* et il n'a été fait aucune réponse à cette question. D'après la *Petite Revue des Bibliophiles Dauphinois*, ce petit livre est du Père Isnard, jésuite.

M. le Secrétaire signale dans les papiers des Franquières une note tirée du *Moniteur officiel* du 13 mai 1802 sur l'invention d'une nouvelle machine par Alexandre, mécanicien à Poitiers, fort semblable, d'après les expériences décrites, à une machine électrique à cadran.

Il fait part en outre de la découverte des délibérations du conseil établi à Die par Lesdiguières, le 11 mars 1580, et présidé par Gentillet.

Ce conseil réorganisé en 1586 et autorisé par Henri IV en 1589, subsista jusqu'en 1590.

Ses délibérations de 1587 à 1590 sont conservées aux archives de l'Isère et celles de 1590 aux archives de la Drôme.

A son tour, M. Gustave Sayn, décrit quelques sépultures antiques découvertes par M. Bachelard, professeur au Petit-Séminaire. Elles sont sur le flanc de la montagne de Crussol, près du ravin du Rioulet et presque en face de la maison Mallet. De là on découvre toute la plaine de Valence. Elles sont formées de dalles brutes et recouvertes d'un mince feuillet rocheux et au nombre de quatre. Toutes ne sont pas également conservées ; une seule a gardé sa ceinture de dalles et mesure 1^m 35 de long sur 0^m 30 de large et de profond. Actuellement elles ne sont plus alignées ; les dalles ont fléchi probablement sous la poussée du sol et présentent un aspect sinueux des plus bizarres.

Les fouilles n'ont fourni à M. Bachelard que des ornements en assez mauvais état ; mais tout près des tombes, à la surface du sol, il a recueilli deux silex taillés, une pointe de flèche, assez bien travaillée et un grattoir.

En somme rien n'indique exactement l'âge de ces curieuses et primitives sépultures.

M. Vallentin, après avoir fourni quelques détails sur la mosaïque de St-Paul, vendue au musée d'Avignon, exprime le vœu qu'une photographie de ce monument soit acquise par la Société et reproduite dans son *Bulletin*, en souvenir d'une découverte si importante. M. Lacroix est chargé de ce soin.

Après ces lectures et communications, la séance est levée.

NUMISMATIQUE DU PARLEMENT

DE GRENOBLE.

INSCRIPTIONS CAMPANAIRES

Malgré le titre de *Numismatique du Parlement de Grenoble* placé en tête de ce recueil, je ne crois pas devoir m'astreindre à me renfermer dans les seules inscriptions des médailles ou jetons de magistrats qui sont parvenus jusqu'à nous. Une autre sorte de monuments existe encore, dont la matière les rapproche de ceux que j'ai déjà décrits : ce sont les cloches ; et le bronze qui a servi à les couler nous offre aussi des légendes que l'histoire doit enregistrer. Quelques-unes, du reste, viendront augmenter encore la part métallique de plusieurs personnages auxquels j'ai déjà consacré de courtes notices, et je ne pense pas que l'on puisse me faire un reproche d'avoir songé à faire un pareil rapprochement. Au fond, c'est encore la reconnaissance ou tout autre motif légitime et louable, . . . mais trop souvent aussi la vanité qui en fait les frais. Peu importe ! A tous ces titres, ces légendes sont instructives, et leurs dates peuvent aussi avoir leur utilité pour l'histoire. Je profite donc d'une collection, butinée depuis

longtemps et un peu oubliée dans mes cartons, — malgré les laborieuses recherches que la conquête m'a coûtée, — pour y opérer un prélèvement auquel je n'avais pas songé d'abord et que je trouve maintenant nécessaire et tout de circonstance dans la présente publication. Seulement ce dernier travail ne sera pas complet *pour le Dauphiné*.

Il y a quinze ou vingt ans, l'idée me prit de parcourir mon département et de rechercher tout ce qui pouvait intéresser son mobilier archéologique, considéré sous ses différents points de vue. Je mis six ans à faire cette enquête, et, parmi les notes que je rapportai de mes longues, fatigantes parfois, mais toujours très intéressantes pérégrinations, il s'en trouva de bien dissemblables et de bien curieuses. Quelques-unes déjà m'ont fourni le sujet de diverses publications, et j'ai publié, entre autres, un recueil fort propre à exciter la curiosité, sur les inscriptions des cadrans solaires de la région. (1)

Parmi les récoltes que je fis alors, la plus importante peut-être, — comme nombre tout au moins, — est celle des inscriptions campanaires du département de l'Isère... Plus de 1,300 inscriptions ! . . . Mais verront-elles jamais le jour ?.... (2)

Je veux pourtant en extraire quelques-unes de ce recueil unique, — d'autant plus précieux maintenant, qu'une grande partie de ce mobilier de nos églises a été fondu depuis mon passage. — Seulement, je n'ai point visité les départements de la Drôme et des Hautes-Alpes,

(1) *Anthologie gnomonique du département de l'Isère*, etc. ; Marseille, Marius Olive, 1876,

(2) Je viens de m'y décider, et ce recueil doit paraître dans les premiers mois de 1885.

et j'ai à regretter ici de ne pouvoir emprunter aux cloches de ces deux anciennes portions de notre Dauphiné le contingent *parlementaire* qu'elles m'eussent très-certainement fourni, si j'avais pu les mettre à contribution comme leurs congénères de mon propre département. Si la collection de médailles et jetons des membres du Parlement dauphinois que j'ai offerte est à peu près complète, — pour le moment du moins, — je ne puis donc éprouver la même satisfaction pour ces derniers monuments, qui en eussent été aussi le complément utile ; mais, dans l'impossibilité où je me trouve de publier le recueil des inscriptions campanaires de toute la province, et forcé de me contenter de celles du département de l'Isère seul, je compte sur l'avenir et sur quelque confrère, dévoué comme moi à l'histoire de son pays, pour achever le recueil si intéressant dont je ne puis offrir ici qu'une ébauche imparfaite.

Je le ferai, du reste, sans trop de développement, me contentant de fournir, sur les personnages principaux nommés dans ces inscriptions, quelques notes discrètes, pour ne pas paraître attacher à mon travail une importance qui est loin de ma pensée, de donner la traduction des légendes latines que je trouverai en mon chemin, et de rectifier, au bas des pages, les fautes si fréquentes des fondeurs de cloches.

Ceci dit, j'entre sans plus tarder en matière.



INSCRIPTIONS DE CLOCHES

concernant des membres du Parlement de Grenoble.

JEAN-BAPTISTE DE PONNAT

1610

1.

† IESVS MARIA SANCTVS BARTOLOMEVS ORA PRO NOBIS⁽¹⁾

† NOBLE IEHAN BAPTISTE DE PONNAT⁽²⁾ PAIRIN⁽³⁾

ET DAMOYZELLE⁽⁴⁾ DOROTHE⁽⁵⁾ DE GARCIN ARINE⁽⁶⁾ † M^e
ADREVEY⁽⁷⁾ CAPP^{NE} ET CHASTELLEIN DE CLAIS⁽⁸⁾ †

C HIMBERT CLEMEN † C GIRARD PEINTRE CONCEVL⁽⁹⁾
ET B ROMEIN CONCEVL 1610

3^e cloche de Lans. (10)

Diamètre : 67 centimètres.

(1) *Jésus, Marie, Saint Barthélemy, prie pour nous.* St-Barthélemy est le patron de la paroisse de Lans. — (2) Jean-Baptiste de Ponnat, seigneur de St-Egrève, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (lettres patentes du 24 juillet 1595 ; reçu le 30 mai 1596), résigna ses fonctions en faveur de son fils François, en 1628. Outre ce fils, il en avait eu, suivant l'*Armorial de Dauphiné*, deux autres de sa femme Jeanne de Garcin : Jean-Louis, *président de la Chambre des Comptes*, suivant ledit *Armorial*, — ce qui est une erreur, — et Jean-Baptiste, chevalier de Malte, qui portait les mêmes pré

noms que son père, mais qui n'a pu être le parrain de cette cloche. — (3) Pour *parrain*. — (4) *Demoiselle* se disait particulièrement autrefois d'une Femme née de parents nobles. — (5) L'*Armorial de Dauphiné* donne JEANNE de Garcin pour femme à J^a-B^e de Ponnat. De son côté, Guy Allard la nomme LOUYSE (fille de Hugues de Garcin et de Françoise Dalphas), et cela dans deux de ses manuscrits : 1° Les *Généalogies dauphinoises*, t. II, f° 31 recto, avec la date 1590 ; 2° Les *Arbres généalogiques*, p. 267, avec le millésime de 1596. La marraine de notre cloche ne peut donc être la femme de J^a-B^e de Ponnat ; mais on peut supposer avec assez de vraisemblance que *Dorothée*, à défaut d'une sœur ou d'une belle-sœur de ce nom, ne peut être que quelque autre parente rapprochée de M^{me} de Ponnat.

J'ai emprunté les renseignements succincts que je donne sur les principaux personnages de mes cloches à l'*Armorial de Dauphiné* de M. G. de Rivoire de La Bâtie, à l'*Inventaire-sommaire des archives départementales* de M. Pilot-Dethorey, archiviste de l'Isère, à l'*Histoire de la Noblesse* de la Chesnaye-Desbois et Badier, aux divers ouvrages de Guy Allard et à quelques autres recueils spéciaux dont j'ai pris grand soin de contrôler les données souvent contradictoires, — on en peut juger par la présente note au sujet du prénom de la *damoyzelle de Garcin*, — et de vérifier les assertions, autant du moins que cela m'a été permis, mais sans oser affirmer que mon travail ait plus de qualité et moins de défauts que le leur. J'y ai fait du moins mon possible. — (6) Lorsque le fondeur de cloches fabrique son moule, il fixe chacune des lettres de la légende à sa place, non sans commettre fréquemment des omissions ou même des doubles emplois. D'un autre côté, ces lettres sont en cire et se détachent facilement du moule. C'est ce qui est arrivé ici à l'M du mot *marraine*. Nous en retrouverons, du reste, d'autres exemples. — (7) A. Drevel, peut-être ? — (8) *Clair*. — (9) *Consul*. — (10) Je préviens mon lecteur que, par cette expression, 1°, 2°, 3° ou 4° cloche, je n'entends parler que de la dimension des cloches, suivant leur ordre de grandeur, et non de leur date.

LOUIS DU FAURE

1626

2.

† IHS MAR⁽¹⁾ IN NOMINE IESV FVGITE PARCES⁽²⁾
ADVERSAE HAEC CAMPANA VOCATAR⁽³⁾ ANNA CVIVS
COMMATER

EXSTITIT ANNA DE COVGNOZ⁽⁴⁾ COMPATER VERO PER
ILLVSTRIS⁽⁵⁾ DNS LVDOVIVIS⁽⁶⁾ FAVRO⁽⁷⁾ PRAESES IN
PARLAMENTO ET REGIS CONCILIARIVS⁽⁸⁾ FACTA FVIT SVB
REGIMINE REV DNAE ADRIAENAE DE CHAMBERAM⁽⁹⁾
ABBATISSAE AGAYVM⁽¹⁰⁾ ET SVB IMPENO ILLVITRISSIMI⁽¹¹⁾
DNIO⁽¹²⁾ N DE RIDDES ABBAETIS⁽¹³⁾ LTAEMEDI⁽¹⁴⁾
18 IVNG⁽¹⁵⁾ 1626⁽¹⁶⁾

3^e cloche de St-Louis, de Grenoble (17).

Diamètre : 73 centimètres.

(1) *Jesus. Maria.* — (2) Pour *parles* : *Partes adversæ*, les ennemis. Ce texte est emprunté à la 3^e antienne, à l'office de *Laudes*, en la fête de l'Invention de la Sainte Croix : *Ecce Crucem Domini, fugite, partes adversæ* : *Vixit leo de tribu Juda, radix David, alleluia.* — (3) Pour *vocatvr.* — (4) Anne de Cougnoz, Cognoz ou Cony, était la cinquième de onze enfants de Giles de Cognoz, seigneur de Craponod, et d'Anne de Commiers, que Guy Allard, dans ses *Généalogies dauphinoises* (t. II, f° 31, recto) et *Arbres généalogiques des familles nobles de Dauphiné* (p. 193), constate exister en 1534. Il la nomme *Anna* dans ces deux manuscrits. Elle ne paraît pas avoir

été mariée. — (5) Pour *perillustis*, très connu. — (6) Pour *Ludovicus*. — (7) Louis du Faure, seigneur de la Colombière (ou Colombinière), avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (lettres du 11 avril 1602 ; reçu le 12 déc. suivant) ; puis président (lettres du 10 mars 1621 ; reçu le 4 mai suivant). — (8) Pour *consiliarius*. — (9) Pour *reverendæ dominæ Adriænæ de Chamberan* (ou *Chambaran*). — (10) Pour *Ayarum*. Adriane de Chambaran, fille de François de Chambaran et d'Esther de Chaboud, sa première femme (ou d'Anne de Briançon, qui lui succéda), lesquels vivaient en 1586, paraît être entrée à l'Abbaye des Ayes en 1588. Elle en fut nommée Abbessse en 1611 et régît la communauté jusqu'en 1626, année où elle se démit de sa charge en faveur d'Éléonore du Motet. — (11) Pour *imperio illustrissimi*. — (12) L'O, quoique touchant au mot *DNÍ* qui le précède, est sans doute l'initiale d'un prénom de l'Abbé de O.-N. de Riddes, à moins pourtant que ce ne soit une lettre parasite. — (13) Pour *abbatis*. — (14) Pour *steamedii*. — *Stamedium*, la halte du milieu, — (Abbaye de Tamié, de l'Ordre de Cîteaux, située à l'entrée de la gorge étroite qui conduit de Plancherine, en face de la Tarantaise, à Faverges et à Annecy, col très fréquenté au moyen âge par les marchands qui faisaient le commerce entre le Piémont et Genève). — (15) Juin, en latin *Junius*, et en vieux français *Juing*. — (16) *Traduction* : Jésus. Marie. Au nom de Jésus, fuyez, ennemis. Cette cloche se nomme Anna ; sa marraine fut vivante Anna de Cognoz et son parrain le très connu seigneur Louis du Faure, président au Parlement et conseiller du Roi. Elle fut faite sous l'administration de la Révérende Dame Adriane de Chambaran, Abbessse des Ayes et par l'ordre du très-illustre seigneur O. N. de Riddes, Abbé de Tamié, le 18 juin 1626. — (17) Cette cloche, transportée à Grenoble, sans doute à l'époque de la Révolution, fut ensuite placée dans le clocher de l'église St-Louis, de cette ville. Cassée en 1867, elle a été remplacée, la même année, par la 3^e des cloches actuelles

Au bas de la cloche, bel écusson — timbré d'un heaume d'argent, taré de deux tiers, et de beaux lambrequins, — écartelé : aux 1 et 4, d'argent, à la bande en devise d'azur, enfilée de trois couronnes ducals d'or, qui est de Faure ; aux 2 et 3, de . . . au chevron de . . . accompagné de 3 raves (?) renversées de . . . ; au chef de . . . , qui est de . . . (?), le tout dans une couronne de laurier.

Je n'ai pu savoir à quelle famille le président du Faure était allié

par sa femme, et je serais heureux qu'un de mes confrères pût le découvrir et me l'indiquer.

Voici la reproduction, à mi-grandeur de l'écusson placé sur notre cloche.



PIERRE-LOUIS DE VEYNES

1631

3.

† IHS SANCTA MARIA ORA PRONOBIS⁽¹⁾ NOBLE PIERRE
LOUIS DE VEYNES (*écusson à ses armes*) 1631

† ESCVYER SEIGNEVR DE CHESILIANE⁽²⁾ PARRAIN ET
DAMOISELLE ANNE DE

† VEYNES⁽³⁾ MARRAINE MESSIRE CLAVDE MARIE CVRE
NATIF DV DIT LIEV⁽⁴⁾

2^e cloche de Chichilianne.

Diamètre : 77 centimètres.

(1) *Jésus, Sainte-Marie, priez pour nous.* — L'église de Chichilianne est sous le patronage de la Vierge. Aussi, son nom est-il réuni à celui de son fils dans la confection de la croix placée sur la panse de la cloche, et cela d'une manière assez bizarre pour que je croie devoir la reproduire ici. La tige verticale de la croix est formée avec l'inscription connue † IHS MRA (pour *Jésus, Maria*) suivie des 3 lettres parasites BCD, formant également les deux bras de la croix. Quant aux trois degrés sur lesquels elle est posée, ils sont confectionnés par le même procédé, le degré inférieur étant seulement composé de lettres plus hautes, dont la dernière a été tronquée. — (2) Pierre-Louis de Veynes, seigneur de Chichilianne, du Prayet et de l'Isle-Adam, co-seigneur

D
D D A B C D
I H S M R A B C D
†
† I H S M R
† I H S M R A B
† I H S M R A F

de Veynes, marié à Isabeau de Moreton de Chabrillan, fille d'Antoine, seigneur de Chabrillan, et d'Isabeau de Chaponay, était fils d'Abel de Veynes, mort en 1638 au siège de Landrecies. Avocat en la cour; il fut nommé Conseiller au Parlement, par lettres du 10 nov. 1653 (1655, suivant Guy Allard) et reçu le 3 déc. suivant. Il fut donc parrain de cette cloche longtemps avant d'être conseiller. Il décéda le 30 août 1671. — (3) P^{re}-L^e de Veynes était petit-fils de Jean de Veynes, qui n'avait qu'une sœur, Anne de Veynes, femme, suivant Guy Allard, de Guigues de Jouven. Il est donc probable que, le père étant soldat, et à l'armée probablement en 1631, ce fut le fils, encore enfant, qui fut parrain à sa place, et que la marraine fut Anne de Veynes, sœur du grand-père et grand'tante par conséquent du jeune parrain. — (4) Immédiatement après cette inscription, vient une ligne ou ceinture d'images religieuses et de sceaux, quelquefois répétés en double épreuve, à la tête desquels je me contenterai d'indiquer ici le petit sceau muet ou écusson aux armes de Veynes, que l'on a vu déjà à la première ligne de cette inscription et dont voici la description : *Ecusson sommé d'un heaume entouré de lambrequins : de gueules à trois bandes d'or.*



G. VALLIER

(A continuer.)

ANDRÉ DE LAFÀISSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

SUITE — Voir les 68^e, 69^e et 70^e livraisons.

Lafàisse avait continué à servir, en Provence, sous les ordres du duc de Mercœur, comme le prouve une lettre que celui-ci écrivit, le 19 avril 1655, au comte de Dona. Il était heureux, disait-il, d'obliger, en sa considération, un officier qui se recommandait par son mérite.

Les Vaudois des Hautes-Alpes piémontaises, si souvent persécutés, avaient dû la liberté religieuse au contre coup de l'Edit de Nantes. Depuis un demi-siècle, ils s'étaient répandus dans les vallées basses où les lois ne leur permettaient pas d'exercer leur culte. Au milieu de l'hiver, de 1654 à 1655, la cour de Turin les somma d'évacuer, dans les trois jours, sous peine de mort, les lieux qui n'étaient pas compris dans les hautes vallées Vaudoises. Ils obéirent, mais le spectacle de leur détresse exaspéra tellement leurs frères des montagnes, qu'ils coururent aux armes et appelèrent à leur aide les protestants du Dauphiné et de la Suisse. (1)

(1) H. MARTIN, *Histoire de France*, t. XII, p. 476.

Les Pasteurs du Piémont adressèrent la lettre suivante à leurs principaux coreligionnaires, le 5 mars 1655 : « Il n'y a langue qui puisse exprimer, n'y plume qui puisse dépeindre les sanglantes cruautés et les violences impitoyables uzées contre nos pauvres frères des vallées du Piémont. Nous en remettons la desduite (narration) à nos députés, auxquels nous vous prions donner croyance. Il n'y a point de doute que par leurs récits ils feront tomber des larmes abondantes..... presque toutes les familles sont sorties sans sauver autre chose que la vie, etc. »

Une note indique que Lafâisse devait être envoyé par les Eglises du Dauphiné pour commander les troupes évangéliques dans les vallées du Piémont. Le comte de Dona, gouverneur d'Orange, et Pineton de Chambrun, ministre de cette ville, écrivirent le 20 août 1655 à d'Ise, ministre à Grenoble : « M. de Lafâisse, qui vous rendra cette lettre, vous communiquera nos pensées. Vous verrez dans sa personne un sujet capable de servir des frères persécutés. Les bonnes actions qu'il a faites à pied et à cheval, l'intelligence qu'il a de ces deux genres de guerre, le zèle et la fermeté qu'il a pour le bon parti, nous l'ont fait voir avec joie de retour de Paris, pour s'aller employer là où l'honneur appelle les fidèles voisins qui peuvent disposer de leur personne. Je vous prie de lui donner les adresses et les commodités requises pour passer outre, etc. »

L'Angleterre, la France, la Hollande et la Suisse ayant obtenu, du duc de Savoie, la paix et une amnistie signée le 18 août 1655, empêchèrent ainsi la réalisation du projet de Lafâisse.

Ce dernier fut nommé peu de temps après, par l'entremise du comte de Dona, cousin du prince, gouverneur du jeune Henri de Nassau de Dillenbourg, auprès duquel

il resta jusqu'en 1659. Il reçut, à cette occasion, de nombreuses lettres écrites par la mère de son élève, et par le prince Louis-Henri de Nassau, son grand-père.

L'une d'elles émanant du prince et portant la date du 27 octobre 1657 est ainsi conçue : « Je me suis réjoui de votre heureuse arrivée à Paris ; ma sollicitude s'en est accrue, pensant aux dangers qu'il y a de tous côtés, principalement pour la jeunesse, c'est pourquoi nous jugeons très-nécessaire que notre petit-fils ne soit jamais seul, ains (mais) toujours accompagné de ses gens, voire tant qu'il sera possible de vous-même. Il faut peu de temps pour perdre et ruiner à jamais une jeune âme, etc. »

Dans une autre lettre du 17 juin 1657, il annonçait que son fils Philippe, colonel de cavalerie au service de Suède, venait de mourir en Pologne.

Lafatte entretenait, de 1657 à 1668, une correspondance assez active soit avec son ancien élève, soit avec M. Heidfeld, chancelier du prince de Nassau, qui habitait Dillenburg. Il lui adressa la lettre suivante peu de jours après son départ de cette ville, où il avait ramené le jeune prince : « La grande estime que toute cette cour fait de vos hauts mérites, vous pourra assurer en quelle peine nous avons été de votre très-digne personne jusqu'à la réception de votre première lettre de Paris, » et le 20 décembre suivant, il ajoutait : « Leurs Altesses et tous vos bons amis ont appris avec un contentement extrême votre heureux retour d'Angleterre..... Votre voyage n'a pas été sans danger..... Depuis s'y sont élevés de nouveaux troubles, et il y a apparence que ces rechutes si fréquentes causeront à la fin une métamorphose étrange à cette république ; l'Eternel y veuille garder son Eglise.... Plût à Dieu que votre commodité vous eût permis de conduire le prince encore une couple d'années, etc. »

Lafâisse ayant envoyé au prince un page âgé de douze ans, Heidfeld lui écrivait : « La chambre des comptes se gausse qu'on demande les frais de voyage de ce garçon, reçu sur votre seule recommandation..... Le vieux prince dit, que par amour pour vous il garderait et élèverait ce garçon plutôt lui-même, parmi ses pages et dans sa chambre.

« 7 février 1661, j'ai appris avec un grand contentement vos très-dignes emplois..... Nous regretterons à jamais que le prince ait été privé trop tôt de votre incomparable surintendance. » Le même jour son ancien élève lui écrivait qu'il avait reçu la relation de ses voyages et expéditions en Angleterre : « que ses vertus et hautes qualités ne se reposaient jamais, et qu'elles se plaisaient dans les actions hautes et généreuses. » Le 9 septembre 1662, il lui annonça la mort de son grand-père.

Heidfeld écrivait en 1665 : « non moins que Son Altesse, j'ai été très-réjoui de ce que vous nous faites espérer l'honneur de votre présence en ces quartiers..... Il vous plaira de nous apporter vos poèmes moraux et la véritable relation de ce qui s'est passé à Orange, (en 1660)..... Son Altesse est résolue d'aller à la guerre, et peut-être en compagnie de son cousin, ce brave prince Maurice de Nassau, général pour les provinces des Pays-Bas..... Vous trouverez ici beaucoup de changements depuis votre départ : M. Heeser, mon collègue, vient de se déclarer papiste, ce qu'il a été toujours, ayant fait ses études près des Jésuites, et caché ce venin durant la vie de notre vieux prince. Il n'est pas sorti de nous, n'ayant jamais été des nôtres, comme dit saint Jean, etc. »

Le voyage d'Angleterre auquel on fait allusion fut entrepris, en 1659, par Lafâisse, sur la demande de William Russel, fils du comte (et plus tard duc de Bedford).

Le jeune William fit un séjour de trois ans sur le Continent, et sa correspondance offre de curieux souvenirs dans ses lettres datées de Paris, de Grenoble, de Genève, etc. Il revint en Angleterre peu avant la restauration de Charles II, qui eut lieu en 1660, et fut élu membre de la Chambre des Communes qui remit le prétendant sur le trône (1).

Il paraît, d'après une note, qu'il voulait brusquer les événements, mais que ses projets ayant été découverts, Lafaisse revint en France avant leur accomplissement. Il écrivit de Paris, le 26 septembre 1659, à sa sœur, à Meysse, qu'il arrivait de Londres : il se louait beaucoup de son voyage, ainsi que des bontés dont MM. de Bedford, l'avaient comblé : « M. le comte, leur père, ajoutait-il, qui est un des plus grands seigneurs d'Angleterre, a tant témoigné de déplaisir de mon départ, que je ne sais si je dois estimer le plus, ou le diamant de mille écus qu'il m'a donné, ou la manière obligeante qu'il a employée pour me le faire accepter, ou enfin les discours affectueux qu'il m'a tenus..... J'ai obtenu, pendant ce voyage, l'estime, et si j'ose le dire, l'amitié de M. de Bordeaux (2) ».

Lafaisse prêta ou donna en garantie son diamant à M. d'Arlempdes, seigneur de Mirabel, ce qui fut pour lui une autre cause de mécomptes. Le marquis de Saint-Privat lui écrivait de Paris, en 1669, je me suis informé

(1) En 1683, il fut accusé d'avoir conspiré contre la vie du roi, et décapité à Londres. Il avait épousé, en 1669, Rachel, fille du comte de Southampton et de Rachel de Ruigny, dite *la belle et vertueuse huguenote*. Cette dernière était sœur de Henri de Massue, marquis de Ruigny, lieutenant-général, qui a écrit plusieurs lettres à Lafaisse.

(2) Il était président du Grand Conseil en 1652, époque à laquelle il fut nommé ambassadeur en Angleterre : il est mort à Londres,

de votre bague ; j'ai su qu'elle est en gage pour cent louis d'or, et qu'on presse de la vendre, parce que les diamants ont diminué de moitié. Dans une autre lettre du 28 février 1673, il disait : « Je ne doute pas que la mort de M. de Mirabel ne vous ait fort touché : pour moi, j'en suis accablé de douleur, et de voir que vous êtes en état de perdre votre bien pour lui avoir fait plaisir dans son plus grand besoin (1). Vous ne devez pas, à mon avis, compter sur son équipage, ni sur le soin que M. d'Antraigues en peut prendre, car il est bien loin du lieu où M. de Mirabel est mort..... Madame de Mirabel ne voudra pas souffrir que vous perdiez rien, parce qu'elle n'ignore pas ce que vous avez fait pour son mari. Je ne crois pas que vous ayez grande ressource en dégageant le diamant. J'ai ouï dire qu'il tenait pour cent pistoles de principal, et que vous auriez de la peine à en trouver plus de cent vingt, etc. »

Le 27 mars suivant, l'avocat Libourel, écrivait de Paris : j'ai parlé à l'homme qui a votre bague sur laquelle il avait prêté cent louis d'or (2) à M. de Mirabel, elle a été vendue 800 livres par autorité de Justice ; celui qui l'avait a perdu plus de 40 pistoles, parce qu'il a fallu, outre les 300 livres du capital manquant, pour compléter les 1,100 livres prêtées, payer des intérêts.

Jacques, comte d'Antraigues, écrivait le 1^{er} janvier 1658 de son château de la Bastide, situé à une lieue environ au couchant d'Entraigues : « Mon fils aîné (Trophime II) ren-

(1) Le comte d'Antraigues écrivait en 1672 : M. de Mirabel fait si mal ses affaires, que je ne vois pas qu'il soit en état de faire celles d'autrui.

(2) Le louis d'or avait une valeur intrinsèque de 21 francs, et la livre valait 1 fr. 88.

chérit encore sur l'amitié que j'ai pour vous ; je vous supplie de vouloir diriger sa conduite. Je suis navré que celle de mon cadet (Gaspard ?) vous ait obligé de le mettre dans l'Académie pour la mieux régler. Il est en un lieu où vous ne laisserez pas de veiller sur ses actions. »

Parmi les papiers de Lafàisse se trouvent 38 lettres d'une écriture correcte et régulière, que lui a adressées, de 1655 à 1675, Valentin Conrart, premier secrétaire perpétuel de l'Académie française dont il fut un des créateurs (1). Il me paraît opportun, à cause de ce titre exceptionnel, de reproduire exactement le style et l'orthographe des extraits de sa correspondance.

(1) Il était protestant, naquit en 1603 et mourut en 1675. Les atroces douleurs que la goutte lui fit souffrir pendant les trente dernières années de sa vie n'altérèrent en rien son égalité d'humeur.

Dans le but d'arriver à la noblesse, il acheta une charge de secrétaire du roi qu'il conserva de 1627 à 1658. Ses *Mémoires* ont été imprimés dans la seconde partie, t. 48, de la collection Petitot, en 1825 ; ils sont uniquement relatifs à la Fronde (1652), et ils ne parlent pas de Lafàisse.

M. René Kerviler, à qui j'ai signalé les lettres que possède M. de Miraval, m'a écrit qu'il n'en est pas question non plus dans le volume qu'il a publié en 1881, en collaboration avec M. de Barthélemy, et qui est intitulé : *Valentin Conrart, étude biographique et littéraire*.

Conrart ne laissa pas d'enfant : la postérité de Jacques, son frère, s'éteignit au commencement du XIX^e Siècle ; en revanche, il laissa un grand nombre de manuscrits et de copies. Vanel de Milsonneau, dont la bibliothèque fut vendue et dispersée en 1771, en possédait 42 volumes. Clément Marot et Théodore de Bèze avaient traduit en vieux vers français les psaumes de David. Conrart en retoucha 51 seulement. Lafàisse s'était aussi occupé de cette révision, comme on le verra plus loin.

« Paris, le 22 mars 1658. Je vous remercie de vos relations et de vos notes : Je ne vous les avois pas demandées pour avoir des marques de vostre esprit, ni de la bonté de vostre stile, dont j'estois assez informé par d'autres choses que j'ai vues de vous, mais pour pouvoir conserver celles de la fermeté de vostre ame et de vostre jugement, que j'avois fort admirées, lorsque vous me fites de vive voix le récit de vostre aventure, et dont je ne voulois pas me fier à ma mauvaise mémoire. Si vostre loisir vous eust permis d'insérer les notes parmy la narration, et que chacune y eust esté en sa place, la pièce en eust esté plus complète et plus agréable, et si quelque jour vous en pouvez prendre le temps, c'est une seconde faveur que je vous demanderay.

« Il y manque aussi une chose essentielle, qui est le récit de l'accusation pour laquelle on vous fit tout ce mauvais traitement, (1) et vous deviez encore, ce me semble, marquer dans les annotations quelque chose davantage de la rigueur que M. le premier président de *Tolose* vous tint, et ces civilitez qu'il vous fit enfin, vaincu par la connaissance de vostre innocence et de vostre vertu. Vous pouvez faire deux articles de ces deux choses, pour ajouter à vos notes, en attendant que vous puissiez trouver le loisir de faire la pièce tout d'une *halène*, etc. ».

Dans une longue note intitulée *Mémoire de mon voyage à Berne*, en 1659, Lafaisse raconte qu'à son retour d'Angleterre il reçut à Paris une lettre du comte de Dona dans laquelle il l'engageait à se rendre de suite auprès de lui.

(1) Il veut parler du procès qu'on lui avait intenté à Toulouse, en 1650. Le maître des requêtes Moran, qu'il dit avoir été chargé de cette affaire, paraît être le même que Morant, intendant en Provence en 1680.

Le comte lui dit que la république de Berne craignait d'avoir des difficultés avec la maison d'Autriche, à cause de quelques différends survenus entre le canton de Zurich, allié de celui de Berne, et l'archiduc d'Innsprucht ; que le Sénat l'avait prié d'aller à Berne, pour donner ses conseils ; que ne pouvant quitter la principauté d'Orange qui se trouvait menacée, il avait promis d'envoyer un de ses amis à qui il donnerait ses instructions, et il le chargea d'y aller à sa place.

Lafàisse prononça, devant le Sénat, un discours politique ; on fit prier le comte de Dona d'accepter le grade de général si la guerre avait lieu : on solda la dépense de son chargé d'affaires et on l'obligea à recevoir cinquante pistoles qu'il remit au châtelain de Coppet, intendant du comte, pour éviter des difficultés avec ce dernier, qui lui avait remis d'avance les frais de son voyage.

Louis XIV et Mazarin étaient allés en Provence pour apaiser les troubles de cette province : ils se rendirent à Avignon au mois de mars 1660. Il existait à quelques lieues de là, une autre ville indépendante du royaume de France, et sur laquelle le roi réclamait des droits de suzeraineté fort contestables au point de vue féodal. C'était Orange, cette petite principauté des Nassau, dont le Seigneur était un enfant de dix ans : sa mère et son aïeule se disputaient sa tutelle. Louis XIV les mit d'accord en s'emparant de la garde du fief. Le maréchal du Plessis-Praslin, à la tête de quelques troupes, s'en empara et fit raser les fortifications. Cette ville avait souvent été, et eût pu redevenir une retraite de huguenots mécontents (1).

(1) H. Martin, *Histoire de France*, t. XII, p. 533 ; Bastet, *Histoire d'Orange*, 1856, p. 138 : cet auteur ajoute : nos pères n'avaient un peu de repos que lorsqu'ils rentraient sous la domination de leur

D'après une note de Lafaisse, le comte Frédéric de Dona, qui avait succédé, en 1649, comme gouverneur d'Orange, à Christophe, son père, qui l'était depuis 1630, voulait l'envoyer auprès de Louis XIV pour s'occuper de cette affaire, mais il refusa et vint s'établir à Montélimar.

Le comte Frédéric, marié à Espérance, fille unique de Jean du Puy-Montbrun, comte de Ferassières, lieutenant-général, et d'Antoinette de Poinsart, appartenait à une grande famille de Bohême, qui existe encore et dont une branche s'était transportée en Silésie et plus tard en Hollande. Un de ses membres, Siegmar, comte de Dohna, a même publié à Berlin, en 1878, un volume dans lequel, après avoir raconté l'histoire de ses ancêtres, il revendique au nom de la Prusse, la principauté d'Orange, pour l'annexer au nouvel empire allemand. Cette famille devait son nom au château de Dohna, près de Dresde, qui l'aurait emprunté lui-même, d'après Forstemann (1) et Pott, (2) à son fondateur ou à un de ses premiers possesseurs appelé Don, Donn ou Dohn. Beaucoup d'auteurs ont conservé la forme primitive Dohna, mais toutes les lettres du comte qui ont passé sous mes yeux sont signées Dona.

Frédéric et son père avaient été gouverneurs d'Orange pendant trente ans, et ils étaient, l'un et l'autre, très-aimés dans cette ville. Il existe, dans les archives de la famille de Miraval, une liasse relative à la prise de posses-

prince ; hors de là, rien ne leur était épargné : les impôts et les vexations de toute nature, ainsi que les logements militaires, pesaient lourdement sur eux. De 1660 à 1697, la principauté fut, à trois reprises différentes, occupée par les troupes françaises.

(1) *Alldeutsches Namenbuch*, 1855, t. I, p. 343, et t. II, p. 409.

(2) *Die Personennamen*, 1853, p. 184.

sion d'Orange par les troupes de Louis XIV, comme l'analyse de ces documents exigerait un travail spécial, je me bornerai à reproduire les extraits des lettres de Conrart et du comte de Dona relatives à cette affaire.

Ce dernier se retira dans le château de Coppet, situé sur les bords du lac de Genève, qu'il avait acheté en 1657, et où il mourut en 1688. Il y avait un grand train de maison, occupait la situation d'une famille princière, et traitait sur ce pied avec la République de Genève : celle-ci fut, en 1668, marraine d'une fille du comte, nommée Espérance-Madeleine Genève. Alexandre de Dona-Schlobitten, fils de Frédéric, gouverneur du prince de Prusse, Frédéric-Guillaume, ministre et feld-maréchal, vendit, en 1713, Coppet au baron d'Erlach, qui ne le garda que deux ans. (1)

(1) La terre de Coppet fut constituée en 1355 par un démembrement de l'importante seigneurie de Commugny : le château fut bâti en 1457 par Pierre de Savoie, dit *le petit Charlemagne*, brûlé par l'armée Bernoise dans le XVI^e siècle et rebâti dans le XVII^e. Il a appartenu au fameux Othon de Grandsom, tué dans un combat singulier, à Bourg, en 1397, ainsi qu'au connétable de Lesdiguières.

Dans le siècle dernier, il fut acquis par le banquier Pierre Germain de Thélusson, qui le vendit, en 1783 ou 1784 au ministre Necker : il le paya 500,000 livres, plus 183,000 francs qu'il versa dans les caisses du gouvernement de Berne, pour obtenir la garantie de droits féodaux importants supprimés quelques années après. Coppet passa entre les mains du baron Auguste de Staël, puis entre celles de son fils, mort jeune, et enfin entre celles de la mère de ce dernier, née Vernet (*Le salon de Madame Necker*, par le vicomte d'Haussonville.)

La veuve d'Auguste de Staël, morte en 1876, a légué Coppet à M^{lle} Mathilde d'Haussonville, protestante nouvellement convertie ; elle est fille de M. Joseph Othenin Bernard de Cléron, comte

Conrart adressa de Paris, le 22 décembre 1659, la lettre suivante à Lafâisse, qui se trouvait alors à Orange : « Vous estes si intelligent et si officieux, qu'il ne se faut pas estonner si, dès que vous avez fait quelque'affaire ou quelque négociation importante en un lieu , vous estes appelé en un autre pour d'autres occasions de pareille nature. Je souhaite que celle où vous estes occupé à cette heure réussisse heureusement, et qu'à vostre retour à Orange, vous y trouviez les choses en bon estat, ou du moins en termes d'y estre bien tost. Si le roi va en Provence comme on continue à le dire, cela pourra bien donner de l'inquiétude au comte de Dona, qui aura besoin de toute sa prudence et de toute son adresse pour ne pas mécontenter la cour et ne rien faire aussi qui lui puisse porter préjudice, mais il possède l'une et l'autre à un si haut point, que je ne doute nullement qu'il ne se tire de ce mauvais pas, avec autant de bonheur qu'il a fait des autres.

« J'ai appris que tous ceux qui sont contraires à ses intérêts font jouer à la cour toutes sortes de machines pour le mettre mal dans l'esprit des puissances..... Je souhaite-

d'Haussonville, sénateur et membre de l'Académie, mort au mois de mai 1884. Il avait épousé, en 1836, Louise de Broglie, fille du duc Victor et sœur du duc Albert; Louise avait pour mère M^{lle} de Staël, et pour grand mère Suzanne Curchod, née en 1737, mariée en 1764 avec M. Necker.

Suzanne appartenait par sa mère, née Magdeleine Albert, fille de Jean Albert, avocat, et de Magdeleine Répara, à une famille déjà établie à Montélimar en 1585. Albert et sa fille émigrèrent, vers 1720, pour cause de protestantisme, et se fixèrent en Suisse. On trouvera, sur la famille Albert, une notice dans le tome III de l'*Histoire de Montélimar*, actuellement sous presse.

rois que dans cette conjoncture vous fussiez auprès de luy pour l'assister de vos conseils, dont il connoist la solidité et la sincérité, et pour agir dans ses intérêts aux lieux et dans les occasions où il ne se pourra trouver en personne ».

Une lettre sans adresse, écrite de Coppet, par le comte de Dona (1), le 31 avril 1660, est ainsi conçue : « J'ai prié M. de Lafàisse, maréchal de bataille, de se rendre à Berne pour offrir de nouveau mes très-humbles services à votre Eminence depuis mon arrivée en ce pays, et vous féliciter aussi de la dignité qui vous a été conférée, priant Dieu de tout mon cœur qu'on puisse tirer des services et utilités de votre prudente conduite.... J'ai en mon particulier beaucoup de joie, de voir ce poste rempli par une personne dont j'ai éprouvé la faveur etc. »

Conrart écrivit de Paris, à Lafàisse, le 4 juin 1660, la lettre suivante : « Vous m'avez bien fait plus de peine en ne me faisant point savoir de vos nouvelles, que si vous m'eussiez obligé, en m'en donnant toutes les semaines, à vous faire de fréquentes responses. Il s'est passé tant de fâcheuses choses, où je ne pouvois douter que vous n'eussiez beaucoup de part que j'ay esté dans une extrême inquiétude de ce que vous ne m'en appreniez rien, et il faut que vous souffriez que je me *pleigne* de ce que vous n'avez pas eu assez de soin de mon repos, puisque vous ne pouvez douter, sans me faire tort, que l'estime et l'amitié que j'ay pour vous ne m'ont pas permis d'estre fort tranquille, pendant que vous avez esté si agité. Je loue Dieu de ce que vostre santé n'en a point esté altérée....

(1) En 1660, Louis XIV, remplaça le comte de Dona, gouverneur d'Orange, par M. de Gault.

« M. le comte de Dona est fort à plaindre et n'est point du tout à blâmer, Il y a fort longtemps que vous m'avez confirmé dans l'opinion que sa réputation m'avait donnée de sa vertu, et je *say* assez de nouvelles des rudes épreuves où elle a esté exposée, pour ne point douter qu'elle ne soit invincible à tous les efforts de la calomnie. Ils ont esté toutefois *grans* et malicieux, ces efforts, et il n'y a sorte d'artifice dont on ne se soit servy pour rendre invraisemblable le blâme qu'ils ont tâché d'attirer sur cette pure et incorruptible vertu.

« Toutes les personnes éclairées et judicieuses ont bien jugé qu'un particulier destitué de tout secours estoit incapable de résister à une puissance que les plus nombreuses forces de l'Europe n'ont pu vaincre, mais ces personnes là ne sont pas le plus grand nombre, qui prend toujours les faux bruits pour des vérités et qui croit volontiers les plus innocents, coupables, sans examiner les moyens et les raisons dont on se sert pour les faire paroître tels. Je n'ay attendu ni vos instructions ni vos prières, non seulement pour ne me laisser pas prévenir, mais pour travailler à désabuser ceux qui estoient prévenus.

« Il s'est rencontré deux obstacles difficiles à vaincre : l'un est celuy des 200,000 livres qui, à ne considérer les choses que comme elles paraissent, semble donner quelque prise à la médisance, et l'autre est la persuasion de plusieurs personnes de qualité, et tout à fait désintéressées, que le comte de Dona a fait de grandes violences, avec injustice, pendant qu'il a esté gouverneur. Ces deux points méritoient une justification publique et prompte, et je m'estonne qu'elle n'ayt pas esté mise au jour plus tost..... » A la suite, se trouvent d'assez longs détails sur la manière dont cette justification doit être faite.

Conrart écrivit, de Paris, le 6 août 1660, la lettre qui suit : « Vous me mandez que vous avez vu M. et M^{me} de Bezons : j'espère que la suite de leur procédé envers vous ne vous satisfera pas moins que leur abord, et j'ay impatience que vous les ayez rejoints au Pont-Saint-Esprit, pour y terminer vostre affaire, de laquelle vous savez que je fays la mienne. Je continueray à témoigner à M. de Bezons, (1) comme j'ai déjà fait plusieurs fois, que la justice qu'il vous rendra me tiendra lieu d'une des plus grandes graces, dont je puisse estre redevable à son amitié.....

« Quant au comte de Dona, toutes les personnes raisonnables et bien informées, au lieu de le blâmer le pleignent du malheur qui lui est arrivé. Je lui en ay mandé mon sentiment, mais comme son esprit est accablé de la douleur de n'avoir pu remédier à un mal irrémédiable, il voudroit que son innocence pust estre connuë de tout le monde, encore qu'on n'en ose dire publiquement les circonstances essentielles, et dans ses désirs, il me presse par ses instances réitérées, de l'assister en cela, etc. »

Le 16 septembre 1660, Conrart écrivait d'Atys, près de Paris : « J'ay beaucoup de joye de ce que vous estes content de M. et de M^{me} de Bezons : il estoit mal aysé que la chose allast autrement, ayant aussi bonne cause que vous aviez, et estant aussi honneste homme que vous estes. Je viens de leur écrire pour leur rendre graces de ce qu'ils ont si bien fait leur devoir envers vous, et je ne

(1) Claude Bazin, seigneur de Bezons, littérateur et intendant du Languedoc (1627-1684). Il fut chargé de statuer sur les instances en vérification et maintenue de noblesse. J'ignore quelles affaires Lafàisse pouvait avoir avec lui.

doute point qu'ils ne me *facent* des remerciements au double de leur avoir procuré vostre connaissance et vostre amitié.....

« Le comte de Dona me paroît toujours, dans ses lettres, abysmé dans une profonde mélancolie, et préoccupé de la pensée qu'une apologie luy est nécessaire pour le justifier à la multitude et à la postérité. En quoy je trouve comme vous qu'il se *méconte* beaucoup, puisque la conjoncture des choses l'oblige à taire la plus forte et la seule décisive de ses raisons. »

Le brouillon d'une lettre sans adresse et sans date précise, écrite de Copper par Lafaisse, se rapporte à l'année 1660 ; elle est ainsi conçue : « Le grand désir qu'a le comte de Dona de se conserver l'estime et la bienveillance de Leurs Excellences de Berne, l'ayant obligé à me députer devers elles, pour les informer au vrai des particularités de la remise qu'il a faite du château d'Orange à Sa Majesté, je suis venu jusqu'en ce lieu pour y attendre les articles du traité et une relation exacte de tout ce qui s'est passé en cette affaire que l'on fait imprimer à Lyon pour en édifier le public.

« Cependant ayant trouvé à Genève une confirmation des avis qu'on avait déjà donnés au Comte que certains esprits envenimés s'efforçaient de noircir, en déguisant la vérité, j'ai cru devoir vous avertir du soin qu'il prend de rendre compte à Leurs Excellences de sa conduite, qui a été approuvée de ceux à qui il en doit répondre. Il y est d'autant plus obligé que le plus considérable de ses calomniateurs est maintenant à Berne, où sans doute il n'en use pas avec plus de discrétion qu'il a fait dans Genève...
.... J'ai cru nécessaire que vous sachiez que la personne qui se déclare si ouvertement et avec tant de brutalité, a correspondu avec le chef de la conspiration d'Orange :

c'est le plus infame et le plus passionné bigot qui soit dans le papisme. Il tient un langage tout différent de celui qu'il tenait lorsque le succès des choses était encore incertain, etc. »

Lafaisse se trouvait à Meysses lorsqu'il reçut de Conrart une lettre datée du 5 mars 1661, ainsi conçue : « J'ai appris que vous estiez en estat d'aller rendre au prince de Conty (1) les devoirs du synode de vostre province, et je souhaite que vous ayez esté aussi bien reçu de luy que je suis assuré que vous l'aurez esté de M. de Bezons, dont le zèle contre nous n'est pas si ardent que celui de ce prince, etc. »

Henri de Massue, marquis de Ruvigny, lieutenant-général, fils de Daniel, gouverneur de la Bastille sous Henri IV, fut choisi, en 1653, à cause de son dévouement au roi, bien qu'il ne professât pas la même religion que lui, pour occuper le poste difficile de député général des Eglises protestantes, qu'il remplit avec habileté : il fut remplacé par son fils, appelé aussi Henri, peu de temps avant la révocation de l'Edit de Nantes.

Il écrivit, de Paris, le 22 avril 1661, à Lafaisse, qui s'occupait avec beaucoup de zèle des affaires de son Eglise, la lettre suivante : « J'ai reçu votre missive et j'ai fait une grande considération de tout ce qu'elle contient ; le roi partit il y a deux jours pour Fontainebleau ; la reine, sa mère, y sera le 25 avec tout le conseil. Je m'y rendrai pour représenter tout ce que vous m'avez écrit et tant d'autres intérêts dont on m'a donné connaissance. Je le ferai avec toute la franchise d'un homme de bien et d'un

(1) Armand de Bourbon, prince de Conti, gouverneur du Languedoc et frère du grand Condé.

bon français, car je vois bien qu'il y va autant du service du roi que de la liberté publique.

« Je sais par vos qualités qui me sont connues que vous appuierez toujours l'obéissance et la fidélité qui sont dues au roi, et pourvu qu'on ait une bonne conduite, je vous assure qu'il ne nous ôtera point sa protection, comme les ennemis de notre profession le publient, j'en ai déjà parlé au roi qui m'en a donné des assurances, et lorsque je serai à Fontainebleau, je tâcherai d'obtenir des règlements pour servir à la tranquillité publique, etc. »

Lafaisse, comme le marquis de Ruvigny, devait être doué d'un esprit de justice et d'équité qui lui avait valu l'estime et la considération de ses adversaires religieux : c'est ce qui explique la démarche que fit auprès de lui M^{me} de Baronnat, issue d'une des plus anciennes familles du Dauphiné, abbesse du couvent de Sainte-Claire d'Aubenas. Elle avait des difficultés avec l'évêque de Viviers, qui était Louis-François de la Baume de Suze, et adressa, le 24 mars 1662, à Lafaisse la lettre suivante :

« Monsieur, comme vous nous avez toujours fait la grâce d'entrer dans nos intérêts, je prends la liberté de vous dire que je vous serai infiniment obligée si vous m'accordez celle de supplier Mgr. le prince d'Harcourt (1) de nous

(1) François de Lorraine (troisième fils du duc d'Elbeuf), marié en 1645 avec Anne d'Ornano, et en cette qualité seigneur d'Aubenas, comme on l'a vu à la date de 1607.

François, ou Alphonse-Henri-Charles, son fils, souscrivit, dans l'espace de quinze jours, pour 150,000 livres de reconnaissances en faveur de Blanche de Maurin, dont il était éperdument amoureux. Le portrait de cette dernière a été reproduit sous les traits emblématiques de l'Espérance dans la coupole de l'église du collège d'Aubenas. (De Valgorge, *Souvenirs de l'Ardèche*, 1846, t. II, p. 126.)

Anne-Marie-Joseph (fils d'Alphonse et de Françoise de Brancas),

favoriser de sa protection dans la persécution que Mgr. de Viviers nous fait, pour le forcer à le reconnaître pour notre supérieur, et comme les religieuses y répugnent étrangement, et que nous n'y trouvons guères nos avantages, je crois que si vous vous donnez la peine de vous employer en notre faveur, Son Altesse aura la bonté de nous accorder cette grâce, qui nous tirerait de l'ennui que nous ressentons de nous connaître trop faibles pour défendre notre droit. Il faudrait aussi supplier Son Altesse de faire écrire un mot à Mgr. de Viviers, et lui dire qu'il n'entend pas qu'on nous fasse nulle violence dans sa ville, comme il a déjà fait en nous privant d'ouïr la messe et en nous refusant les saints sacrements : puisqu'il empêche que nous entendions la messe dans notre église, que nous ayons du moins la liberté de l'entendre dehors, pendant que nous nous défendrons contre lui en justice. Je vous demande pardon de mon importunité, et serai toujours parfaitement, Monsieur, votre très-humble et obéissante servante, de Baronnat, abbesse. »

L'évêque de Viviers était le petit-fils de François de la Baume, comte de Suze, gouverneur de la Provence et du Comtat, amiral des mers du levant, chevalier des ordres du roi, tué à la reprise de Montélimar en 1587. D'après la *Chronologie des évêques de Viviers*, composée par le

né en 1679, épousa en 1705 M^{lle} Jeannin de Castille, dont il eut Louis-Marie-Léopold de Lorraine, dit le prince de Guise, tué accidentellement en Italie, d'un coup de pistolet, en 1747, et deux filles mariées, l'une à Emmanuel-Théodore de la Tour, duc de Bouillon, et l'autre à Armand de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu.

On verra plus loin, que les religieuses de l'abbaye de Saint-André-de-Ramières, près d'Orange, étaient aussi en lutte avec leur évêque.

chanoine Jacques de Banne, en partie reproduite par le président Chalamel (1) et l'auteur du *Gallia christiana*, (t. XVI, p. 585), le comte de Suze avait choisi, comme précepteur de ses enfants, Jean de l'Hostel : en 1572, il le fit nommer évêque de Viviers, après lui avoir fait promettre que ce siège épiscopal ne serait pour lui qu'un dépôt, et qu'il le remettrait à son fils cadet, Rostaing, dès qu'il aurait l'âge nécessaire pour en être pourvu : celui-ci ne tarda pas à devenir l'héritier de sa maison, par la mort prématurée de son frère aîné, tué au siège d'Issoire, en 1577.

Le comte de Suze, craignant que de l'Hostel ne voulût pas se démettre de son siège au temps fixé entre eux, le retint dans son château-fort de Suze, en chartre privée, de peur qu'il ne s'évadât. Il régissait lui-même les biens de l'évêché, donnant seulement à l'évêque nommé, et non installé, ce qui lui était nécessaire. Cet état de choses dura une douzaine d'années, mais, vers 1585, Jean de l'Hostel trompa la surveillance de ses gardes, s'échappa, fit son entrée à Viviers, refusa de tenir ses promesses et garda l'évêché ; cependant et à titre de transaction il paya chaque année une pension de 4,000 livres (2) à Antoine de la Baume, troisième fils du comte, qui avait droit éventuellement à l'évêché par suite du singulier traité de 1572.

De l'Hostel, parvenu à un âge avancé, prit pour coadjuteur, en 1618, Louis-François de la Baume, petit-fils du

(1) *Notes et observations chronologiques pour servir à l'histoire du Vivarais* : M. Dagrève, petit-neveu par alliance du président Chalamel, a eu l'obligeance de me communiquer ce manuscrit.

(2) D'après Natalis de Wailly, *Mémoire sur les variations de la livre tournois*, p. 227, la valeur intrinsèque de la livre était, en 1585, de 3 fr. 14 c., représentant environ 6 francs de notre monnaie.

comte et fils de Rostaing : il devint évêque de Viviers, en 1621, et conserva son siège épiscopal jusqu'au 5 septembre 1690, date de son décès : il fut donc évêque de Viviers pendant 72 ans, y compris le temps de sa coadjutorerie, et non pas 76 ans, comme le dit par erreur Pithon-Curt (1). J'ai parlé de ce prélat dans l'*Histoire de Montélimar* (t. III, p. 156), à l'occasion du duel, plus ou moins régulier, dans lequel fut tué son neveu, Bernard de la Baume, en 1646, entre la Croisière et le Pont-Saint-Esprit : le meurtrier était Thimoléon de Vesc, baron de Montjoux et seigneur de Saint-Thomé.

Quoiqu'évêque, François de la Baume avait le caractère hautain et despotique propre à presque tous les membres des grandes familles militaires. D'après le manuscrit du président Chalamel, il voulait, en 1646 et en 1647, présider les Etats du Vivarais ; à cette occasion, il eut de vives difficultés avec la noblesse. Les Etats du Languedoc et le conseil d'Etat décidèrent qu'il ne les présiderait qu'en sa qualité de baron de Largentière, et lorsque son tour arriverait.

Je possède dans ma collection d'autographes une longue lettre de ce prélat ; elle fait connaître son style et ses idées peu conciliantes. Il l'a écrite du Bourg-Saint-Andéol, le 14 janvier 1653, à M. Ranc, son grand-vicaire qui était allé surveiller ses intérêts, aux Sables (Vendée). Il lui accuse réception de « cent pistoles, coing d'Espagne, faisant 1,133 livres 2 sous monnaie de Viviers. » Il lui dit que c'est le premier argent qu'il a touché de son abbaye, et ajoute : « J'escris à Mgr. l'évesque de Luçon touchant mes décimes (impôts), qui est un escandale, ne

(1) *Histoire de la noblesse du comté Venaissin*, t. 1, p. 135.

pouvant monter à ce qu'on les veut faire aler. Vous ferez bien, après lui avoir mandé ma lettre, et vous en estre plaint aux députés de son clergé, s'ils ne me font pas raison, de vous pourvoir par devant la chambre du clergé, et de leur dire que je ne suis pas home qu'on doive traiter comme cela, moy qui suis très-souvent aux assemblées du clergé, et qui me pourois bien treuver à la prochaine pour en faire du bruit. Cela leur fera pencer à ce qu'ils font et à en user mieux sans doute. »

L'évêque charge en outre son grand-vicaire de traiter avec les héritiers du précédent abbé : « Il faut travailler cette affaire pour pouvoir, après, les mettre à la raison, et en retirer les papiers. J'écris à ma sœur de Rochefort (1) de faire parler au marquis de Roian (ou de Royan ?) par son confesseur, pour retirer ces papiers..... Si les rentiers (fermiers) de ce temps-là ont de quoy perdre, je les treuverai tousjours et leur ferai bien paier ce qu'ils me doivent, etc. »

Une lettre écrite à Lafaisse, de Paris, le 13 avril 1663, par Trophime II de Launai, comte d'Antraigues, prouve combien il estimait celui qui avait vivement contribué, en 1646, à faire sortir son père de la Bastille. « J'ai reçu une de vos lettres qui m'a donné toute la joie dont je pouvais être capable, en m'apprenant la continuation de votre amitié..... Comme elle est d'un prix infini, toutes les fois que j'en reçois quelques marques, il me semble que vous m'en faites un nouveau don, et je sens renouveler ma sa-

(1) Marguerite de la Baume Suze, mariée en premières noces, à Henri de Beaumanoir; marquis de Lavardin, comte de Rochefort, gouverneur du Maine, et en secondes noces à Esprit de Raymond de Mourmoiron, baron de Modène.

tisfaction pour l'acquisition d'une des choses du monde que j'estime le plus, etc. »

Les protestants, se voyant chaque jour menacés dans leur liberté religieuse, cherchaient à la recouvrer : le Pouvoir saisissait toutes les occasions de les enserrer de plus en plus dans un filet dont les mailles de fer devaient tôt ou tard, d'après ses espérances, les réduire à l'impuissance. Un arrêt du conseil d'Etat du 5 octobre 1663 défendit aux habitants de divers villages des diocèses de Nîmes et d'Uzès d'exercer publiquement leur religion, sous peine d'être traités comme rebelles. A la même époque, un autre arrêt enjoignit aux protestants de Privas de sortir de suite de la ville et de sa taillabilité (1).

A cette occasion, Lafatte fut prié, par tous les membres de la réunion tenue à Privas, de se joindre aux députés de Nîmes pour défendre leurs intérêts à la cour. Il re-

(1) *Archives de l'Ardèche*, C. 268, 1059.

Après la prise et la destruction partielle de Privas, en 1629, Louis XIII déclara l'emplacement de cette ville confisqué à son profit, se réservant d'en disposer en faveur de ceux qui avaient souffert des pertes ou lui avaient rendu des services : il en donna une partie au vicomte de Lestrang. Pendant deux ou trois ans cette ville, presque déserte, servit de retraite aux voleurs et aux femmes de mauvaise vie, que la peste moissonna en partie en 1629 et en 1630.

Après la révolte et l'exécution au Pont-Saint-Esprit, en 1632, du vicomte de Lestrang, on commença à fermer les yeux sur la rigoureuse exécution de l'édit de confiscation de 1629, et à tolérer la reconstruction de quelques maisons. On y mit beaucoup de lenteur, puisqu'en 1652 le ministre Accurat exerçait le culte dans une écurie. Le clergé s'opposait au rétablissement d'un foyer d'hérésie, et les anciens habitants se décidaient difficilement à construire sur des terrains dont ils ne jouissaient que d'une manière précaire. (*Les commentaires du soldat du Vivarais*, 1811, p. 314, 321, 325).

digea un placet au roi ainsi conçu : « Sire, vos sujets de la ville de Privas de la R. P. R., au nombre de trois mille familles, chassés de leurs maisons, dépouillés de tous leurs biens, battus, emprisonnés et réduits aux dernières extrémités, le tout, sous prétexte d'un arrêt du conseil surpris, sur requête, sans les ouïr, demandent qu'il plaise à Votre Majesté qu'une affaire de cette conséquence soit examinée par MM. d'Ormesson, d'Aligre, de Morangis et d'Estampes, conseillers députés pour leurs affaires, etc. »

Le marquis de Ruigny écrivit, de Paris, le 25 juillet 1664, la lettre suivante : « J'ai reçu votre missive du 3 qui me fait voir le pitoyable état dans lequel sont réduits les habitants de Privas, et comme quoi, pour leur entière désolation, on excède les termes de l'arrêt du conseil qui a été donné sans les entendre. Je ne manquerai point d'en parler au roi, et de l'informer des violences qu'on exerce sur ses sujets et contre ses ordres : en cela je puis vous assurer que je ferai mon devoir. Je sais bien que j'y suis assez obligé par ma propre considération, et que je le suis aussi par la vôtre, puisque vous vous acquitteriez de cet emploi, si vous n'aviez eu ordre de vous retirer d'ici. »

« Je présenterai à Sa Majesté un placet où il n'y aura rien d'oublié, après lui avoir fait connaître tout ce qui se passe dans l'exécution violente *dont vous m'écrivez*. J'avoue que leur sagesse est grande, et qu'il est très difficile de se voir enlever ses biens sans y apporter de la résistance. C'est une des plus grandes preuves que l'on puisse apporter de leur obéissance, et je ne doute point que persévérant à rendre à Dieu et aux hommes leurs devoirs, ils n'en reçoivent quelque jour une satisfaction tout entière ; c'est ce que je tâcherai de leur procurer par mes soins, etc. »

Le 20 août 1664, Conrart écrivait à l'intendant, M. de Bezons : « J'apprends qu'à toutes les violences qu'on a faictes aux habitans de Privas, on adjoute une accusation calomnieuse, d'avoir faict quelque ravage dans une vigne de l'un d'eux, qui s'est faict catholique, et dans le but de les rendre odieux à la cour et à vous particulièrement, etc. »

Le 5 septembre 1665, le marquis de Ruvigny adressait cette lettre à Lafàisse : « Je désirerais de tout mon cœur **que les violences faites sur les habitants de Privas ne fussent point arrivées.** La princesse d'Harcourt n'aurait pas les sentimens de plaisir et de crainte que vous me témoignez. J'ai parlé au duc d'Elbeuf de cette affaire ; je ne ferai rien par chaleur et par précipitation. Je suis dans votre sentiment qu'il faudrait étouffer cette affaire. »

Le 9 octobre suivant il écrivait : « Les personnes qui vous ont parlé d'un établissement en Irlande ne sont pas mal informées : étant en Angleterre il y a huit mois, le duc d'Ormond (1) me dit que si je voulais lui envoyer des gens pour habiter un bon et beau pays, il leur donnerait, en tel port que je lui désignerais, des vaisseaux pour les y porter, ainsi que des terres et des privilèges capables de les contenter..... Je demandai au roi s'il trouverait bon que j'y envoyasse de ses sujets, mais Sa Majesté me fit connaître qu'il ne le voulait pas, et qu'il donnerait des ordres pour arrêter les rigueurs de ses officiers. Je demanderai la même permission suivant votre Mémoire, et si elle est accordée, ce que je ne crois pas, je vous conseillerai d'entreprendre cette colonie, et en ce cas je vous offrirai des lettres pour le duc d'Ormond, qui est de mes amis. »

(1) Jacques Butler, duc d'Ormond, vice-roi d'Irlande.

Les 12 juin et 20 août 1666, Conrart écrivait la lettre qui suit : « J'ai appris que les affaires de Privas sont encore empirées, et que les pauvres gens sont tout à fait accablés..... Je ne sais si les intercessions qu'on espère pour les pauvres habitants de Privas produiront quelque effet. Peut-être qu'ils auroient bien fait de penser plus tost à une retraite, ou dans les estats de l'Electeur Palatin, ou dans ceux de l'Electeur de Brandebourg, où ils auroient la liberté de s'assembler pour prier Dieu, etc. »

Le 10 décembre 1666, il ajoutait : « J'ai un regret extrême de n'avoir pu profiter d'une occasion que le marquis de Saint-Privat m'avoit donnée de lui rendre un petit service, en recommandant à M. de Bezons une affaire pour luy dont il doit connoître, mais comme il a pour partie (adversaire) le duc d'Uzès, dont le fils aîné a épousé la fille unique du duc de Montausier, à qui vous savez que je dois toutes choses, je n'ai pu lui témoigner le respect que j'ay pour sa personne qu'en demeurant neutre. »

La dernière lettre relative aux malheureux habitants de Privas est celle que Conrart écrivit le 27 avril 1668 : « Depuis que l'avis de M. de Bezons sur l'affaire de Privas est arrivé, M. Barruël (1) m'est venu voir plusieurs

(1) Antoine Barruel, protestant, qui prit part à la défense de Privas en 1629, laissa trois fils : Timothée, Louis et Pierre. Son arrière petit-fils, Antoine de Barruel Saint-Pons, lieutenant-général à la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg, et qui possédait plusieurs fiefs, présida, comme doyen d'âge, l'assemblée de la noblesse du Bas Vivarais tenue en 1789 dans l'ancienne et vaste maison des Astarcs, dont il avait hérité. Cette famille a de nombreux représentants dont on trouvera les noms dans l'*Armorial du Dauphiné*, p. 47. L'un d'eux, M. Henri de Barruel-Bavas a épousé, en 1882, M^{lle} Valérie, fille du baron Bernadotte, cousin du roi de Suède.

fois, je lui ay dit mon sentiment sur la conduite qu'il doit tenir, en laquelle il se trouve fort empesché par beaucoup de raisons qui seroyent trop longues à vous représenter. Votre assistance seroit fort nécessaire à ces pauvres gens, quoique ce député agisse fort bien, et en homme de bon sens, mais vous l'assureriez en beaucoup de rencontres, où il se trouve l'esprit partagé par les difficultez presqu'insurmontables qu'il apperçoit de tous costez. »

Bon DE COSTON.

(A continuer).



GÉNÉALOGIE

DE LA

MAISON DE RABOT

(SUITE. — Voir la 70^e livraison).

NOTA. — Dans la préface que nous avons mise à la tête de cette histoire de la maison de Rabot, nous nous empressons de l'avouer, nous avons commis une double erreur. 1^o Cette œuvre généalogique n'est point due à la plume de Guy Allard, comme nous l'avions affirmé, nous appuyant sur des preuves qui nous paraissaient alors convaincantes. Nous pensions avoir mis la main sur une copie de ce travail dont Guy Allard signalait en ces termes la présence dans ses papiers : Je pourrois, dit-il en achevant la vie de Jean Rabot, donner dans la suite de cette histoire toute la généalogie de la maison de Rabot, car je l'ay entière entre les mains, extraite sur les titres que cette famille conserve ; mais je la joindray dans l'histoire généalogique des anciennes familles du Dauphiné, dont je feray bientôt part au public. Cette vie de Jean Rabot, que M. Gariel a éditée dans ses Delphinalia ne renferme aucun fait, aucun détail qui ne se trouve au moins relaté dans notre manuscrit, et souvent même les expressions, les tournures de phrases trahissent une commune origine. Ajoutons que le manuscrit de la vie de Jean Rabot, conservé à la bibliothèque de Grenoble, et celui dont nous publions maintenant le texte, sont d'une écriture absolument identique, écriture qui n'est point certainement celle de Guy Allard, mais les notes, les corrections qu'on remarque à plusieurs endroits de

nos deux manuscrits lui appartiennent et sortent de sa plume. Tous ces indices nous avaient trompé ; car bien que cette généalogie de la maison de Rabot, se trouve en effet dans les papiers de Guy Allard (Bibliothèque de Grenoble, R. 80, Documents historiques pour servir à l'histoire du Dauphiné, t. IX, p. 48 à 140), ainsi qu'il avait pris lui-même la peine de nous l'apprendre, nous avons maintenant la certitude qu'elle n'est point le produit de ce trop fécond historien, et nous nous en félicitons. Notre manuscrit ne porte d'autre titre que ces simples mots, que nous avons du reste conservés : Généalogie de la maison de Rabot ; la copie de la bibliothèque de Grenoble complète ce titre par cette indication précieuse : recherchée par noble Jean de Rabot, seigneur de Buffières, Veisillieu, Lignet et autres places, conseiller du Roy et son avocat général au parlement de Dauphiné. Comme on pourra le voir dans ce travail, il s'agit ici de Jean de Rabot, avocat général au parlement de Grenoble en 1645, conseiller d'Etat en 1662, qui mourut le 28 janvier 1664. — 2° La généalogie que nous publions est une œuvre inédite. L'ouvrage imprimé sur le même sujet, et dont la bibliothèque de Grenoble possède depuis peu de temps un notable fragment (64 pages sur 79), n'a pas d'autre titre que celui de notre manuscrit ; il n'en diffère pas quant au fond et dans une foule de passages l'auteur anonyme n'a fait que transcrire servilement le texte de Jean Rabot.

JULES CHEVALIER.

ENFANS DE JEAN RABOT

Il avoit espouzé Suzanne Michelle de la maison d'Hurre (1), de laquelle il eut plusieurs fils et filles. Les fils furent : Bertrand, François, Antoine et Pierre. Les filles furent : Claudine, Benoicte, Symonette, Felize, Magdelaine et Izabeau, comme appert par transaction qui fust passée entr'eux le 9 (?) decembre 1518, pour tous les differents qu'ils avoient ensemble, et qui fust receue par Claude Mottet, notaire d'Hupie, dans laquelle tous lesd. enfans dud. Jean Rabot sont nommés, chacun par leurs nom et surnom.

L'aisné des masles fust noble Bertrand Rabot, duquel nous parlerons ensuite.

Le second fust François Rabot, lequel fust coheritier de Jean, son pere, avec Bertrand, son frere. Il espousa damoiselle Guigonne Joffroy, du lieu de Crest, ainsi qu'il appert par transaction qui fust passée entre led. Bertrand Rabot et lad. Guigonne Joffroy, en qualité de veuve de noble François Rabot, sur tous les differents qu'ils avoient ensemble pour toutes les pretentions que lad. Joffroy avoit sur les biens de François Rabot son mary, pour ses biens dottaux et avantages matrimoniaux, laquelle transaction est du XXIII^e juillet 1537, et fust receue par Guillaume Platel, notaire ; et par ceste transaction lad. Joffroy se despartit de toutes ses pretentions, moyennant quelques fonds qui luy furent donnés par led. Bertrand, situés près de la ville de Crest.

Led. François Rabot mourut sans avoir eu aucuns enfans de ladicte Joffroy, sa femme, et n'ayant faict aussy aucun testament, tous ses autres freres et sœurs luy succederent ab intestat, ainsy qu'appert par la transaction du 6 juillet 1537, receue par Amaberti, notaire, par laquelle tous sesd. freres et sœurs

(1) Le nom de Suzanne-Michelle d'Urre, ne figure point dans la généalogie de cette famille, donnée par Pithon-Curt.

transigerent sur les droicts qu'ils pretendoient sur lesd. biens dud. François Rabot, a raison de ceste succession ab intestat.

Le troisieme des enfans dud. Jean fust noble Antoine Rabot, qui dans lesd. actes n'est quallifié que docteur ez droicts, et n'appert pas par les actes qu'il aye esté marié.

Le quatrieme fut noble Pierre Rabot, doyen de Dye (1).

(1) Nous trouvons, dans le registre des conclusions de la ville de Die, de curieux détails sur l'élection de Pierre Rabot au doyenné de Die. *Anno 1493* (n. s. 1494), *veneris III mensis januarii, aggregatis ac in sibi statutis diebus dictis dominis syndicis cum majori et saniori parte suorum consiliariorum et plurium aliorum civium civitatis Dyensis, in appotheca platee heredum magistri Glaudii Mahanni quondam notarii Dyensis, requirentibus nobilibus et discretis viris Francisco Jonyni, domino de Pennis, Johanne Bollardi, Jacobo Grimaudi, burgensibus Dyen., fuit conclusum et arrestatum datum ut supra, quod requirantur domini de capitulo, pro utilitate tam ecclesie B. Marie Dyensis quam communitatis Dyensis et totius reipublice, quatenus dignentur eligere in decanum ipsius ecclesie B. M. D., vacante sede dicti decanatus per obitum egregii et generosi viri domini Christoffori Artaudi, quondam decani dicte ecclesie, rever. patrem dominum Petrum Raboti, utriusque juris baccalarium, canonicum ipsius ecclesie, et de eodem beneficio decanatus providere..... Eadem die paulo post dicta magna missa et tradito ecclesiastice sepulture cadavere dicti quondam domini decani, existentibus in capitulo dominis sacrista et certis aliis canonicis, fuit facta predicta requisitio per dominos syndicos. C'est grâce aux soins de Pierre Rabot, doyen de l'Eglise de Die, que furent imprimés à Paris, par Jean Dupré, en 1498, le bréviaire, et en 1499 le missel en usage dans le diocèse de Die. Dans une petite note historique, placée sur les premiers feuillets de ces deux incunables, vrais chefs-d'œuvre de typographie, Pierre Rabot, qui mena à bonne fin cette œuvre importante, est qualifié de *protonotaire* apostolique. Le 27 janvier 1503, Urbain de Miolans, protonotaire apostolique et archidiacre de Valence, ayant été élu évêque de Valence et de Die par un certain nombre de chanoines de ces deux Eglises, réunis à Romans, Pierre Rabot soutint énergiquement cette élection, que le roi de France refusait de reconnaître. Gaspard de Tournon, qui était appuyé par la Cour, finit par l'emporter sur l'élu des chanoines. Pierre Rabot ne survécut pas longtemps à cette affaire : dès l'année 1506 Jacques Roy occupait le doyenné de Die. Voir nos *Notes et documents pour servir à l'hist. des doyens de Die au XVI^e siècle*. Montbéliard, 1880, in-8°, p. 5-6.*

Lesquels deux derniers n'ont esté que legataires dud. Jean de la somme de six cents escus d'or sol.

Pour ce qui est des filles, Claudine Rabot, fust mariée a noble Antoine de la Villette, du lieu de Crest, comme appert par la susd. transaction du 9^e decembre 1518, ou lad. Claudine est quallifiée femme dud. Antoine de la Villette.

Benoicte Rabot, fust mariée a Guillaume Tardivon, du lieu de Romans, a laquelle le dit Jean son pere constitua pour dotte la somme de quatre cents escus d'or sol, par contract de mariage receu par M^e Jomaron, du 23 may 1483. Ce Guillaume Tardivon eut pour fils Jean Tardivon ; celuy-cy eut Thomas et Thomas eut Laurens pour fils, ainsy qu'il appert par diverses quittances qu'ils passerent a Bertrand et Laurens Rabot, pour la dotte de Benoicte Rabot leur ayeulle (1).

Symonette Rabot, fust mariée le 24^e octobre 1484 a noble Claude Plouvier, du lieu de Valance, par contract receu par Champel, notaire. Ledit Claude Plouvier eut pour fils Ruf Plouvier, ainsy qu'il appert par diverses quittances, par luy passées a Bertrand Rabot, pour la dotte de Symonette Rabot, sa mère, receues par Truffel, notaire (2). Il y a encor dans l'inventaire des papiers du sieur de Veycilieu une promesse passée par lad. Symonette Rabot de garantir et indamniser led. Bertrand Rabot, son frere, de la somme de cinquante

(1) Guillaume Tardivon, appartenait à une famille bourgeoise de Romans, qui ne tarda point à parvenir à la noblesse ; elle lui fut reconnue par jugement du 29 juin 1669. LA RIVOIRE DE LA BATIE, p. 716-7.

(2) Les Plouvier ou Plovier étaient originaires de Valence. Claude eut pour fils ; Jean, Pierre et Ruf Plovier. Pierre, maitre et auditeur des comptes, seigneur de Châteaudouble, fut nommé deuxième président en la Chambre des Comptes en 1544. Il fut père de Bertrand Plovier qui lui succéda en cette charge en 1571 et devint premier président en 1577. Ce dernier laissa un fils, Laurent Plovier, nommé président en la Chambre des Comptes, en survivance à son père, par lettres du 28 mars 1585, et qui mourut sans postérité, et deux filles : Magdelaine, mariée à Claude Frère, et Gasparde, mariée à Laurent de Vèze, *Inventaire des arch. de l'Isère*, t. 11, introd., p. 82 et 83 ; — *Invent. des arch. de la Drôme*, E, 1477-8.

escus d'or sol, que led. sieur Rabot avoit promis payer a damoiselle Suzanne Plovier, sa fille, au contract de mariage d'entr'elle et Felix Peyrollier, ladicte promesse receue par maitre Rolini, notaire, le 19 novembre 1518. De ces Plovier est descendue dame (*Magdelaine*) de Plovier, femme de messire Claude Frere, premier president au Parlement de Grenoble (1).

Felize Rabot, autre fille dud. Jean Rabot, fust mariée a noble Jouffrey de Cizerin, ainsy qu'il appert par quittance passée a Bertrand Rabot, le 23 septembre 1525, par lad. Felize Rabot et par noble Guyot de Cizerin, son fils, de tout ce en quoy led. Bertrand luy pouvoit estre tenu pour le reste de sa dotte, lad. quittance receue par Mitalier, notaire de Grenoble.

La cinquiesme des filles dud. Jean fust Magdelaine Rabot, qu'y fust mariée le 6^e de juillet 1499 a Guillaume de Genas, fils de François de Genas, tresorier general du Languedoc, a laquelle il constitua pour dotte quatre cents escus d'or, deux cents desquels led. Pierre Rabot, doyen de Dye, son fils, se chargea de payer deux cents escus. Et de ce mariage naquit Achasse de Genas, ainsy qu'appert par quittance qu'il passa a noble Laurens Rabot, fils de Bertrand, pour tout ce qui estoit deub de reste de la dotte de Magdelaine Rabot sa mère (2),

(1) La famille Frère se rattacherait, parait-il, à la bourgeoisie lyonnaise, enrichie dans le commerce. Une branche serait venue se fixer à Valence, où les historiens dauphinois font naître Claude Frère. Celui-ci après avoir été successivement professeur à l'Université de Valence, avocat général au Grand Conseil, maître des requêtes, conseiller d'Etat, fut nommé premier président au Parlement de Grenoble, par lettres du 25 juillet 1616. Il acquit une fortune considérable et se qualifiait seigneur de Barbières, Fiançayes, Beaumont, Montfort et Crolles. Voir sur ce personnage : G. VALLIER. *Nu-mismatique du parl. de Grenoble, Claude Frère*; dans *Bullet. de la soc. dép. d'arch. de la Drôme*, t. XV (1881), p. 342-60; — ROCHAS, t. 1, p. 401-3; — (BRIZARD) *Hist. géneal. de la maison de Beaumont*, t. 1, p. 190-1; 568-9, etc.

(2) Guillaume de Genas eut de Magdelaine Rabot : 1^o Acasse de Genas, qui vivait en 1549 et fut père de Magdelaine de Genas, épouse en premières noces d'Antoine de la Salles, de Valence, avocat au parlement de Grenoble,

par quittance du dernier avril 1549, reçue par Bertrand, notaire.

La sixiesme des filles dud. Jean fust Izabeau Rabot, laquelle l'on ne scait si elle a esté mariée ou religieuse (1), d'autant que l'inventaire des papiers du sieur de Veycilieu n'en fait aucune mention.

ACQUISITIONS DE JEAN RABOT

Le mesme Jean Rabot acquit de maistre Jean de Ventes, conseiller au Parlement, comme procureur de messire Benoit de Ventes, son fils, prieur du prieuré de Sainte Marie Magdelaine de Grenoble une maison ruineuze, mouvante du fief du prieuré, sittiée en la rue Bournoulenc, joignant les murailles de la ville et les prisons de porte Treisne (2), pour le prix de deux cents cinquante florins, le contract d'aquisition receu par Barthelemy Thiolier, notaire, le xi octobre 1483, et c'est ceste maison qu'il rebastit et mist en sy bon estat, qu'il la rendit une

et en secondes noces, par contrat du 21 juillet 1565 de Pierre Le Normand, de Montélimar ; — 2° Catherine de Genas, mariée avec Jean Joubert, chevalier du St-Sépulcre et bailli de Valence ; — 3° Suzanne, Claudine et Izabeau de Genas. *Hist. de la maison de Genas*. (Imprimé par l'auteur), 1879-82, in-8°, p. 24.

(1) Isabeau, fille de Jean Rabot, épousa Hugues de Monts, de Montélimar, fils de Sébastien et d'Antoinette Peyrol. Hugues de Monts guerroya en Italie, fut vicesenechal de Montélimar et fit souche de gentilhommes. Il eut entre autres enfants : 1° Giraud, qui forma la branche dite de Vaulx ; son fils, François de Monts, était consul de Montélimar en 1570, et en 1581, année de la peste : Candy rapporte qu'il remplit courageusement son devoir et mourut victime de l'épidémie. Isabeau, sa fille, fondatrice du couvent de St-Ursule de Montélimar, décéda en 1617. 2° Alain de Monts fut le troisième fils de Hugues de Monts et d'Isabeau Rabot ; il sera question de lui plus loin. Cf. DE COSTON. *Hist. de Montélimar*, t. II, p. 95-6.

(2) La maison de Rabot, dit M. Gariel, située rue de Bournolenc, actuellement rue des Vieux-Jésuites, existe encore en partie aujourd'hui. Elle est facile à reconnaître à la charmante tourelle qui la décore et qui s'est conservée presque intacte jusqu'à ce jour. *Vie de Jean Rabot*, p. 21, n.

des plus belles et plus commodes de la ville, en sorte qu'elle servit plusieurs fois a loger les roys Charles 8^e, Louis 12^e et François premier, quand ils passoient a Grenoble pour aller en Italie.

Il aquit aussy, le mesme jour, unziesme octobre 1483, du sieur Quelix de Menze, un jardin joignant sa grande maison, et l'investiture dud. jardin luy fust donnée par led. Jean de Ventes (1), conseiller, comme procureur de Benoict son fils, prier de la Magdelaine, le contract receu par Barthelemy Thiolerii, notaire.

Ensuite de cela Bertrand Rabot, fils dud. Jean, pour rendre la maison plus commode, presenta requeste a la cour pour faire un arc, a un endroit joignant sa maison, qui respondoit a un puis qui estoit entre sad. maison et les murs de la ville de Grenoble, afin de pouvoir tirer de l'eau de sad. maison sans aller a la rue, a laquelle respond ce puy. Sur quoy lad. cour ordonna qu'il seroit faict veue et decente de lieu par Antoine Putod (2), conseiller d'icelle et, la procedure rapportée, fust permis aud. Rabot de faire lad. arcade, laquelle permission est du penultiesme octobre 1505, signé Pelisson, secretaire de la cour.

Le mesme Bertrand aquit de François Rabot son frere, tous les droicts et pretentions qu'il pouvoit avoir sur ceste grande maison, comm'aussy sur celle que Jean Rabot leur pere avoit aqoise d'un nommé Bonthoux, chanoine de Saint André de Grenoble, lequel Bonthoux l'avoit aussy aqoise d'un Antoine Fuzier, notaire de la mesme ville, et de ceste petite maison

(1) Jean de Ventes, docteur dans les deux droits, chargé d'exercer par commission l'office de conseiller au parlement qu'avait Jean Marcoux, suivant des lettres du 26 mai 1463, fut nommé conseiller par autres lettres du 27 juin suivant. Il épousa Françoise de Villars.

(2) Antoine Putod, docteur en l'un et l'autre droit, fut nommé conseiller par Charles VIII, par lettres datées de Vincennes, du 7 avril 1486; mais il ne fut reçu que quatre ans plus tard, sur des lettres de jussion et après une scrupuleuse enquête.

aquise par led. Jean Rabot dud. Jean Bonthoux, pour le prix et somme de cent florins d'or, par contract receu par Jean Pourrei, notaire de Grenoble, comm'aussy de celle que le mesme Jean Rabot avoit aquire dud. Benoit de Ventes, prieur de la Magdelaine, il composa sa grand maison, et led. François Rabot se despartit de tous les droicts qu'il pouvoit avoir sur ces deux maisons, pour la somme de cinq cents escus d'or sol, que Bertrand s'obligea de luy payer dans trois ans, par contract receu le penultiesme decembre 1507 et receu par Rollini, notaire.

Nous avons desja veu comme quoy le roy Louis XII, estant dans la ville de Grenoble, confirma une permission qui avoit esté accordée a Jean Rabot, par Charles 8^e, son predecesseur, de faire une porte dans les murailles de la ville pour passer a son jardin, quy estoit joignant la maison, a quoy les consuls de Grenoble donnerent leur consentement, et comme quoy le mesme Louis 12^e, par les mesmes lettres, permist encore a Bertrand Rabot, son fils, de faire une autre porte pour traverser de son jardin au couvent des Freres Prescheurs, quy estoient pour lors hors de lad. ville, sans passer par la porte Traisne ou porte de Trajan, quy estoit dans l'entrée de la place du Breuil de lad. ville. Ces lettres furent expédiées par led. roy dans la ville de Grenoble, le 8 juin 1511, et de son regne le 14^e, et furent signées par le mesme roy dauphin, et plus bas : CLAUDE SEYCENEL, m^e de Requestes, et furent adressées a Gaston de Nemours, comte de Foix, gouverneur du Dauphiné (1), et ensuite, le 18 juillet suivant, led. Bertrand Rabot les fit registrer au parlement par lettres de veriffication signées : VENTOLET ; et dans lesd. lettres il est dit que ceste permission est acordée par le roy, ensuite de la priere a luy faicte par François de Valois,

(1) Gaston de Foix, duc de Nemours, pair de France, comte d'Estampes et de Beaufort, vicomte de Narbonne, gouverneur du Dauphiné et du Milanaïs. Il fut nommé gouverneur du Dauphiné le 5 janvier 1504. Il se signala dans les guerres d'Italie, et fut tué à la bataille de Ravenne, le 11 avril, fête de Pâques, 1512. P. ANSELME, t. III, p. 377-8.

comte d'Angoulesme, et en consideration des grands services quy luy avoient esté rendus par Jean et Bertrand Rabot, comm'aussy parce que lad. maison estoit belle, superbe et de grand edifice, comme il se voist au long dans les lettres dont nous avons desja parlé.

Le parlement et la chambre des comptes permirent ensuite a Laurens Rabot, fils de Bertrand, de faire bastir sur l'arcade, quy estoit sur led. puis, un cabinet quy est au dessus du mesme puis et quy regarde sur la rue. La permission est du 25 fevrier 1551, signée : FERRAND.

Le mesme parlement et la chambre des comptes permirent aud. Laurens Rabot de faire ouvrir le gros meur de la ville et faire une fenestre en l'estude dud. Laurens, pour avoir la veue dans son jardin. Les lettres de permission sont du neufviesme may 1560, signées : SOLIER.

Ennemond Rabot, sieur d'Yllins aquit ensuite une maison, a l'endroit ou estoit jadis porte Treisne, de Jean Rabot, son oncle, protonotaire du Saint-Siege, pour la somme de douze cents livres. Le contract est du 6^e may 1576, receu par André Nicolle, notaire de Grenoble. Voila tous les titres qui peuvent concerner l'aquisition, le bastiment et l'agrandissement de lad. grande maison, quy fust aqise par led. Jean Rabot, quy fust le lieu de son habitation, et celuy des autres Rabot ses successeurs et héritiers.

Le mesme Jean Rabot, le 16^e decembre 1489, albergea de la ville de Grenoble une piece de bois et isle, située aux ruynes et deperissement du Drac, appelée l'isle de l'Aubespain, contenant cinquante sesterées. L'albergement luy en fust passé par Antoine Clement, Jean Maillet et Martin Chaboud, consuls de la ville de Grenoble, mais ceste isle, laquelle led. Jean et ses successeurs avoient faict cultiver avec beaucoup de soing et mesme y avoit faict un bastiment, a esté inondé par le Drac.

(IV) BERTRAND RABOT

Revenant donc a Bertrand Rabot, fils aîné dud. Jean Rabot, il se rendit, par sa doctrine et intégrité, imitateur des vertus et merites de sond. pere, car après avoir receuilly par la mort de François Rabot son frere, lequel estoit coheritier avec led. Bertrand de Jean leur pere, la plupart des biens de la succession paternelle, qui estoit située dans les lieux de Crest, d'Hupie, de Grenoble, et mesme de Suze en Piedmont, il succeda aussy a la charge de conseiller au parlement de Grenoble, mesme pendant la vie de sond. pere, par lettres de survie, quy luy furent accordées a Thurin, le 3 aoust 1495, par le roy Charles 8^e, signées : BRIÇONNET, ou il est dit que l'office luy estoit accordé a survivance, en contemplation de plusieurs grands et recommandables services faicts par Jean Rabot en divers et longs voyages et ambassades, mesme a celle de Roume et de Naples, ou il fut debtenu prisonnier par Alphonse d'Aragon.

Led. Bertrand espouza, le 6 de fevrier 1502, damoiselle Agnes Peccat, fille unique de noble Guillaume Peccat, du lieu de l'Albenc (1), a laquelle led. Peccat constitua la somme de deux mil escus d'or sol, par contract receu et signé par Rollini, notaire.

Led. Guillaume Peccat, beau-pere de Bertrand, aquit des commissaires, députés de sa majesté pour l'alienation de son domaine en Dauphiné, la terre d'Hupie située dans le Valenti-

(1) La famille Peccat, originaire de l'Albenc, était connue primitivement sous le nom de Peyrolier. Elle se divisa en plusieurs branches. Guillaume Peccat, qui ne laissa qu'une fille mariée à Bertrand Rabot, avait pour frère Pierre Peccat. Joseph Peyrolier, dit Peccat, écuyer, prêta hommage au dauphin à Pont-de-Vaux. le 4 octobre 1541, pour la seigneurie de Voreppe (archives de l'Isère, B. 3391). Jean Peccat, fut second président en la Chambre des Comptes de Piémont, pendant l'occupation française ; il devint en 1559 maître et auditeur en la Chambre des Comptes de Grenoble.

nois (1), pour le prix de deux mil quatre cents livres, qui furent payées aud. commissaire en douze cents escus d'or sol, quy leur fut deslivré par quittance quy fut passée aud. Guillaume Peccat, le 26 aoust 1521, et receue par Pichard et Guyon, notaires.

(1) Le fief d'Upie faisait autrefois partie de l'ancien domaine des comtes de Valentinois. Par suite du testament du dernier comte Louis II (12 juin 1419), qui instituait le dauphin héritier des comtés, sous certaines clauses et conditions, lui substituant successivement le duc de Savoie et le pape, la possession du Valentinois devint un sujet de litige entre ces trois personnages, appelés à recueillir la riche succession des Poitiers. Louis XI ayant un instant renoncé à ses prétentions en faveur de la cour romaine, Sixte IV avait pris possession d'un certain nombre de châteaux, entre autres de celui d'Upie; le parlement de Dauphiné protesta énergiquement contre ce démembrement de la province. Jean de Ventes, conseiller au parlement et commissaire à ce député, réunit au domaine de la couronne la terre d'Upie, le 15 octobre 1483, malgré les protestations du pape. Le duc de Savoie de son côté faisait valoir ses droits sur les mêmes terres et comptait dans le pays quelques partisans. En 1487, Antoine Corbel, d'Upie, vit tous ses biens confisqués pour tenir le parti de Savoie. Sous François I^{er}, le besoin d'argent amena l'aliénation d'une partie du domaine royal. Le 2 avril 1521, les commissaires à ce députés par le roi, vendirent à noble Bertrand Rabot, conseiller au parlement, *13 sétiers de froment de rente annuelle et perpétuelle, de pur et franc alleu, avec toute directe et seigneurie, que le roy avoit accordée de prendre sur les deux moulins d'Upie, appelés le grand moulin du prince et le petit moulin, plus quatre sétiers de prairie près du grand moulin, plus onze sétiers de terre appelée la condamine du prince, le tout pour le prix de 700 livres tournois.* Le 26 août suivant, les mêmes commissaires vendaient à Guillaume de Peccat la seigneurie d'Upie, pour la somme de 2400 livres tournois. Louis de Sauvain, d'Aouste, offrit en 1526 de racheter au profit du roi la terre d'Upie, mais Guillaume Peccat et Bertrand Rabot réussirent à en demeurer les tranquilles possesseurs. Le 23 mars 1531, fut faite une procédure par Soffrey Carles, maître et auditeur des comptes, sur la valeur de la terre d'Upie, de laquelle il résulte que *Guillaume Peccat et M^e Bertrand Rabot, son gendre et héritier, possédoient non seulement le château d'Upie, mais encore le pré du roy, qui s'arrentoit chaque année 32 livres, la cense des moulins 13 sétiers froment, la terre du roy appelée la Blache du prieur; lequel château avoit été aliéné en 1521 pour 1200 écus... Le tout s'arrentoit 231 livres... Le sieur Rabot avoit fait bâtir une tour qui estoit*

Mais Bertrand Rabot, quoy que la quittance eust esté passée au sieur Guillaume Peccat, il delivra neanmoins de ceste somme de douze cents escus d'or sol celle de neuf cents, comme appert par acte de recognoissance quy en fut passé le 22^e d'aoust 1523, par led. Peccat aud Bertrand son gendre, ou il desclare aussy que led. Bertrand Rabot luy succedera en lad. terre d'Hupic, a la charge que pendant la vie dud. Peccat il ne luy pourra demander ceste somme de neuf cents escus d'or sol.

Le mesme Bertrand aquit dans led. lieu d'Hupic de noble Louis Sauvain, sieur du Chaylar, du lieu d'Aouste (1), les boys et fours d'Hupic pour la somme de dix neuf cents livres, par

fort préjudiciable au roy. Laurent Rabot, fils de Bertrand, fournit, le 22 mars 1539, devant le vice-sénéchal de Crest, un dénombrement dans lequel il déclare posséder *le château et mandement d'Upie, acquis par noble Guillaume Peccat, son aieul maternel, et par noble Bertrand Rabot son père, en 1521, pour 1200 écus d'or au soleil, auquel mandement il y avoit un vieux chasteau en partie ruynée.* Les Rabot demeurèrent en possession de la seigneurie d'Upie jusqu'en 1554.

(1) Des lettres patentes de François I^{er}, du 20 mai 1528, contiennent un hommage de Louis de Sauvain, d'Aouste, pour Le Cheylard, Piégros, St-Sauveur, Chastel-Arnaud, Barry, Vercheny. Il obtint par échange de François de Taulignan la terre de Marches en Valentinois. Il se signala parmi les lieutenants du baron des Adrets, fut gouverneur de Die en 1568, testa le 18 février 1553 et mourut à Nîmes le 8 août 1575. D'Angélique Lauxe, son épouse, il eut : Antoine de Sauvain, seigneur de Piégros, Vercheny, qui testa le 4 septembre 1568 et mourut sans postérité ; et Pierre de Sauvain. Ce dernier épousa le 5 novembre 1564, Hortense Cenami et en eut Pierre, seigneur du Cheylard, Auriple, Vercheny, Soyans, Marches, etc... qui épousa Suzanne de Grasse, fille de Claude comte du Bar et de Jeanne de Brancas. De cette alliance naquirent cinq filles, entre autres Louise de Sauvain, qui le 24 juillet 1645 déclarait posséder le Cheylard, Vercheny et Barry, et Anne-Charlotte de Sauvain du Cheylard, dame de Soyans, Auriple, St-Sauveur, St-Moirans, etc., qui avait épousé en 1616 Hector de la Tour, baron de Montauban et de la Chau et qui se remaria en 1635 avec Tanneguy Poisson, seigneur du Mesnil en Normandie. Anne-Charlotte testa le 4 novembre 1665. De son premier mariage elle eut entre autres enfants, René-Louis de la Tour, seigneur de Soyans, père de René-Antoine en faveur de qui la terre de Soyans fut érigée en marquisat en juillet 1717.

contract passé le 26 avril 1531, receu par André Cosse notaire de Grenoble.

Quelque temps après led. Louis Sauvain, sieur du Chaylar, fist des nouvelles encheres sur lad. terre d'Hupie par devant le mesme commissaire, mais après il s'en despartit, et pour cest effet il presenta requeste au roy a Lyon, laquelle fut appointée a condition de payer trois cents escus d'or sol entre les mains du sieur Jean Laguette, tresorier et receveur general des extraordinaires de Sa Majesté et parties casuelles, comme appert par quittance passée aud. Sauvain le 18 aoust 1545, et par arrest de la chambre des comptes du dernier juillet 1546, led. Sauvain fut acquitté de ses promesses.

Led. Guillaume Peccat, beau-pere de Bertrand fist son testament le septiesme may 1528, par lequel il laissa les usufruits de tous ses biens a Bertrand son gendre pour en jouir sa vie durant, institua son heritier Agnes Peccat sa fille, et luy substitua Claude Rabot second fils de Bertrand, et legua deux cents escus d'or sol aux autres enfants dud. Bertrand, et quelque temps après il deceda : led. testament receu par Pierre Truffel du lieu de l'Albenc.

Lad. Agnes Peccat, femme de Bertrand, fist aussi son testament du 13^e avril 1557, par lequel elle institue heritier led. Guillaume Rabot son fils, et fist divers legats aux autres : led. testament receu par Rollet Nardy, notaire de Grenoble.

Led. Guillaume Peccat, outre Agnes Peccat, sa fille naturelle et legitime, eust encore une fille naturelle et legitime nommée Guigonne Peccat, laquelle fust mariée a Jean Giguët, apothicaire de Grenoble, a laquelle il constitua pour dotte cent florins d'or et vingt florins pour bagues et joyaux, ainsy qu'appert par la quittance que passa led. Jean Giguët a damoiselle Agnes Peccat, le 25 juin 1534, quy fust receue par M^e François Bernard.

Oultre la terre d'Hupie, la seigneurie de Buffieres (1) et

(1) BUFFIÈRES, ancien fief près de Bourgoin (Isère).

les biens de l'Albenc, qui furent aquis a Bertrand Rabot par le mariage d'Agnes Peccat, il aquit encore quelques autres biens dans la ville de Grenoble, car il achepta de Jeanne de Cezerin (1), veufve de Pierre Bothin, un tenement de pré, verger et grange couverte de paille, contenant douze sesterées, sittué au terroir de Grenoble, en un lieu appellé la Pertuissiere, qui s'appelle maintenant la grange de la Loze, a cause qu'elle fust couvertes de lozes (2), pour le prix et somme de 400 florins d'or, ainsy qu'appert par contract receu par Pierre Joffrey, le 26 novembre 1504.

Le premier decembre 1513, il aquit de noble Hugues Pinel (3) la tour et vigne de Chalemont, appellée la maison de la Garde Joyeuse et maintenant la tour de Rabot, sittuée a Grenoble au lieu appellé Aysone, joignant d'une part la vigne appartenant au chapitre Nostre-Dame de Grenoble, appellée la Maladière et de l'autre costé le grand chemin public par ou l'on entroit dans la ville, pour le prix de 400 escus d'or sol et a la charge d'une pension annuelle de vingt escus d'or sol deue sur lad. tour et vigne aud. chapitre Nostre-Dame de Grenoble, lequel donna l'investiture aud. Bertrand, led. contract de vente et investiture ayant esté receues par André Rollini, notaire de Grenoble et secretaire de la cour.

Faut remarquer que led. Hugues Pinel ne possedoit cette tour de Chalemont que comme heritier d'Antoine Pradel (4),

(1) Jeanne de Cézerin ou plutôt de Cizerin appartenait à une ancienne famille de Grenoble. Noble André de Cizerin, de Grenoble, fut père de Jean et de Laurent de Cizerin qui payèrent en 1529 la dot de Françoise de Cizerin, mariée à noble Claude Muriane (*Invent. des archives de M^e Morin-Pons*, t. I, p. 285).

(2) Lozes, sorte de pierres plates, dont on se sert aujourd'hui encore dans quelques parties de la Savoie pour couvrir les maisons.

(3) Hugues Pinel, d'une ancienne famille noble de Grenoble, qui s'est éteinte en la personne de Jeanne Pinel, nièce de Hugues.

(4) Eynard Pradel, secrétaire delphinal en 1478, auditeur des comptes en 1485, fut père d'Antoine Pradel, qui lui fut adjoint dans la charge d'auditeur des comptes, mais qui mourut avant lui, ce qui le décida à résigner son em-

auditeur en la chambre des comptes de Dauphiné, dont les predecesseurs l'avaient possedée depuis longtemps.

Le mesme chapitre, le 26 novembre 1515, passa revente aud. Bertrand de lad. pension annuelle de vingt escus d'or sol, pour la somme de quatre cents escus d'or, quy luy furent reallement deslivrés lors du contract, quy fust receu par le mesme André Rollini.

D'où l'on voit que les principaux biens dud. Bertrand consistoient aux terres et seigneuries d'Hupie et de Buffieres, biens de l'Albenc et tour de Rabot, grange de la Loze et terres situées pres de Suze en Piedmont, lesquelles terres ses heritiers vendirent a Pierre de Joffrey, chastellain de Bardonenche, pour payer les dottes de Suzanne et Izabeau Rabot, filles dud. Bertrand, comme appert par le testament dud. Bertrand.

Pour ce qui est de son office de conseiller, il l'exerça longues années avec grande estime et eust de fort beaux emplois dans l'exercice de ceste charge, car en premier lieu, le roy François premier ayant envoyé des lettres en ce parlement pour la reunion de la principauté d'Orange avec le Dauphiné, données a Paris le 3 janvier 1516, par les mesmes lettres led. Bertrand Rabot fust commis pour faire lad. reunion, et ensuite l'année suivante 1517 et le 16 de mars, il partit de Grenoble pour faire sa commission, accompagné de M^{re} Jean Giraud, viceseneschal du Valentinois, d'Arnaud Odoard, seigneur de Mont-Bosancier (1), de Jean Ventoles et Augustin Faure, prevost des mareschaux, et de Nicolas Bonis, huyssier de la cour.

Estant arrivé dans la ville d'Orange, en vertu desd. lettres patentés de sa commission quy luy avoit esté remise par Arthur de Gouffier, baron de Montlouvrier, seigneur de Bosy, cham-

ploi en faveur d'Eynard Fleard. Eynard Pradel eut aussi une fille, Louise Pradel, qui apporta à son mari, Charles Pinel, père de Hugues Pinel, la tour de la Garde-Joyeuse. *Invent. des arch. de l'Isère*, introd., p. 86 ; — LA RIVOIRE DE LA BATIE. *Armorial*, p. 560.

(1) MONT-BOSANCIER, lisez Montboucher, près de Montélimar (Drôme).

bellan et grand maistre de France et gouverneur du Dauphiné (1), il commença de faire lad. reunion, en presence des officiers du prince d'Orange, et nonobstant l'appel qu'ils interjetterent de ces procedures, il ordonna que lad. principauté d'Orange releveroit du Dauphiné et que toutes les appellations qui seroient interjettées des sentences des officiers du prince d'Orange releveroient aussy par devant le parlement de Grenoble, et ensuite il commanda aud. huyssier de mettre les armes du Dauphiné sur les portes de la ville d'Orange. Il fist aussy prester serment de fidelité aux officiers dud. prince et publier a son de trompe lad. reunion par toutes les rues et carrefours de lad. ville, et comme il fust de retour il remit toute sa procedure a Jean Matheron, procureur general au parlement (2).

(1) Artus Gouffier, duc de Rouannois, pair et grand maître de France, comte d'Estampes et de Caravas, baron de Maulevrier et de Passavant, seigneur de Boisy, d'Oizon, de Bourg-Charente, et de Villedieu, chevalier de l'ordre du Roy et son chambellan, fut pourvu de la charge de gouverneur du Dauphiné par lettre du 17 septembre 1516. Il fit son testament, à Paris le 10 mars 1518. Le roi érigea en sa faveur la baronie de Rouanne et la seigneurie de Boisy en duché-pairie. M. Mermet a publié dans la *Revue du Dauphiné* (t. II, 114-22) le récit de la réception qui fut faite par les habitants de Vienne à Artus Gouffier, le lundi, 17 avril 1519; le gouverneur se rendait alors à Montpellier, avec l'espoir de rétablir sa santé. Arrivé dans cette dernière ville, il apporta quelques modifications à son testament le 3 mai de la même année et mourut peu de jours après (ANSELME, t. v, p. 609). Il fut remplacé dans sa charge de gouverneur du Dauphiné par son frère, Guillaume Gouffier, que le roi nomma par lettres du 27 septembre 1519. Guy Allard (*Bibliothèque hist. et litt. du Dauphiné*, t. I, p, 181) est dans l'erreur lorsqu'il affirme que son père lui succéda comme gouverneur du Dauphiné. ANSELME, t. v, p. 615 et t. VII, p. 880-1.

(2) Jean de Chalon, prince d'Orange, pour s'être allié au duc de Bourgogne contre Louis XI, en 1475, s'était vu dépouillé de sa principauté deux années plus tard, et Antoine Bessaud, député par le parlement de Grenoble en avait pris possession au nom du roi le 5 mai 1477. Louis XII rendit à ce prince tous ses états, le rétablissant dans une souveraineté absolument indépendante; mais François I^{er} ayant donné un édit pour la réunion au domaine de tous les fiefs que son prédécesseur avait aliénés, le parlement de Grenoble jugea que la principauté d'Orange était de ce nombre. Philibert de Chalon

Le roy François premier ayant commis M^e Falques d'Aurillac, seul president au parlement de Grenoble (1), et les sieurs de Bayard et de Clermont, conseillers aud. parlement, pour faire des remonstrances au clergé de Grenoble, d'Embrun, de Gap et St-Paul, pour fournir quelques sommes de deniers, afin de subvenir aux urgentes necessités des affaires de son royaume, led. Falques d'Aurillac etant tombé malade, fist substituer en sa place led. Bertrand Rabot pour aller faire les susd. remonstrances par la commission, que luy en donna le parlement le 2 may 1522, l'original de laquelle est entre les mains du sieur de Veycilieu.

En l'année 1529 et le 14 decembre, led. Bertrand Rabot obtint des lettres de survie et reserve de service dans l'office de conseiller du parlement de Grenoble pour Laurent son fils, en vertu desquelles lettres et reserve de service, qui furent données aud. Bertrand par le roy François premier, signées ROBERTET, ou il est fait mention des voyages, ambassades, et commissions de Jean et Bertrand Rabot, led. Laurent commença d'exercer lad. charge de conseiller, lesd. lettres ayant esté enterinées par led. parlement le 15 avril 1529, ainsy qu'il est exprimé fort au long dans le troisieme feuillet du livre vert, quy est dans les archives dud. parlement, en ces termes :

Anno nativitatis Domini 1529, die jovis 15 aprilis, in concilio stricto, quo erant domini Falco de Auriliaco, miles, præses, Reverendus Dominus Laurentius Allemandi episcopus Gratianopolitanus, Antonius Palmerii, Petrus Galliani, Guillelmus de Sancto-Marcelo, Aymarus Rivalii, Franciscus de Herbesio, Ennemondus Muleti et Valerius Tardivonis, delphinales consiliarii et auditores computorum (2), exhibitis et presentatis in insigni curia Parla-

eut beau protester, il ne put sauver l'indépendance de ses états ; il passa de dépit au service de Charles-Quint. CHORIER, t. II, p. 516.

(1) Jean Rabot, auteur de cette histoire généalogique de sa famille, donne plus loin beaucoup de détails sur la vie du président d'Aurillac.

(2) Laurent Alleman, évêque de Grenoble, fut nommé conseiller au parlement par lettres datées de Troyes, du 1^{er} septembre 1521. — Antoine Pal-

menti, pro parte domini Bertrandi Raboti delphinalis consilarii et Laurentii Raboti ejus filii, litteris regiis et delphinalibus doni officii dicti domini Bertrandi concessis ad utilitatem dicti domini Laurentii ejus filii, Curia præfata dictas litteras regias doni super officio consilarii dicti domini Raboti concessas dicto domino Laurentio Raboti ejus filio interinavit et interinat cum qualitatibus sequentibus, videlicet quod unum sit duntaxat officium et non duo, et quod ipso domino Bertrando patre existente in hac civitate vel suburbiis, jamdictus dominus Laurentius non intrabit concilium neque in aliquo loco exercebit actus consilarii, et vice versa, quando ipse dominus Laurentius intrabit concilium, dictus dominus Bertrandus pater actus consilarii intra civitatem exercere non possit aut valeat quovis modo et præfatus Laurentius Raboti sedebit in posteriori loco. Scriptum ex ordinatione Curie. Messonis.

Le mesme Bertrand Rabot fit une transaction avec François Rabot, son frere, pour la succession paternelle et maternelle, comm'aussy pour celle de Pierre et Antoine Rabot, leurs freres decedés, par laquelle il fut convenu qu'ils succederoient par esgalle part et portion, tant aux biens paternels et maternels qu'a ceux desd. Pierre et Antoine ; laquelle transaction fust receue par Rollini, notaire, le 13 decembre 1518.

mier, docteur en lois, chanoine et archidiacre de l'égl. cath. d'Embrun, chanoine et doyen de celle de Gap, chanoine de St-Paul de Lyon et de St-Maurice de Vienne, prieur de St-Marcel de Die, d'Oyen, de Chirens, de Trescléoux, nommé conseiller-clerc au parlement le 21 novembre 1492, testa le 16 août 1535 et mourut le 28 du même mois. Il fut enterré dans l'église de St-Hugues de Grenoble. (E. PILOT DE THOREY. *Les prieurés de l'ancien diocèse de Grenoble*, p. 400). — Pierre Gallien ou plutôt Jacques Gallien, nommé conseiller le 17 février 1515 (n. s. 1516). Il acheta le 28 septembre 1521 la terre de Chabons et en transmit le nom à ses descendants. — Guillaume de St-Marcel d'Avençon, nommé le 1^{er} septembre 1521. — Aymar Rival, nommé le 1^{er} septembre 1521. — François d'Herbeys et Ennemond Mulet, nommés le même jour. — Valentin Tardivon, nommé le 4 août 1524.

En suite de quoy, lesd. Bertrand et François firent partage de tous leursd. biens, par contract receu par Froment, le penultiesme de mars 1519.

Mais led. François Rabot estant decedé sans enfant et n'ayant point fait de testament, led. Bertrand, son frere, luy succeda avec ses autres freres et sœurs, et pour regler tous les differends, qu'ils pourroient avoir ensemble touchant ceste succession, Bertrand passa procuration a Laurent son fils aîné pour transiger avec ses oncles et tantes. Sur quoy intervint transaction, le quinziesme juillet 1536, receue par maistre Amaberti, par laquelle on donna pour sa part et portion aud. Bertrand, la maison de la Charine, sittuée au lieu d'Hupie, avec la somme de 60 livres, moyennant quoy, il renoncea a tout ce a quoy il pouvoit pretendre a ceste succession.

Enfin led. Bertrand fit son testament le 27 mars 1536, receu par Pierre Lambert, notaire de Chaste, fait en la ville de Grenoble, en la maison de la Tresorerie, en la chambre ou logeoit M^e Arthus Prunier, commis a la recepte generale du Dauphiné (1), present led. Arthus Prunier, et M^e Gabriel Le Normand, de Tours, son commis, comm'aussy M^e Charles de la Colom-

(1) Artus Prunier, fils de Jean Prunier et de Léonarde Fournier, d'une famille bourgeoise du Lyonnais, naquit vers 1506. Il servit quelque temps dans les armées en Italie, et vint ensuite s'établir en Dauphiné, où exerçant la charge de *commis à la recepte générale*, il épousa en 1537 Jeanne de la Colombière, fille de François de la Colombière, seigneur de Peyrins, trésorier et receveur général du Dauphiné. Ayant remplacé son beau-père dans la charge de trésorier et receveur général, il acquit une immense fortune et assura à sa famille un des premiers rangs dans la noblesse dauphinoise : il devint seigneur des terres de la Buissières, St-André-de-Rozans, Chapeverse, Presles, Agnières, Auberive, Bellecombe et la Cluse. Il laissa quatre enfants : Laurent, trésorier et receveur général du Dauphiné ; Artus, qui acquit d'Antoine de Clermont les terres de Virieu et de Lempis, fut premier président aux parlements de Provence et du Dauphiné et s'allia à la famille de Simiane (*Vie d'Artus Prunier de St-André... d'après le ms. inédit de N. Chorier, ... publié par ALFRED VELLOTT*) ; Madeleine, mariée en 1558 à Jean de Bellière ; Bonne, mariée en 1564 à Laurent Alleman de Laval.

bière (1), chanoine de St-André de Grenoble et abbé de Cloussonne, noble Pierre Bognio, de Clesve, au mandement de Montbounoud, oncle dud. testateur (2), noble Zaccarie Boulon et autres denommés, dans led. testament. Par ced. testament il veut que s'il meurt dans Grenoble, ou proche de la, qu'il soit enterré dans l'église de St-André de Grenoble, dans la tombe de ses predecesseurs, auprès l'autel de Sainte-Barbe, et pour ce il legue cinq florins d'or de pension annuelle aud. Chapitre de St-André, pour celebrer une messe haulte a perpetuité le jour de sa mort, et veut encore que dans neuf jours apres sa mort on dise mille messes basses a deux sols et chasque messe avec l'osfrande ordinaire du pain et du vin.

Et parce que messire Jean Rabot, pere du testateur, dans une commission qui luy avoit esté donnée par Sa Majesté avec plusieurs autres grands personnages, estant decedé le 27 juillet 1500 en la ville d'Avignon et enterré en l'église cathedrale de

(1) Cette famille de la Colombière était originaire de la Bourgogne. Aymar de la Colombière fut installé le 15 juillet 1506 comme trésorier du Dauphiné, en remplacement de Jean Briçonnet (archives de l'Isère, B, 3054). François de la Colombière, trésorier et receveur général du Dauphiné épousa en premières noces Marthe Gautier, dont il eut Jeanne, femme d'Artus Prunier, et en secondes noces, Marguerite de Beaulieu, qui lui donna Guigonne et Louise. Guigonne fut mariée à Gabriel de Morges, seigneur de La Motte, et Louise, à Balthazard de Bourchenu (G. VALLIER, *Note sur une médaille de François de la Colombière, trésorier et receveur général du Dauphiné*. Grenoble, 1872, in-8 ; — C^{te} DOUGLAS. *Vie de Soffrey de Calignon*, p. 414-8). Charles de la Colombière, chanoine de la collégiale de St-André, était sans doute frère de François : il possédait en 1555 le prieuré de St-Ange, près de Vif (E. PILOT DE THOREY. *Prieurés*, p. 251). Catherine de la Colombière était abbesse de Ste-Claire de Grenoble en 1547 (Archives de l'Isère, B, 3393). Jean de la Colombière, auditeur à la Chambre des Comptes de Grenoble en 1521, fut remplacé par son fils Antoine, en 1546 ; ce dernier eut pour fils Charles de la Colombière, qui accepta la même charge en 1564.

(2) BONNIOT, famille noble du Trièves, représentée alors par Pierre Bonniot et Antoine Bonniot, qui avait épousé Jeanne Brunel, fille de Vincent Brunel et de Jeanne de Gallien. Une branche de cette famille s'établit à Die et embrassa la Réforme (Archives de la Drôme, E, 1333).

Nostre-Dame de Dons en la grande chapelle, pres du grand autel, avoit fondé un anniversaire perpetuel dans lad. eglise, led. testateur en fonde encore trois autres, pour raison de quoy il legue a la mesme eglise deux cents florins d'or, et ordonne a ses heritiers de payer lad. somme et de faire porter en lad. chapelle une grande pierre large, de la pierre de Fontanil, sur laquelle seront gravés et inscrits les noms, qualités, emplois et armes dud. Jean Rabot.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(Voir les 67^e, 68^e, 69^e et 70^e livraisons).

CHAPITRE IV.

PRATIQUES ET INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE.

La bienfaisance charitable, que nous avons principalement en vue ici, est fille de la Religion catholique. Voilà pourquoi, après le chapitre relatif aux faits religieux et à l'état ecclésiastique du Vercors, nous passons immédiatement aux pratiques et institutions de bienfaisance et de charité de cette localité.

Nos pères du moyen-âge étaient au-dessus de l'état où des écrivains modernes, aveuglés par l'esprit de parti, les supposent. Avec des ressources physiques et médicales moins avancées que celles de nos jours, ils luttèrent contre les misères de leur temps d'une manière à peu près aussi efficace qu'on le fait aujourd'hui. Les ressources matérielles étaient sans doute moins grandes ; mais l'esprit chrétien, la charité trouvait dans ses généreux élans, pour soulager des frères en Jésus-Christ,

des moyens qu'un certain esprit moderne ne sait trouver et ne remplace guère.

Isolé, d'un chiffre de population relativement restreint, dépourvu de bourgs importants, le Vercors n'a pu être le théâtre d'autant de misères qu'en offrent d'autres lieux. Il serait donc inutile d'y chercher des institutions importantes de bienfaisance, qui, eussent-elles existé, resteraient facilement inconnues, faute de documents un peu complets pour l'époque antérieure au 17^e siècle.

Recueillons cependant ce que l'on peut trouver sur cet intéressant sujet.

Dès 1399, il y avait à la *Chapelle de Vercors* une *confrérie du Saint-Esprit*, laquelle possédait une maison située près de l'église du lieu (1). Cette *confrérie* était une institution essentiellement charitable. Elle avait ses revenus et ses chefs propres, et faisait le jour de sa fête, c'est-à-dire à la Pentecôte, une aumône générale à tous les pauvres qui se présentaient. C'est là, du moins, ce que pratiquaient les *confréries du Saint-Esprit* établies jadis dans d'autres localités du Dauphiné ; et nous en trouvons à Saint-Martin-le-Vinoux et à Grenoble vers 1444, à Montchenu en 1463, à Alixan en 1486 et en 1520, à Saint-Nazaire-en-Royans et à Saint-Lattier dès 1500, à Saint-Bonnet-de-Valclérieux de 1518 à 1732, à Saint-Marcel près Die en 1548, etc. (2)

L'été de 1508 se signala au Vercors par un fléau re-

(1) Arch. de la Drôme, fonds de St-Jean-en-R., orig. parch.

(2) Arch. cit., E, 317, 2129, 2131, 2229, 3496 ; — Docum. communiqué par M. l'abbé U. Chevalier ; — *Annuaire statist. de la Cour roy. de Grenoble pour 1841*, pp. 44-6, 52 et 75.

doutable. La peste sévit notamment dans les paroisses de Saint-Julien, Saint-Martin et la Chapelle. Aussi le conseil de la ville de Die, réuni le 25 septembre de lad. année, conclut-il que, vu cet état de choses, on ne laisserait entrer dans cette ville aucun habitant du Vercors, jusqu'à ce qu'il y eût lieu de revenir sur cette mesure (1). Que firent les autorités du Vercors pour atténuer les maux causés par le fléau ? Elles prirent probablement les mesures que nous avons vu prendre ailleurs en pareille circonstance. Mais comment trouver des renseignements là-dessus dans des archives locales dont il reste à peine quelques épaves pour les 17^e et 18^e siècles ?

Grâce à des protocoles de notaire du 16^e, nous sommes mieux renseignés sur la manière dont s'exerçait la charité privée à l'égard des pauvres. Ainsi, en 1550, Jean Abicel, de Saint-Martin-en-Vercors, après avoir, dans son testament, ordonné de convoquer « doze seigneurs prebtres chantans messe, *Exaudi* et aultres « divins offices, et aultant au bout du moys et an après « son trespas », et fait d'autres dispositions spirituelles du plus haut intérêt, n'oublia pas les pauvres. Voici l'article concernant ceux-ci : « Item plus, led. testateur a « donné et légué aux pauvres de Dieu, ascavoir vingt « sestiers blé froment mesure de Vercors, lesquelz a « voulu et ordonné led. testateur estre donnés et distribués « en pain ausd. pauvres, à la porte de sa maison d'habitation, au bout de l'an après le trespas d'icelluy dict

(1) Mairie de Die, délibérat. municipales.

« testateur, proveu toutesfoys que telle année ne vint
« infortune, ovalue ou stérillité de bledz aud. Vercors ;
« lequel cas advenantz, que Dieu ne veulhie, a volu et
« ordonné led. testateur que donent lesd. vingt sestiers
« blé froment au bout de l'autre an prochein suyvant. »
Cet homme pieux et charitable instituait d'ailleurs pour
héritières universelles sa femme et sa fille unique.

L'année d'après, Françoise Breytone, femme Algoud,
de Saint-Martin-en-Vercors, après avoir, par testament,
ordonné la convocation de « six seigneurs prebtres
« chantans messe, *Exaudi* et aultres divins offices, » à
sa sépulture, et fait diverses autres dispositions reli-
gieuses, pensa à son tour aux pauvres. Elle leur légua 6
sétiers de blé, à distribuer en pain à la porte de la mai-
son de son mari, 2 sétiers le jour de la sépulture, 2 au
bout du mois, et le reste au bout de l'an (1).

Une foule de dispositions semblables nous est offerte
par les testaments des années suivantes, jusqu'à la Ré-
volution. Il est très-rare qu'un testament, même de per-
sonne de petite condition et quel que soit le nombre
d'héritiers naturels qu'elle laisse, ne contienne pas un
legs pour les pauvres de Dieu. Sans faire injure à notre
siècle, qui a bien lui aussi ses bonnes âmes et où la
charité chrétienne brille souvent d'un vif éclat, nous
doutons fort que celle-ci ait conservé cette universalité.

Un autre genre de misère, la lèpre, affligea souvent
nos pères au moyen-âge. Ce mal étant incurable et con-
tagieux, on était réduit à confiner dans des demeures

(1) Minutes cit., protoc. Lamit, reg. coté n° 146, ff. lxxii-v et cxxxv-viii.

isolées ceux qui en étaient atteints ; et ceux-ci n'abordaient les personnes saines que transitoirement et avec beaucoup de précaution. Ces demeures isolées des villages et hameaux, mais quelquefois groupées entre elles quand le nombre des lépreux en exigeait plusieurs, ont laissé le nom de *maladière* ou *maladeyre* à presque tous les lieux où elles ont existé. Or, un acte du 28 juin 1569 nous montre sur la paroisse de Saint-Martin, au couchant du village, dans la direction du hameau des *Châteaux du Briac* (1), un « lieu dict *en la Malladeyre* et *en la Brierele* », et le « lieu dict *en la Peronoire* et « *en la Malladeyre* (2). » Il n'existait toutefois qu'un lieu dit *la Malladeyre* ; il joignait d'un côté *la Brierele* et de l'autre *la Peronoire*, et il avait au levant « le chemin « *dé Grates* », et au couchant « le chemin aussy des « *Chasteaulx* (3). » Jadis donc il y eut des lépreux au Vercors, et on en confina dans quelque maisonnette bâtie au lieu en question.

La principale et la plus constante ressource pour les pauvres de la contrée était dans *la 24^e de la dîme*.

D'après le Lévitique, la dixième partie, décime ou dîme des fruits de la terre devait être consacrée à Dieu et à ses lévites, qui ne pouvaient posséder autre chose. Dans les six premiers siècles du christianisme, on exhortait les fidèles à donner à l'Eglise la dixième partie de

(1) Ce nom vient de celui de *Chastel*, porté par plusieurs propriétaires de ce hameau au 16^e siècle, et du nom de *Briac*, porté par tout le quartier. Déjà en 1569, on trouvait *le curtilage des Chasteaulx du Bréas* (Minutes cit., protoc. J. Chalvet, reg. de 1569, f. cix-xiii.)

(1) Minutes cit., protoc. J. Chalvet, reg. de 1569, f. cix-xiii.

(3) Ibid.

leurs revenus : « Donnez votre bien aux pauvres, disait « saint Augustin, et offrez-en une partie aux ministres « de la nouvelle loi ; vous n'êtes pas obligés à la dîme « comme les Juifs, mais vous devez imiter Abraham, « qui la payait avant la loi. » En 525, le 2^e concile de Mâcon prescrit le paiement de la dîme, et les capitulaires de Charlemagne y contraignent. Depuis lors, la dîme fut payée, en France du moins, jusqu'en 1789.

Mais l'Eglise du vrai Dieu a toujours eu l'amour et le soin des pauvres. Dès les premiers siècles, encore pauvre elle-même, elle faisait déjà trois parts des offrandes qu'elle receuillait ; la première était pour l'entretien de ses ministres, la deuxième pour l'acquisition et l'entretien des édifices et des objets sacrés, la troisième pour les pauvres. Dans les siècles derniers, nous trouvons encore le revenu des bénéfices ecclésiastiques employé à cette triple destination, et la part des pauvres était la 24^e de ce revenu.

C'est ainsi qu'au Vercors la 24^e des pauvres était payée antérieurement à 1644, comme on le voit par les procès-verbaux de visite épiscopale de cette année, où on trouve les détails suivants. A Saint-Agnan cette 24^e était distribuée sans le curé ; mais l'évêque prescrivit qu'elle serait « distribuée sans support aux plus nécessaires, par celui qui » ferait « les fonctions curiales, « châtelain, consuls et quelques principaux habitants de « lad. paroisse. » A la Chapelle, il en était « deüß quelques areyrages, distribués par le curé seul ; » mais le prélat prescrivit comme à Saint-Agnan. A Saint-Julien elle était « distribuée par le curé, chastelain et consuls. »

A Saint-Martin, on ne payait « que 4 sestiers seigle » pour 24°; le prélat prescrivit comme à Saint-Agnan. Enfin, à Vassieux, où « on baillait six sestiers à la grand « mesure pour la 24°, distribuée sans le curé, » le prélat prescrivit comme à Saint-Agnan.

Les nombreux documents qui nous parlent dorénavant de cette redevance, constatent qu'elle fut payée d'une manière à peu près conforme à la prescription épiscopale. Celle-ci fut d'ailleurs renouvelée partout où il y eut lieu (1). La Révolution, en enlevant les revenus du clergé, enleva cette ressource aux pauvres.

Nous devons ici une mention spéciale et détaillée aux biens des pauvres de Saint-Julien-en-Vercors.

En suite d'une transaction du 2 juillet 1730, entre les administrateurs de cette commune et les héritiers de « Just Brunet, vivant travailleur dud. St-Jullien, » ces derniers étaient débiteurs aux pauvres du lieu d'une somme considérable. Le 13 décembre 1734, Jean Perret, fils à feu Barthélemy, agissant en son nom et en celui de Thérèse Perret, sa sœur, femme de Joseph Hermite, vendit « aux pauvres de la communauté de St-Jullien, » représentés par Pierre Bourgeon, marchand du lieu, et par Pierre Revol, consul, à ce députés par l'assemblée des habitants réunie la veille, « un domaine » que lesd. Perret possédaient dans la même commune, au hameau des Janins. Ce domaine consistait en « maison, grange, estable, prés, terres, bois et hermes, » et généralement tout ce que lesd. Perret possédaient à Saint-Julien. Le

(1) Arch. de la Drôme, *Visites de Die* ; — Minutes cit., *passim*.

prix total, de 499 livres, devait être retiré par Pérret des héritiers de Just Brunet sur plus forte somme due par ceux-ci aux pauvres. L'acte de vente fut passé à Saint-Julien, dans la maison curiale, et signé par Penin, prieur-curé du lieu.

Le 13 avril 1735, ce curé, François Jullien et Jean Rimey Piache, procureurs des pauvres, et Rosan consul, arrentent à Pierre Latard « les biens des pauvres, « tant ceux que Claude Bec tient en arrentement desd. « pauvres, que ceux qu'ils ont aquits de Jean Peret; » et ce pour 8 ans, à 48 livres de rente annuelle, payable entre les mains de Penin et des autres procureurs. Latard payera les tailles, mais en déduction de cette rente (1). Quant à Claude Bec, il avait pris à ferme « le domaine » desd. pauvres par bail à lui passé le 15 avril 1732 par les habitants de lad. communauté dans l'assemblée dud. jour. Il quitta ce « domaine » en avril 1735; ce qui nous explique une déclaration que lui firent le 24 avril 1737 le curé Penin, le consul Louis Rancou Guillon, Jean Rochas et François Jullien, procureurs des pauvres. Ceux-ci déclarent que Bec a « payé et distribué auxd. pauvres, pendant » ses 3 ans de ferme, la somme de 90 livres, « pour le prix de cette ferme pendant les 3 ans, à raison de 30 livres par an. »

Saint-Julien a heureusement conservé à travers les orages de la Révolution les immeubles de ses pauvres. Ils sont vendus depuis quelques années et forment de

(1) Minutes cit., protoc. Cl. Sagnol, reg. de 1732-5, ff. 4 et 48.

leur prix le principal fonds des 578 fr. de revenu annuel qu'a le bureau de bienfaisance de la localité. (1)

Passons à l'hôpital de Saint-Agnan, dont le principal fondateur fut Jean Odde de Bonniot.

Fils de « noble Cézard Odde de Bonniot, sieur de La Tour, » lequel était « conseigneur de la vallée de Vercors » et résidait à Saint-Agnan, en son château de La Tour, Jean Ode de Bonniot, sieur de Saint-Julien, figure comme légataire de son père dans le testament fait par ce dernier, le 4 janvier 1745, devant Ferlin, notaire du Vercors. Il en reçoit 5,000 livres, et, tant qu'il vivra non marié, « un appartement meublé dans le château de « La Tour, et du bois pour son chauffage (2). »

Le sieur de Saint-Julien était un homme profondément religieux et charitable. Il aimait particulièrement la société des ecclésiastiques. Aujourd'hui il serait certainement traité de clérical. Les registres de catholicité de plusieurs paroisses en portent à maints endroits la signature, à partir de 1746 (3). Pendant que ses frères prenaient rang dans l'armée et se lançaient dans les affaires, il vivait lui-même retiré et dans le célibat, et s'occupait d'œuvres de piété et de charité. Dès le 18 novembre 1749, on le voit disposer testamentairement de ses biens en faveur d'un hôpital à ériger à Saint-Agnan, et de manière à intéresser à cette œuvre deux personnes de

(1) Ibid., protoc. Rolland, reg. de 1736-7, f. 245 ; — Arch. de la mairie de St-Julien-en-V.

(2) Minutes cit., protoc. Ferlin, reg. de 1745, f. 1-2.

(3) Arch. de l'église de St-Martin-en-V., *reg. de cathol.*, 12 septembre 1746 et après ; — Mairie de St-Agnan, *reg. de cathol.*, passim.

l'endroit animées des mêmes sentiments que lui. Après ses dispositions spirituelles, et des legs insignifiants à deux jeunes filleules et à des membres de sa famille, il institue pour ses héritières universelles Marie Rolland veuve Faure, et Jeanne Rolland, sœurs, résidentes à Saint-Agnan, qui jouiront en commun de l'héritage, mais sans « divertir nul des capitaux. » Ceux-ci, après le décès de la dernière vivante, appartiendront « en plein à « l'hôpital qui va estre érigé » à Saint-Agnan « sous le « bon plaisir et avec les lettres patentes de Sa Majesté, « avec l'agrément et l'approbation de Mgr. l'illustrissime et reverendissime Evêque et comte de Dye, et, « au deffaut d'érection dud. hôpital, aux pauvres de lad. « paroisse de St-Agnan. Bien entendu que » lesd. héritières consommeront les revenus de l'hérédité « dans « led. hôpital, et non ailleurs (1). » Du reste, par testaments du même jour, lesd. sœurs, après des dispositions spirituelles et pieuses, et des legs insignifiants à quelques proches, se lèguent l'une à l'autre leur héritage, réversible après leur mort au sieur de Saint-Julien et, après celui-ci, aud. hôpital et aux pauvres. (2)

Ceux qui seraient curieux de connaître la fortune de M. de Saint-Julien, pourraient s'en faire quelque idée par un acte du 25 mai 1753, passé à Saint-Agnan, « dans la maison de l'hôpital, » en présence du prieur du lieu. Par cet acte, « noble Jean Ode de Bonniot de « La Tour, sieur de St-Julien, » résidant à St-Agnan,

(1) Minut. et protoc. cit., reg. de 1749-50, f. 171-3.

(2) Ibid., ff. 25-6 et 173-5.

baille à ferme à Jean-François Audrap le domaine que led. sieur de St-Julien possède à St-Agnan et « qu'il a
« acquis de M^e Jean-François de la Morte-Féline, pro-
« cureur à Die, » le 27 septembre 1750. Led. Audrap
l'a déjà tenu au même titre de M^e de la Morte et de M.
de St-Julien. Ce domaine consiste en bâtiments de mai-
son, grange, étables, jardin, prés, terres, etc., et est
affermé pour 8 ans, à 730 livres par an. (1)

L'hôpital est autorisé par lettres patentes de mai 1754, permettant « d'affecter pour partie des dotation et fon-
dation les maisons, enclos et domaines désignés dans
iceluy, (2) » et le 7 janvier 1755, M. de St-Julien, dé-
tenu de maladie corporelle, à St-Agnan, « dans la mai-
« son de l'hôpital, où il est allité, » et entouré de
plusieurs curés du Vercors, modifie son testament de
1749. Il lègue à Françoise Achard entretien et nourriture
sa vie durant ; mais celle-ci, en santé ou infirme, travail-
lera, si elle peut, au profit de Marie Rolland veuve
Faure, faite héritière universelle.

M. de St-Julien guérit, et eut la consolation de voir
le clergé de la localité s'intéresser tout-à-fait à l'hôpital.
Ainsi le 30 juin 1756, Pierre Sclafert de La Rodde,
prieur-curé de St-Agnan, après quelques dispositions
spirituelles et le legs de ses droits légitimes paternels à
« dame Anne de Brunerie, sa mère, et à noble François

(1) Ibid., reg. de 1752-3, f. 69-70, et protoc. Rochas, 1^{er} reg. f. 45-8.

(2) Minutes cit., protoc. Rochas, 1^{er} reg. ff. 45-51 ; — LACROIX, *Invent.
des arch. de la Drôme*, C, 182.

L'enregistrement et l'exécution de ces lettres patentes furent ordonnées par
arrêt du parlement de Grenoble, le 19 juillet 1755. (Ibid.)

« Sclafert de La Rodde, son frère, » fait son héritier universel pour tout le reste « l'hôpital dud. St-Agnan, « pour être la susd. hérédité recueillie et régie par les « directeurs dud. hôpital. (1) »

Avec tous ces testaments, l'hôpital restait sans ressources jusqu'à la mort des testateurs et même des légataires d'usufruit. M. de Saint-Julien et Marie Rolland prirent à cet égard les mesures que voici. Par donation entre-vifs du 18 novembre 1756, celui-là cède à l'hôpital et aux pauvres tous ses biens meubles et immeubles, principalement le « domaine par luy acquis de M. de la « Morte, » à condition : « qu'il sera un des administra-
« teurs né dud. hôpital ; » qu'il pourra y habiter pendant sa vie, conformément à l'article 6 des lettres patentes ; qu'il y emploiera les fruits de ce domaine au profit des pauvres sans obligation de rendre compte ; que « Jean « Bellier masson, qui est actuellement dans led. hôpital, « qui est bienfacteur d'icelluy, soit par ses travaux, soit « par ses libéralités, continuera d'y être nourry et entretenue, » en y travaillant de son pouvoir ; que, immédiatement après le décès dud. sieur de Saint-Julien, il sera célébré 9 « messes de *Requiem* pour le repos de « son âme ; qu'il sera recommandé tous les jours aux « prières particullières de la maison, et qu'il sera dit toutes les années une messe de *Requiem*, aussy pour le « repos de son âme ; » qu'on fera les mêmes prières et dira autant de messes pour led. Bellier ; que M. de Saint-Julien se réserve la faculté de disposer de la som-

(1) Minutes cit., protoc. Ferlin de 1755-6.

me de 300 l. en dernière volonté ; que l'hôpital payera 7,000 liv. encore dues à M. de la Morte pour reste du prix de l'immeuble, et qu'en attendant on prélèvera 350 liv. par an sur les revenus de l'hôpital pour les intérêts ; « que dans le cas auquel l'hôpital payeroist le capital, il « prélève aussy » 350 « liv., pour être administrés par « le Bureau ainsi qu'il apartiendra. Et Mgr. l'illustriss. « et Reverendiss. Gasp.-Alexis de Plan des Augiers, « Evêque et compte de Dye, premier directeur né dud. « hôpital, ayant été averty de lad. donation et ayant ouï « lecture de tout ce que dessus, au nom des pauvres et « dud. hôpital, a accepté » la donation sous lesd. conditions et réserves. M. de St-Julien déclare que les biens donnés n'excèdent pas la valeur de 14,000 livres, savoir : les immeubles, 11,000, et les meubles, 3,000. L'acte, reçu Rochas, et passé à Saint-Agnan, est signé de la main de M. de St-Julien et de celle de l'évêque.

Quant à Marie Rolland, veuve Faure, par donation entre-vifs du même jour, passée au même lieu, et également acceptée et signée par l'évêque, « indépendemment « des libéralités qu'elle a déjà faites aux pauvres dud. « hôpital, elle leur donne » irrévocablement tous ses biens « et principalement l'enclos qu'elle possède, scitué « près de l'église de St-Agnan, contenant environ » 150 « toises, et dans lequel est construit le bâtiment dud. hôpital. » Elle y met les charges et réserves suivantes : 1° conformément à l'art. 12 desd. lettres patentes, elle pourra rester sa vie durant, à l'hôpital, « continuant « d'y avoir soin de l'administration intérieure de lad. maison ; » 2° elle y sera nourrie comme elle l'a été précédemment ; » 3° Louise Malsang, sa mère, y sera éga-

lement nourrie sa vie durant, comme auparavant, en travaillant au service des pauvres ; 4° sitôt après le décès de lad. Rolland, il sera célébré 9 messes de *Requiem* pour le repos de son âme ; 5° on dira à la même intention une messe par an à perpétuité, et « on la recommandera chaque jour à perpétuité aux prières particulières de la maison ; 6° la donatrice pourra disposer de 100 livres en dernière volonté. (1)

Le 28 novembre 1761, Pierre-Joseph de Lacour, prieur-curé de Saint-Agnan, après des dispositions testamentaires pour sa sépulture, et quelques legs pieux, pour messes et en faveur de ses proches, « institue pour son héritier général et universel l'hôpital dud. Saint-Agnan, par les mains duquel et de ses régisseurs ou directeurs il veut que son héritage soit recueilli et les dettes, charges et legs particuliers payés. L'hôpital demeure chargé « de faire prier Dieu tous les jours annuellement et perpétuellement dans la maison pour le repos de l'âme dud. » s' testateur, et « de donner à quatre pauvres, dont deux de ceux qui sont dans l'hôpital, et deux de ceux de la paroisse dud. St-Agnan, au chacun une aune et demy de drap de pays, lesquels pauvres assisteront avec ce à l'enterrement » dud. curé. (2)

De Lacour décéda à Saint Agnan le 21 avril 1763, et l'hôpital fut invité à recueillir son héritage. Mais, de crainte « que l'hérédité ne fut plus honnête aud. hô-

(1) Minutes cit.. protoc. Rochas, 1^{er} reg. ff. 45-51 ; — LACROIX, *Invent.* cit., B. 625.

(2) Ibid.. protoc. Ferlin, rég. de 1761-2, f. 106-8.

pital que profitable, » on fit un inventaire, à la diligence de Jean Ode de Bonniot de St-Julien, recteur et syndic dud. hôpital, « député du Bureau des pauvres du » même « hôpital. par délibération du 16 juillet 1763 ; et tous les intéressés furent invités à se présenter. (1) Enfin, l'hôpital, accepta l'héritage, car on voit ce même recteur plaider, la même année, contre les parents de « Delacour (2) », et passer quittance, le 26 mai 1773, à Jean Caillet, de 859 liv. 10 sols dues à « feu M^e Lacour » en vertu d'une continuation de rente du 15 décembre 1755. (3)

Après un acte du 10 novembre 1762, où Marie Rolland fut présente et se signa : *Rolland, directrice de l'hôpital*, nous ne trouvons plus cette fondatrice de notre établissement ; mais M. de Saint-Julien, outre les actes que nous venons de citer, figure encore fréquemment dans les affaires de l'hôpital, à titre de recteur, de syndic, d'administrateur. Ainsi, le 19 janvier 1765, afin de « s'acquitter de la somme de 462 livres, qu'il avoit emprunté de Marie Pourroy » dès le 28 avril 1755 pour faire un paiement à M. de la Morte-Félines sur ce que l'hôpital lui devait pour le domaine des Berts, il cède à cette dame 462 liv. à prendre sur ce que le fermier de ce domaine, Audrap, doit à cet hôpital. (4)

Avec des demandes en décharge et mutations, présentées vers ces temps par les directeurs de l'hôpital de

(1) Ibid., cahier orig. à part.

(2) LACROIX, *Invent. cit.*, B, 1277.

(3) Minutes cit., protoc. Rochas, 5^e reg., f. 11-2.

(4) Ibid., protoc. Ferlin de 1765-70, f. 4.

Saint-Agnan, on a un état des revenus de ce dernier établissement de la fin de 1775, (1) année où Jean Cuchet, docteur-médecin de Grenoble lui vendait, le 9 mai, un ouvrage de pharmacutique médicale, qu'on conserve encore. Puis, on retrouve « noble Jean Oddoz de « Bonniot, sieur de St-Jullien, résidant au bourg St-Agnan, » et agissant « en qualité de directeur et maître « des fruits pendant sa vie des biens de l'hôpital dud. « St-Agnan, » dans un acte reçu, le 26 juillet 1778, par Accarias fils, notaire à Mens, et commissaire à terriers. Par cet acte, M. de St-Julien reconnaît que led. hôpital tient « du fief et directe seigneurie de messieurs les co-seigneurs de Vercors : » 1° un bâtiment de maison avec écurie, four, jardin, curtilage et terre à St-Agnan, d'environ 6 quartelées, autrefois pré dit *de la font*, sous la cense de 1 quarte et 1/2 coup seigle, 6 quartes 2 coups 1/3 avoine, et 1 sol 2 deniers ; 2° un pré *en la Combe*, d'environ demi faucheur, sous la cense de 1 coup seigle, 1 coup 1/4 avoine, et 1 « pitte » ; 3° sa part de la scie *des Berts*, qui est 1/3, « sous la cense de 4 planches à la verge et 1/3 « de cluis » ; 4° une terre *aux Faures*, dite *le petit-champ*, d'environ 1 *quartallée*, « sous la cense égallée de 1 denier 2/3 et 1 denier de plait » ; 5° terre « de delai l'aigue », d'environ 1 sétérée, sous la cense d'1 obole ; 6° terre *au serre Lioutard*, sous la cense d'1 obole ; 7° un tènement de maison, granges, écuries, jardin, terres et prés *aux Berts*, appelés *pra valon*, *las Condamines*, *Laversanne*, *champ Devant* et *champ de*

(1) LACROIX, *Invent. cit.*, C, 182 et 295.

Caillet, d'environ 50 sétérées, sous la cense de 1 quarte 3 coups $\frac{3}{4}$ froment, 5 quartaux 6 coups $\frac{1}{3}$ $\frac{1}{12}$ seigle, 1 quartal 4 coups $\frac{1}{3}$ $\frac{1}{12}$ avoine, 1 geline $\frac{1}{3}$, 3 sols 6 den. 3 pittes, et 1 sol. 2 den. $\frac{1}{2}$ de plait; 8° terre au *Tioulle*; 9° terres à la *Condamine*; 10° 2 près au *grand-pré*; 11° terre au *Phai*: 13° pré à las *Narses*; 14° terre dite le *petit champ de Revoux*; 15° près à *Corréard*, du *Roche*, du *Pibos* et la *Travoyseire*. (1)

M. de Saint-Julien vécut encore quelques années. Quant à l'hôpital, ayant subsisté à peu près sain et sauf au milieu des orages révolutionnaires, il fut, dès le rétablissement de l'ordre, administré comme les autres établissements du même genre, et possédait en 1834 un revenu de 1185 fr. 24 centimes. En 1875, ce revenu s'élevait à 2667 fr., et provenait principalement de son domaine des Berts. Depuis lors, M^{me} Rolland a laissé à l'établissement une somme de 10,000 fr. dont l'hôpital jouit présentement et qui, mis en rentes sur l'Etat, en ont élevé le revenu annuel à 3116 fr. Ajoutons que celui-ci, faute de malades dans la maison hospitalière ordinairement vide, est facilement absorbé par les indigents et malades de la localité.

Le bureau de bienfaisance de la Chapelle a 396 fr. de revenu annuel. Celui de Vassieux n'a que 222 fr.

Celui de Saint-Martin-en-Vercors, fonctionnait dès 1824, et, grâce à plusieurs dons généreux, il a déjà quelque importance. Ses principaux bienfaiteurs sont Joseph Guillot, pour une rente annuelle de 200 fr. léguée

(1) *Terrier de St-Agnan* de 1778, aux arch. de la mairie de St-Agnan.

le 8 juillet 1808 ; André-François Borel, pour 1,200 fr. légués en 1814 ; Marie Rey, épouse Bellier, pour la rente annuelle d'un hectol. $1/2$ de blé, léguée en 1817 ; Honoré Eymard, pour 30 hectol. blé méteil, légués en 1821 ; Claire Blanc, épouse Audra, pour rente annuelle rachetable de 25 fr., et pour 30 hectol. de blé, légués en 1834 ; Marie Lattard, veuve Bourjon, pour 6 hectol. de blé seigle, légués en 1841 ; Joseph Bourne et Christine Vincent, pour 20 hectol. de blé, légués en 1842 ; Benjamin Eymard, curé de Saint-Julien-en-Vercors, pour 500 fr., légués en 1849 ; Joseph Algoud et Marie-Anne Bec, pour rente annuelle de 132 fr. léguée en 1853 et 1858. Son revenu annuel est de 497 fr.

Ajoutons à cela des sociétés de secours mutuel. Deux, du moins, nous sont connues : une à Saint-Julien, qui fonctionne depuis déjà de longues années, et avantageusement ; une autre à la Chapelle, établie depuis 5 ans.

(A continuer.)

L'ABBÉ FILLET.



MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE DE LOULLE

DE ROMANS

(*Suite et fin*). — Voir les 63^e, 64^e, 65^e et 69^e livraisons.

François de Loulle, d'abord cornette en la compagnie de Brissac, par brevet du 15 août 1695, puis capitaine-commandant au régiment de dragons de Baillarbe, mourut à Soissons, âgé de 34 ans, 24 heures avant Jean-Augustin, son père, décédé à 70 ans, le 2 mai 1712, après avoir été institué son héritier universel avec substitution en faveur de Philippe; de la sorte ce dernier fut appelé à recueillir les biens de la famille.

Comme il se trouvait encore mineur, cela donna lieu à diverses formalités et à de nombreuses difficultés avec le fisc.

Ainsi, dans une première assemblée de famille composée de nobles Amédée du Vivier, seigneur de Lentiol, de Jean-Baptiste et Pierre de Jacquemet St-Georges, de Pierre de Poterlat-St-Ange, cousins germains paternels; de Pierre Gondoin, maître en la Chambre des Comptes et de Georges de Chapponay, cousins maternels; de sieurs Antoine Brenier, juge royal et ducal, et de Gitton, procureur, cousins aux 3^e et 4^e degrés, Hélène de Loulle, veuve du Collet d'Anglefort, sa tante, fut nommée sa tutrice et dut faire inventorier ses biens, en présence de MM. du Vivier et Brenier, assistés

de Jean de Bona, chanoine, curateur à conseil de Claudine et Hélène de Loulle, aussi mineures.

L'inventaire dura du 2 au 14 juin et forme un cahier in-4° de 76 feuillets comprenant 1183 n° tant pour les objets mobiliers de la maison de Romans, des domaines des Bernardins sur Montelier, de la Miettonière et de la Verrerie sur Montmiral, des Oulettes à St-Bardoux et du château de Reculais, que pour les pièces d'argenterie, les bijoux, les armes, les livres et manuscrits et titres de propriété et papiers de famille (1).

Une seconde assemblée de parents se tint le 7 avril 1714 et Philippe y désigna Joseph-Emmanuel Monier, avocat, pour son curateur à conseil.

Le 9 juin 1722, il transigeait avec sa sœur Claudine pour la succession de leurs père et mère, conformément à leurs dispositions testamentaires réciproques du 22 août 1689 et au testament de leur père du 29 avril 1712. La masse des biens à partager arrivait à 86,666 livres 18 sols, mais, défalcation faite des dettes, Claudine ne reçut que 6,874 livres, plus 3,000 d'un legs de sa mère et 1,491 provenues de l'héritage de M^{me} du Collet, sa tante, décédée le 26 janvier 1725, après avoir élu sa sépulture soit dans la chapelle de l'Annonciation à St-Barnard de Romans, soit dans celle de Ste-Hélène aux Jacobins de Die, et assuré une pension viagère de 9 livres à ses nièces de Loulle, dont deux étaient religieuses Ursulines à Romans, deux à Valence et une à Crest, et institué Philippe, son neveu, pour son héritier universel.

Ce Philippe avait commencé ses études de droit en 1719 à l'université de Valence ; mais sa faible santé l'obligea à

(1) Ces titres et papiers formaient 268 liasses

les interrompre souvent jusqu'en 1722. D'après un certificat signé Jean Mottet, professeur, il obtint en 1725, par bénéfice d'âge, les grades de bachelier et de licencié en l'un et l'autre droits et fut reçu avocat, après paiement de 75 livres de droits et de 7 livres 1/2 de redevance à la chapelle du Parlement, comme l'établit une quittance du syndic des Frères-Mineurs de la Madeleine, à Grenoble.

L'année suivante, des lettres du Roi du 17 janvier (M. Pilot dit du 7), le nommaient en remplacement de François de Vachon, décédé, conseiller au parlement de Dauphiné; il fut reçu le 19 février et, après 22 ans d'exercice, obtint le titre de conseiller honoraire, le 14 juin 1748.

Philippe de Loulle épousa le 2 août 1727, Anne Bonnot, fille de Gabriel, secrétaire en la chancellerie du parlement de Grenoble, décédé en 1726, et de Catherine de la Coste. Elle lui apportait en dot 40,000 livres, dont 10,000 payables le jour de la cérémonie nuptiale « devant notre sainte mère l'Eglise, » d'après les conventions du 31 juillet précédent converties en contrat le 29 avril 1728, et 30,000 dans l'espace de 7 ans, avec intérêts, et, outre cela, une pension de 1,000 livres stipulée dans le testament de son père du 10 septembre 1726, plus l'entretien chez sa mère durant 3 ans, 5,000 livres bagues et joyaux et 4,000 livres qu'elle se réservait.

Jean de Mably et François Bonnot, ses frères, s'étaient rendus garants des clauses du contrat.

Philippe de Loulle augmenta encore sa fortune au moyen d'héritages particuliers, car son cousin Laurent Gitton, fils d'autre Laurent, le 4 avril 1739, lui faisait donation entre-vifs de tous ses biens. Le donateur n'ayant pas eu d'enfants de Marie de Chambrier, son épouse, celle-ci lui intenta, en 1719, une action en annulation de mariage pour cause d'impuissance, et l'un des conjoints voulant porter

l'affaire devant l'officialité de Grenoble, tandis que l'autre réclamait celle de Vienne, elle n'eut probablement pas de suites. La division n'en subsista pas moins entre les époux.

De son côté, Claudine Bernard, mère de ce Gitton, testait le 12 septembre 1738 en faveur du même Philippe de Loulle et confirmait sa volonté par codicille du 23 août 1745.

Enfin, Madeleine du Vivier, veuve en secondes noces de Pierre Duchon, conseiller en la Chambre des Comptes de Grenoble et tante du même Philippe, l'instituait à son tour, le 11 septembre 1740, son héritier universel. (1) La testatrice eut à soutenir de longs et interminables procès pour n'avoir accepté que bénéficiairement l'héritage de son premier mari et pour obtenir la restitution des 37,000 livres de sa dot des héritiers naturels de Pierre Duchon, mort intestat. Les procédures commencées par elle en 1694, et continuées par Philippe de Loulle et Bruno-Gabriel, son fils ne se terminèrent que vers 1767 et forment un dossier volumineux de 24 cahiers.

Anne Bonnot, décédée le 16 mai 1740, après avoir fait son testament le 4 du même mois, avait donné à Philippe de Loulle cinq fils et cinq filles :

1° *Bruno-Gabriel*, né le 29 août 1728 et tenu sur les

(1) Elle léguait à son neveu François du Vivier, seigneur de Lentiol, capitaine au régiment de Royal-Vaisseaux un tiers de ce que celui-ci lui devait comme héritier d'Amédée du Vivier, son père ; à sa sœur, religieuse à St-Just, de Romans, une pension de 100 livres, reversible à sa mort sur la tête de ses petites-nièces Madeleine et Justine de Chapponay, religieuses au même couvent, et 4,000 livres à Jeanne-Madeleine de Loulle, sa petite-nièce et filleule, payables à l'époque du mariage de la légataire.

fonts sacrés par Bruno du Vivier, brigadier des armées du Roi et lieutenant pour S. M. à Besançon, représenté par Gabriel Bonnot de Condillac, et par Catherine de La Coste, sa grand'mère;

2° *Jeanne-Madeleine*, née le 11 octobre 1729, ayant eu pour parrain et marraine Jean Bonnot de Mably, écuyer, prévôt-général du Lyonnais, Forez et Beaujolais, et Madeleine du Vivier, veuve Duchon, et qui se fit religieuse aux Ursulines de Romans, en 1746 ;

3° *François-Philippe-Victor*, mort clerc tonsuré en 1739, à l'âge de 9 ans, et présenté au baptême par François Bonnot de St-Marcellin et Claudine de Loulle ;

4° *Marie-Elizabeth-Thérèse*, née le 2 janvier 1732, religieuse visitandine à Romans en 1750, qui avait eu pour parrain et marraine Gabriel Bonnot, clerc tonsuré et Antoinette de Mitautier, épouse de N. Le Clet de Trésan ;

5° *Charles-Gabriel*, né le 4 mars 1733, tenu au baptême par Gabriel du Mottet, conseiller au Parlement, seigneur de Chichilianne et St-Barthélemy et Antoinette-Charlotte du Vivier, femme de N. Le Clet, seigneur d'Eybens ;

6° *François-Antoine*, né le 25 février 1734, et présenté au baptême par François de La Coste-Maucune et Antoinette Chol, épouse de Jean Bonnot de Mably, prévôt-général ;

7° *Jean-Ennemond-Barthélemy*, né le 24 août 1735, ayant eu pour parrain et marraine N. de La Coste, seigneur de St-Nizier, conseiller au Parlement et Jeanne Jomaron, femme de N. Pelicier, maître en la Chambre des Comptes ;

8° *Jeanne-Françoise*, née le 1^{er} septembre 1736, tenue sur les fonts sacrés par Jacques de Viennois, capitaine au régiment de la Couronne et Jeanne-Françoise de Pourroy, épouse de M. de Montalban ;

9° *Claudine-Catherine*, née le 9 novembre 1737 et décédée en 1750, à 13 ans, au couvent des Ursulines ;

10° Enfin *Marie-Anne*, née le 6 décembre 1738, présentée au baptême par Claude Place, de Briançon et Marie Bonnot, veuve du médecin Travail, de Grenoble.

Nous croyons pouvoir rapporter à Bruno-Gabriel la guérison quasi miraculeuse dont parle le registre des baptêmes, mariages et sépultures de Arthemonay en ces termes :

« 1736. Permission à M. Desfonds, curé, de bénir la chapelle de St-Jean-François Régis, que M. de Loulle avait fait bâtir dans la nef de l'Eglise d'Arthemonay, à cause de la guérison de son fils, privé de la vue depuis longtemps. M. Desfonds, natif de La Louvesc, avait apporté dans sa paroisse les reliques du saint. (1)»

Philippe de Loulle par testament olographe du 1^{er} octobre 1753, élit sa sépulture à St-Barnard, dans la chapelle de l'Annonciation, en face de celle de la maison de Salle, attribuant 100 livres aux Cordeliers, Recollets et Capucins, pour messes à son intention, à 10 sols l'une, léguant à ses trois fils : Charles-Gabriel, François-Antoine et Jean-Ennemond-Barthélemy, et à sa fille Marie-Anne, leur part légitimaire, une pension viagère de 70 livres à Jeanne-Madeleine (St-Ferréol) et à Jeanne-Françoise (St-Régis), religieuses professes à Romans et à Marie-Elizabeth-Thérèse (Ste-Julie), religieuse visitandine en la même ville, instituant héritier universel son fils aîné, Bruno-Gabriel, prévôt de l'église collégiale de Crest.

Au cas où Jean-Ennemond-Barthélemy, héritier de sa

(1) Ce Bruno-Gabriel, d'après les traditions de famille et le portrait qui reste de lui, était demeuré privé de l'œil droit.

tante Claudine, viendrait à mourir avant Bruno-Gabriel, le testateur donnait à ce dernier la succession de ladite Claudine et révoquait un testament antérieur du 31 octobre 1739.

Philippe mourut le 9 mars 1754 et le nouvel inventaire du mobilier de la famille, dressé alors, forme 3 gros cahiers renfermant 480 articles.

Jean-Ennemond-Barthélemy de Loulle, âgé de 10 ans en 1745, après avoir reçu une commission de lieutenant en second au régiment de Tournaisis, fit convoquer un conseil de famille, le 23 mai pour l'autoriser à entrer au service, et nobles François Bonnot de St-Marcellin, Amédée-François du Vivier de Lentiol, Ferdinand-Bruno de Fay-Solignac, Jean Monier de Bellebat, maître aux Comptes et Charles Gondoin du Combroy, lieutenant-colonel, accueillirent favorablement sa demande.

On le trouve plus tard en la même qualité au régiment de Champagne sous le comte de Froulay, et en 1752, capitaine au régiment de Tournaisis, où il était rentré le 9 mai de la même année.

Il vendit à son frère aîné, Bruno-Gabriel, le 22 mars 1762, tous ses droits patrimoniaux ainsi que la succession de Claudine, sa tante, décédée le 6 juin 1747, pour 20,000 livres, et mourut à Paris le 26 avril 1793, ayant testé, le 4 du même mois en faveur de Marie-Madeleine Morange, veuve Meunier, à laquelle il laissa, indépendamment de ses meubles de Paris et de Romainville, ce qui lui était redû sur sa pension militaire et 6,000 livres sur les successions de ses oncles, les abbés de Mably et de Condillac, pour payer ses domestiques et les frais de sa dernière maladie.

Bruno-Gabriel et François-Antoine, ses frères reçurent, par le même acte, tout ce qui pouvait appartenir au testateur dans la province de Dauphiné et dans les successions Mably et Condillac.

C'est ce Jean-Ennemond-Barthélemy qui renseigna ses frères et Bonnot de Mably, leur cousin-germain, par de fréquentes lettres, sur les péripéties du procès engagé entre eux et Jeanne-Antoinette de Bonnot, femme séparée de biens de Jean-Pierre-Marie de Métrat de Rouville, seigneur de Sainte-Foix, au sujet de la succession de l'abbé de Condillac, leur oncle, décédé *ab intestat* en 1780, après avoir donné à M^{me} de Sainte-Foix 63,000 livres pour l'acquisition des terre et château de Flux près Beaugency.

Bruno-Gabriel, dit l'abbé de Loulle, prévôt de la collégiale de Crest et grand-vicaire de Die, avait été institué héritier en 1753 par Philippe, son père, et le 28 novembre 1772, il remplaçait Jean Monier (de Bellebat) en la Chambre des Comptes de Grenoble, en qualité de conseiller maître. Il paya à cette occasion 2,123 livres 14 sols de provisions et 745 livres 6 sols de gages.

Indépendamment de nombreux procès soutenus contre les membres du chapitre de Crest, il eut aussi des difficultés avec les cohéritiers du conseiller Duchon. Ayant persuadé à M^{me} Monier, mère de l'ancien conseiller, de constituer une dot de 46,000 livres à l'une de ses nièces, Henriette de La Coste, fille de Jean de La Coste du Vivier, pour la marier avec son frère François-Antoine de Loulle, auquel il promettait 100,000 livres payables en 9 ans, il finit par révolter cette dame à force d'exigences et, bien que le contrat eût été dressé, le mariage projeté n'eut pas lieu.

De plus, une transaction du 10 avril 1786, termina toutes les difficultés pendantes au sujet du prix de sa charge, entre lui et le marquis de Quiqueran-Beaujeu, procureur fondé de Jeanne de La Coste, héritière de M^{me} Monier : le prévôt de Loulle dut alors payer 19,000 livres, tous frais liquidés.

Un mémoire imprimé contemporain le montre encore dans l'affaire de Madeleine-Catherine Monier, fille unique de Jean, conseiller en la Chambre des Comptes et de Marguerite-Catherine de La Coste, entrée chez les Ursulines de Chabeuil à l'âge de 14 ou 15 ans.

Elle y avait même prononcé ses vœux en 1750 et en était sortie après plus de 25 ans de profession ; mais un décret de prise de corps ayant été lancé contre elle par l'officialité diocésaine, un procès s'ensuivit et eut du retentissement.

Le prévôt de Loulle mourut en avril 1793, laissant à François-Antoine, le seul de ses frères alors vivant, toute sa fortune à l'exception de 5000 livres et d'une pension viagère de 500 livres à Marie-Anne, sa sœur, ex-religieuse ursuline.

François-Antoine de Loulle, dit de Mantillery, du nom de son arrière grand'mère, avait été pourvu en 1761 d'une charge de conseiller au parlement de Grenoble, en remplacement de M. de Chaléon, auquel il servait une pension viagère de 1,200 livres, (1) bien que les gages de l'office ne s'élevassent qu'à 900 livres.

C'est en raison de ces fonctions que le 27 décembre 1763, le Roi lui enjoignit, par lettres missives de se rendre à Fontainebleau dans les 24 heures, ensuite, le 15 avril 1767, de rester en séance, sans désenparer, pour lecture, publication et enregistrement de l'arrêt du Conseil et des lettres patentes ordonnant radiation des délibérations du Parlement, et enfin, par lettre de cachet du 24 septembre 1788 de se trouver le 12 octobre à Grenoble où les volontés royales lui seraient communiquées.

(1) M. Pilot dit : en remplacement de Jean-Baptiste de Chaléon, décédé.

Sa charge fut supprimée par édit d'octobre 1771 et la liquidation fixée par arrêt du Conseil du 11 avril 1772 à 27,000 livres. Cependant il figure dans la liste des conseillers laïques maintenus alors et dans celle des anciens conseillers réintégrés dans leurs fonctions par ordonnance du 10 avril 1775. (1)

Héritier de son frère aîné Bruno-Gabriel, en 1793, (2) des domaines de Reculais et d'Arthemonay, ainsi que de celui des Bernardins à Montelier, il vendit cette dernière propriété, en 1800, à François Vernet pour 110,000 livres, dont 10,000 payables comptants et le surplus en une rente viagère de 10,000 livres.

Après avoir été fiancé, comme on l'a vu à M^{lle} Henriette, de La Coste, il épousa le 9 novembre 1801, Marie-Victoire Allier, dotée de 25,000 livres, lors de son premier mariage le... octobre 1790 avec Jean-Baptiste d'Abzac, capitaine d'infanterie, mort victime de la révolution.

Comme il ne naquit point d'enfants de cette union, le dernier de Loulle disposa de ses biens, par un testament mystique, dont le laconisme contraste avec la solennité des actes de dernières volontés de ses prédécesseurs ; aussi le publions nous à titre de témoignage manifeste du changement opéré dans nos mœurs, depuis 1789.

« Au nom du Père, du Fils et du St-Esprit, je François-Antoine de Loulle, sain de corps et d'esprit j'ai fait
« et écrit mon testament en entier aujourd'hui 18 janvier

(1) *Inventaire somm. des archives de l'Isère*, T. II, introd.

(2) Il recueillit aussi les biens de François Bonnot de St-Marcelin (le cadet des quatre frères Bonnot), maire et premier consul de Romans qui, par testament du 8 juin 1785, après avoir perdu sa fille unique, l'institua son héritier universel.

« 1807. Je nomme et institue pour mon héritière universelle Marie-Victoire Allier, mon épouse et m'en rapporte entièrement à elle pour les prières et les messes qu'elle fera dire pour le repos de mon âme, à Romans le 18 janvier 1807. De Loulle. »

Il mourut le 18 novembre 1817 ; sa veuve et héritière lui survécut jusque vers 1846, laissant ses biens aux deux filles qu'elle avait eues de son mariage avec M. d'Abzac : Rose-Louise-Charlotte-Adeline, née en 1792, et unie en 1818 à Maxime de Chevalier de Sinard, et Julie-Victoire-Hortense, épouse par contrat du 1^{er} décembre 1810, de Ferdinand-Camille du Vivier de Veauunes, ancien chef de bataillon et maire de Romans en 1814.

C'est ainsi que les biens de la famille de Loulle ont passé dans celle de Sinard.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE

DE LA FAMILLE DE LOULLE

I. — Pierre I^{er} dit le Vieux, de Dieulefit, marié avec Anne Arnoux a 6 enfants : 1^o Arnoux, qui suit ; 2^o Catherine, femme d'Antoine Maurel, de Châteauneuf-de-Mazenc ; 3^o Marguerite, femme d'Antoine Fayol, de Dieulefit ; 4^o Louise, femme de Ponce Dufour, de Dieulefit ; 5^o Eve, femme de Claude Corbon, de Dieulefit ; 6^o Madeleine, femme d'Olivier Olivier, de Félines.

II. — Arnoux I^{er} s'établit à Romans, où il teste en 1619, laissant de Madeleine Duboys, 5 enfants : 1^o Pierre II, mort en 1629, après avoir épousé Hélène Tardy, dont il n'eut pas de postérité ; 2^o Ennemond qui suivra ; 3^o Louise,

femme de Louis Bernard, de Romans ; 4° Ennemonde, mariée d'abord avec Benoît Bourgeois-Mornas et ensuite avec Pierre Richard et 5° enfin, François, décédé jeune.

III. — Ennemond fut s'établir à Marseille où il épousa, en 1605, Catherine de Mouret et laissa : 1° Arnoux, célibataire, 2° Pierre II.

IV. — Pierre II, eut de Françoise de Mantillery : 1° Jean-Augustin, qui suit ; 2° Pierre-Arnoux, mort adolescent ; 3° Hélène, femme de Gaspard du Collet, sieur d'Anglefort ; 4° Madeleine, femme de Jean-Baptiste de Jacquemet-St-Georges ; 5° Thérèse, religieuse ursuline à Romans ; 6° Blanche, religieuse à St-Elizabeth de Marseille.

V. — Jean-Augustin, uni en 1674 avec Laurence du Vivier a : 1° François, mort sans avoir été marié en 1712 ; 2° Philippe, qui suit ; 3° et 4° Claudine, décédée en 1753, et Hélène, toutes les deux célibataires ; 5° et 6° Ennemonde et Marianne, religieuses ursulines à Romans ; 7° Laurence, ursuline à Valence et 8° Françoise, ursuline à Crest.

VI. — Philippe, mari d'Anne Bonnot, eut d'elle : 1° Bruno Gabriel ; 2° Jeanne-Madeleine ; 3° François-Philippe-Victor ; 4° Marie-Elizabeth-Thérèse, religieuse ; 5° Charles-Gabriel ; 6° François-Antoine, qui suit ; 7° Jean-Ennemond-Barthélemy ; 8° Jeanne-Françoise ; 9° Claudine, ursuline à Romans ; 10° Marie-Anne.

VII. — Enfin François-Antoine, dernier représentant de la famille décédé en 1817 sans postérité.

A. DE B.

FRANÇOIS PIE

La *Biographie du Dauphiné* nous apprend que François Pie, blessé à la retraite de Quiévrain, se montra moins sensible à ses souffrances qu'à la douleur de voir une armée insurgée et teinte du sang de l'un de ses chefs.

« Mon général, dit-il à Beauharnais, adjudant-général, achevez-moi ; que je ne voie pas la honte de cette journée. Vous le voyez, je meurs à mon poste, à côté de mon fusil, avec le regret de ne pouvoir plus le porter. »

Une députation de la garde nationale de Paris et d'un bataillon d'infanterie légère lui vota un sabre d'honneur et vint à l'Assemblée nationale prier les représentants du peuple de le lui offrir.

Transporté à l'hôpital de Valenciennes, Pie apprit de Rochambeau et de Luckner la distinction dont il venait d'être l'objet, regagna ensuite son régiment et mourut au champ d'honneur.

Ce brave grenadier fut un instant populaire, grâce à la gravure et aux récits imprimés. Mais sa famille ne profita guère de sa gloire, témoin la lettre suivante de Faujas Saint-Fond au préfet de la Drôme en date du 18 messidor an VIII.

« J'ai l'honneur de recommander à votre justice et à vos bontés, la mère du brave grenadier Pie, fait officier par décret de la Convention et mort au champ d'honneur. Un second fils, non moins brave que le premier, est mort officier, à la suite de

ses blessures sous les ordres de Brune, lorsque ce général a battu en dernier lieu les Anglais en Hollande.

« Cette mère qui a perdu ses deux enfans pour sa patrie, na absolument aucune ressource pour exister. Le ministre ecrit au département, de donner des secours à cette femme sur les premiers fonds qui seroient à sa disposition ; et l'affaire en est resté là, et la pauvre malheureuse Pie, est toujours dans le même état de dénuement le plus absolu. Si vous n'avés aucun fond pour les secours public à votre disposition, ainsi que je le crains ; j'ai l'honneur citoyen preffet, de vous prier de vouloir en ecrire un mot au ministre ; la situation de cette malheureuse femme qui est veuve, et a perdu ses deux fils qui lui envoient des secours, est véritablement touchante. Toutes ses pieces sont chés le ministre de l'intérieur qui les a reçu du ministre de la guerre.

« J'ai l'honneur, citoyen preffet, de vous renouveler les assurances de mon respectueux attachement. FAUJAS. »

Une rue de Valence porte le nom de Pie, natif de Loriol.



MOSAÏQUE DE ST-PAUL-TROIS-CHATEAUX

Le 28 février 1884, en creusant une cave chez les frères Maristes de St-Paul-trois-Châteaux, les ouvriers découvraient plusieurs bétons anciens enfouis sous le sol à 1^m. 25 et 1^m. 50 et enfin une mosaïque, formée de petits cubes noirs ou blancs, groupés en losanges. Après un lavage préalable, on lui reconnut les dimensions suivantes : 6 mètres 55 de longueur entre les deux seuils extrêmes et 3^m. 35 de largeur.

Elle était encore entourée des murs d'enceinte de la salle; mais ces murs ont été détruits depuis pour l'enlever.

« Le long des murs court une lisière de 0^m. 06 de large composée de cubes de couleurs variées, parmi lesquelles dominant le rouge et le jaune. La bordure proprement dite est à fond blanc; elle est ornée d'un filet noir de 0^m. 04, à l'intérieur duquel s'appuie une frise « à dents de loup »; puis viennent encore 2 filets noirs distants l'un de l'autre de 0^m. 29. L'intervalle qui les sépare est occupé par des carrés noirs (0^m. 07 de côté) disposés en losanges et formant 3 rangées : c'est le motif dominant de la bordure dont la largeur totale est ainsi de 0^m 72.

« Dans le cadre se trouve une marqueterie à fond blanc aussi et à ornements noirs. Le dessin, entièrement géométrique, en est à la fois simple et complexe..... Tout cet ensemble de lignes blanches ou noires fait ressortir le tableau qui occupe la partie centrale. Ce tableau est en-



LE TRIOIS-CHATEAUX

[illegible][illegible][illegible][illegible]



Helio & Dujardin

MOSAIQUE TROUVEE A ST PAUL-TROIS-CHATEAUX.



touré d'un cadre de 15 centim. rehaussé d'une belle torsade de rubans en pierres de couleurs variées. » (1)

Il représente le mariage d'Hercule et d'Hébé.

Cette mosaïque a été enlevée et portée au musée d'Avignon. La société d'Archéologie a jugé utile d'en conserver le souvenir, et la photogravure ci-jointe, dont les frais ont été spontanément faits par M. le comte de la Sizeranne, notre bienveillant collègue, conservera le souvenir de ce monument de l'art antique. (2)

Il a été trouvé aussi au même endroit une inscription portant :

D M
C A T I
T E R T U L
L I N I · T H
° R I A · R O
d o P E · F R
a t r i C A R

Diis manibus Catii Tertullini, Thoria Rodope fratri carissimo. (3)

A. L.

(1) *Messager de Valence* des 17 et 18 mars 1884.

(2) La photographie a été faite par MM. Foguet, photographes à Montélimar.

(3) *Revue épigraphique du midi de la France*, liv. d'avril et mai 1884.



CHRONIQUE

On trouvera au secrétariat de la Société le programme des questions à traiter à la réunion des sociétés savantes en 1885.

Les journaux ont parlé de la découverte à Tulette d'une louve en bronze, ayant dû servir d'enseigne militaire romaine, de 10 centimètres de long, acquise par M. Morel receveur particulier des finances à Carpentras. (1)

M. l'abbé Isnard, notre collègue, nous a entretenu d'un autre objet semblable, également trouvé à Tulette, représentant un bœuf, aussi en bronze, mais tellement poli par le frottement et les acides qu'il avait perdu toute valeur historique. La question de l'emploi de cette louve et de ce bœuf n'est donc pas résolue encore.

M. Marius Villard, notre nouveau collègue, a offert à la Société le dessin et la photographie d'un chapiteau en marbre blanc gypseux, provenant du rempart qui formait le côté-est de la clôture du cimetière de Romans, et antérieurement sans doute, des ruines d'un temple romain, remplacé par la chapelle de St-Romain.

Ce chapiteau acquis par M. Villard, mérite d'être examiné.

(1) Voir notamment le *Dauphiné* du 17 août 1884.

Parmi les publications reçues, il convient de signaler en première ligne :

Lettres de Louis XI, roi de France publiées d'après les originaux pour la Société de l'histoire de France par Joseph Vaesen et Etienne Charavay. t. I. — *Lettres de Louis Dauphin 1438-1461* publiées par Etienne Charavay. Paris, J. Renouard 1883, in-8°. Le titre indique suffisamment l'importance de ce travail, suivi de notices sur de Bernes, Thomassin, Aimar de Poysieu, Guillaume de Poitiers, Jean Botut etc. Il se recommande aux érudits Dauphinois;

Voyage dans le midi de l'Ardèche, par le docteur Framus. C'est là un guide charmant de gaité, de savoir et d'humour. — Privas, in-8°, 1884;

Hilaire Gervais. Histoire d'un enfant, par Léon Baracand, Paris, Charavay, 1884, 1 vol. in-8°. Roman très intéressant et très bien écrit ;

Les inscriptions et les tuiles légionnaires de Mirebeau, (Côte-d'Or), par M. Robert Mowat, 1883, br. in-8° ;

Le cardinal de Polignac, 1661- 1741, par A. Lascombe. Le Puy, 1880, br. in-8°;

Relation du Jubilé de Notre-Dame du Puy en 1701, par le chanoine Pierre Rome, publiée par Ad. Lascombe. Le Puy, 1876, in-8° ;

Notice sur le couvent du Refuge ou St-Maurice du Puy par A. Lascombe, Le Puy, 1882, br. in-8° ;

Le Dauphin Humbert II et la ville de Romans, par le docteur Ulysse Chevalier. — Valence, 1883, br. in-8° ;

Notice sur la bibliothèque de la ville de Grenoble, par Edmond Maignien. — Grenoble, 1882, br. in-16.

Notes et documents relatifs à l'histoire de l'instruction publique en Dauphiné pendant la Révolution, publiés par A Prudhomme, Bourgoin 1884. — br. in-16 ;

Notes ou livre de raison d'un procureur au bailliage de St-Marcellin au XVI^e siècle, Grenoble 1884. — br. in-16 ;

Eloge de M. Victor de Laprade, par M. le vicomte de Meaux, St-Etienne 1884. — br. in-8° ;

Notice historique sur les paroisses de Colonzelle et de Margerie, par M. l'abbé Fillet, tirage à part du *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap et Viviers*. — Broch. in-8° de 40 pages.

Notice sur l'ancienne chapelle et l'Ermitage de Notre-Dame des Grâces, à Bollène, par M. de Faucher, Avignon 1883. — br. in-12°.

La noblesse et la bourgeoisie à Briançon avant 1789, par le doct. Chabrand, Gap 1884. — br. in-8°.

Doléances d'un archiviste du XV^e siècle et autres documents relatifs à l'Argentière, publiés par l'abbé Paul Guillaume, Gap 1884, — br. in-8°.

Observation sur l'édition du mystère de St-André de M. l'abbé Faÿ, par le même, Gap 1884, — br. in-8°.

Salomon de la Chapelle. *Notice sur l'abbé Laussel, procureur de la commune à la municipalité de Lyon en 1793*, — Lyon 1882, — br. in-8°.

Histoire de la ville de Malaucène, par MM. Saurel, 2 vol. in-8°. Avignon Roumanille. Ce travail sera étudié.

NÉCROLOGIE

M. BELLON (JOSEPH-ANTOINE).

Né à Charpey le 29 octobre 1813, d'honnêtes cultivateurs, notre collègue dut par son intelligence attirer l'attention du desservant de la paroisse, qui l'initia aux premiers éléments du latin et le fit entrer au séminaire, dans l'espérance de lui voir un jour embrasser la carrière ecclésiastique.

Effectivement M. Bellon fut d'abord dispensé du service militaire comme clerc étudiant ; puis, faute de vocation, il entra vers 1834, dans un régiment de ligne.

De retour en 1841, avec le grade de caporal, il ouvrit à Charpey une école libre, devenue communale en 1843, et végéta dans ces pénibles et difficiles fonctions jusqu'en 1851, époque où son attachement au général Cavaignac lui valut une révocation pure et simple.

Il devint alors secrétaire de mairie et rouvrit peu après une école libre, et il a conservé les deux emplois jusqu'à la fin de sa vie.

Pourtant, lorsque Bésayes s'insurgea contre Charpey et, de section, voulut s'ériger en commune, la métropole se souvenant de la vaillance de M. Bellon l'éleva aux fonctions de maire, pour lutter contre la colonie rebelle.

S'il ne triompha pas alors, à cause des idées d'émancipation à la mode en ce moment, il rendit son nom célèbre

par un arrêté sur le choix des instituteurs au moyen du suffrage universel, arrêté reproduit par tous les journaux.

Voilà toute la biographie de l'auteur :

1° *Du souvenir des pauvres ou la bienfaisance reconnue dans la commune de Charpey* (1858), 1 vol. in-8° ;

2° *De la Mère de Jésus, d'après la Bible* (1864), 1 vol. in-12 ;

3° *De la Réponse à la lettre du pape aux Protestants, à l'occasion du prochain concile* (1869), 1 vol. in-8°, sous le pseudonyme de Biblon, véritable chef-d'œuvre d'érudition et de polémique honnête.

M. Bellon a composé un *glossaire du patois de Charpey*, en manuscrit, et de nombreuses notes sur son village natal.

Placé près d'un dépôt d'archives et d'une bibliothèque, il aurait accompli des prodiges, et dans son isolement, il a consumé son temps en recherches stériles pour sa gloire.

N'importe ; sa foi, son dévouement, son abnégation, ses travaux et son patriotisme lui ont mérité l'affection de ses concitoyens et l'estime de ceux qui l'ont connu et apprécié.

A. L.



SÉANCE DU 16 AOÛT 1884

PRÉSIDENT. DE M. DE GALLIER

Lecture est donnée de plusieurs lettres dont l'une annonce la publication prochaine du *Dictionnaire topographique de la Drôme* de M. Brun-Durand, vice-président de la Société.

Cette nouvelle est suivie d'une autre, qui est accueillie avec une égale faveur : c'est la fin de l'impression des *Mémoires d'Eustache Piémond*, annotés par le même auteur.

M. le Président propose ensuite comme *membre titulaire* M. Marius VILLARD, directeur des bureaux du service vicinal à Valence, et comme *membre correspondant* M. ACCARIAS ancien conseiller à la cour de Grenoble, auteur d'un travail historique remarquable sur la famille Chalvet.

L'admission de ces deux membres est proclamée.

Après avoir rappelé les noms des propriétaires des domaines suivants, dans la banlieue de Valence et de Chabeuil :

La Ruelle et l'Abbaye. . . .	Ordre de Malte.
La Buzatte et les Gauds. . .	St-Ruf.
La grange du Moulin et Panette.	Notre-Dame.
Le Grand-Rousset	Ursulines de Valence.
Gerbaud et Rivières	L'évêque de Valence et Naillac.

La Motte et Sassenage. Soyons.
 Billard. Ste-Marie de Valence.
 Laulagner. Vernaison, etc.

M. le secrétaire signale deux ou trois propriétaires de la Trésorerie : M^{me} de Clerc de Ladevèze, M^{me} de Galbert de Ronchol-des-Fonts, mariée en 1687 avec Jean-Annet de Serment, officier de mérite, frère de Louise (Anastasie) Serment, connue par ses rapports avec Quinault.

Il lit à ce propos un Mémoire ancien sur l'origine des Serment (Tastevin) originaires de Charpey, et sur les difficultés suscitées à Geralde Girault par la famille d'Honoré Serment, lieutenant en la connétablie de France, son mari.

Cette lecture est suivie d'une autre sur la peste de 1720-22 en Dauphiné, tirée d'une relation composée par Jean-Baptiste Giraud, curé de Roussas, datée de 1723 et communiquée par M. Devès, greffier de la Justice de paix à Grignan.

Quelques autres renseignements sur le même sujet sont donnés par les membres présents et la séance est levée.

A. L.



TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XVII

(ANNÉE 1883)

ANDRÉ DE LAFATTE, par M. le baron de COSTON.	77, 175, 311, 363
ANTIQUE AUTEL CHRÉTIEN RÉCEMMENT DÉCOUVERT A ST-MARCEL-LÈS-SAUZET, près de Montélimar, par M. l'abbé Ch. DIDELOT .	285
ANTOINE DE VOCANCE, par M ^{me} LASCOMBES	55, 129, 280
BIBLIOGRAPHIE, par M. Anatole de GALLIER.	220
COMPTE-RENDU DU TRÉSORIER, pour 1881, 1882 et 1883. . .	230
CHRONIQUE par A. LACROIX	122, 237, 446
DESCRIPTION TOPOGRAPHIQUE DE LA TOUR DE CREST, par M. ARNAUD	103, 140, 249
ESSAI HISTORIQUE SUR LE VERCORS, par M. l'abbé FILLET, 31, 159, 331, 412.	
FRAGMENT D'ÉPITAPHE D'APPARENCE TRÈS ANCIENNE, par M. ALLMER	347
FRANÇOIS PIE	442
HISTOIRE GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE DE RABOT, par M. l'abbé CHEVALIER, (Jules)	255, 390
MADAME DE VILLEDIEU ET M. GAZIER, par M. Anatole de GALLIER,	224.
MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE DE LOULLE, DE ROMANS, par M. A. DE B.	206, 430
MOSAÏQUE DE ST-PAUL-TROIS-CHATEAUX, par M. A. LACROIX.	444
NÉCROLOGIE : M. GIRAUD (Paul-Émile)	117
— M. BERNARD (Jean-Pierre).	120
— M. DE BERNON (Just)	236
— M. FONTANILLE.	236
— M. THANNARON.	349
— M. LE GUAY.	459
— M. BELLON	449

NOTE SUR LA SUCCESSION DANS LA MAISON DE LA TOUR-DU-PIN, par M. le comte DE LA TOUR-DU-PIN LA CHARCE	62
NUMISMATIQUE DU PARLEMENT DE GRENOBLE, par M. G. Vallier. 5, 353.	
SÉANCE : DU 29 OCTOBRE, 1883.	424
— DU 21 JANVIER, 1884.	233
— DU 21 AVRIL, 1884.	351
— DU 26 AOÛT, 1884.	451
TABEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ	241
UNE VISITE A L'ATELIER DE M. FÉLIX-AUGUSTE CLÉMENT A DONZÈRE par A. LACROIX.	113
UN SCEAU TROUVÉ PRÈS DE ROMANS, par M. A. LACROIX. . .	227
L'ARRONDISSEMENT DE NYONS	297, 313, 329



